

Nouveaux périls en Argentine

Pour le président argentin Raul Alfonsín, c'est « le plus grave défi » qu'il ait eu à affronter le gouvernement de Buenos-Aires. L'attaque lancée, lundi 23 janvier, contre la caserne de La Tablada par un commando de présumés guérilleros d'extrême gauche a certes créé un état de choc dans un pays où l'on croyait disparus les fantômes de ces années noires qui avaient provoqué l'engrenage de la répression, et fait le lit de la dictature militaire.

Cette tentative de déstabilisation n'est pourtant pas, il s'en faut de beaucoup, la première à laquelle le nouveau régime démocratique a dû faire face. L'issue de la révolte militaire du mois de décembre 1988, la dernière en date, n'ayant pas apporté de solution durable aux problèmes de l'armée, beaucoup s'attendaient même que l'agitation reprenne dans les casernes.

M. Alfonsín veut pourtant être le premier président constitutionnel, depuis la fin des années 20, à transmettre le pouvoir à un successeur régulièrement élu. L'élection présidentielle doit avoir lieu le 14 mai. Compte tenu de la période de « cohabitation », il lui reste dix mois pour tenir son pari et parvenir à la fin de son mandat. Cette « nouvelle épreuve » risque de mettre un peu plus en péril son noble dessein, et ce d'autant plus qu'elle trouble, par son aspect suspect, un climat déjà passablement lourd. Ce « Front de résistance populaire », inconnu, qui a revendiqué l'attaque, justifie son action en prétendant qu'il a voulu prévenir un coup d'Etat militaire. Mais il a aussi appelé les Argentins à se rendre devant la Casa Rosada, siège du gouvernement, pour « imposer le gouvernement du peuple et prendre le pouvoir ».

La courte et ferme réplique du chef de l'Etat annonçant, avec la création d'un conseil de sécurité nationale, son intention de déclarer la guerre à la subversion a reçu un accueil favorable de la part d'une classe politique traumatisée par le souvenir du terrorisme des années 70. A n'en pas douter, cette décision sera aussi applaudie par une armée qui y trouvera le moyen de redorer son blason. La gauche argentine, qui s'est empressée de dénoncer l'atteinte portée à son prestige, devrait, elle, pâtir de ce mauvais coup à trois mois de l'élection présidentielle. Tout comme, dans une moindre mesure, les péronistes, dont l'image reste souvent associée à la période de violence.

Mais l'essentiel est ailleurs. Que l'action de ces « guérilleros » représente un coup d'éclat sinistre et sans suite, ou annonce la renaissance d'une autre violence, le successeur du président Alfonsín, quel qu'il soit, héritera d'une situation aux périls multiples. « A l'arraché », l'actuel chef de l'Etat parviendra sans doute à tenir le pari d'une transmission légale du pouvoir, mais il restera à consolider une démocratie menacée de toute part.

(Lire l'article de CHARLES VANHECKE page 3.)



Retenue à la source, prélèvement proportionnel au revenu

Le projet de X^e Plan prévoit d'importantes innovations fiscales

M. Michel Rocard a approuvé, mardi 24 janvier, le projet de X^e Plan (1989-1992), élaboré par le secrétaire d'Etat au Plan, M. Lionel Stoléru, et intitulé « La France, l'Europe ». Si ce projet retient comme premières priorités l'éducation et la formation, il innove surtout en matière fiscale. Il préconise la mise à l'étude d'un

projet de retenue à la source pour l'impôt sur le revenu, applicable en 1993. Afin de maintenir l'équilibre des finances publiques (budget et Sécurité sociale), il suggère l'introduction d'un prélèvement proportionnel au revenu. Les charges sociales des entreprises devraient être stabilisées, voire allégées.

Avec le projet de X^e Plan, la France se trouve-t-elle dotée désormais d'un « grand dessein » ? Synthétique, le document veut faire de l'Europe la grande ambition des quatre années à venir. Les priorités de ce Plan ne sont pas particulièrement originales : l'éducation et la formation, la compétitivité, la solidarité, le cadre de vie et le service public. Les projets qui les accompagnent non plus.

Les objectifs retenus devraient à nouveau faire l'unanimité. Qui n'adhérerait pas à un objectif central qui vise à « la reconquête progressive d'un haut niveau d'emploi » ?

Qui n'estime pas nécessaire « l'amélioration de la formation et du marché du travail » ? Qui ne souhaite pas que « l'Etat doit décider moins, décider mieux et décider vite » ?

Si, hormis l'Europe, le X^e Plan n'annonce donc pas le « grand dessein » tant attendu, il n'en est pas moins intéressant par les recommandations qu'il fait en matière de fiscalité.

De ce point de vue, le document de Lionel Stoléru traduit une nette rupture avec les discours sur la nécessité de réduire le poids des prélèvements obligatoires. « La France ne révisera pas en baisse son système de protec-

tion sociale vers un niveau européen moyen », lit-on, par exemple, dans le Plan. M. Stoléru préconise aussi l'introduction d'un nouvel impôt, un prélèvement proportionnel au revenu.

La réforme fiscale telle qu'elle transparaît dans le X^e Plan traduit davantage un souci de redistribution que de réduction des impôts. Le Plan prend là un parti qui correspond à n'en pas douter, à la philosophie de M. Michel Rocard. Mais ce parti pris est-il compatible avec les contraintes de l'Europe, et en particulier la « clause de la nation la moins fiscalisée » ?

ERIK IZRALEWICZ
(Lire page 37 l'article de FRANÇOISE LAZARE.)

Les neuf sages du CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel sera présidé par M. Jacques Boutet, ancien président de TF1
PAGE 13

Le GAN et la Société générale

La compagnie possède désormais 4,9 % de la banque
PAGE 42

La crise belgo-zaïroise

Un entretien avec le président Mobutu
PAGE 5

L'ENQUÊTE :

Marseille, ou le poids du décor

Le débat sur l'urbanisme dans la deuxième ville de France
PAGE 21

La préparation des municipales

La bataille de Noisy-le-Grand et celle de Cannes
Pages 10 à 12

Le sommaire complet se trouve page 42

Didier Daeninckx

La mort n'oublie personne

L'EPOPEE D'UN RESISTANT

Denoël

Un point de vue du ministre de l'éducation nationale

Construisons ensemble l'école de demain

M. Jospin présente dans cet article au « Monde » son projet de loi d'orientation et de revalorisation de la fonction enseignante. « François Mitterrand a fait de l'éducation la priorité du nouveau septennat, écrit-il. Il m'incombe d'en proposer la politique. Il sera indispensable de nous en donner les moyens, pendant plusieurs années. »

par Lionel Jospin
ministre de l'Etat,
ministre de l'éducation nationale

La semaine dernière, j'ai ouvert deux discussions très importantes pour le système éducatif français : l'une sur une loi d'orientation, l'autre sur la revalorisation de la fonction enseignante. En effet, après l'examen approfondi, et j'espère lucide, que j'ai fait depuis ma prise de fonction, j'ai renforcé ma conviction qu'il faut développer, pour l'éducation en France, des efforts vigoureux et continus.

1. Dans notre société en mutation rapide, l'enfant est souvent

en situation d'insécurité. Les parcours de la réussite sont majoritairement réservés aux élèves entourés ou aidés. Sans un développement énergétique des activités de soutien, l'égalité des chances est une illusion.

2. L'aspiration légitime à plus de culture et de connaissances pour un plus grand nombre s'est traduite par une multiplication par dix du nombre de bacheliers en trente ans. L'enseignement des lycées et des universités conçu pour une « élite » est devenu un enseignement de masse. Les différentes filières sont devenues avec le temps les éléments d'une orientation précoce et sans recours.

3. Le développement de la recherche scientifique a conduit à un renouvellement du savoir. Le système éducatif a réagi par l'empilement des connaissances. Les programmes et les horaires ont suivi cette inflation. L'objectif des têtes bien faites a débouché sur la réalité des têtes trop pleines et surtout fatiguées.

4. L'école, autrefois émetteur privilégié de savoir et de culture,

n'est plus seule dans ce rôle. Les systèmes qui diffusent sons et images diffusent aussi des connaissances dans des conditions de présentation toujours variées et souvent très attrayantes mais aussi éclatées et non ordonnées. Nos enfants sont aujourd'hui les produits de cette société de l'audiovisuel.

En face de ce formidable défi multiforme, diversifié, permanent et qui s'identifie au progrès technologique le plus moderne, l'école, avec ses méthodes pédagogiques souvent traditionnelles et ses faibles moyens matériels, fait un peu figure de système retardé. L'enseignement primaire a bien résisté, sans doute parce qu'il était déjà un enseignement de masse ayant pour vocation d'accueillir sans sélection l'ensemble des enfants et que sa mission a peu varié, à savoir éveiller et permettre les apprentissages fondamentaux (lire, écrire, compter).

(Lire la suite page 17 et dans « Le Monde Campus » : « 4 000 postes d'enseignants pour la prochaine rentrée universitaire », page 18.)

Après la mort du peintre

L'impatience des héritiers de Dali

Salvador Dali devait être enterré mercredi 25 janvier sous la coupole du musée qu'il a créé à Figueras, en Catalogne. Un « sale coup » pour la municipalité de Pubol, a estimé le maire de cette bourgade, érigée en marquisat pour le peintre qui y possédait un château. Les éventuels héritiers de l'artiste retiennent leur souffle en attendant l'ouverture de son testament, dans treize jours.

FIGUERAS
de notre envoyé spécial

Ici, l'heure du recueillement est aussi une longue attente du partage. Après la mort, le trois-croix. Avant même les obsèques, l'inventaire ! Spectacle qu'est

peut-être apprécié en connaisseur Salvador Dali.

Tout de même, on se prend à rêver que le « Divin », plus espiègle que jamais, s'arrache une seconde de son cercueil pour se saisir de ses pinceaux et s'autoportraiter en veau gras dépecé tranquillement par ses héritiers présumés.

Pour être ridicule, comparée à celle de Mazarin, sa fortune serait

immense. Des proches avancent un montant de 1 milliard de francs. Que de convoitises, que de supputations ! Un simple bout de papier — le testament de Son Excellence Dali — se chargera le 6 février de les envoyer au néant ou de les exaucer. Encore treize jours d'attente puisque ainsi le veut la loi espagnole.

LAURENT GRELSAMER.
(Lire la suite page 24.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ Cinéma : « Cop », de James B. Harris. ■ Musique : l'Année Chostakovitch. ■ Photo : les habits d'Arthur Tress.
Pages 23 à 25

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 32 à 34

Débats

HUMEUR

Vous n'auriez pas une valeur ?

par DANIEL SIBONY (*)

REVENU MINIMUM D'INSERTION

Le succès dépend des « accompagnateurs »

par FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ (*)

LES Français ont trop longtemps compté sur le prince et sur les religieux pour s'occuper des plus démunis et des plus pauvres d'entre eux. Les sociétés protestantes n'ont pas disposé du même personnel pour l'administration du dévouement ; et elles ont, en général, donné aux pouvoirs publics un rôle plus « subsidiaire » dans la pratique des solidarités. Elles se sont donc organisées, bien avant la nôtre, de façon privée et laïque, pour développer l'entraide, au fur et à mesure de ses progrès dans les sentiments et les mœurs.

Pour cette raison — et d'autres, peut-être — dans plusieurs des pays qui nous entourent, le citoyen ressent, plus que chez nous, le devoir d'agir lui-même en faveur de proches malheureux, dont il s'estime personnellement responsable. Bien qu'il n'éprouve pas, en moyenne, plus d'affection pour autrui et ne pratique pas davantage l'oubli de soi, il opère spontanément et directement, plus qu'il n'écoute d'autres interventions. Or, en France aujourd'hui, les permanents de la charité chrétienne se raréfient, cependant que l'Etat-providence, manifestement assoupli, a de plus en plus besoin de concours, dont il ne supporte pas la charge entière pour obtenir les progrès sociaux dont il a l'ambition.

Mobilisation générale

La mise en œuvre du revenu minimum d'insertion (RMI), qui vient d'être voté, sera aussi une mise à l'épreuve de la relève nécessaire. L'allocation que peiera le Trésor, si elle tend à assurer le minimum vital aux très pauvres, n'a de sens que si elle sert à leur inclusion ou ré-inclusion dans la vie professionnelle et sociale, sans laquelle la pauvreté, en dépit de secours sporadiques, conduit fatalement à la dérive. A la liste des droits de l'homme, que l'on complète ou détaille depuis deux cents ans, s'ajoute désormais un véritable droit à l'insertion. Mais ce droit, s'il est implicitement reconnu par le législateur, ne peut être réalisé par l'exercice seul. Celui-ci doit susciter de multiples soutiens dans la société civile pour qu'il ne reste pas, en fait, lettre morte.

Voilà donc les collectivités locales et les associations, ensemble, au pied du mur, incapables de se passer les unes des autres. Il faut beaucoup d'accompagnateurs, inventifs et efficaces, pour sortir des

fosés du bord de la route ceux dont les défaites dans le combat pour la vie ne sauraient être définitives, pour les faire échapper aux malchances subies dès le départ ou en chemin. C'est l'honneur de la collectivité nationale tout entière, donc de chacun de ses membres, qui est en jeu. Notre dignité à tous commande qu'il n'y ait pas, dans nos rangs, tant de laissés-pour-compte, que les déshérités ne deviennent pas des déchets. Or le réalisme dicte, à cette fin, une mobilisation aussi générale que possible.

Au cours des dernières semaines, les grandes associations caritatives, après un long travail en commun sur la pauvreté et la précarité, sont intervenues auprès des deux Assemblées du Parlement pour exprimer leurs sentiments unanimes. Leurs efforts et leurs résultats sont déjà remarquables. Mais il faut les aider davantage à aider : les faire participer dans de bonnes conditions à l'élaboration et au suivi des « projets » ou « contrats » d'insertion ; leur faciliter l'appel à des bénévoles, dûment formés et encadrés, en renfort de leurs permanents et des travailleurs sociaux.

Le terrain semble favorable. Un récent sondage (1) a révélé que les Français se sentaient désormais plus enclins, en fait de solidarité, aux dons de temps qu'aux dons d'argent. Or la statistique ne vérifie pas encore cette préférence : nous restons, en effet, les plus mal placés, pour ce qui est de la pratique du « volontariat ».

Disons donc que nous sommes en présence de dispositions mal exploitées. Il va falloir beaucoup de participants, à travers des organisations sérieuses, lucides et inventives, pour détacher les milliers, seconder les démarches, trouver les solutions, suivre les parcours.

« Accompagnement » est ici le maître-mot et la clé du succès. Il s'agit d'opérer à trois — la collectivité, l'accompagnateur, l'accompagné — dans chaque cas d'espèce, en faisant face à une grande diversité de situations individuelles, en pratiquant donc un « sur-mesure », de préférence au « prêt-à-porter » administratif.

(*) Président de l'Union des organismes privés d'action sociale et sociale (UNIOFSS).

(1) Enquête SOFRES de novembre 1987, publiée à l'occasion du congrès de 40^e anniversaire de l'UNIOFSS.

« Y A plus de valeurs. » Ce genre de jugement en dit moins sur l'état du monde que sur celui qui le porte : et qui veut peut-être dire : « Je ne vois plus rien que vaillances pour moi. » Petite bouffée dépressive ? Déploration nihiliste d'un nihilisme ambiant ? Or le nihilisme est d'abord une affirmation : de soi. Il affirme sa posture comme annulant ce qui n'est pas elle : petite variante narcissique...

Mais des « valeurs » elles-mêmes, qu'en est-il ? Dès qu'on y pense un instant, on les voit toutes surgir de l'ombre : elles sont là, neuves, intactes. De laquelle douteriez-vous ? De l'amour ? Allons ! le nombre de ceux qui s'affalent et dépriment de ne pouvoir ni aimer ni vivre sans dit assez à quel point c'est une valeur chère ; à la fois rare et généreuse : elle vous atteint quand vous n'y pensez plus. Et la pensée, au fait ? Grosse valeur, malgré les apparences. Chacun a l'air écorché, mais chacun vit avec la pensée, et il en pense ce qu'il peut : il sait que penser vraiment est dangereux, comme tout ce qui met en jeu l'être, le corps, la liberté, le fantasme, le désir... Oui, l'épreuve est risquée : ça peut vous mener à agir, à secouer votre économie figée.

Les premiers entretiens pour une analyse m'ont souvent ému par la capacité des gens à penser leur situation ; lucidité, acuité : sans complaisance. Après, rideau : à vous de jouer, docteur, moi, si je pense plus loin, j'explose. Les philosophes, eux, savent se défendre aux limites du pensable : ils en font des concepts-jets et jouent avec. Les gens, eux, se défendent en débarrassant, tout simplement. Mais ils savent où est la prise, même s'ils craignent la décharge...

Confusions

Alors, encore d'autres valeurs ? Voyez la solidarité. Fait divers : un chauffard écrase une gosse sur la route et ne s'arrête pas ; tout le monde l'apprend, pleure sur la gosse, vomit le chauffard qui est d'ailleurs une image de M. Tout-le-Monde. Ou encore : la terre tremble en Arménie, tout le monde donne, ce sont des gens pour recevoir qui manquent ; leur système n'était pas prévu pour trop de dons. Pas de doute.

Et la valeur de la « personne humaine » ? Reconnue. Même par ceux qui la violent : ils disent qu'ils la violent quand leur personne, la plus valable (quand même), est menacée... dans ses valeurs.

Des valeurs, donc, ce n'est pas ce qui manque. Le problème est plutôt de supporter qu'elles soient

la sans pour autant les incarner, mais en gravitant autour, en sentant leur attraction moduler votre orbite. Du reste, supporter d'être en manque de valeur, c'est déjà témoigner que ladite valeur n'est pas une drogue, qu'on ne s'abrutit pas avec. Heureusement il y a l'humour, valeur subtile qui nous console d'être si loin de nos valeurs ; on les fait rire à nos dépens ; parfois un grincheux passe et dit : « Ah, vous reconnaissez que vous avez peu de valeur ! Je l'ai toujours dit, moi. » Et lui ne rit pas ; il s'est pris pour une valeur. Car certains barbotent dans les valeurs qu'ils croient être. Cela fait de grosses confusions entre : « voilà ce qui vaut pour moi » et « voilà ce que je vante ». Du reste, quand un type vous dit qu'il vaut mieux que vous, mieux vaut lui donner raison : il a pris le risque du ridicule, et ce risque mérite salaire.

D'ailleurs, c'est souvent en combattant pour ses valeurs que l'homme se dévalorise. Des antiracistes en viennent aux mains, chacun voulant être le seul à « vraiment combattre » le racisme. Mais oui, il y en a qui ne veulent pas partager leurs valeurs. Narcissisme meurtrier ? Même pas ; inquiétude sur la valeur comme si elle allait s'évaporer si d'autres en prennent ou s'en réclament. Un gâteau. C'est fréquent chez les enfants : l'autre jour j'étais au volant et deux fillettes à l'arrière fredonnaient. Calme, luxe. Soudain j'entends une claque et un cri : « J'veux pas qu'elle chante ma chanson ! — Mais c'est pas ta chanson, c'est une que tu chantes. — Non, je l'ai chantée en premier ! »

Si les humains s'entre-déchirent sur les valeurs, dont la plus simple, le respect, interdit qu'on se déchire à son sujet, c'est qu'ils ramènent chaque valeur à leur mesure, plus qu'étriquée, et se la disputent comme une chose — c'est la valeur fétichisée — ou comme les faveurs d'une mondaine qui se donnerait au plus offrant : amour-fétiche là encore.

Quand on dit qu'une valeur se fait rare, c'est que ses répondants se raréfient ; mais elle est intacte ; et nul n'en dispose ; il faut la produire pour en « avoir » un petit éclat ; elle n'existe que comme nom ou symbole des gestes qui la produisent et la font vivre.

En revanche, c'est l'idéal qui s'étirole en tant que siège central et désincarné de la valeur. Ou plutôt, les « idéaux » semblent s'être divisés : d'un côté, la figure perverse de l'idéal, autoréférent, auto-suffisant, totalitaire ; de l'autre, sa figure desséchée fautive d'usage ;

pensez à l'idéal révolutionnaire : les militants l'ont agité comme un miroir pour que les intéressés viennent s'y reconnaître, les « travailleurs ». Ceux-ci passaient devant, regardaient, et s'éloignaient : c'est pas drôle, ce truc-là... Alors on a brisé les miroirs. Ça n'a brisé aucune valeur. Ça s'est appelé pompeusement la mort des idéologies, le krach des valeurs politiques.

« Sois en bonne santé »

Vale, d'où vient valeur, signifie toujours « sois fort », ou plutôt : « sois en bonne santé ». (Allez, valétudinaires du cœur, un petit effort...) Et il se peut que la vraie valeur soit l'existence même de la valeur, c'est-à-dire la charité de l'homme ; ça a donné « charité », mais oui, trop confondue avec aumône ; et des âmes qui crachent dessus sous prétexte que d'autres en usent mal et que ça a des relents agressifs...

Or voici une objection, une grosse : tout ça est bien joli, mais les médias ont tout changé : un créateur de mode y a la valeur de Shakespeare, un rock vaunt Beethoven ; tout a valeur de culture, donc... y a plus de valeur (ou plus de culture ?). Case de départ.

L'objection me rappelle des plaintes récentes : on a de la valeur parce qu'on passe à la télé, alors qu'on devrait y passer parce qu'on a de la valeur... Au moins ça ne conteste pas qu'il y ait valeur, ça se plaint qu'elle soit galvaudée, profanée...

Ici une mise au point s'impose. Très peu se résignent à voir les médias, notamment la télé, occuper un lieu hautement symbolique rien moins que le podium le plus visible du lien social — et en même temps ne rayonner que des paroles vides (vides mais pas nulles, car le vide, parfois, opère). Et du fait qu'ils tiennent cette place, les médias sont un lieu transférentiel où se projettent — dans les deux sens — des passions, des grincements, des fantasmes à peine refoulés. Or, en eux-mêmes, les médias sont surtout un vaste appareil à traiter la parole-image comme un produit ; ce sont des techniciens de la vente. Mais alors quoi ? Traiter la parole, le plus sacré dans l'homme, comme un produit à placer, n'est-ce pas profanatoire ? Allons ! La parole n'est pas pour autant réduite à rien, elle est seulement abordée par son aspect produit vendable. Ça ne l'empêche pas de se dire pleinement ailleurs... au risque d'exister un peu (puisque les médias sont un signallement

(*) Psychanalyste.

d'existence). Il y a donc là une contradiction dynamique ou une impasse totale, selon les risques qu'on veut bien prendre pour l'aborder.

Et il n'y a pas de juste milieu : les médias, c'est déjà le « milieu », comme leur nom l'indique : *medium*, c'est moyen, très moyen ; c'est dire que toute valeur qui passe par là est soignée par le milieu, sans forcément qu'il y ait bêtise ou méchanceté ; juste une technique, qui ne vend pas des valeurs mais qui valorise ce qu'elle vend. Ainsi, elle vend de l'identification, qui n'est pas une valeur mais une fonction. Par exemple, gagner a toujours été une valeur et chacun sent ce que ça veut dire : gagner l'air libre quand on étouffe, gagner la vie sur les forces de mort... Eh bien ! la télé forge l'image-valeur correspondante : être un gagnant ; et c'est vendu : on montre des gens qui disent qu'ils sont gagnants... puisqu'on les montre, même s'ils ne gagnent pas toujours à être vus. C'est des « gagnants » puisqu'on les voit sur le podium (voir plus haut...). Ça tourne en rond, c'est purement autoréférent ; et toute valeur a sa version médiatique, creuse mais non nulle : on peut s'identifier au mot « gagnant » ou se conler dans son creux.

Temple vide

Du reste, ce serait terrible si ce foyer de paroles-images, loin de seulement faire des bulles qui éclatent en distrayant, devenait le lieu de la parole pleine. Peut-être même ceux qui seignent sur la vacuité des médias n'arrivent-ils pas à faire leur droit de Média qui dirait la vraie vérité, et par leur bouche à peine possible, source de la vraie valeur. Il est vrai que ce droit est assez dur à faire : vous voyez des demi-valeurs s'étaler sous vos yeux (et qu'est-ce qu'une demi-vérité ? — mais songez : qu'est-ce qu'un demi-amour ? de l'amour qui se refuse ; un demi-respect ? du mépris cynique ; les valeurs n'ont de sens qu'entières). Vous voyez donc la médiocrité se dire, vous étranger, vous voulez répondre : impossible ; il y a de quoi implorer...

En fait, rassurez-vous : ça répondra, mais pas par vous ; par ailleurs. Et vous, vous répondrez, mais autrement. C'est ainsi. Mais le contraire, qui serait le parfait ajustage, serait peut-être encore plus dur : le règne de la vérité totale ; le podium « vrai » ; le traitement technique de la Vérité. L'angoisse. Les médias resteront donc le « milieu » — l'empire du milieu ou le milieu qui empire — d'une ambiguïté radicale : celle d'être à la fois point de brillance du lien social et devanceur où des produits sont écoulés. La médiocrité des médias nous protège de leur pouvoir, en le sciant... par le milieu, ce qui lui retire toute emprise sur les valeurs. Et que faut-il regretter le plus ? Que le temple du lien social soit avili par les marchands ? Ou que ces marchands rappellent chaque jour qu'il y a un temple et qu'il est vide ? C'est lourd, un temple vide : tout le poids d'une religion et de son ratage. Mais là ce n'est que la religion de Soi...

Au fait, parler de Beethoven comme d'un concert de rock et de Montaigne comme d'une paire de bottes, c'est lancer un joli défi : « Que faites-vous de votre savoir sur Beethoven ou sur Montaigne ? Les valeurs ne sont pas des titres, la différence est à faire, chaque jour ; faites-la et dites-les nous, vos pensées neuves. Les nazis aussi aimaient Beethoven et disaient que la grande musique adoucissait les mœurs... Alors, dites autre chose que votre désir d'un Maître-étalon qui dirait le vrai du vrai ! » Certes, la vérité vaut mieux qu'un titre, et elle est sans domicile fixe, comme l'amour.

Et quand un homme fait une œuvre dont il sent la valeur, il peut vouloir la reconnaissance qui l'ensevelit sous son image puis sous le silence qui s'ensuit. Mais il peut surtout vouloir que le fin mot de son œuvre soit reporté ailleurs, branché autre part ; qu'il en soit dessaisi, de cette œuvre, par d'autres médiations qu'elle-même. Car l'enjeu des valeurs est fait de leur transmission plutôt que de mission ; de report, bien plus que de reportage.

Je pars au Brésil jeudi !

UNE SEMAINE

5990^F

TOUT COMPRIS !

8 nuits hôtel 5 étoiles

au bord de la mer. (Chambre + Petit déjeuner)

Avion : Aller/Retour - Direct

Paris / Fortaleza / Paris - Départ tous les jeudis.

Au6!

47 30 47 40

7 jours sur 7 24 h/24

EL CONDOR

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 46-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les abonnements et index du Monde au (1) 42-47-88-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	1 168 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 604 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	2 000 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés en provisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
PUBLCITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 206 136 F

ARGENTINE : terrorisme, malaise de l'armée, marasme économique

Le président Alfonsín est mobilisé sur tous les fronts

Trente-sept personnes sont mortes et soixante-cinq ont été blessées lors de l'attaque, lundi 23 janvier, de la garnison de La Tablada par un commando présumé d'extrême gauche. Dans une courte déclaration, le président argentin Raúl Alfonsín a annoncé la création d'un Conseil de sécurité national pour lutter contre la subversion.

BUENOS-AIRES
de notre envoyé spécial

Depuis que la démocratie a été rétablie, en 1983, le président argentin a dû affronter trois rébellions militaires, deux crises économiques, une dizaine de grèves générales, et gérer l'une des dettes extérieures les plus lourdes de la région. Il a survécu à tout, et maintenant, tant bien que mal, son gouvernement. Mais si la guérilla devait occuper une fois de plus le devant de la scène — comme l'indiquaient les premières informations sur le coup de main de lundi, — ce serait pour le pays un fiasco ressemblant à un cauchemar de plus, avec ceux qui provoquent l'inflation, qui a frôlé plusieurs fois l'hyperinflation, et l'armée.

La dernière révolte militaire en décembre a été inquiétante à plus d'un titre. Les rebelles, cette fois, n'étaient plus isolés : c'est toute la hiérarchie qui a repris, en chœur, leurs revendications. Les troupes dites « loyales » ont refusé de réprimer la révolte. Enfin, la population s'est moins mobilisée que les fois précédentes pour dire « non » aux attentats punitifs et « défendre les institutions ».

Inquiétantes aussi les concessions faites au colonel Schmidt et à ses complices de la part d'un gouvernement qui avait juré ses grands dieux n'avoir cédé en rien. Non seulement les soldes des militaires ont été relevés plus que ne le permettait le plan d'austérité lancé il y a six mois pour enrayer l'inflation, mais le commandant en chef de l'armée a quitté son poste, conformément aux exigences des mutins et contrairement aux promesses du président.

M. Alfonsín a donc tenu un « double langage », selon l'opposition, qui explique ainsi la faiblesse des réactions populaires. « Les Argentins ont été trompés trop souvent », selon M. Carlos Grosso, député péroniste, et secrétaire général du principal parti d'opposition. Il affirme que lors de la rébellion de la Semaine sainte, en 1987, « Alfonsín avait obtenu que tous les pays se mobilisent, mais ce fut pour négocier ensuite en sous-main avec les

rebelles, et céder à leurs exigences — attitude qu'il a répétée en d'autres occasions.

Les péronistes s'irritent volontiers de la réputation du chef de l'Etat à l'étranger. « Il passe pour le plus grand démocrate argentin du vingtième siècle », dit M. Carlos Grosso. Mais, pour ses compatriotes, il représente l'une des plus grandes frustrations. « Et de rappeler que le parti du président — l'Union civique radicale — a souvent collaboré dans le passé avec les militaires, et fort bien accepté la proscription qui a pesé sur les péronistes pendant dix-huit ans. « Sous la dictature des généraux, les leaders radicaux sont restés libres de leurs mouvements, alors que certains des nôtres, comme Caglieri et Menem, étaient en prison. Sur 30 000 « disparus » (1), 28 000 étaient péronistes », affirme M. Hernán Patino Mayer, responsable des problèmes de défense au sein du Parti Justicialista (péroniste).

L'opposition reconnaît malgré tout que M. Alfonsín a réussi la

« transition démocratique », comme Adolfo Suárez en Espagne. « Mais, comme lui, il n'a pu mobiliser les forces productives », affirme Carlos Grosso. Il n'a su s'entendre ni avec les chefs d'entreprise ni avec les syndicats.

L'Argentine démocratique continue en effet de souffrir de langueur. L'industrie est victime de sous-investissement, la croissance est négative ou dérisoire. « Toutes les comparaisons que nous avons faites avec le Sud-Est asiatique, l'Inde, l'Espagne, le Royaume-Uni, le reste de l'Amérique latine, montrent que nous sommes la lanterne rouge du développement », dit M. Nora Marcela Cristini, de la Fondation de recherches économiques latino-américaines.

Il y a soixante ans, l'Argentine comptait parmi les premiers pays industriels du monde. Elle est toujours un des greniers de la planète, bien qu'elle soit concurrencée, désormais, par de nouveaux exportateurs de blé, comme l'Inde et l'Egypte. Son sol et son sous-sol pos-

sèdent d'innombrables richesses, ce qui n'est plus, il est vrai, un gage de développement. « Singapour, qui n'a rien, progresse plus vite que nous. »

Le déclin est dû à l'instabilité politique et à la pusillanimité des possédants, qui préfèrent spéculer que produire, et placer leurs avoirs à l'étranger. On estime à 40 milliards de dollars environ la fuite des capitaux argentins, ce qui correspond aux deux tiers de la dette extérieure.

Le gouvernement Alfonsín a tenté, à ses débuts, de relancer la production par la consommation, vieille recette qui a fait faillite ailleurs et qui, en Argentine, a accablé dangereusement l'inflation. En 1985, il a mis en route le plan Austral, qui consistait à bloquer les prix et les salaires, et qui a réussi, dans un premier temps, à stabiliser l'économie. Mais il n'a pas pu réduire le déficit budgétaire, qui correspond aujourd'hui à près de 8 % du PNB. Les entreprises de l'Etat ont continué d'embaucher, et d'accumuler les déficits. A elle seule, la compagnie des chemins de fer a perdu 800 millions de dollars en 1987. La principale source d'inflation a donc subsisté.

Les faillites du plan Austral ont déclenché une nouvelle flamme des prix, compromis l'emploi et le niveau de vie. « C'est ce qui explique que notre popularité ait baissé », disent les radicaux : ils se reprochent aussi de s'être montés la tête après leurs succès électoraux de 1983 et de 1985, qui ont mis fin à la réputation du péronisme d'être imbattable dans les urnes.

La « superbe » radicale

La soberbia (la superbe) radicale : tel a été le grand péché. Elle a conduit M. Alfonsín à des projets farfelus, comme celui du transfert de la capitale en Patagonie. Elle l'a persuadé aussi qu'il pourrait succéder à lui-même, ce qui exigeait une réforme de la Constitution. Il s'est vu — ou ses amis l'ont imaginé — à la tête d'un « mouvement historique », qui aurait été la synthèse de ceux qu'il dirigeait et Peron ont conduits dans la première moitié du siècle pour intégrer à la vie politique la petite bourgeoisie et la classe ouvrière.

En 1987, la « superbe » a pris fin. Lors d'un nouveau scrutin, l'Union civique radicale a perdu la majorité absolue à la Chambre des députés, et n'a gardé que deux gouverneurs sur vingt-deux. Les péronistes, que leurs adversaires promettaient aux oubliettes, sont revenus en force et ont gagné dix-sept provinces. C'en était fini du « mouvement historique », du transfert de la capitale, et de la révision de la Constitution. Aujourd'hui, le pays doit faire face à des problèmes plus prosaïques, tels que la pénurie d'électricité.

Le gouvernement Alfonsín a commis aussi la maladresse de « vouloir diviser la CGT et manipuler les syndicats ». Ce n'est pas l'opposition qui le dit, mais M. Oscar Fernandez Suarez, porte-parole du candidat radical à la prochaine élection présidentielle. Erreur coûteuse, s'agissant d'une centrale qui est un fier péroniste et a l'exclusivité de la représentation syndicale. M. Alfonsín a cru qu'il pourrait « doubler » le secrétaire général de la CGT, avec qui il était en guerre, en appelant au gouvernement des syndicalistes qui n'avaient pas tous été très purs sous le régime militaire. « Mais ces gens-là, une fois au pouvoir, ont continué de travailler pour leur parti », dit M. Fernandez Suarez. Et les grèves générales se sont poursuivies.

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur de la Ligue arabe

A propos de l'article intitulé « Carlos Menem, péroniste en diable », paru dans le Monde du 20 janvier, M. Hamadi Essid, ambassadeur de la Ligue arabe à Paris, nous écrit :

J'ai été profondément choqué de lire la phrase suivante : « Carlos Menem n'a pas oublié apparemment ses origines arabes (...), il n'est pas pour autant antisémite. »

Ce « pour autant » qui instaure une relation de cause à effet laissant entendre qu'il est naturel qu'un Arabe soit antisémite est non seulement une absurdité sémantique, mais une contre-vérité historique. Les Arabes, en effet, n'ont ni inventé l'antisémitisme ni ne l'ont pratiqué. (...)



M. Alfonsín a eu aussi ses réussites. La dernière en date a consisté à réduire considérablement l'inflation. Réussite provisoire, sans doute, mais obtenue dans un temps record. En août dernier, la flamme des prix était devenue insoutenable : près de 30 % par mois. Un nouveau plan de rigueur fut lancé, le plan Primavera (printemps), dont l'originalité consistait à faire baisser les prix sans recourir au blocage, en se mettant d'accord avec le patronat pour qu'il ne relève pas ses tarifs au-delà d'un certain pourcentage (4 %) et en comptant sur la même sagesse lors des négociations salariales. La tactique a porté ses fruits, puisque dès novembre, l'inflation était tombée à moins de 6 %. Les autorités monétaires ont même réussi à contrôler la fièvre du dollar, qui a aujourd'hui la même cote au marché parallèle que dans les banques.

Il en faudra bien plus, sans doute, pour redorer le blason du parti radical et donner du tonus à la campagne de son candidat, M. Eduardo Angeloz, gouverneur de la province de Cordoba. Celui-ci est devancé dans tous les sondages par son rival péroniste, M. Carlos Menem. Il est vrai qu'il n'a pas l'abattage de ce dernier. Ses qualités de sérieux, sa réputation de bon administrateur ne compensent apparemment pas la faiblesse de ses prestations en public : il est, en effet, piètre orateur.

Il a été très ferme pendant la dernière crise militaire. Il a promis de retirer sa candidature, si le gouvernement accordait aux rebelles l'amnistie qu'ils demandaient pour leurs collègues poursuivis devant les tribunaux. M. Menem n'a pas été aussi net. Aussi, plutôt qu'à celui-ci, c'est à d'autres dirigeants péronistes qu'il faut demander quelle serait leur politique avec l'armée s'ils arrivaient au pouvoir. « Nous n'accorde-

rions pas l'amnistie, ni la fin des instructions judiciaires pour violations des droits de l'homme, afin de ne pas creuser davantage le fossé entre la population et l'armée », dit M. Patino Mayer.

En revanche, un nouveau gouvernement péroniste s'efforcera de réhabiliter les militaires, de les réintégrer à la vie de la nation. Il mettrait en valeur ceux « qui se sont bien comportés pendant la guerre des Malouines », laquelle a révélé « un anti-impérialisme très sain, qui pourrait servir de nouvelle doctrine aux officiers. »

Pluripartisme sans précédent

Les deux camps — radical et péroniste — se retrouvent en tout cas pour se réjouir d'une nouveauté : la vie politique a changé en Argentine. Les principaux partis ont renouvelé leurs cadres, en procédant à des élections internes. « Jusqu'ici, ils reposaient sur un leader, dit M. Carlos Grosso. Quand celui-ci s'effondrait, le parti le suivait dans sa chute. » M. Menem a peut-être l'image d'un caudillo, mais il a été élu par les membres du parti. Si les radicaux ont été tentés, pendant un temps, par la personnalisation du pouvoir, la défaite électorale de 1987 les a ramenés à de meilleurs sentiments. « Pour la première fois, l'Argentine a un système politique pluripartite », dit M. Grosso. Ce n'est pas le moindre mérite de la « transition ».

CHARLES VANHECKE.

(1) C'est le chiffre avancé par les organisations de défense des droits de l'homme. Le chiffre officiel est de 9 000 disparus.

Le retour des « terroristes »

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Qui sont ces terroristes qu'on croyait morts ou disparus ? Les premiers nés sont les Montoneros, en 1969, une branche de la Jeunesse péroniste qui s'était gauchisée sur le modèle du mouvement étudiant de 1968 en Europe et qui n'avait pas hésité, en 1970, à enlever et à assassiner le général Aramburu, chef de l'Etat. Les Montoneros avaient ensuite pratiqué la guérilla urbaine avec nombre d'attentats et d'enlèvements. Tout d'abord soutenus et même encouragés par le général Peron, celui-ci les avait par la suite publiquement désavoués. Dans un communiqué publié mardi 24 janvier, ils ont désavoué l'action des guérilleros de La Tablada en rappelant que, depuis 1983, ils avaient décidé de se vouer à la lutte politique.

Spécialistes de la guérilla rurale, l'ERP (l'Armée révolutionnaire du peuple) était le bras armé du PRT, le Parti révolutionnaire des travailleurs, de tendance trotskiste. Fortement militarisée, l'ERP avait déclaré « zone libérée » la province de Tucuman (1 000 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires), ce qui avait servi de prétexte à la

présidente Isabel Peron pour ordonner aux forces armées d'« annihiler la subversion ». On donnait ainsi le signal d'une répression sanguinaire pour une dizaine d'années. Un des cadavres de guérilleros de La Tablada a été identifié comme étant celui d'un ancien membre de cette organisation.

La résurgence de ce terrorisme a fait certainement le jeu des militaires, qui ne cessent de réclamer la reconnaissance du peuple pour l'avoir débarrassé de ce fléau et des crédits supplémentaires pour être aptes à défendre de nouveau le pays. D'ailleurs, mardi soir dans son allocution, le chef de l'Etat a rendu un hommage vibrant aux forces de sécurité qui ont combattu à La Tablada, et particulièrement à leur huit morts et quel- que soixante blessés. « Personne ici, a-t-il assuré, ne regardera d'un œil indifférent le traitement de l'autre côté pendant que certains risquent leur vie. »

Une manière de redorer le blason d'une armée qui se plaint d'être mal-aimée et de répondre, du même coup, à ceux qui, dans l'opposition, ont accusé M. Alfonsín d'être trop conciliant avec elle.

CATHERINE DERIVERY.

Diplomatie

Le secrétaire général des Nations unies propose de réduire de 40 % le coût de l'intervention en Namibie

NEW-YORK
de notre correspondant

Manifestement irrité, le secrétaire général des Nations unies n'a répondu qu'en partie aux exigences formulées par les cinq grandes puissances à propos du financement de l'engagement de l'ONU en Namibie. Dans un rapport rendu public le mardi 24 janvier, M. Perez de Cuellar ne retranche rien des prévisions formulées en 1978 : les besoins restent les mêmes, écrit-il en substance, seul le climat politique semble avoir changé. Aussi le GANUPT (Groupe de transition des Nations unies en Namibie) aura-t-il toujours besoin de l'ensemble des moyens prévus par la résolution 435.

Cependant, tenu d'obéir au Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar accepte de diminuer à 4 650 (au lieu de 7 500) les personnels civils et militaires qui seront engagés sur le terrain dès le début de l'opération, étant entendu que le reste de la force demeurera prêt à intervenir selon l'évolution de la situation. Si les nouvelles prévisions sont respectées, le coût total de l'intervention s'établira à 416 millions, au lieu de 700 millions de dollars prévus initialement (le Monde daté 18 janvier).

Le long document du secrétaire général est à la fois un plan financier et une réponse diplomatique du berger à la bergère. Pressé par les cinq grandes puissances, pour une fois unies, de réduire les dépenses en raison des changements politiques et militaires intervenus sur le terrain, M. Perez de Cuellar — qui regrette que les membres du Conseil n'aient pas eu le courage de s'atteler eux-

mêmes à la tâche — évite de heurter de front le groupe africain, très attaché au plan de 1978, tout en donnant satisfaction aux Cinq, dont le souci financier a été exprimé avec une certaine brutalité.

Les économies, explique-t-il, ne peuvent aller « au-delà de celles qui ont résulté d'une révision des plans entreprise il y a quelques années ». Les forces de police et d'intervention présentes en Namibie ont en effet augmenté ; alors que le nombre de policiers et de militaires relevant du commandement sud-africain s'élevait à 3 000 lors de la conception du plan, il atteint actuellement 8 300.

A elle seule, la tristement célèbre unité anti-insurrectionnelle Koevoet comprendrait environ 3 000 hommes. Bien que Pretoria affirme souhaiter diminuer ses forces à 6 000 hommes avant le début de la période de transition (le 1^{er} avril), le secrétaire général estime « capital que le GANUPT soit perçu comme capable d'assurer la pleine mise en œuvre de la résolution 435 ».

Les tâches des « casques bleus »

Aussi « la limite supérieure des effectifs militaires du GANUPT restera-t-elle fixée à 7 500 hommes », affirme le rapport, qui propose que trois bataillons d'infanterie de 850 hommes chacun soient déployés immédiatement. Ces bataillons seraient soutenus par 1 700 éléments logistiques, 300 observateurs militaires et une centaine de cadres d'état-major.

« S'il apparaissait que ces effectifs étaient insuffisants pour assurer rapidement l'indépendance de la Namibie au moyen d'élections libres, le secrétaire général engagerait les bataillons tenus en réserve », écrit M. Perez de Cuellar, qui prévoit déjà que les cinq grandes puissances assurent elles-mêmes, en cas de besoin, le transport d'urgence de bataillons qu'elles ne souhaitent pas voir engager actuellement.

Le secrétaire général souligne que les tâches des « casques bleus » demeurent celles qui leur avaient été assignées par la résolution 435, à savoir de contrôler : 1) la cessation des actes d'hostilité par toutes les parties ; 2) la consignation des forces de défense sud-africaines dans leurs cantonnements ; 3) le personnel militaire sud-africain qui continuera d'exercer des fonctions civiles pendant la transition ; 4) le démantèlement des organes de commandement des milices civiles ; 5) la consignation des forces de la SWAPO dans des cantonnements en Angola et en Zambie ; 6) les frontières susceptibles de donner lieu à des infiltrations.

Conscient sans doute des soupçons de manipulation politique que nourrissent les parties les unes à l'égard des autres, le secrétaire général souligne à plusieurs reprises que les Nations unies ne sauraient fermer les yeux sur le moindre manquement à la discipline des accords conclus : « Il serait tragique que les divergences au sujet de la foi à accorder aux engagements qui ont été contractés entraînent de nouveaux retards dans la mise en place du GANUPT », écrit-il.

CHARLES LESCAUT.

Sida. La situation, les mesures officielles.

Professeur Claude Gode

RAPPORT SUR LE SIDA

Préface de Claude Évin
Ministre de la Solidarité
de la Santé et
de la Protection Sociale

Flammarion

Flammarion

سكنا من الامم

Amériques

PÉROU

Un pas vers l'unification de toute la gauche

LIMA
de notre correspondante

Le premier congrès national de la gauche unie (IU) s'est réuni du 18 au 23 janvier à Huampani, près de Lima. Contre toute prévision, la volonté de dépasser les divergences entre radicaux et modérés a prévalu. Entre communistes orthodoxes, maoïstes, trotskistes, sociaux-démocrates, chrétiens de gauche et indépendants, les « pro-Moscou » ont su jouer un rôle-charnière, avec leur slogan : « La gauche est une, personne n'est de trop ». Les sept partis et les multiples formations qui, jusqu'alors, ne formaient qu'une alliance électorale, deviennent donc un Front populaire révolutionnaire. M. Jorge del Prado, soixante-dix-neuf ans, secrétaire général du PC depuis plus de vingt ans, a, dès lors, été désigné premier président de la direction collective de l'IU.

Un an de travail a été nécessaire pour recenser 130 000 militants et aboutir à la désignation des 3 500 délégués. Cette réunion a été la plus importante de l'histoire politique péruvienne récente. Ainsi le congrès organisé par le parti au pouvoir, APRA, en décembre, n'avait réuni que la moitié de ce nombre de participants. Quant aux autres formations, elles fonctionnent plutôt comme des cénacles. L'événement qui a eu lieu à Huampani est important non seulement pour le Pérou (la coalition de gauche était arrivée en deuxième place aux élections de 1985), mais aussi au niveau de l'Amérique latine, puisque l'IU est

certainement le front de gauche le plus important du sous-continent.

La gauche pense-t-elle sérieusement arriver au pouvoir ? Jorge del Prado explique : « C'est bien là notre but ». L'alternative, en effet, « serait la droite, mais une droite beaucoup plus agressive, beaucoup plus dangereuse que celle que nous avons connue ».

Si elle remportait les élections de 1990, l'IU, a-t-il été décidé, nationaliserait les monopoles, restructurerait l'industrie, par trop dépendante de l'extérieur, et décentraliserait le mode de gouvernement.

Pour l'immédiat, la gauche unie a présenté un « programme d'urgence nationale » destiné à atténuer le coût social de la crise économique, ainsi qu'un « plan de pacification » en vue de mettre fin à la « sale guerre », livrée par les forces de l'ordre les para-militaires contre le Sendero lumineux et ses présomus « alliés ». Les deux de l'IU réclamaient outre des élections anticipées, une grève générale indéfinie. De leur côté, les plus modérés voulaient accorder une trêve de six mois au régime social-démocrate du président Alan García et former un gouvernement d'unité nationale.

Les contradictions entre les différentes ailes de l'IU sont loin d'être résolues, ce qui explique pourquoi la gauche unie aura à la tête un collectif de huit présidents, qui occuperont de façon tournante la direction du comité national.

En-dessus de la mêlée

La discussion des candidatures pour 1990 n'était pas à l'ordre du jour. Ce fait a certes contribué à écarter toute rupture. Le choix du porte-drapeau de la gauche ne pourra que confirmer les tensions entre les partisans de M. Alfonso Barrantes et ses détracteurs. L'ex-maire de Lima, qui fut président de l'IU pendant ses sept premières années, était l'homme de l'unité en 1980, mais il est devenu un facteur de division. Il a d'ailleurs été le grand absent du congrès, préférant se tenir au-dessus de la mêlée. Il avait confié la défense de ses points

de vue aux représentants de l'aile modérée.

Cela ne signifie pas pour autant que M. Barrantes, qui dispute à l'écritain Mario Vargas Llosa, figure de proue de la droite, les voix des électeurs péruviens, ne sera pas désigné pour 1990 candidat de l'IU, dont il demeure la meilleure chance. Mais il devrait se soumettre aux décisions du congrès et renoncer à l'expulsion de l'aile radicale. Or ce sont là pour lui des conditions inacceptables — sauf à risquer d'être déstabilisé, comme l'ont été Salvador Allende au Chili et M. Siles Zúazo en Bolivie. En toute hypothèse, la gauche unie risque fort de se heurter au veto de l'armée.

Le dilemme est le suivant : si Barrantes n'est pas le candidat de la gauche unie, celle-ci perd ses chances de remporter les élections, et si Barrantes fait cavalier seul, il peut signer, mais pourrait-il gouverner ?

NICOLE BONNET.

SALVADOR

La proposition de la guérilla de participer aux élections reçoit un accueil mitigé

SAN-JOSÉ
de notre correspondant
en Amérique centrale

Le gouvernement démocratique du Salvador a accueilli avec satisfaction la proposition de la guérilla, annoncée mardi 24 janvier à Mexico, de participer à la prochaine élection présidentielle. Mais les autorités n'en ont pas moins rejeté le report du scrutin du 19 mars au 15 septembre — principale condition posée par le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) en échange de la cessation des hostilités.

Le président Napoleón Duarte, très affaibli par un cancer, a fait savoir que la démarche du FMLN lui semblait « positive ».

La réaction de l'extrême droite, qui est en tête des sondages, a été

très négative. Un des dirigeants de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), l'ex-colonel Sigfredo Ochua, a dénoncé le « piège » tendu par le FMLN.

La guérilla exige entre autres conditions la « fin immédiate de la répression », une réforme du code électoral, la création d'un conseil électoral composé de représentants d'organisations religieuses et humanitaires, la reconnaissance du droit de vote aux centaines de milliers de Salvadoriens exilés. Elle demande aussi que les États-Unis n'appuient aucun parti politique et que « toutes les forces de l'ordre sans exception » soient maintenues dans leurs casernes le jour du scrutin.

En contrepartie, le FMLN s'engage à décréter une trêve de quatre jours, à retirer ses troupes des zones de peuplement pendant cette période, à respecter les acti-

vités de tous les partis politiques et à participer aux élections en appelant « le peuple tout entier » à voter pour le candidat de la coalition de gauche Convergence démocratique, M. Guillermo Ungo.

Comment expliquer ce revirement de la guérilla, qui n'avait cessé de dénoncer la voie électorale « imposée par les États-Unis » ?

Il semble que plusieurs facteurs aient poussé la guérilla à modifier sa stratégie — quitte à faire marche arrière si elle n'obtient rien par la négociation. Depuis septembre, le FMLN a multiplié les opérations militaires et les attentats, y compris, fait nouveau, dans la capitale. Selon des communiqués récents, la guérilla estime avoir créé « une situation pré-insurrectionnelle » susceptible de provoquer la chute de la « dictature ». En vérité, le FMLN n'a pas réussi à transformer ses victoires militaires en succès politiques ; et les incursions de maires accusés de « collaborer avec l'armée » n'ont certes pas renforcé sa popularité auprès des Salvadoriens, épuisés par neuf ans de guerre.

Or, le principal allié du FMLN, le Front démocratique révolutionnaire (FDR), ayant décidé de participer aux élections en présentant la candidature de M. Ungo, la guérilla avait, dès lors, de plus en plus de difficultés à justifier son option militariste. Les dirigeants du FDR ne cachent plus leurs désaccords avec le FMLN.

Sur la scène internationale, l'isolement de la guérilla est de plus en plus évident. Une tournée diplomatique, l'automne dernier, du plus influent des dirigeants du FMLN, le commandant Joaquín Villalobos, a été un échec. Il n'a pas été reçu en Europe, et des gouvernements latino-américains seuls ont manifesté leur grand intérêt, ceux du Nicaragua et du Panama. Quant à M. Fidel Castro, qui aspire à un retour au sein de la famille latino-américaine, il a certainement joué un rôle dans la décision du FMLN de présenter le document de Mexico.

BERTRAND DE LA GRANGE.

ÉTATS-UNIS

M. Perez de Cuellar premier hôte officiel du président Bush

NEW-YORK
de notre correspondant

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a été reçu à dîner à la Maison Blanche le mardi 24 janvier, en présence du vice-président Dan Quayle, du secrétaire d'État James Baker, de l'ancien ambassadeur américain à l'ONU Vernon Walters, et de son successeur, Thomas Pickens. M. Perez de Cuellar aura ainsi eu l'honneur d'être le premier invité officiel de M. George Bush et le

premier étranger à être reçu par le nouveau président.

Ce geste de M. Bush, qui fut ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU au début des années 70, est symbolique. Le mépris longtemps manifesté à l'égard des Nations unies par Ronald Reagan appartenait au passé, comme le temps des « punitions » financières. Assurant qu'il « soutiendra fermement les efforts du secrétaire général visant à faire de l'ONU une institution plus efficace », le président George Bush a annoncé à cette occasion que la prochaine contri-

bution budgétaire américaine sera entièrement versée. Cependant, les arriérés, qui atteignent actuellement plus de 400 millions de dollars, ne seront réduits que de 10 %, en raison de « contraintes budgétaires ».

D'autre part les ultra-conservateurs du Sénat ne désarment pas. Selon plusieurs sources diplomatiques, la menace du sénateur Jesse Helms de bloquer le financement de l'engagement de l'ONU en Namibie devrait être prise particulièrement au sérieux.

Ch.L.

● Exécution d'un condamné à mort. — Theodore Bundy, l'un des plus célèbres condamnés à mort des États-Unis, est mort mardi 24 janvier, en Floride, sur la chaise électrique. Après dix ans de

musisme absolu, il avait fini par avouer le meurtre de plus de vingt jeunes femmes, qu'il imputait, disait-il, à sa « passion malsaine pour la pornographie ». « Ted » Bundy, quarante-deux ans, avait été

condamné pour le meurtre d'une fille de douze ans en 1978. Il est mort quelques heures après que le Cour suprême des États-Unis ait refusé de surseoir à son exécution. — (Reuters.)

NEW YORK 2690F

Offrez-vous les vols directs
Air France vers les U.S.A. à des
prix exceptionnels.

NEW YORK	2690 F
CHICAGO	3660 F
WASHINGTON	3100 F
HOUSTON	3985 F

MIAMI	3850 F
LOS ANGELES	4450 F
SAN FRANCISCO	4450 F
PHILADELPHIE	3420 F
BOSTON	2690 F

Prix aller-retour en classe de Tourisme. Offre valable du 15 mars 1989 au 31 mai 1989. Souveraineté de prix pour les vols directs vers New York. Les vols directs vers New York sont réservés aux passagers de l'Air France. Les vols indirects vers New York sont réservés aux passagers de l'Air France. Les vols indirects vers New York sont réservés aux passagers de l'Air France. Les vols indirects vers New York sont réservés aux passagers de l'Air France.

AIR FRANCE VERS LES USA



Afrique

La crise entre le Zaïre et la Belgique

Un entretien avec le président Mobutu

« Nous voulons tout remettre en cause »

KINSHASA
de notre envoyé spécial

« Nous avons été trompés par la Belgique. On nous a eus de bonne foi. Nous nous sommes laissés faire. Maintenant que nous pouvons traiter d'égal à égal, nous voulons tout remettre en cause. L'examen du contentieux que nous avons avec la Belgique va nous permettre de savoir exactement qui doit à qui. Le maréchal Mobutu a décidé de se lancer dans une guerre diplomatico-économique avec la Belgique et non, pour le moment, ne semble être la mesure de lui faire baisser la garde. Sur les causes directes de la crise, il explique : « On doit savoir qui a commencé et pourquoi. Lorsque le premier ministre belge, Wilfried Martens, est venu ici, il a fait des propositions concernant l'allègement de notre dette. Nous n'avions rien demandé. Ni rien exigé. Ces propositions nous ont plu à une partie de l'opinion. Il y a même eu des critiques au sein même des partis de la coalition au pouvoir qui se sont exprimés au Parlement. Et la presse a pris le relais. Une crise uniquement à cause de la presse. Une fois de plus, nous sommes en cause ? Ça fait un tout, s'enflamme le maréchal, on peut dire : c'est pas le roi, c'est pas le premier ministre, c'est pas la presse. Non, ça fait un tout. Mais la grande affaire du dirigeant zaïrois, c'est de profiter de la crise ouverte avec la Belgique pour renégocier, en fait l'ensemble des conventions passées entre les deux pays depuis l'accession de l'ex-Congo belge à l'indépendance, en 1960. « En matière civile, on peut dire qu'il y a prescription, précise-t-il, mais pas en matière politique. » En fait, il souhaite que nous ne remontions pas au-delà de 1960. D'accord, nous n'allons pas aller jusqu'à Léopold II. Mais, si on veut parler de l'uranium, nous devons remonter jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Lorsque une petite estime qu'elle a été lésée, elle peut exiger la réouverture du dossier. »

Rouvrir les vieux dossiers

Et les dossiers que le gouvernement zaïrois souhaite rouvrir sont encore terriblement présents, ne serait-ce que dans la conscience collective des Belges et des Zaïrois. Car le président Mobutu veut en effet, au cours de la table ronde qui pourrait s'ouvrir en avril, parler avec les Belges des premiers sous-payements, tragiques, de l'indépendance, et notamment de la crise du Katanga. Sur ce sujet, il est intarissable. « Je

vous parle sans notes, dit-il à son interlocuteur, depuis 1960 je suis dans le bain. Comme témoin vivant et comme acteur principal. J'ai combattu les sécessions les armes à la main. »

Principaux reproches adressés par le dirigeant zaïrois : « Le seul état au monde qui a reconnu la sécession katangaise, c'est la Belgique. Elle a même envoyé un ambassadeur auprès de Tshombe. La sécession, c'est l'œuvre du gouvernement belge. Il avait été convenu que les forces belges, une fois l'indépendance en vigueur, ne pourraient être utilisées sans l'accord de la partie congolaise. Or, dès le 6 juillet, ces forces ont été utilisées contre le Congo indépendant. »

Comment, près de trente années plus tard, « chiffrer » ce différend ? « Pendant tout le temps de cette sécession au Katanga et au sud Kasaï, les deux provinces parmi les plus riches du pays — le pouvoir central a manqué de ressources. Tous les diamants du sud Kasaï, tous les minerais du Katanga, où sont-ils allés ? En Belgique. Ce n'est pas un contentieux, cela ? Et il y a bien d'autres exemples... »

Mais pourquoi déterrer la hache de guerre aujourd'hui, pourquoi avoir attendu si longtemps pour ouvrir ce contentieux ? « A l'indépendance, répond le maréchal Mobutu, nous avions à peine dix diplomates universitaires. Il a fallu attendre vingt ans pour compter sur une élite intellectuelle valable. Des juristes, des économistes, des sociologues qui m'encadrent aujourd'hui et me permettent de voir clair dans ce genre de choses. Et nous sommes tombés sur des choses inouïes. Nous nous rendons compte que tout bénéficiait toujours à la partie belge. Regardez la Sabena : elle a quatre fréquences hebdomadaires à Kinshasa, alors que toutes les autres compagnies n'en ont que deux. Cela ne me dérangeait pas que les avions de Sabena puissent atterrir trois cent soixante-cinq jours par an. Lorsque vous allez dans les pays indépendants d'Afrique, anciennes colonies françaises, UTA ou Air France atterrissent tous les jours, cela ne dérange personne. »

Mais, se rendant compte de cet état de fait, la France agit en conséquence. Je ne suis pas là pour profiter d'une crise avec la Belgique, pour encenser la France et qu'on dise que la France est derrière quelque chose. Non, mais vous savez bien, comme je le sais aussi, que, de temps en temps, lorsqu'il y a des difficultés, la France intervient pour payer la solde des militaires, le salaire des fonctionnaires. »

Le Zaïre pourrait-il, en conséquence — la question est sur toutes



« ZUKMANN »

les lèvres, et notamment à Bruxelles — changer de partenaire privilégié et se tourner vers Paris ? « Nos relations sont très bonnes avec la France, mais nous ne sommes pas un pays qui abandonne un maître pour en chercher un autre. Nous voulons des partenaires sincères et honnêtes, pas des tuteurs », répond le maréchal Mobutu, qui ne veut pas décevoir ses amis l'avance, et affirme « ne pas être devin » lorsqu'on lui demande ce qu'il pourrait advenir « au pire comme au meilleur » des relations belgo-zaïroises.

« Les Belges ont proposé une table ronde, nous l'avons acceptée. Pour nous, ce qui est prioritaire, c'est le contentieux. Eux, ils disent que c'est clos. Si on ne se met pas d'accord, on posera le problème à la Cour internationale de justice de La Haye » (1). D'autres mesures à l'encontre de la Belgique pourraient-elles être prises en cas d'échec des discussions ? « Nous ne sommes pas là pour faire des menaces », répond le numéro un zaïrois, qui reste aussi très discret sur une éventuelle intervention du roi des Belges (les deux chefs d'Etat se sont téléphonés et écrit). « Lorsque le souverain belge intervient, c'est dans le sens des intérêts belges. Moi, quand j'interviens, c'est aussi dans l'intérêt supérieur de mon pays. Une chose qu'on ne peut toutefois pas exclure : c'est que nous sommes des amis. »

JOSE-ALAIN FRALON.

(1) Le Zaïre a décidé de porter le « contentieux belgo-zaïrois » devant la Cour internationale de La Haye en réponse aux récents propos du ministre belge de la coopération, André Geens, affirmant qu'il n'était pas question pour son pays de revenir sur ce dossier, a annoncé, mardi 24 janvier, l'Agence officielle Zaïre Presse (AZAP).

Kinshasa critique le paternalisme de son ancien tuteur

KINSHASA
de notre envoyé spécial

« Je vous le dis, c'est un coup des Flamands, qui n'aiment pas le Zaïre parce que nous sommes francophones et qui préfèrent aider les pays d'Amérique latine », dit un étudiant de Kinshasa. « Mais non, c'est un coup des Français, qui veulent prendre notre place », répond un coopérant belge (francophone). Pour un troisième — anonyme — « S'il y a un coup, c'est bien le président zaïrois lui-même qui l'a monté pour faire oublier les problèmes économiques du pays. » Bref, dans la capitale du Zaïre, tout le monde ne parle que de « cela », de cette crise avec la Belgique qui a commencé voilà maintenant plus d'un mois et dont on ne sait pas très bien quand et comment elle pourrait se terminer.

Pour le moment, si on parle beaucoup, c'est sans animosité de part et d'autre. Seuls les discours officiels, retransmis à satiété par la télévision, sont agressifs. « Racistes », « perfides » : les Belges n'y sont pas à la fête. Dans les rues, dans les bureaux, en revanche, le ton est plutôt bon enfant. « Une fois de plus ils se disputent, et une fois de plus ils vont se réconcilier », commente, débonnaire, un commerçant qui conclut : « Comment voulez-vous qu'ils divorcent après tant d'années. »

Les liens, en effet, sont tellement étroits. Un coopérant français s'étonne ainsi du nombre de Belges expatriés au Zaïre qui parlent le lingala, la langue coutumière. « L'architecture des maisons coloniales montre aussi à quel point les Belges semblaient s'être installés ici pour longtemps », ajoute-t-il. Et puis, comment ne pas être frappé par les « belgicisms » qui fleurissent dans la bouche du maréchal Mobutu, le président de la République ?

« Ceux de Bruxelles »

Les plus inquiets sont les responsables de petites entreprises installées ici depuis longtemps, et qui craignent une exacerbation de la crise. Eux en veulent beaucoup à « ceux de Bruxelles ». Inquiétude aussi, mais ils en parlent moins ouvertement, chez de nombreux responsables, qui font aussi, et depuis longtemps, de nombreux affaires avec la Belgique et aimeraient avant tout que les choses se calment.

La crise semble, pourtant, prendre des dimensions internationales. L'accusation selon laquelle ce seraient « les Français qui auraient tout manipulé » — souvent entendue à Bruxelles — semble beaucoup amuser le maréchal Mobutu. Il n'a, en revanche, pas apprécié du tout les « avertissements » du gouvernement belge qui estimait, en substance, que le Zaïre, dans cette crise, pouvait perdre une partie de sa crédibilité internationale. Argument d'autant moins goûté ici que le ministre belge des relations extérieures, M. Léo Tindemans, avait benoîtement déclaré vouloir donner « un conseil de bon père de famille » aux Zaïrois (avant de se rattraper et de dire qu'il ne voulait bien entendu pas adopter une attitude « paternaliste » à l'égard du Zaïre).

Réponse du berger à la bergère : jeudi 19 janvier, le vice-premier ministre zaïrois convoquait les représentants du groupe des pays « amis » du Zaïre — RFA, Japon,

Italie, Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France — ainsi que les responsables de la Banque mondiale et du FMI. Tous, sauf la Belgique, pour leur dire en substance que cette crise était purement bilatérale et ne mettait en cause aucun autre pays. Message tout à la fois rassurant : « Vous n'êtes pas concernés » — et clair — « Ne vous en mêlez pas. »

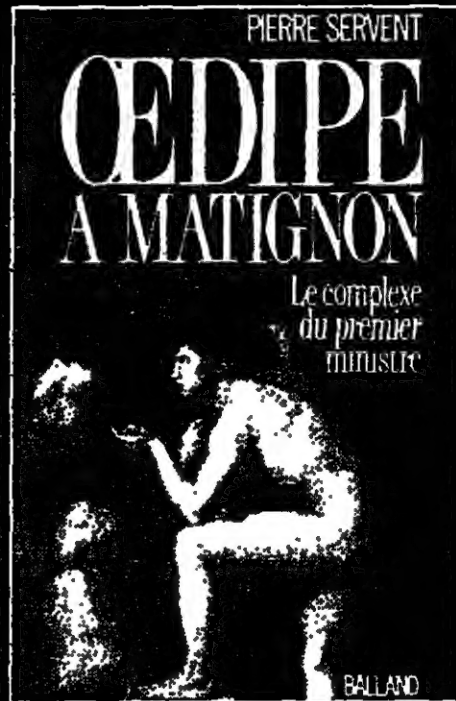
« Les Belges ont commis deux erreurs, estime un expert européen. D'abord, il ont mésestimé la gravité de la crise ; ensuite, ils ont cru que d'autres, notamment les Français, voulaient prendre leur place. » « Même s'ils s'en défendent », les dirigeants zaïrois ne seraient pas mécontents de la naissance de

malentendus, voire de frictions, entre la France et la Belgique. « Alors, Strasbourg a été battu par Bruxelles pour le siège de la capitale européenne », glisse l'un d'entre eux au tournant d'une conversation anodine. Manière de souffler sur les braises.

Pris entre ces deux « feux », les Français pour le moment adoptent le profil le plus bas possible. Par chance, le nouvel ambassadeur n'est pas encore arrivé. En attendant, la belle chanteuse de l'hôtel Intercontinental chante *Donne sa chance à l'amour*. Et un des films vidéo proposés aux clients est en anglais, soutiré en néerlandais. Rome est encore dans Rome.

J.-A. F.

« Je vous ai choisi pour être mon premier ministre »



Depuis 1958, fils spirituels ou fils politiques, disciples ou simples fondés de pouvoir, ils sont dix, de Michel Debré à Michel Rocard à avoir entendu cette petite phrase magique.

BALLAND

Proche-Orient

IRAN

M. Bazargan espère une légalisation de son parti

Ancien premier ministre de l'imam Khomeiny, « démissionnaire » de la radicalisation du régime iranien qui a accompagné la prise en otage des diplomates américains à Téhéran, en novembre 1979, M. Mehdi Bazargan pourra-t-il prochainement reprendre des activités politiques — légales, alors que trois de ses proches sont encore emprisonnés ? Il semble, en tout cas, optimiste si l'on en croit l'interview qu'il a accordée à la presse de son pays et dont l'agence officielle IRNA — fait exceptionnel — a rendu compte le mardi 24 janvier.

Son parti, le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), entend reprendre ses activités politiques

dès qu'il aura obtenu le feu vert du ministère de l'Intérieur, assure M. Bazargan dans cette interview, la première depuis plus de sept ans.

Celui que le guide de la révolution islamique choisit en 1979 comme premier chef de son gouvernement, avant de décider de sa disgrâce, a, malgré les différentes manœuvres d'intimidation dont il a été l'objet, manifesté à de nombreuses reprises son opposition à la politique suivie par les autorités iraniennes, notamment en matière de droits de l'homme, de même qu'il n'a cessé, depuis 1985, d'appeler à des négociations avec l'Irak.

La « relégation » du parti de M. Bazargan interviendrait dans le cadre de la loi sur l'activité des partis politiques votée par le Parlement en 1981, mais rendue lettre morte depuis. L'ayatollah Hossain-Ali Montazeri, successeur désigné

de l'imam Khomeiny, pousse, depuis déjà un certain temps, le gouvernement à faire enfin entrer en vigueur cette loi. Selon la presse iranienne, vingt-huit formations ont demandé leur légalisation.

Mais ce début de « libéralisation » à la « vie politique » a ses limites. Une circulaire approuvée par l'ayatollah Montazeri et destinée aux tribunaux, exclut en effet les prisonniers liés aux « groupes contre-révolutionnaires » de l'amnistie décrétée à l'occasion du dixième anniversaire de la Révolution — du 1^{er} au 11 février — et qui ne vise qu'une partie des détenus de droit commun. Parallèlement, des groupes d'opposition, dont les Moudjahidines du peuple, continuent à accuser le régime de s'être livré à des exécution massives de prisonniers politiques depuis ces derniers mois.

Y. H.

Le rapprochement entre Israël et l'URSS

La diplomatie du ballon rond

TEL-AVIV
de notre correspondant

Il y a une semaine, les basketballers israéliens du club champion Maccabi de Tel-Aviv jouaient à Moscou. Mardi 24 janvier, c'était au tour des footballeurs soviétiques de se produire en Israël. Et pas n'importe quel club : le Dynamo de Kiev, qui affrontait en partie amicale une sélection nationale israélienne.

Il y avait vingt-trois ans, depuis la rupture des relations diplomatiques,

qu'une équipe de football soviétique ne s'était pas rendue en Israël.

Le public a voulu célébrer l'événement comme il convenait, en venant relativement nombreux — quelque vingt-cinq mille personnes — mardi, en fin d'après-midi, au stade national de Ramat-Gan, dans la banlieue de Tel-Aviv. Le président Haim Herzog était au nombre des spectateurs. Ambiance solennelle et moment d'émotion lorsque fut observée une minute de silence à la mémoire des victimes du tremblement de terre d'Arménie.

AL. F.

BÉNIN : pour calmer l'agitation sociale

Le gouvernement accepte de payer des arriérés de salaires

Le gouvernement béninois a choisi, mardi 24 janvier, de désamorcer la vague de mécontentement qui agite le pays depuis deux semaines, en donnant ordre aux établissements bancaires de payer les salaires dus aux militaires et aux agents de l'Etat pour les mois d'octobre et de novembre 1988. La radio nationale avait auparavant diffusé un communiqué annonçant que les forces armées avaient reçu l'ordre de tirer sans sommation sur tout attroupement (le Monde du 25 janvier).

Cette mesure intervient au lendemain d'émeutes qui auraient fait deux morts dans les rangs des forces de l'ordre à Porto-Novo, la capitale administrative du pays. Des manifestants auraient mis à sac des bâtiments publics en scandant des slogans antigouvernementaux et en brûlant le drapeau national. Des pierres avaient été lancées contre les bureaux du Trésor et des magasins avaient été pillés, ainsi que le dépôt de la Brasserie béninoise, tandis que le centre horticole avait été saccagé. (AFP, Reuters)

LIBAN

Accord de cessez-le-feu entre milices chiites

Un accord « préliminaire », prévoyant notamment un cessez-le-feu entre les deux formations chiites rivales au Liban, a été conclu à Damas, après quatre jours de négociations paritaires par l'Iran et la Syrie, a annoncé mercredi 25 janvier, un communiqué officiel syrien. Selon ce communiqué, l'accord stipule que l'arrêt des combats entre le mouvement chiite Amal (pro-syrien) et le Hezbollah (pro-iranien) devra entrer en vigueur immédiatement.

Il prévoit en outre « l'arrêt des campagnes de presse hostiles, et la poursuite des négociations pour parvenir à un accord global, qui doit réorganiser les relations entre Amal et le Hezbollah et remédier aux causes du conflit », qui s'est fait au moins quatre cent trente et un morts depuis neuf mois. (AFP.)

سكننا من الاول

Europe

URSS : la préparation des élections

Le rédacteur en chef d'« Ogoniok » et le patriarche d'Arménie seront candidats

MOSCOU
de notre correspondant

Bête noire des forces conservatrices, le rédacteur en chef d'« Ogoniok », M. Vitali Korotitch, a finalement été élu, mardi 24 janvier, candidat d'une circonscription de Moscou au Congrès des députés du peuple, le nouveau Parlement soviétique.

Cette élection est intervenue quelques heures seulement avant l'expiration de la période d'enregistrement des candidatures qui pouvaient — innovation introduite par la nouvelle loi électorale — être présentées par toute assemblée de plus de cinq cents électeurs réunis sur un lieu de travail ou dans un arrondissement donné. Cette étape franchie, s'en ouvre maintenant une deuxième — jusqu'au 22 février — durant laquelle l'ensemble de ces candidatures seront ou ne seront pas avalisées par des réunions de circonscription.

Mal définie par la loi, l'organisation de ces réunions devrait donner lieu à de sérieux affrontements politiques dans la mesure où les réformateurs craignent que l'appareil ne les convoque et ne les tienne à la hâte, devant un public suffisamment choisi pour éliminer les personnalités les plus radicales.

Dès lundi, les *Izvestia* avaient ainsi alerté du danger les partisans de la perestroïka en expliquant dans un long article que les commissions électorales pouvaient à leur guise lancer des convocations deux jours ou deux semaines à l'avance, dans une grande ou une petite salle. Cette « liberté d'action » peut avoir des « conséquences extrêmement graves », expliquait l'organe du gouvernement, en déplorant ces « approximations » de la loi.

Une étape très tendue

En théorie, aucune des candidatures avancées jusqu'à présent n'est ainsi assurée d'être définitivement retenue. Il s'agit, en d'autres termes, de candidatures à la candidature, mais il est néanmoins improbable que des personnalités aussi en vue que M. Korotitch puissent être maintenant éliminées, car ces hommes ont assez de poids personnel et de soutien au sommet pour éviter les manipulations les plus grossières. C'est la raison pour laquelle les conservateurs avaient essayé de les empêcher à tout prix de franchir le premier obstacle, notamment en allant saboter, le 9 janvier, une première réunion électorale en faveur du rédacteur en chef d'« Ogoniok » (le Monde du 20 janvier).

Le problème risque en revanche d'être très réel dans des circonscriptions périphériques où des hommes nouveaux ont réussi à se faire désigner par la base sans avoir encore suffisamment de soutien pour une épreuve de force avec la nomenclature locale. L'étape qui s'ouvre maintenant a en conséquence toute chance d'être, comme l'écrivaient les *Izvestia*, « très tendue », et son déroulement pesera lourdement, bien sûr, sur la campagne proprement dite qui aura lieu du 23 février au 25 mars, veille du scrutin.

Parallèlement au processus électoral dans les différentes circonscriptions (1), s'en poursuivra un second, au sein des organisations qui ont droit, comme le parti, l'Académie des sciences ou les syndicats, à une représentation directe au futur Congrès. Pour ces organisations aussi, la période de sélection des candidats à la candidature s'est achevée mardi soir, et elles ont maintenant jusqu'au 22 mars pour être définitivement leurs députés.

Pour ce qui est du parti, la tâche ne devrait pas être trop rude puisqu'il n'a retenu que cent candidats pour cent sièges à pourvoir, mais les batailles devraient être sévères dans les unions des créateurs (chez les écrivains en particulier) et aussi dans les Jeunesses communistes.

Mardi également, la candidature du chef de l'Eglise arménienne, le patriarche Vazgen, a été retenue par une assemblée électorale, et le Catholicon devrait ainsi — c'est une nouveauté — siéger au Congrès en même temps que plusieurs autres ecclésiastiques, orthodoxes et musulmans.

BERNARD GUETTA.

(1) Il y aura au demeurant deux sortes de circonscriptions qui désigneront soit les députés représentant l'ensemble de la population soviétique, soit les trente-deux députés « nationaux » auxquels a droit chacune des quinze républiques, indépendamment de sa taille.

GRÈCE : après l'assassinat d'un procureur

Les magistrats se mettent en grève

ATHÈNES
de notre correspondant

L'assassinat du procureur Anastassios Varnados, lundi 23 janvier à Athènes, par deux terroristes du « groupe révolutionnaire du 17 mai », a suscité une vague d'indignation en Grèce. En signe de protestation, les syndicats de magistrats, d'avocats et de fonctionnaires des tribunaux ont déclenché une série de grèves. Celle de l'Union des procureurs durera dix jours. Les partis de l'opposition et les associations de juristes réclament la démission du ministre de l'ordre public, M. Georges Petso, ainsi que celles des responsables de la police et des services secrets. Le gouvernement est accusé d'« incurie » et d'« incompétence ». Certains vont même jusqu'à le soupçonner de « profiter du crime » pour détourner l'opinion publique des grands problèmes politiques actuels, à commencer par la réforme de la loi électorale qui devait être discutée au Parlement à partir du jeudi 26 janvier.

Mardi soir, le chef du gouvernement socialiste, M. Andreas Papan-dréou, a tenu un conseil extraordinaire consacré au dossier du terrorisme. La participation à cette réunion du chef d'état-major de la défense nationale, le général Nicolas Kouris, a « surpris » et parfois « inquiété » les observateurs. Le porte-parole du gouvernement a indiqué qu'une nouvelle gamme de mesures antiterroristes serait présentée mercredi 25 janvier. « Vous comprendrez alors la raison de la participation du chef d'état-major de l'armée à ce conseil », a ajouté M. Koutsoyorgas, ministre à la présidence du conseil.

Th. M.

BELGIQUE : l'enlèvement de M. Vanden Boeynants

La lettre manuscrite de l'ancien premier ministre a été authentifiée

Le parquet de Bruxelles et la famille de l'ancien premier ministre belge ont authentifié, mardi 24 janvier, la carte d'identité et la lettre manuscrite de M. Vanden Boeynants parvenues le matin par courrier au quotidien *le Soir*. Ces deux documents étaient accompagnés d'un court message signé de la mystérieuse « Brigade socialiste révolutionnaire », qui avait revendiqué l'enlèvement il y a une semaine.

« Nous avons maintenant un certain espoir de retrouver M. Vanden Boeynants », a indiqué le procureur du roi, M. André Rutten, en soulignant toutefois que les documents ne prouvaient pas que M. Vanden Boeynants soit encore vivant.

Il y a une semaine jour pour jour, la BSR — inconnue avant le début de cette affaire — avait fait parvenir au même journal une demande de rançon de 30 millions de francs belges (5 millions de francs) pour l'ancien président du Parti social chrétien (PSC). La BSR demandait que 20 millions de francs belges aillent à des organisations caritatives et le reste pour elle-même. Dans son nouveau communiqué envoyé au

Soir, la BSR affirme que Paul Vanden Boeynants « comparait libre devant le peuple, lorsque ses deux revendications seront satisfaites ». L'ancien premier ministre « vit et va avouer. Nous enregistrons ses aveux », ajoutent les ravisseurs.

Dans une lettre qu'il a rédigée, Paul Vanden Boeynants s'engage de son côté, une fois libéré, à « fournir une aide importante » à des organisations caritatives. Le texte, sans date et sans signature, a visiblement été tronqué. Un blanc succède à la phrase « Je vous propose ceci : », alors que l'auteur aborde les modalités d'un éventuel versement de la rançon. L'écriture est celle d'un homme en pleine possession de ses moyens », a indiqué le procureur du roi.

Le parquet possède désormais les preuves qu'il réclamait depuis plusieurs jours par l'intermédiaire de la presse aux ravisseurs. M. Rutten a prévenu que ses services allaient désormais s'entourer « d'une certaine discrétion » dans la suite de cette affaire, et il a écarté les questions des journalistes sur l'éventuel versement de la rançon. — (AFP.)

RDA

Amnesty International dénonce les procès à huis clos

Dans un rapport intitulé « Justice secrète, lois tentaculaires », publié mercredi 25 janvier, l'organisation Amnesty International accuse l'Allemagne de l'Est de détenir des prisonniers d'opinion en vertu de lois restreignant la liberté d'expression, la liberté de rassemblement, la liberté d'association, la liberté d'opinion et le droit de quitter son propre pays.

Amnesty estime que « le secret considérable qui entoure le traitement des infractions politiques empêche toute évaluation des efforts faits par la RDA pour se conformer aux normes des droits de l'homme qui entrent dans le cadre du mandat d'Amnesty International ». Elle dénonce les « procès à huis clos » et accuse les autorités de RDA de faire pression sur les familles et les proches de prisonniers d'opinion pour qu'ils ne donnent pas d'information sur eux.

L'organisation internationale avoue son impuissance à donner un nombre approximatif de prisonniers d'opinion, qu'elle estime cependant largement supérieur à une centaine.

Elle souligne que la législation allemande permet aux autorités d'incarcérer virtuellement qu'elles veulent pour « activité politique jugée indésirable ». Elle ajoute que si peu de prisonniers d'opinion passent plus de deux ans en prison, la menace de lourdes condamnations est utilisée pour convaincre des dissidents d'émigrer.

RFA : l'affaire de l'usine chimique de Rabta

Nouvelle mise en cause du groupe Salzgitter

BONN
de notre correspondant

L'état se resserre autour des firmes ouest-allemandes accusées d'avoir participé à la construction du complexe libyen de Rabta. Les dernières révélations de l'hebdomadaire *Stern* à paraître jeudi 26 janvier mettent à nouveau sur la sellette la société Salzgitter-Industriebau GMBG (SIG), filiale du groupe nationalisé ouest-allemand SAL.

Selon le magazine de Hambourg, un technicien de l'entreprise Imhausen-Chemie (la première firme à avoir fait l'objet de soup-

çons) aurait porté de graves accusations, aussi bien contre son employeur que contre Salzgitter-Industriebau au cours d'une déposition devant le parquet d'Offenburg. Il aurait indiqué que la société Salzgitter-Industriebau GMBG a livré, non pas une partie, mais l'ensemble des plans pour la construction de l'usine de Rabta. « Tout le monde savait que ces plans n'étaient pas destinés à la construction d'une usine Pharma-130 à Hongkong, mais bien en Libye », et que la prétendue usine de produits pharmaceutiques était en fait destinée à fabriquer des armes chimiques, aurait-il déclaré, selon *Stern*.

Le procureur général d'Offenburg, M. Hubertus Voßgele, a confirmé mardi dans la soirée qu'il y avait bien eu déposition et qu'elle remontait à une dizaine de jours. Il s'est cependant refusé à commenter le contenu. Le porte-parole de la société Salzgitter, M. Jürgen Rohweder, a, quant à lui, vigoureusement rejeté les nouvelles accusations portées contre sa filiale SIG.

Le magazine *Stern* a également mis en cause le groupe Siemens, qui aurait livré à la Libye pour 3,3 millions de deutschemarks (plus de 11 millions de francs) de matériel électrique et d'instruments de mesure. — (Interim.)

PAYS-BAS

La Haye souhaite libérer deux criminels nazis détenus depuis 1946

LA HAYE
de notre correspondant

Le gouvernement néerlandais a annoncé, mardi 24 janvier, son intention de gracier Franz Fischer et Ferdinand aus der Fluten, les « vétérans » des criminels de guerre allemands en Europe occidentale, détenus à la prison de Breda, dans le sud des Pays-Bas, depuis 1946. Agés de quatre-vingt-dix et soixante-dix-neuf ans, ils avaient été condamnés à la peine de mort, commuée en détention à perpétuité cinq ans plus tard, pour la déportation de dizaines de milliers de juifs néerlandais.

Les autorités de La Haye ont rouvert, par leur décision, un dossier délicat de la vie publique néerlandaise. Des appels à la clémence avaient été lancés à plusieurs reprises, ces derniers mois, par un groupe de dix-neuf personnalités,

parmi lesquelles figurent des résistants et des représentants des victimes de l'occupation allemande. Dans une longue lettre adressée au Parlement, M. Fritz Korthals-Altes, ministre de la justice, a fait sienne, au nom du gouvernement, leur conviction : « Il est dans l'intérêt des principes de l'Etat de droit de mettre fin à la détention des deux criminels de guerre. (...) Nulle part au monde des criminels de guerre n'ont été aussi longtemps emprisonnés. »

La perspective de cette grâce prochaine heurte cependant de nombreux Néerlandais. Tout au long de

la journée de mardi, des organisations de résistants, la Fédération sioniste, la Fondation contre l'antisémitisme, se sont déclarées choquées. Des personnes âgées, arborant leurs décorations militaires et civiles, ont protesté à l'entrée de la résidence du premier ministre.

En 1972, le gouvernement de l'époque avait dû renoncer à gracier les deux prisonniers au terme d'un débat qui avait donné lieu à des scènes poignantes, jusque dans les tribunes de la Chambre des députés. Celle-ci débattait jeudi soir de la décision gouvernementale.

CHRISTIAN CHARTIER.

La « bataille » du siège du Parlement de la Communauté

Le Luxembourg saisit la Cour européenne de justice

Le Luxembourg va introduire un recours devant la Cour européenne de justice contre le récent vote du Parlement européen en faveur d'un transfert partiel de ses activités à Bruxelles, a annoncé le ministre des affaires étrangères luxembourgeois, M. Jacques Poos, mardi 24 janvier, à l'issue d'une rencontre à Paris avec son homologue français, M. Roland Dumas.

La France « déterminera ultérieurement » l'opportunité d'une initiative similaire, mais pourrait dans un premier temps déposer auprès de la Cour un mémoire pour appuyer le

recours luxembourgeois, a indiqué M. Dumas.

Les deux ministres ont « souligné avec force » dans une déclaration commune que « les règles de droit » qui fixent notamment le siège des institutions « sont à la base même de la Communauté » et que « leur respect s'impose aux douze Etats membres comme à toutes les institutions communautaires ». Des experts juridiques des deux gouvernements vont se réunir pour examiner les différentes actions possibles, précise cette déclaration. — (AFP.)

(Publicité)

ESPACE SOCIAL

Premier hebdomadaire de la protection sociale et de la santé

Paraît le 27 janvier

DOSSIER N° 4

LE PMSI aux USA

ESPACE SOCIAL est édité par l'Observatoire européen de la protection sociale
62, boulevard Garibaldi, 75015 PARIS
Abonnements : 48.66.98.11

Ordres de bourse en « direct »

PREMIER ANNIVERSAIRE

Depuis le 13 janvier 1988,

nos clients peuvent

passer directement

leurs ordres de bourse

sur minitel

grâce à Norvidéo,

notre service

de banque à domicile.

41.000 ordres

ont été enregistrés

sur ce service.

Le Crédit du Nord

souhaite la bienvenue

à ceux de ses confrères

qui s'apprennent à proposer

un service analogue

à leurs clients.



Crédit du Nord
VOUS D'ABORD

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE
SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution
de chacune de vos valeurs
et le montant global
de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

C'est

CORTAL.

Asie

JAPON

M. Mitterrand assistera aux funérailles de Hirohito

TOKYO
de notre correspondant

Le gouvernement japonais est soulagé. On craignait, en effet, à Tokyo que l'absence de certaines personnalités internationales aux funérailles de l'empereur Hirohito, le 24 février, ait clairement la signification d'un désaveu de la manière dont le Japon a cherché depuis la guerre à tirer un trait sur certains aspects de son histoire. Si dans quelques capitales il y a eu hésitation sur le choix entre la mémoire du passé et la puissance que représente aujourd'hui le Japon, il semble qu'il ait été tranché en faveur du second critère : la liste des hautes personnalités qui viendront rendre un dernier hommage à l'empereur défunt s'allonge de jour en jour. Après le nouveau président américain George Bush, le duc d'Edimbourg, le président de la RFA et le ministre chinois des affaires étrangères, le président français, M. Mitterrand, a annoncé mardi 24 janvier qu'il assisterait aux obsèques.

Si le souci du gouvernement japonais de faire oublier l'histoire et de tourner la page sera en quelque sorte entériné, le 24 février, par la communauté internationale, il n'en va pas de même sur l'archipel : après une longue période de « retenue », des voix se font désormais entendre pour rappeler les responsabilités de Hirohito dans la guerre. Les communistes ne sont plus les seuls à soulever cette question : c'est aussi le cas, par exemple, des mouvements chrétiens. La présidente du PS, Mme Doi, a récemment déclaré que le Japon devait accepter « humblement » les critiques des autres pays sur son passé et qu'il ne fallait pas « fermer les yeux » sur les responsabilités de l'empereur.

La diplomatie a des impératifs qui ne concourent pas toujours avec les considérations de politique intérieure. Il y a aussi des rapports de force sous-jacents. Dans le cas des pays d'Asie du Sud-Est, l'ascendant du Japon dans la région s'est clairement fait sentir : du premier ministre Lee Kuan Yew de Singapour à la

présidente Aquino des Philippines, en passant par le président indonésien, des dirigeants de pays où les souvenirs de l'agression japonaise sont encore amers, personne n'a voulu risquer d'offenser le grand voisin : tous viendront, oubliant les massacres dont furent victimes leur population au nom de Hirohito.

En revanche, le président sud-coréen, M. Roh Tae-woo a décidé de ne pas être présent : Séoul sera représenté par son premier ministre : « Il est impensable que le plus haut représentant du peuple coréen vienne prier pour le repos de l'âme d'un criminel de guerre », écrivait récemment le quotidien *Chosun Ilbo*. La Chine, où l'agression japonaise se traduit par vingt millions de morts (selon Pékin), n'a pas non plus baissé la tête : elle sera représentée par son ministre des affaires

étrangères, M. Qian Qichen (qui n'a pas de hautes responsabilités au sein du PC). Qui viendra pour l'Union soviétique ? On l'ignore encore.

En 1945, Hirohito fut « sauvé » par les Américains d'un procès que voulaient les autres alliés et « lavé » de toute responsabilité dans la guerre. Washington estimait en avoir besoin pour mener à bien l'occupation de l'archipel. Le jour de son inhumation, il sera définitivement absous par le reste du monde. La Chine ou l'URSS ont dû affronter leur passé récent (le maoïsme pour l'un, le stalinisme pour l'autre), l'Italie a dû faire ses comptes avec le fascisme et l'Allemagne ne s'est pas encore dégagée de sa mauvaise conscience. Au Japon, rien de tel : « Le passé est comme l'eau du fleuve, il disparaît dans un océan où tout se confond. »

PHILIPPE PONS.

AFGHANISTAN

Le ravitaillement aérien de Kaboul se poursuit

Des avions soviétiques ont continué, le mardi 24 janvier, de débarquer des vivres, principalement de la farine de blé, à l'aéroport de Kaboul pour pallier les difficultés de passage sur la route du Salang, qui relie la capitale afghane à l'URSS, s'il est indiqué de source soviétique à Kaboul. Des informations selon lesquelles des combats avec les moudjahidins avaient de nouveau paralysé cette voie stratégique du nord n'ont pas été confirmées à Kaboul. Mais on indique, de source soviétique, que la progression des convois est de toute façon très gênée par la neige et par deux avalanches dans la région du Salang. Les travaux de déblaiement avaient cependant beaucoup avancé lundi, indique-t-on de même source. L'URSS, rappelle-t-on, a annoncé sa décision de livrer d'ici la fin janvier 3 500 tonnes de farine pour réduire la pénurie, enrayer la spéculation et faire baisser les prix. Les livraisons aériennes se déroulent sans difficulté, la capitale afghane connaissant depuis décembre un net répit dans les attaques à

la roquette. Pour sa part, l'agence Tass a accusé, mardi, des responsables communistes afghans de haut rang de « négligence criminelle », voire de « sabotage délibéré », pour n'avoir pu faire face à la crise alimentaire dans la capitale.

Entre-temps, les Etats-Unis ont une nouvelle fois dénoncé, mardi, les bombardements « inacceptables » de l'aviation soviétique en Afghanistan, à trois semaines du retrait des troupes soviétiques.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Rodman, a rappelé, mardi, que ces « bombardements intenses » et quotidiens étaient une violation des assurances soviétiques données à Washington en décembre 1988 de ne pas mener d'opérations offensives pendant le retrait de l'armée rouge. « Les moudjahidins font preuve de retenue en permettant le retrait sans encombre des troupes soviétiques, nous croyons que l'Union soviétique devrait faire preuve de la même retenue », a-t-il ajouté. — (AFP.)

Un troisième ministre contraint de démissionner après le scandale Recruit Cosmos

TOKYO
de notre correspondant

Nouvelle victime du scandale politico-boursier Recruit Cosmos, le vice-premier ministre et directeur de l'agence de planification, M. Ken Harada, a été contraint de démissionner de ses fonctions, mardi 24 janvier. Il a été remplacé le jour même par M. Koichiro Aino.

M. Harada est la troisième personnalité gouvernementale contrainte de démissionner à cause de ce scandale, après le ministre des finances, M. Miyazawa, et M. Hasegawa, ministre de la justice dans le nouveau cabinet. M. Harada avait accepté des contributions financières (dont le montant n'a pas été révélé) de la part de Recruit, et ce jusqu'à novembre dernier, soit bien après que le scandale ait éclaté.

M. Takeshita, qui a nommé un membre de sa faction à la tête de l'agence de planification, n'est peut-être pas au bout de ses peines : la presse a révélé, mercredi, que M. Aino avait également reçu des donations de la même société (sous forme d'achat par celle-ci de billets pour participer à des réceptions destinées à recueillir des fonds politiques). Il semble de plus en plus difficile au premier ministre de trouver des hommes politiques qui ne soient pas mêlés à ce scandale.

Ph. P.

● CAMBODGE : M. Hun Sen à Bangkok. — Le premier ministre de Phnom-Penh est arrivé, mercredi 25 janvier, à Bangkok pour deux jours d'entretiens avec les autorités thaïlandaises. Il a fait escale à Vientiane, où il a rencontré les dirigeants laotiens. M. Hun Sen doit rencontrer, mercredi après-midi, le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai. Il doit également s'entretenir avec le « patron » de l'armée thaïlandaise, le général Chaowalit, et le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sarwesila. — (AFP.)

CHINE

Le panchen lama dénonce « les erreurs de gauche » au Tibet

Le panchen lama, deuxième personnalité religieuse tibétaine et vice-président de l'Assemblée nationale populaire chinoise, a critiqué sévèrement les excès commis au Tibet. « Certains, a-t-il déclaré dans des propos cités mercredi 25 janvier par le *China Daily*, ont complètement oublié la tragédie [de la révolution culturelle] et d'autres ont même commencé à répéter ces erreurs. » Le prix payé par le Tibet depuis trente ans, après l'entrée des troupes chinoises à Lhassa, dépasse les gains qu'il en a retirés, a-t-il ajouté, et les destructions causées par les « erreurs de gauche » ont été pires que celles infligées par les droitistes.

Le panchen lama, qui avait déjà à plusieurs reprises déclaré que les « influences gauchistes » du maoïsme existaient encore, a estimé que si le Tibet a enregistré un développement important dans de nombreux domaines, « nous avons aussi payé un prix fort, une erreur que nous ne devons jamais répéter ». — (AFP.)

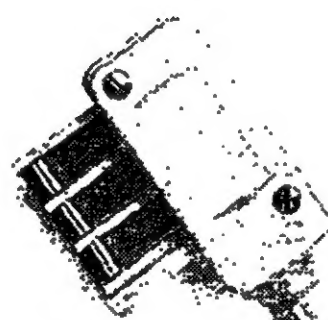
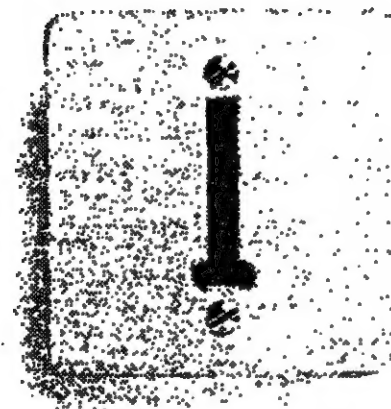
(Publicité)

CONTRE LE DANGER NUCLÉAIRE, CERTAINS

ONT TROUVÉ UN REMÈDE EFFICACE :

LE SILENCE.

C'est très facile d'installer chez vous une banque qui rémunère les comptes chèque de 6 à 7%.



CORTAL

Vous avez parfaitement lu et compris notre proposition. Il existe enfin une Banque qui innove, une Banque qui rémunère l'argent que vous laissez sur votre compte chèque. Cette Banque, filiale de la Compagnie Bancaire, c'est la Banque Cortal. Pour bénéficier d'un compte rémunéré, c'est très simple : déposez 100 000 F chez Cortal. Mais chez Cortal, l'innovation ne s'arrête pas à la rémunération des comptes chèque. Si vous devenez client, vous aurez à votre disposition, jusqu'à 20 h, sur simple appel téléphonique, un conseiller financier qui vous connaîtra et que vous connaîtrez. Il gèrera votre patrimoine en vous faisant profiter de toutes les opportunités des marchés financiers. Il le fera en fonction de vos objectifs personnels. Pour en savoir plus, sur le compte chèque rémunéré et le service Cortal, demandez la documentation Compte Optimal en appelant le 16(1) 47.47.11.29 ou en nous retournant le coupon réponse ci-contre :

Demande de documentation sans engagement. Je souhaite recevoir un dossier d'information complet sur le Compte Optimal.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. (dom.) _____ (bureau) _____

Age _____ Profession _____

Remettez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'affranchir à : CORTAL, Libre-réponse 9703-75. 75789 Paris Cedex 16

CORTAL. CHOISIR SA BANQUE, C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.

سكنا من الاميل

Politique

La polémique sur le rachat d'American Can par Pechiney

Le porte-parole de l'Elysée et le ministre de l'Intérieur ont à nouveau démenti, mardi 24 janvier, les informations du Monde. « Aucun document, aucune note — on ne parle déjà plus de rapport — n'a été remis au président de la République », a déclaré M. Hubert Vedrine, porte-parole de M. François Mitterrand.

M. Pierre Joxe, après que le Monde ait affirmé que les Renseignements généraux étaient à l'origine du document remis au président de la République (le Monde du 25 janvier), a fait diffu-

ser le communiqué suivant : « 1. Ce n'est pas la police nationale, mais la Commission des opérations de Bourse, et elle seule, qui est compétente pour l'enquête concernant le dossier Pechiney à son stade actuel. 2. Le cas échéant, c'est la police judiciaire, et elle seule, qui en sera saisie. 3. Les informations rapportées par des journalistes à des fonctionnaires des Renseignements généraux et relatives au rachat d'American Can sont, bien entendu, portées à la connaissance du ministre de l'Intérieur, parmi d'autres échos de presse. 4. Dans cette affaire, tous ceux qui s'expriment sur le fond ou les procédures en cause devraient songer dorénavant à apporter des preuves. »

Interrogé au journal de 20 heures d'Antenne 2, le ministre de l'Intérieur a répondu en ces termes à la question : « L'affaire atteint-elle le président ? » : « Je sais... C'est lorsque le chef de l'Etat, le président de la République, qui, Dieu sait, n'est pas un homme d'argent, voit son nom à la une d'un quotidien, et de son ami — comme s'il n'avait qu'un ami, — un ami qui a dû lui causer bien du chagrin en se mettant dans une situation pareille [sic], ça ne profite pas au président, ça ne profite pas à la France. Parce qu'on jette la suspicion sur une affaire d'argent où le président de la République n'a rien à voir. »

En outre, les autorités suisses ont reçu, mardi 24 janvier, une demande formelle d'entraide judiciaire des Etats-Unis, tandis que la Banque cantonale vaudoise de Lausanne démentait avoir effectué des opérations liées au rachat d'American National Can : « 1) Durant toute la période soumise à enquête des autorités américaines, elle n'a traité aucune opération de Bourse sur des actions Triangle Industries Inc., que ce soit pour elle-même ou pour des tiers. 2) Il n'y a eu, à aucun moment, des actions Triangle Industries Inc. enregistrées sous dossier auprès de la Banque cantonale vaudoise. »

Les interventions de l'Elysée et du ministère de l'Intérieur

Aux informations du Monde, maintenant qu'une note sur l'affaire Pechiney avait bien été transmise au président de la République (le Monde du 25 janvier), l'Elysée a une nouvelle fois, mardi 24 janvier, répondu par un démenti affirmant que M. Mitterrand n'avait pas été informé de l'évolution de l'enquête officieuse menée par les services du ministère de l'Intérieur. « Conformément aux informations parues dans le journal le Monde d'aujourd'hui, a déclaré M. Hubert Vedrine, porte-parole de l'Elysée, aucun document, aucune note — on ne parle déjà plus de rapport — n'a été remis au président de la République, soit par ses collaborateurs, soit par le ministre de l'Intérieur au sujet des derniers développements de l'affaire Pechiney. »

Cette réaction rapide, qui contraste avec la lenteur de la réaction aux premières informations publiées dans le numéro daté 22-23 janvier, a été accompagnée d'un communiqué de M. Pierre Joxe affirmant que si les renseignements généraux portaient à la connaissance de leur ministre, « parmi d'autres échos de presse », « les informations rapportées par des journalistes », ce n'était pas la police nationale mais la Commission des opérations de Bourse, et elle seule, qui était compétente pour l'enquête concernant le dossier Pechiney à son stade actuel. »

Au journal de 20 heures d'Antenne 2, le ministre de l'Intérieur avait dit encore : « Les services de police n'enquêtent pas sur cette affaire. (...) Nous n'allons pas aller de démenti en démenti (...), il suffit simplement de laisser fonctionner ceux qui ont la charge de faire cela. »

Parlant de « l'agitation malsaine », M. Joxe a déclaré cette « exploitation politique » qui « ne profite pas au président de la République, (qui) ne profite pas à la France parce qu'on jette la suspicion sur une affaire d'argent où le président n'a rien à voir, ce que l'opinion internationale sait très bien. »

Affirmant qu'« aucun de ses services n'a d'informations autres que celles que chacun peut entendre bruits dans tous les sens », M. Joxe a précisé : « Attendez quelques jours, je pense qu'il y aura un certain nombre de surprises, surtout pour ceux qui se sont engagés trop vite. »

Sur combien d'actions Triangle Industries porte l'enquête de la Securities and Exchange Commission (SEC) ? A quelles dates ont eu lieu les transactions jugées suspectes par le « gendarme » de Wall Street ? Quels sont les intermédiaires et les acheteurs identifiés ? La polémique autour du rôle de M. Roger-Patrice Pelat et des informations transmises à l'Elysée a quelque peu détourné l'attention de ces questions qui sont pourtant au cœur de l'enquête menée actuellement par la Commission des opérations de Bourses (COB).

● LA CHRONOLOGIE. — C'est seulement le 7 juillet 1988 que naît Triangle Industries par une opération complexe de fusion qui permet à Nelson Peltz et Peter May de prendre le contrôle de 66 % du capital et de 89 % des droits de vote, au grand dam des actionnaires minoritaires (le Monde d'aujourd'hui du 26 novembre 1988). Les deux hommes, unis

Le compte n'est pas bon

depuis près de vingt ans, sont des casse-cou de la finance américaine, spécialistes des junk bonds, ces « obligations de pacotille » à haut risque et à taux d'intérêt élevés, qui permettent de grandes opérations avec un minimum de mise de fonds. C'est cinq jours plus tard, le 12 juillet, que la négociation sur le rachat d'American National Can, filiale de Triangle, par Pechiney est amorcée lors d'un rendez-vous au ministère des finances à Paris entre Alain Boublil, directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, et M. Peltz, accompagné par Samir Traboulsi, financier libanais installé à Paris et ami de l'Américain comme du Français. Puis le 28 juillet commencent les véritables discussions, au siège parisien de Pechiney, suivies de deux rendez-vous de travail, les 11 et 18 août, le premier en Corse, le second à Monte-Carlo.

Or c'est le 18 août que la SEC date les premiers achats suspects

d'actions Triangle sur le marché hors cote de la Bourse new-yorkaise, qui se poursuivront jusqu'au 11 novembre. A l'époque, guère plus d'une dizaine de personnes au total sont directement au courant de la négociation en cours. En revanche, à partir du 22 août, les discussions s'accroissent, de plus en plus de gens seront dans la confidence, onze cabinets d'avocats étant consultés en cours de route. Le 27 septembre, les négociations sont rompues à l'initiative de M. Peltz. Elles reprennent à Paris, M. Traboulsi s'étant entremis auprès de M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, le 11 octobre. L'accord de principe est acquis le 11 novembre, l'aval des pouvoirs publics français est obtenu entre le 14 et le 18 novembre. L'OPA amicale de Pechiney est officiellement rendue publique le 21 novembre.

Entre le moment où MM. Gandois et Peltz sont arrivés à cet accord de principe et l'annonce officielle, ont lieu, exactement les 16, 17 et 18 novembre, une seconde série d'achats suspects. Le volume des transactions durant ces trois jours atteint un total de 221 100 actions échangées. Si on y ajoute les 88 000 actions achetées entre le 18 août et le 11 novembre, on atteint un total de 309 100 titres suspects. Pour autant, le délit d'initié ne porte pas forcément sur ces seules 309 100 actions. La SEC ayant fractionné les informations qu'elle délivre selon les pays d'où proviennent les achats, il est possible qu'elle enquête aux Etats-Unis — et non plus seulement en France, en Suisse, au Luxembourg et à Anguilla — sur d'autres transactions. Le volume total des opérations a, en effet, concerné 113 855 titres durant le mois d'août 1988, 236 517 en septembre, avant de retomber à 72 654 en octobre...

● INTERMÉDIAIRES ET ACHETEURS. — En l'état actuel des informations disponibles, le total de 309 100 actions douteuses peut être divisé en quatre catégories : celles qui ont été achetées avant le 11 novembre depuis la Suisse (88 000) ; celles qui le furent depuis la Suisse les 16, 17 et 18 novembre (50 500) ; celles qui ont été achetées aux mêmes dates à partir du Luxembourg (15 000) ; celles, enfin, qui ont été achetées, également aux mêmes dates, depuis Paris (52 300).

On le voit d'emblée, le compte n'est pas bon : 205 800, sur le total de 309 100. Restent donc 103 300 actions. Autrement dit, nous ne connaissons les intermédiaires — et parfois les acheteurs qui y ont eu recours — que pour 205 800 actions. Aussi l'enquête de la SEC américaine réserve-t-elle des surprises : sans nul doute, elle a identifié les intermédiaires, sinon les acheteurs, pour ces 103 300 actions qui manquent à l'appel. Aux Etats-Unis ? En Europe ? Ailleurs ?

De plus, pour les 205 800 actions dont la piste a été retrouvée, les acheteurs ne sont pas toujours formellement identifiés. Ils le sont seulement pour 55 700 titres : 52 300 depuis la France, 3 400 depuis la Suisse. Pour les premiers, ce sont MM. Max Théret (32 300), Roger-Patrice Pelat (10 000), Pierre-Alain Marsan de la société de Bourse Ferri-Ferri-Germe (5 000), Ricardo Zavala de la société de Bourse Mangin Cordelle (5 000). Pour les seconds, de Joseph Jossua, remisier connu sur la place parisienne, et résidant à Lausanne.

Restent donc 150 100 actions dont les acheteurs sont, pour l'heure, toujours inconnus. Sur ce total, les intermédiaires sont formellement désignés pour 132 700 titres. C'est-à-dire 88 000 en Suisse (la société Socofin de Genève agissant pour le compte de l'International Discount Bank and Trust d'Anguilla, qui n'est qu'un paravent), 20 000 en Suisse (la société Expertis Treuband de Zurich), 9 700 en Suisse (la Banque populaire suisse de Zurich) et 15 000 au Luxembourg (Petrusse Securities International). On comprend ainsi l'importance du gouvernement français : nombreux sont les acheteurs et les intermédiaires dont la presse est encore dans l'impossibilité de livrer avec certitude l'identité. Il n'est aucunement certain que la COB française, qui dispose de peu de moyens d'investigation, arrivera à faire toute la lumière dans ce dédale financier. Et si au lendemain de la remise du rapport français, le 31 janvier, la SEC américaine révélait qu'un ou des acheteurs français se cachent derrière les actions qui ne sont actuellement attribuées à personne ? De là l'angoisse des responsables politiques qui sentent sur eux l'épée de Damoclès.

EDWY PLENEL

La SEC s'intéresse aussi aux deux vendeurs de Triangle

Couronnant une décennie de succès industriels et financiers fulgurants, Nelson Peltz et Peter May peuvent désormais profiter des 5 milliards de francs (830 millions de dollars) qu'ils ont touché en novembre lors de la vente de leur joyau, American National Can (ANC), au groupe français Pechiney. Pour combien de temps ?

Les deux dirigeants de Triangle Industries, la maison mère d'ANC, seront prochainement entendus par la Securities and Exchange Commission (SEC), organisme de contrôle des opérations boursières aux Etats-Unis, dans le cadre de son enquête sur les transactions effectuées pendant la négociation et dans les jours précédant l'annonce de la vente. Dans l'établissement « de la finance américaine, nombreux sont ceux qui ne seraient pas mécontents de voir Nelson Peltz et Peter May avoir des démêlés avec la justice. En France, de même, un débat a commencé, qui ne porte pas sur les éventuels délits d'initié commis lors de la transaction, mais sur le prix trop élevé qu'aurait payé Pechiney.

Pendant longtemps, les deux hommes qui s'étaient rencontrés dans l'entreprise familiale du père de Nelson Peltz au début des années 70, ont en effet été considérés à Wall Street comme des gagne-petits, formés à la magie des junk bonds, ces opérations à haut risque et à taux d'intérêt élevés popularisées par la firme Drexel Burnham Lambert, qui vient d'être accusée officiellement de délit d'initié (lire page 40), et son employé-vedette, Michael Milken.

C'est de leur rencontre avec M. Milken qu'est partie la grande aventure financière de Nelson Peltz et Peter May. Lorsque leur ascension s'est traduite par une réussite industrielle d'envergure (la constitution de l'un des plus grands groupes mondiaux de l'emballage, à partir du rachat de National Can et de American

Can en 1985 et 1986), il est devenu difficile pour Wall Street de ne plus les prendre au sérieux.

La jalousie provoquée par leur succès n'a pas manqué d'être démultipliée par leur style de vie extravagant, couronné en 1987 avec l'achat par Nelson Peltz de l'une des plus onéreuses propriétés des Etats-Unis, à Palm Beach (Floride), pour la bagatelle de 100 millions de francs. Les salaires que se versaient les deux compères en tant que dirigeants des divers sociétés leur appartenant, faisaient aussi beaucoup jaser. Ils sont sans commune mesure avec les pratiques habituelles de l'industrie américaine. Chacun d'eux aurait reçu de Triangle 228 millions de francs en 1986, en seuls salaires et primes !

Contrairement aux protestations de leurs actionnaires minoritaires aussi bien que des industriels américains, MM. Peltz et May avaient pris l'habitude de rétorquer que leurs salaires exceptionnels n'étaient que le fruit de leur travail et correspondaient aux résultats non moins exceptionnels de leur groupe. A ceux qui leur faisaient remarquer que leur empire a été construit uniquement sur des dettes, Nelson Peltz, aujourd'hui âgé de quarante-sept ans, réplique que « à défaut d'hériter il faut emprunter ». Leur carrière, leurs liens avec Drexel Burnham Lambert, le groupe financier américain qui a accepté de coopérer avec la justice sur plusieurs affaires de délits d'initié, ce qui pourrait entraîner l'inculpation de Michael Milken, l'ami de M. Peltz pour l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, qui a joué un rôle d'intermédiaire dans le rachat d'ANC par Pechiney (le Monde du 18 janvier) : les anciens propriétaires de Triangle Industries sont décidément au centre de beaucoup d'événements. Wall Street ne serait pas mécontent de les voir trébucher.

FRANÇOISE LAZARE.

LA COTE D'AZUR EN PROMOTION AVEC FRANTOUR VOYAGES

Sur la Côte d'Azur, surplombant le Cap Ferrat, BEAULIEU-SUR-MER offre, dans un site grandiose, ses ruelles typiques, son marché provençal, sa chapelle romane Santa-Maria-de-Olivo.

FRANTOUR VOYAGES y a ouvert depuis le 15 janvier 1989 l'hôtel ** FRANTOUR VICTORIA et vous propose de bénéficier jusqu'au 15 avril des formules promotionnelles en pension complète ou en demi-pension.

RENSEIGNEZ-VOUS :
— à votre agence de voyages FRANTOUR
— par téléphone : SOPHIE au 45-83-03-14
— par correspondance : FRANTOUR VOYAGES, BP 62-08, 75362 Paris Cedex 08



FAITS ARGUMENTS

Mensuel
Nouvelle série

Un carrefour d'idées autour de Raymond Barre

Vous pouvez vous abonner et faire abonner vos amis en renvoyant le bulletin ci-contre à S.A. Faits & Arguments S.P. 162-82352 Le Plessis-Robinson Cedex

Nom : _____

Adresse : _____

Souscrit : abonnement (s) annuel (s) 10 numéros de F à Faits & Arguments

Abonnement France : 250 F. Abonnement étranger : 300 F.
Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : FAITS & ARGUMENTS

MO 89

La COB, la COB, la COB !

(Suite de la première page.)

Une affaire qui a déjà provoqué la démission du directeur du cabinet du ministre de l'Economie, et qui met en cause la crédibilité de Paris en tant que place financière. A moins qu'un entourage zélé ne retienne des informations désagréables pour ne pas alarmer le président.

Beaucoup de bruit aussi autour de M. Pelat. Les 40 000 actions qu'il aurait acquises par la Suisse avaient déjà été mentionnées quelques jours auparavant dans le Quotidien de Paris. Prenant-elles plus d'importance quand elles sont citées dans le Monde ? En laissant entendre de manière cocasse, dans son communiqué, que la seule activité des renseignements généraux dans le cas présent consiste à reproduire les échos de presse, le ministre de l'Intérieur en dit peut-être sur cet épisode plus long qu'il n'y paraît. Sachant qu'il était de plus en plus question de ce paquet de 40 000 actions, les services compétents — où qu'ils puissent leurs informations — auraient voulu mettre en garde le chef de l'Etat sur d'éventuelles révélations concernant un de ses amis qui, selon M. Joxe, « a dû causer bien du chagrin » au président, qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Après quarante-huit heures de réflexion à l'Elysée et de silence de la part de M. Pelat, la ligne de défense a été définie : un démenti, réitéré autant que de besoin, portant non sur les 40 000 actions — sur le fond, l'Elysée a en effet remis à la COB, mais sur l'existence même d'une note ; démenti d'autant plus ferme que quarante-huit heures auraient largement suffi pour s'assurer auprès de M. Pelat que ces 40 000 actions n'existaient pas et que l'industriel avait acheté « seulement » 10 000 American Can.

Beaucoup de bruit sur un des aspects parmi d'autres de l'affaire. Car ce sont toujours plus de 250 000 actions sur 309 100 ayant opportunément changé de mains quand Pechiney était en train de négocier avec Triangle le rachat d'American Can dont les acheteurs restent « non-identifiés ». C'est beaucoup plus que la plus-value relative modeste réalisée par M. Pelat et par M. Max Théret, lequel a admis en avoir acheté 32 300. Or rien jusqu'à présent n'est venu accréditer l'idée que les deux filiales, la française et l'américaine, pourraient avoir des traces communes.

Toute la complexité de cette affaire réside dans ce doublement. Car la Commission des opérations de Bourse, dont les milieux officiels semblent aujourd'hui tout attendre, est un bel oiseau dont les ailes sont coupées. Non seulement elle n'a aucun pouvoir pour enquêter en dehors de France, c'est-à-dire sur la partie la plus importante de l'affaire, mais ses possibilités dans l'Hexagone même sont extrêmement limitées. L'invocation rituelle « la COB, la COB, la COB » risque de conduire à bien des déceptions, à moins que sa relative impuissance n'arrange beaucoup de monde.

L'ennui pour tous ceux qui auraient intérêt à voir les investigations se perdre dans les sables, c'est que le principal acteur n'est pas le malheureux COB, mais la SEC américaine, sur laquelle l'influence française est évidemment nulle. Parce que ne sait ce que ses enquêteurs, qui eux : ont officiellement invoqué l'accord d'entraide judiciaire avec la Suisse, trouveront et divulguent. Cette désagréable incertitude explique le martyre de certains protagonistes et la défense strictement formelle des autres. Ah ! que l'affaire Pechiney aurait été belle si on avait pu la régler entre nous !

DANIEL VERNET.

Politique

après les divers démentis

M. Gandois a-t-il payé trop cher ?

Pechiney et son président M. Gandois ont-ils payé trop cher l'acquisition du géant américain de l'emballage American National Can (ANC) ? Telle est l'une des interrogations soulevées par « l'affaire ». C'est en effet la différence entre le cours de l'action Triangle, société mère d'ANC, aux alentours de 10 dollars et le prix de 58 dollars par action conclu par le groupe français qui est à l'origine des confortables gains réalisés par les « initiés ».

Pechiney comme son conseiller financier aux Etats-Unis, Yves André Istel, patron du cabinet Wasserman-Pereira de New-York, justifient le prix d'achat en considérant que la comparaison entre 10 et 58 dollars n'a pas de signification :

— Pourquoi le prix d'achat de 58 dollars ?

— Pechiney n'était intéressé que par ANC, l'activité emballage du groupe Triangle. Mais ANC étant détenue à 100 % par celui-ci, seul coté en Bourse de New-York, il lui fallait acquérir Triangle auprès de ses actionnaires majoritaires (60 %), MM. Nelson Peltz et Peter Mey, et minoritaires, pour acheter cette filiale. Pechiney a donc, pour fixer son prix d'acquisition, raisonné sur la valeur d'ANC, entreprise industrielle, en lui appliquant les critères généralement admis pour ce secteur. Ainsi, en estimant ANC à 2,4 milliards de dollars, le français a appliqué un coefficient multiplicateur (le « price earning ratio ») de 16 au résultat net de ANC, soit 150 millions de dollars. La différence entre ce ratio de 16 et celui de l'ordre de 12, généra-

lement appliqué pour les transactions effectuées dans le secteur de l'emballage — notamment le rachat du britannique Metal Box par le français Canad — s'explique, selon Pechiney, par la « prime » qui s'attache à toute prise de majorité. Le français prend ainsi pour exemple les primes de 50 % à 100 % pratiquées dans les OPA (offres publiques d'achat).

— Pourquoi l'action Triangle se traitait-elle aux environs de 10 dollars ?

— Le groupe était gravé par des charges d'exploitation d'activités autres que l'emballage, comme les juke-boxes, l'immobilier... et par les « frasques » que MM. Peltz et Mey faisaient supporter à leur holding : yachts, jets privés, propriété luxueuse en Floride, salaires annuels de 15 millions de dollars... Triangle supportait également le coût des obligations à haut risque (« junk bonds »), pour un montant de 1,9 milliard de dollars à des taux d'intérêt de 15 %, émises pour l'acquisition d'American Can, puis de National Can, dont la fusion devait donner naissance au numéro un américain de l'emballage. Ces « bonds » entraînaient des charges financières de 80 millions de dollars par an.

Ces charges, plus le fait que les minoritaires n'avaient quasiment pas de droits de vote — MM. Peltz et Mey s'étaient arrangés pour en détenir 91 % — expliquent que l'action dont le marché était très limité se traitait autour de 10 dollars.

— Quelle dette a repris Pechiney ?

— Le français n'a repris que la dette « normale » s'attachant à l'activité emballage, soit 1,4 milliard de dollars. Cette reprise vient en déduction du prix d'acquisition de 2,4 milliards de dollars fusi par ANC. Cette dette a été refinancée avant l'acquisition par Pechiney (le coût du refinancement est donc à la charge des vendeurs) à un taux d'intérêt normal de 10 %, par une offre lancée aux détenteurs d'obligations. Si ces détenteurs n'avaient pas répondu favorablement comme ils l'ont fait (97 % ont apporté leurs « bonds »), Pechiney avait fait savoir qu'il ne garantirait pas ces titres. Ce qui est possible, American Brands en ayant donné l'exemple dans un passé récent.

— Doit-on considérer les arguments de Pechiney comme convaincants ?

— Pour l'essentiel sans doute. On ne peut cependant exclure que le prix ait été « tiré » de quelques dollars. A la fois par la volonté de Pechiney et de son président de réaliser une opération d'envergure qui donne au groupe la dimension internationale qui lui manquait et par celle d'Alain Boubillat, directeur de cabinet de M. Bérégovoy, d'illustrer la réussite de la politique industrielle dont il était le défenseur à travers l'acquisition spectaculaire menée par une nationalisée.

Il est vrai, en outre, que la plupart des achats effectués actuellement par les sociétés françaises aux Etats-Unis se situent à des niveaux très élevés.

CLAIRE BLANDIN.

Les réactions dans les milieux politiques

L'audition de M. Pierre Bérégovoy, jeudi 26 janvier, par la commission des finances de l'Assemblée nationale, sera vraisemblablement publique. Cette décision devrait être prise jeudi matin. M. Bérégovoy, en tout cas, y est favorable. Il ne voit « que des avantages » à une audition publique, indique-t-il dans une lettre adressée à M. Dominique Strauss-Kahn (PS), président de la commission des finances.

M. Edouard Balladur, qui n'assistera pas à cette audition parce qu'il donne au même moment, à Lille, une conférence sur les privatisations, s'efforce de garder son calme. Il ne cherche pas, dit-il, à « souffler l'affaire ». Se vocalise, t-il remarqué sur RTL, s'est ni celle d'un « pompier » ni celle d'un « procureur ». Chacun, dans la majorité et l'opposition, assure qu'il n'a qu'un sonnet : que toute la lumière soit faite sur les « affaires » le plus rapidement possible. C'est le cas notamment de M. Charles Pasqua, selon lequel « on serait mal venu de rendre le président de la République responsable des actes d'amis qu'il connaît depuis trente ou quarante ans, même si, naturellement, c'est mauvais pour son image ».

Les propos de M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, mercredi, dans une interview à la Tribune, s'inscrivent dans la même démarche. Il estime « urgent » de rompre avec « d'une part, l'utilisation trop facile et abusive de l'argent public et, d'autre part, l'irresponsabilité de certaines décisions prises sous le couvert de l'Etat ».

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, maire (RPR) de Bordeaux, est préoccupé par les conséquences des affaires sur la vie politique et économique. Dans une interview au quotidien espagnol

Ya, il estime que l'affaire Pechiney provoquera « beaucoup d'abstentions » aux élections municipales et que la place financière de Paris, ainsi que les investissements, en subiront le contrecoup.

Seul M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, adopte un ton violent. « Les valeurs morales du parti socialiste sont plus proches des valeurs mobilières », a-t-il déclaré à RTL. Il juge « scandaleux (que) des proches du président aient pu se « remplir les poches ».

Une commission d'enquête demandée

Les socialistes retiennent surtout du comportement de l'opposition l'accusation, lancée, dimanche 21 janvier, à « RTL-le Monde », par M. Juppé, secrétaire général RPR, contre « la gauche la plus pourrie

du monde ». « En ce domaine, affirme M. Pierre Mauroy, la droite parle d'or. Cette droite, qui reste celle de la Garantie foncière, de la Ville, des ministres assassinés, la droite des diamants qui scintillent, des nœuds qui s'endurcissent, la droite du silence complice étouffant sous les scandales, la droite des coquins et des copains ».

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, souligne qu'il n'existe pas de « délit d'amitié ». Selon lui, M. Juppé « retrouve spontanément le vocabulaire préféré des ligueurs de l'extrême droite française pendant l'entre-deux-guerres ».

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, parle de « procès en sorcellerie » et inscrit M. Juppé dans la « meilleure tradition de l'extrême droite ». M. Chevènement affirme la nécessité « d'assainir la Bourse ».

Les députés communistes ont rendu public, mardi, le texte de leur proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire. Il s'agit dans leur esprit « d'établir les conditions exactes des opérations spéculatives, les responsabilités exactes dans celles-ci, ainsi que le rôle des sociétés et des établissements financiers dont l'Etat est l'actionnaire principal ». La commission d'enquête devrait aussi, selon eux, « étudier comment et au profit de qui les nœuds ont été constitués pour les sociétés dénationalisées par la droite et comment ces blocs de contrôle se sont modifiés depuis ».

M. Mauroy : « L'ami qui tombe »

Interrogé, mercredi 25 janvier par TF 1, sur les relations d'amitié entre le président de la République et M. Roger-Polès Pelet, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a répondu : « Est-ce qu'on est responsable d'un ami qui tombe ? Trahisons le président de la République sur ce problème-là, comme on traiterait n'importe quel citoyen français. »

(Publicité)

TENDEZ L'OREILLE
DANS LE N° 4
D'EXPLORA

LE NOUVEAU MENSUEL
IMAGINÉ PAR TÉLÉRAMA ET
LA CITÉ DES SCIENCES.

EXPLORA. TOUS LES MOIS LE QUOTIDIEN DE DEMAIN.

de 14 à 18 ans
L'ANNÉE
SCOLAIRE
AUX U.S.A.

Vivre et étudier « à l'américaine », pendant un semestre ou une année.
Accueil en famille. Cours quotidiens dans une « High School ».
Prix année scolaire : 18 800 F + voyage.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

EUROLANGUES
53, rue de Rivoli, 75001 Paris
Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
C.P. _____ Ville _____
Tél. _____ Age _____ Classe _____

MAST

WINSTON
ULTRA LÉGÈRES

Winston
ULTRA LIGHTS

SMOOTH TASTE
ULTRA LOW TAR

NICOTINE: 0,15 mg. GOUDRON: 1,5 mg.

سكوا من الأصل

Politique

La préparation des élections

Querelle entre socialistes à Noisy-le-Grand

Une annexe de Disneyland

Deux Max ont bouleversé presque en même temps l'existence de Michel Pajon, premier secrétaire-secrétaire de la section du PS de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Le premier, Max Salomon, est un parachuté fabiusien, qui en quelques années s'est si bien implanté qu'il vient de lui ravir l'investiture socialiste pour la tête de liste lors des prochaines municipales. Le second est un chien, trouvé dans une rue de Noisy, que Michel Pajon a adopté et baptisé Max par dérision, parce qu'il présentait dès cette époque que la bataille contre l'autre Max allait mobiliser l'essentiel de son énergie.

Avant que la guerre fratricide ne ravage la section de Noisy, la mairie était unanimement jugée gagnable sur le maire sortant Mme Françoise Richard (RPR). Il a fallu bien du talent aux socialistes pour se placer en position de ne pas faire tomber dans l'escarcelle du PS cette municipalité de l'Est parisien, riche de l'installation prochaine de plusieurs industries à haute valeur ajoutée, et destinée à recevoir de nombreuses répercussions touristiques du futur parc Disneyland tout proche.

A qui veut le voir, Michel Pajon exhibe le résultat du travail accompli : un impressionnant dossier de contentieux, où dorment des années d'incidents, d'invectives, de complots, bref de haine inter-socialiste. A lui seul, un sous-dossier intitulé « délation » laisse entrevoir qu'il peut arriver que l'on se persécute

entre camarades, comme entre voisins de pavillon irascibles ou entre époux en instance de divorce.

L'origine de la déchirure ? Ah la malheureuse question ! « C'est politique ! », assurent les amis de Michel Pajon, qui jurent que le puissant député et maire de Neuilly-sur-Marne, commune voisine, Jacques Mahéas, a tout fait pour empêcher l'élection à Noisy d'un maire rocardien qui pourrait menacer ultérieurement son siège de député. De toute façon, « Michel Pajon n'avait pas les qualités d'un maire de grande ville », étourdent ses adversaires, arguant du caractère emporté et ombrageux du premier secrétaire.

La chronique locale colporte plusieurs épisodes hauts en couleur, comme cette soirée électorale des cantonales de 1985. A l'époque, candidat socialiste, Michel Pajon s'était vu opposer un dissident, Lucien Serresque (on le retrouvera), qu'il soupçonnait fort d'être manipulé et financé en sous-main par son voisin Mahéas. Consulté par Pajon, des imprimeurs amis avaient délivré leur expertise : les tracts des dissidents sortaient bien des mêmes rotatives que ceux de Jacques Mahéas. Ulcéré, Michel Pajon prit le maire de Neuilly-sur-Marne au collet lors d'une réunion électorale. Bousculade que la légende, bien plus tard, magnifia — à tort — en gifle. Ainsi naissent les rancœurs éternelles.

C'est à cette époque que Max Salomon suppléant du député

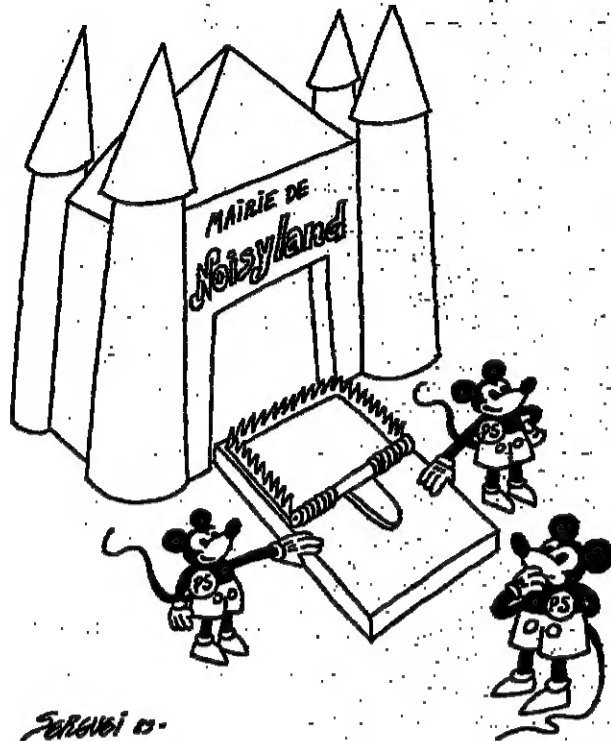
Mahéas et vieux militant, hier miterrandiste et aujourd'hui fabiusien, à la fidélité éprouvée — « Apparition chik ! », disent les pionniers — fit son apparition à Noisy, et commença à tenter de déstabiliser Michel Pajon. Une bataille de procédures ici pour des convocations non envoyées dans les formes ; une sombre querelle là, à propos d'un nouveau local déniché par Michel Pajon dans des conditions très avantageuses, dont on feint de le soupçonner d'avoir tiré un profit personnel. On encore l'organisation de deux colloques rivaux sur des thèmes voisins.

« Noisy, c'est joli mais... »

Jusqu'à l'an dernier, donc, où les municipales approchant, Michel Pajon se montre soucieux de conforter sa suprématie dans « sa » section. En un mois, cent quarante-quatre nouveaux adhérents apparaissent miraculeusement dans cette section, qui n'en comptait jusqu'alors que soixante-dix. D'où viennent-ils ? « Beaucoup de sympathisants qui voulaient nous rejoindre ont saisi l'occasion », assure Michel Pajon, sous les sourires ironiques des fabiusiens — locaux et nationaux — qui affirment avoir entendu, le jour de leur arrivée à la section, certains de ces nouveaux adhérents s'exclamer bruyamment : « Noisy, c'est joli, mais c'est difficile à trouver. » « Cent quarante-quatre ! Vous vous rendez compte ! Si encore il avait fait venir dix ou vingt copains », soupire-t-on avec effacement au siège du PS, à Paris. C'est pour avoir voulu trop en faire que Michel Pajon va finalement tout perdre. Max Salomon conteste évidemment ces nouvelles adhésions, si bien que le 24 octobre, la fédération impose de désigner la tête de liste aux municipales en votant dans deux urnes distinctes. Dans la première urne, les militants « incontestés ». Dans la seconde, tous les autres.

Michel Pajon remporte dans la première urne une majorité relative (45 voix sur 97, contre 31 à Max Salomon et 18 à Lucien Serresque, qui a réintégré le parti depuis sa « dissidence » de 1985) et réalise, dans la seconde, un score « bananier » (81 voix sur 86). Mais les opérations de dépouillement ayant pris du temps, on n'organise pas le second tour qui eût été nécessaire pour départager les adversaires. D'autorité, la fédération départementale, qui décide de ne prendre en compte que les bulletins de la première urne, ajoute alors les voix Salomon aux voix Serresque pour proclamer vainqueur Max Salomon.

Epuisés par le feuilleton noisien, les instances nationales, où l'on préfère encore, selon le mot exaspéré d'un autre responsable du PS, « un nul » à « un fou », entérinent la décision fédérale. Ni la fureur des rocardiens, ni leur proposition de dernière minute de désigner un « troisième homme », ni même une brève conversation téléphonique entre Pierre Mauroy et Michel Rocard, saisi de cette affaire d'Etat, n'y changeront rien : Max Salomon est aujourd'hui le candidat socialiste et se propose ingénument de réserver



« une place de choix » sur sa liste à Michel Pajon. Si par extraordinaire ces deux-là arrivaient à la mairie, il faudrait penser à y ouvrir une annexe de Disneyland.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Un colloque à Montpellier

Faut-il marier la Cour européenne des droits de l'homme et le Conseil constitutionnel ?

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

On rencontre peu de cabris dans les réunions de réflexion qui rassemblent des juristes. Ordinairement, chacun demeure sagement rivé à sa chaise le temps qu'il faut. Mais un détail, un mot, un thème rappellent de plus en plus souvent la plaisante et classique description du général de Gaulle : « l'Europe ! l'Europe ! ». Aucun cabri en tout cas n'aurait pris le risque de s'arrêter à Montpellier les 20 et 21 janvier pour y sautiller en comparant dessein et dessein de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg et du

Conseil constitutionnel (1) : le sujet, s'il n'interdit pas les mouvements d'humour, arrête toute velléité de fantaisie.

Au fait : pourquoi se compliquer la vie ? Elle n'est déjà pas si simple à suivre depuis trente ans, ou du moins depuis ses premiers pas d'institution d'adulte, au début des années 70, la petite mais puissante troupe des neuf juges français du Palais-Royal. Qu'il jauge les lois pour y déceler les traces de contradiction avec la Constitution et sa poupée russe de références variées, qu'il trace la frontière entre la loi et le règlement ou qu'il arbitre le déroulement des scrutins présiden-

tiels ou les élections litigieuses de députés, le Conseil constitutionnel en déconcentre souvent plus d'un et ses intentions, quand elles sont perceptibles, ne sont pas toujours des plus faciles à comprendre.

A quoi bon alors tourner par surcroît son regard vers Strasbourg ? Pourquoi faire monter sur la galère la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'une des instances chargées de veiller à son respect, la Cour européenne des droits de l'homme ?

Cette institution encore mal connue en France, forte d'autant de juges que le Conseil de l'Europe compte de membres, qui statue, éventuellement, au terme d'une procédure assez complexe, après épuisement des voies de recours internes propres aux Etats, n'est guère érogée. Il est vrai que la France a ratifié tardivement la convention, reconnu encore plus récemment (en 1982) le droit de recours des individus, ce qui ne lui a encore donné le temps que d'être condamnée une seule fois, pour une extradition déguisée en expulsion.

Deux institutions fort différentes en apparence, donc, qui pourtant parlent souvent de la même chose : des droits et libertés. Leur défense est la mission exclusive de la Cour européenne de Strasbourg. Le Conseil constitutionnel, depuis sa célèbre décision de 1971 sur la liberté d'association, a eu maintes occasions, à travers l'examen des lois qui lui étaient déférées, de se pencher sur leur sauvegarde et le renouvellement des définitions de certaines d'entre elles.

« L'Europe ! l'Europe ! », M. Dominique Rousseau, professeur à l'université de Montpellier-I et coorganisateur de ce colloque, avait sur le sujet une idée simple en apparence. En apparence seulement : les choses étant ce qu'elles sont, suggère-t-il, pourquoi ne pas intégrer dans le « bloc de constitutionnalité » la Convention européenne

des droits de l'homme, favorisant ainsi l'élaboration d'une charte européenne élargie : « jurisprudentielle des droits et libertés » ?

Cette nouvelle machinerie juridique, surtout vouée dans l'esprit de M. Rousseau à la reconnaissance de libertés nouvelles, ne saurait cependant se décrire ou procéder d'un coup de baguette magique.

Une situation inextricable

Car le Conseil constitutionnel refuse, depuis une décision de principe de 1975 (loi relative à l'interdiction volontaire de grossesse), de faire figurer les traités dans le bloc de constitutionnalité (qui comprend déjà tous les articles de la Constitution, bien sûr, son préambule et les textes auxquels il renvoie : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, préambule de la Constitution de 1946, plus un certain nombre de principes fondamentaux progressivement dégagés dans le passé par la jurisprudence du Conseil d'Etat).

En affirmant, en 1975, au prix d'un raisonnement un peu tortueux qu'une loi contraire à un traité ne serait pas pour autant contraire à la Constitution, alors que l'article 55 de la Constitution affirme la suprématie des traités sur les lois, le Conseil constitutionnel s'interdisait de contrôler pleinement dans la suite le respect de l'article 55, et donc de prendre en compte directement le large catalogue des droits et libertés exposé par la convention et enrichi par la jurisprudence de la Cour européenne.

Une loi nouvelle peut-elle, en conséquence, violer indirectement la convention européenne des droits de l'homme, faisant de la France un territoire difficilement accessible aux exigences conventionnelles en la matière ? Ce n'est pas le cas. A l'inspiration de la Cour de cassation, les juridictions ordinaires se reconnaissent

le droit d'appliquer le droit communautaire, fût-ce au détriment d'une loi postérieure à la convention (entre autres textes).

Mais pour achever de rendre la situation française inextricable, le Conseil d'Etat se refuse, de son côté, à faire ce qu'admet la Cour de cassation.

Pour autant, la solution préconisée par M. Rousseau n'est pas, à coup sûr, la plus heureuse. On peut rappeler les objections juridiques ou pratiques que soulèvent les meilleurs esprits dès qu'il est question de plonger le Conseil dans l'océan des références issues des traités. Mais surtout, fût-il objecté à Montpellier, si le Conseil constitutionnel fait entrer la Convention européenne des droits de l'homme dans son corpus de références alors qu'il est conduit à censurer *a priori* et dans l'abstrait de possibles violations, qui, en France, sanctionnera après coup et concrètement ces violations ? Pas le Conseil d'Etat, qui ne veut pas, ni les juridictions ordinaires, qui ne pourraient pas courir le risque d'entrer en contradiction frontale avec les décisions du Conseil.

En sorte que le réseau très différencié de recours de niveaux et de statuts différents qui existe aujourd'hui, y compris l'arène suprême encore méconnue et difficile à utiliser de la Cour européenne, est peut-être préférable à un système théoriquement intégré et homogène qui laisserait démunies des victimes de violations des droits de l'homme dans un univers juridiquement parfait.

Pragmatisme

Au mariage des normes juridiques il faut donc sans doute préférer un lointain couinage du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme. Soumis à des contraintes différentes, ils ne s'ignorent pas, comme devait le souligner M. Marc André Eissen, greffier à la Cour de Strasbourg, ne serait-ce que

par lecture attentive et réciproque des décisions et arrêts rendus par l'une et l'autre juridiction.

Et si le Conseil constitutionnel accorde le rattachement (notamment de Mme Danièle Lochak, professeur à l'université d'Amiens) de s'engager plus souvent que de raison dans les marécages de l'opportunité, mieux vaut à tout prendre qu'il puisse laisser prise à un autre contrôle, à Strasbourg, soumis à d'autres formes d'opportunité et disposant aussi de marges d'appréciations différentes.

Ce couinage n'est du reste peut-être pas si éloigné, devait souligner M. François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel. Ce dernier se heurte à la souveraineté du Parlement. La Cour de Strasbourg affronte la souveraineté des Etats. Les méthodes d'interprétation de l'un et l'autre (des lectures évolutives de la Constitution et de la convention) sont « au fond extrêmement semblables ».

Rassuré, enfin, par l'absence de conflit de jurisprudence entre les deux juridictions, M. Luchaire, même s'il déplore les incohérences du système français, ne leur trouve rien de réductible. Et s'il faut encore un trait commun aux deux juridictions, l'ancien membre du Conseil le trouve dans leur « lourde responsabilité », qui peut glisser très vite vers « pas de responsabilité du tout ». A coup sûr, loin de tout débat technique, les victimes de violations des droits de l'homme s'accrocheront plus volontiers à la première hypothèse qu'à la seconde.

MICHEL KAJMAN.

(1) Colloque organisé par le Centre d'études et de recherches comparatives constitutionnelles et politiques et l'Institut de recherche sur les droits de l'homme et l'identité culturelle, qu'assistent MM. Dominique Rousseau et Frédéric Sauter, respectivement professeurs à l'université de Montpellier-I et de Lyon-II.

PARCE QUE VOUS N'AVEZ PAS LE TEMPS DE TOUT LIRE...

Un dossier de synthèse des Cahiers Français

MONNAIE ET FINANCE sous la direction de Dominique Meurs et de Jean-Yves Capul

Le système financier français. Le mécanisme de la création de monnaie. Les politiques monétaires. L'intégration financière internationale. 47F.

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tél. (1) 40.15.70.00

AUX
Quartiers

BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

DU LUNDI 23 AU SAMEDI 28 JANVIER

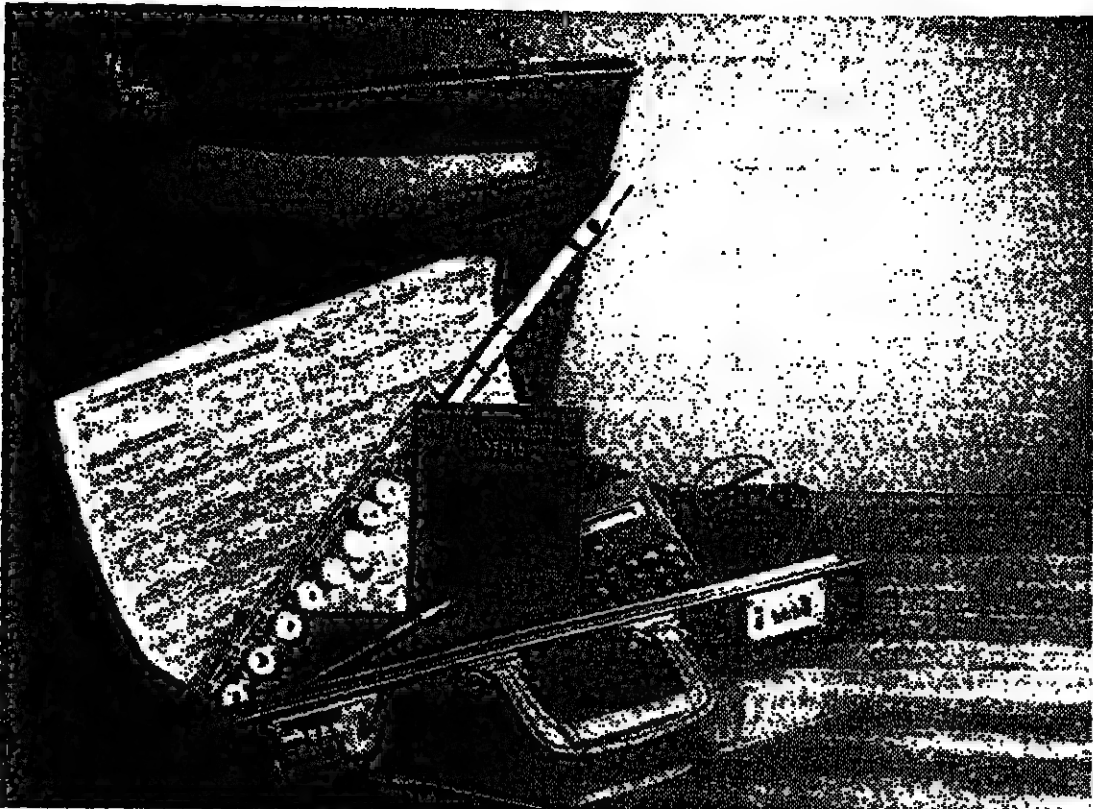
COUP DE VENT SUR LES COLLECTIONS D'HIVER !

-40% -50% -60%

DANS TOUS LES RAYONS* MAGASINS MADELEINE ET OPÉRA

* DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

INTERPRÉTEZ VOS AFFAIRES AVEC BRIO...



... ET TRIOMPHEZ À L'ENTRÉE.

Au programme:

Le *Prélude Inter-Continental* — pour le salon d'hiver, les tarifs sont au mode saison.

Cet hiver, vous pouvez donner à vos voyages d'affaires toute l'élégance, l'agrément et le luxe du service d'un hôtel de classe mondiale. Du 1er Décembre au 28 Février, les Hôtels Inter-Continental et Forum vous invitent au tarif spécial d'hiver. Comme point d'orgue à votre séjour, si vous descendez à nos hôtels pour deux nuits ou plus, nous vous offrons un souvenir en très joli cadeau.

Et un *Finat* pour le week-end.

Si vous séjournez deux nuits en semaine, votre prochaine réservation d'un week-end dans l'un des Hôtels Inter-Continental ou Forum participant à cette promotion sera inscrite, sans frais supplémentaires, dans une

suite ou une chambre de catégorie Luxe.

Pour recevoir des informations détaillées sur nos tarifs d'hiver spéciaux, renseignez-vous auprès de votre agence de voyage. Pour vos réservations, contactez-nous au numéro ci-dessous.

529 FF	639 FF	749 FF	965 FF	1190 FF
HANDYRE WINTER PORTA WINTER	ATHÈNES LUXEMBOURG HOTEL AMSTERDAM HOTEL THE BEACH SOMMER SOMMER	BRUXELLES THE FORUM LUXEMBOURG HOTEL VIENNA HOTEL FRANKFURT HOTEL STUTTGART	LE GRAND PARIS HOTEL HOTEL HOTEL HOTEL HOTEL	LONDRES SAYRE HOTEL HOTEL HOTEL HOTEL HOTEL

INTER-CONTINENTAL HOTELS
FORUM HOTELS

RÉSERVATIONS: 19.05.90.85.55.

Politique

La préparation des élections municipales

Les Verts espèrent multiplier par dix le nombre de leurs élus locaux

Les Verts, qui ont réuni, les 21 et 22 janvier à Paris, leur conseil national interrégional (CNIR), ont désigné les quinze premiers titulaires de leur liste européenne, dont le chef de file sera M. Antoine Waechter, candidat du mouvement écologiste à la dernière élection présidentielle (3,78 % des voix).

Toutes les places paires sont réservées aux femmes: M^{me} Solange Fernex, tête de liste Europe-Écologie en 1979, est ainsi en seconde position. La troisième place, réservée à un candidat dit d'ouverture, a été attribuée à M. Max Siméoni, conseiller régional de Corse, secrétaire général de l'Union du peuple corse (UPC, autonomiste). « Pour nous, la revendication identitaire est à la base des revendications écologistes », a souligné, lundi 23 janvier, M. Waechter, qui avait bénéficié du soutien de dix-huit maires corse pour se présenter à l'élection présidentielle.

Porte-drapeau des écologistes aux élections européennes de 1984, M. Didier Anger, conseiller régional de Basse-Normandie, battu sous l'étiquette « majorité présidentielle » aux législatives de juin 1988, occupe la

neuvième place, et M. Yves Cochet, qui était en seconde position en 1984, est relégué à la cinquième place. M^{me} Anger et Cochet, anciens porte-parole des Verts, ne défendent pas les mêmes orientations que M. Waechter mais ne s'opposent plus frontalement, comme auparavant, à lui.

La huitième place, qui est le deuxième « poste d'ouverture » de la liste européenne des Verts, a été proposée à un représentant de la Nouvelle Gauche (NG) de M. Pierre Juquin. Reçu, à sa demande, par la direction des Verts, une délégation de la Nouvelle Gauche avait considéré que cette proposition était « inacceptable ».

Le CNIR a examiné aussi la question des élections municipales. Les Verts présenteront des listes autonomes sous leur sigle et, selon le sondage général qui a été défini, trois cas de figure sont envisagés: si la liste (fait moins de 5 %, elle se retire sans se désister; si elle obtient plus de 10 %, elle se maintient; entre 5 et 10 %, elle passe soit une convention, soit un contrat municipal pour être présente sur une autre liste.

Sur les trente-six villes de plus de cent mille habitants, les Verts seront présents dans au moins vingt-deux d'entre elles dont Paris (totalité des arrondissements), Marseille et Lyon. Sur les deux cents quarante villes de plus de trente mille habitants, les écologistes se présenteront au moins dans soixante, chiffre pouvant aller jusqu'à une centaine. Les Verts seront surtout présents dans les petites communes. Leur objectif est de multiplier par dix les trois cents élus locaux dont ils disposent actuellement.

Nous publions ci-dessous les premières têtes de liste des Verts:

Paris: Un triumvirat est constitué par M^{me} Laure Schneider (conseillère d'arrondissement sortante), M^{me} Pierre-Alain Brossault et Jean-Louis Vidal.

Marseille: M. Gérard Monnier-Besombes; Nice: M. Guy Marimot; Strasbourg: M^{me} André Buchmann (conseillère régionale); Bordeaux: M. Michel Duchêne; Saint-Etienne: M. Christian Brodhaug; Montpellier: M^{me} Nicole Stamm; Rennes: M. Yves Cochet; Toulouse: M. Michel Pizzolo; Lille: M. Dominique Plancke; Tours: M. Dominique Boutin; Aix-en-Provence: M. Yvon Roche; Mulhouse: M. Antoine Waechter (candidat à l'élection présidentielle).

Lorient: M^{me} Renée Conan; Quimper: M. Alain Uguen; Sarreguemine: M. Philippe Le Pont; Gap: M. Joël Prevost; Istres: M^{me} Ghislaine Cozza; Caluire-et-Cuire: M. Etienne Tête (trésorier des Verts); Bron: M. Jean Brière; Saint-Chamond: M. Paul Pival.

● Nouvelle-Calédonie: M. Laffeur reçu par M. Mitterrand. — Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Laffeur, député RPR, a été reçu mardi après-midi 24 janvier, à l'Élysée, par M. François Mitterrand. Au terme de son entretien avec le président de la République, qui a duré une demi-heure, il s'est borné à indiquer que « la rencontre s'est bien passée ». M. Laffeur, qui est en métropole depuis plus d'un mois, s'était déjà entretenu le 27 décembre avec le premier ministre, M. Michel Rocard, et le 17 janvier avec le président du RPR, M. Jacques Chirac.

SITUATIONS

● ARGENTAN (Orne). — Ministre du commerce et de l'artisanat, M. François Douhin, ancien président du MRG et conseiller municipal de Soligny-la-Trappe (Orne), est candidat à la tête d'une liste de « large union de la gauche », dans une ville gérée depuis vingt-quatre ans par le RPR. M. Jean Vimal du Bouchet qui dirige un cinquième mandat. Alors que récemment encore le socialiste M. Pierre Pavis, proche de M. Douhin, était désavoué par la section locale de son parti hostile à une éventuelle candidature du ministre, le conseiller régional est aujourd'hui en deuxième position sur la liste Douhin. Une liste sur laquelle figurent également M^{me} Roger Jousad, communiste rénovateur, et Razah Raad, gaulliste de gauche. Le « docteur Raad », élu en mars 1983 sur la liste de M. Vimal du Bouchet, dont il est adjoint, vient d'ailleurs de démissionner. Négociations en cours.

teur dans l'affaire des otages du Liban, M. Raad a expliqué qu'il se ralliait officiellement à la majorité présidentielle que « je soutiens en fait depuis longtemps ». — (Corresp.)

● CAEN (Calvados). — Secrétaire départemental du RPR, M. Yves Lessard ne figurera pas sur la liste unique d'opposition conduite par le maire sortant M. Jean-Marie Girault (UDF-PR). « Il ne s'agit pas d'une querelle de personnes mais d'une question de principe », explique le maire et sénateur. « Je veux qu'il existe une certaine distance entre la liste qui va gérer la ville et les appareils politiques. » Une décision qui concerne également les secrétaires fédéraux du CDS et du PR. Le RPR obtient quant à lui cinq places d'adjoint sur seize. Et pour M. Girault, « l'incident est clos ». — (Corresp.)

(Publicité)

89 POUR L'ÉGALITÉ



89 POUR L'ÉGALITÉ

En France, deux cents ans après la Révolution, la citoyenneté n'est toujours pas la même pour tous. Habitants d'une commune, quelle que soit notre nationalité, nous payons tous les impôts locaux, nous avons tous les mêmes devoirs, nous respectons tous les mêmes lois.

Pourtant, lorsqu'il s'agit d'être ceux qui nous représenteront, les immigrés, eux, sont exclus du choix. Être égaux en devoirs mais ne pas l'être en droits, c'est une curieuse conception de l'égalité.

C'est une injustice et c'est un obstacle à l'intégration.

En matière de Sécurité sociale, nous votons tous dès lors que nous cotisons.

Dans une entreprise, nous votons tous dès lors que nous travaillons.

Enfin, dans plusieurs pays européens, les immigrés participent aux élections locales.

Le Parlement européen lui-même s'est prononcé en faveur de ce droit.

Ensemble, réussir l'intégration des immigrés dans la société française, c'est possible.

Pour cela, il faut l'égalité dans tous les domaines, l'éducation, le logement, les rapports avec la police, la justice ou l'administration, la citoyenneté.

Célébrer le bicentenaire de la Révolution, c'est faire un pas en avant dans la conquête de l'égalité des droits.

Est-ce pour cela que nous nous adressons aux parlementaires du pays où, il y a deux cents ans, furent proclamés les Droits de l'homme.

Il faut, sur tous les plans, que change la situation des immigrés, et cela doit être l'objet:

- D'UNE LOI CADRE POUR L'INTÉGRATION
- ET DU DROIT DE VOTE POUR LES IMMIGRÉS AUX ÉLECTIONS LOCALES

89 PREMIERS SIGNATAIRES

Harlem DESIR, Hayette BOUDJEMAH, Malek BOUTH, Eric GHEBALI, Kaïssa TITOUS, Pierre AIDENBAUM, David ASSOULINE, Azouz BEGAG, Pierre BORDIEU, Gérard BOULANGER, Joëlle BRUNIERE-KAUFFMANN, Jean-Denis BREDIN, Jean-François BATELIER, Jean BENGUIGUI, Breyten BREYTENBACH, Guy BEDOS, Pierre BERGE, Arié BENSHAMOUN, Patrice CHÉBAU, Mehdi CHAREF, COSTA GAVRAS, Véronique COLUCCI, Marie CARDINAL, Michel CANTAL DUPART, Antoine DE CALINES, Julien DRAY, Marguerite DURAS, Gilles DELEUZE, Jacques DERRIDA, Manu DE BANGO, Isaac DE BANKOLE, Monique EWANGE EPEE, André FROSSARD, Max GALLO, Félix GUATTARI, Marcel GOTLIB, Mgr GAILLOT, Hervé HAMON, Marek HALTER, Bernard HENRY LEVY, Gérard KEFF, Guy KONOPNICKI, Christophe LAMBERT, Pascal LEGITIMUS, Maxime LEFORESTIER, LOUP, Hervé LEBRAS, Simone LACOUTURE, Jean LACOUTURE, Denis LAPOIRE, Guy LE NEQUANNIC, Mathilda MAY, Daniel MESGUISH, Christophe MALAVOY, P. MILLEZ, Denis MANUEL, Jean-Pierre MIGNARD, P. MINKOWSKI, Alain MANEVAL, Claude MAURIAU, Albert MEMMI, MATHIEU, NIAGARA, Yves NAVARRE, Sami NAIR, Georges PAU-LANGEVIN, Michel PICCOLI, Gilles PERRAULT, Frédéric POTTECHER, Kiki PICASSO, Patrick ROTMAN, Sonia RYKIEL, D. Willy ROZENBAUM, Françoise SAGAN, Yves SIMON, Yannick SIMBRON, SINÉ, SPANIN, Laila SEBAR, Pierre-André TAGUIEFF, Alain TOURAINE, Haroun TAZIEFF, Francis TERQUEM, Francis TEITGEN, Isabelle THOMAS, Pierre VIDAL-NAQUET, Jean-François VILAR, WOLINSKI.

ET AUSSI:

J.-C. BARBARANT, Michel BERGER, P. BEZARD, M. BÉLUF, F. BRANDON, L. CATHALA, O. CESSOT, Y. COLLIN, CHEB KADER, J.-P. CHEVÈNEMENT, C. CHEYSSON, Michel DELEBARRE, P. BELFAU, B. DEROSIER, M. DESTOT, R. ERRACARET, Carlo FRECCERO, France GALL, E. GRACIA, Benoît GROUT, Roger HANIN, A. HAZAN, Edmonde HERVÉ, Jacques HIGELIN, P. JUQUIN, Jean KASPAR, A. LERVINE, R. LAMPS, J.-C. LESCOTNET, C. LABRES, V. LOUSTAU, J.-P. MAILLE, Alain MANEVAL, A. MARTINEZ, S. MERCIER, G. MORIN, Philippe NOIRET, Hélène PARMELIN, Roland PETIT, Ernest PIGNON, P. RÉBEYROLLES, RENAUD, Bertrand RENOUVIN, J.-M. REYSSIER, K. SANLI, D. SCIORIA, Solly SMITH (ANC), Anne SYLVESTRE, J. TILLARD, D. TRICAUD, Antoine WAECHTER, G. WASSERMANN, M. WOLFF.

PLUS DE 150 MAIRES ONT DÉJÀ SIGNÉ
SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION NATIONALE

A L'APPEL DU COLLECTIF « 89 POUR L'ÉGALITÉ »

APTF, ARC-EN-CIEL, CFDT, CGT CORRECTEURS, CIMADE, CNAFAL, CNAL, CNCNF, FCPE, FEM, FETRANI, FID, JCR, JEC, LCR, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, MÉMOIRE COURTE, RÉNOVATEURS COMMUNISTES, MRG, MRJC, NAR, NOUVELLE GAUCHE, PSA, PSU, RIPOSTE, SAF, SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE, SNI, SNI-PEGC, SOS RACISME, UNEF ID.

MEETING LE 8 FÉVRIER 89 A PARIS, SALLE DE LA MUTUALITÉ, 20 h 30

Envoyez vos signatures à « 89 Pour l'égalité », 64, rue de la Folie-Méricourt, 75011 PARIS - Tél.: 48-06-40-00 - CCP 45-24-23 V PARIS

L'ensemble des signatures sera comptabilisé par huissier et déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.

سكنا من الال

Politique

municipales

Une primaire très sauvage à Cannes

Règlement de comptes à OK Croisette

CANNES
de notre envoyé spécial

La droite monte à Cannes un drôle de festival. A l'affiche de ce cinéma politique : « un homme et une femme », une coproduction RPR-PPR, mais version western du genre règlement de comptes à OK Croisette. A l'abri, depuis bien longtemps, de toutes les vagues roses, les gens de droite de mauvaise compagnie se préparent ici, avec force munitions, à une primaire sauvage, très sauvage.

L'homme ? Michel Mouillot, beau gars et qui le sait. Carrière : un zeste de Pernod dont il fut le directeur de marketing, un zeste de « Léo », son sponsor en politique, à moins, comme il le prétend, que ce ne soit le contraire. Ambition : un Mouillot sinon rien. Présenté comme le « Kennedy de la Côte d'Azur » mais qui, pour ce feuilleton municipal, aurait plutôt tendance à jouer le nouveau John Wayne, redresseur de torts.

La femme ? Anne-Marie Dupuy, sobriquet : « la femme à la ville depuis six ans et qui n'ont bien le rester. Formée dans le ranch pompidouien avant de se faire propulser dans l'écure du Conseil d'Etat. Une maîtresse femme assurément, qui porte le tailleur tricolore « made in RPR » comme une Légion d'honneur et qui ne saurait repousser la comparaison avec M^{me} Thatcher, meilleure que l'image de la défunte Mère Denis dont l'ont affublée ses administrés.

Entre les deux en tout cas, on risque d'assister à une grande lessive. Car on aura compris qu'il faudrait une bonne dose d'imaginaire pour voir ces deux personnages passer un week-end amoureux, à Cannes ou ailleurs. Pas le début d'un quart de lune de miel ! Ils ne vivent pas sur la même planète. Il est né à Nice. Elle est de Fribourg. Il est encore jeune ; elle ne veut pas vieillir. Il parle français, adore le frito, adore encore plus se vendre ; elle parle anglais, ne rêve que d'économies et refuse « d'aller faire la pute dans les rues ». Il est farouchement libéral. Son modèle à elle est l'Etat pompidouien. Rien à faire.

Les états-majors parisiens supposaient-ils que tous les deux seraient pu quand même s'entendre sur une même liste et régler en douceur cette fâcheuse querelle de succession ? Poigne perdue, investiture ou pas, le fringant Mouillot n'était pas prêt comme il le dit sans jeu de mots à « aller à Canossa ». Et Marry Dupuy elle, était de toute façon disposée à faire de la résistance pour bouter de sa ville cet impérial Léonard. Bien sûr, chacun a son explication. Deux versions.

La diplomatie : « Je ne comprends pas, explique Anne-Marie Dupuy, que lorsqu'on a autant de forces et d'argent à dépenser on n'aille pas plutôt s'attaquer à une mairie socialiste. » Entre nous c'est avant tout un problème de générations », assure Michel Mouillot.

Une version moins noble : « Ce Mouillot promet tout et n'importe quoi, dit-elle. Ce type n'en veut qu'à sa personne. Mais Mouillot n'est ici qu'un aphorisme. On n'en parle plus dans deux mois ! » Réponse de l'aphorisme en question : « La mère Dupuy est caractérielle, acariâtre épouvantable. Il faut absolument la virer. »

Il y aura bientôt trois ans que cette franchise camaraderie de droite distrait le vie cannois. Candidat, Michel Mouillot l'est officiellement depuis le 14 décembre dernier. Mais officiellement depuis 1986. Au début, il expliquait qu'il venait là sur l'instance pressante de son ami

Léonard pour redonner vie et chaleur au Parti républicain dans les Alpes-Maritimes. Lui, l'enfant de Nice, le papa reconnu des « Mairépublicains » de la « bande à Léo », qui de plus en plus, on le voit, se transforme en un « Léo » à la mode. On le voit en train de se faire les dents sur le « Léo » qui était peut-être là aussi pour ouvrir les portes de l'hôtel de ville au patron du PR, qui semblait à l'époque en délicatesse avec sa cité de Fréjus.

Un ministre de la culture à Cannes ? L'idée était pour certains logique, et en fouillant dans les annales municipales les plus curieuses purent découvrir que le petit « Léo » était né en 1943 à Cannes d'un papa qui pendant la guerre occupait les fonctions de secrétaire général de mairie dans cette ville. L'accroche était toute trouvée.

Le sens des affaires

Ainsi Michel Mouillot s'évertue-t-il à brouiller les pistes, allant même jusqu'à déclarer, il n'y a pas si longtemps encore qu'il « ne combattrait pas la majorité en place à Cannes » et que ses papiers invités sur place, appela à toutes les pompes et les œuvres du show-biz — l'ancien rugbymen Jean-Pierre Rives et la speakerine Evelyne Leclerc sont annoncés sur sa liste. — Michel Mouillot n'est pas tout à fait un homme de sens des affaires politiques.

En réalité Michel Mouillot mit tout de suite tant de zèle à son autopromotion que les plus féroces de cinéma politique ne pouvaient vraiment croire que ce professionnel du marketing tout terrain aurait eu un sens aussi développé de la gratuité.

Depuis trois ans, l'homme s'est en effet beaucoup dépensé, et a beaucoup dépensé. Propulsé en avril 1987 par les grâces léonardines PDG de la régie publicitaire de FR 3, Michel Mouillot n'en a eu que plus de loisirs pour gérer sur Cannes ses propres espaces publicitaires.

Quadrillage intensif du terrain labouré en tous sens, désignation de correspondants de quartier ou d'immeuble, journaux soignés abondamment distribués, chartes de journalistes parisiens invités sur place, appels à toutes les pompes et les œuvres du show-biz — l'ancien rugbymen Jean-Pierre Rives et la speakerine Evelyne Leclerc sont annoncés sur sa liste. — Michel Mouillot n'est pas tout à fait un homme de sens des affaires politiques.

Aussi à l'aise pour serrer les mains dans les salons de coiffure que pour les ronds de jambe dans les salons à cocktails, marchant toujours au culot, il fait tout pour créer le choc, pour réveiller cette ville qui, selon lui, s'endort sous ses palmiers. Aidé par des Cannois qui ne se sont jamais remis de la disparition politique en 1983 de l'ancien gaulliste Bernard Comut-Gentille poussé dehors par M^{me} Dupuy, insistant à dessein, comme pour mieux ouvrir sa gauche, sur son amitié avec le ministre du budget socialiste, Michel Charasse, chauffant à blanc les camarades de la ville, première puissance de l'endroit, Michel Mouillot mise de tous élan sur un phénomène de rejet de la personne d'Anne-Marie Dupuy.

Voilà son véritable pari, assorti pour la forme d'un inventaire à la Prévert enfilant comme des perles les défauts de la cuirasse étonnante de Cannes. « Faillite » de la politique culturelle, « absence » de politique de communication, « insécurité », « urbanisme sauvage », tout y passe ! « Mon seul parti, c'est Cannes », affiche-t-il sans vergogne.

De tout ce « battage », Anne-Marie Dupuy feint de ne point s'émouvoir. Pour elle, la cam-

pagne n'est pas encore commencée. L'investiture officielle du RPR et de l'UDF suffit à son bonheur. Un tiers de RPR, un tiers d'UDF, un tiers d'apolitiques, sa liste sera sans surprise. On la dit en perte de vitesse ? « Comment se fait-il, rétorque-t-elle, que j'ai de quoi aujourd'hui faire trois listes ? »

Michel Mouillot veut faire choc. Elle veut être roc. Son message : on continue, doucement mais sûrement. Elle a déjà secrètement fait ses comptes ; elle en tête, la liste Mouillot n'arrivera qu'après les socialistes et le Front national. « Si j'étais battu, confie-t-elle pourtant, j'en serais malade pour les Cannois. Ils ne savent pas ce qui les attendrait avec un personnage comme ce Mouillot. » Mais madame le maire devant le journaliste sait se tenir. « Agaçant ! » C'est par ce mot qu'elle préfère en définitive qualifier le style de la campagne de Michel Mouillot. « Agaçant, parce que cela va m'obliger, dit-elle, à faire une campagne au ras des pâquerettes. »

Il n'est pas sûr, en effet, que les électeurs cannois trouvent leurs comptes dans un affrontement de cette nature. A l'élection présidentielle, François Mitterrand n'a fait au second tour que 37 %. Jean-Marie Le Pen 18 % au premier. Les socialistes et le FN passeront-ils suffisamment pour empêcher le glissement total de ce combat électoral en dessous de la centure ? Et pourtant Cannes a aussi ses chômeurs, ses immigrés. Quarante pour cent de sa population a plus de soixante ans.

Séismes politiques

Derrière la belle façade de la Croisette se pose l'immense problème de gérer cette société duale faite de jeunes et de moins jeunes, de très riches et de très pauvres.

Ce duel électoral risque en tout cas de provoquer quelques séismes politiques sur la Côte d'Azur. Jacques Chirac et Charles Pasqua ont déjà annoncé qu'ils viendraient soutenir leur vieille complice Anne-Marie Dupuy. François Léonard, qui avait dit publiquement le contraire, est maintenant prêt à se décaler pour appuyer son ami Michel Mouillot, après avoir tenté, en s'appuyant sur la dissidence RPR d'Albin-Provence, de lui récupérer l'investiture UDF.

A Nice, Jacques Médecin est pour Anne-Marie Dupuy. Plus étonnant, le Marseillais Jean-Claude Gardin aussi. Chose inimaginable encore il y a un an, Anne-Marie Dupuy et Louise Moreau, députée centriste de cette circonscription, se sont spectaculairement ribochées pour opposer un front de femmes. Louise Moreau craint aussi que Michel Mouillot n'en vienne, ensuite, à briguer sa place. L'intéressé ne s'en dérobe guère. « Servez-vous, pose-t-il en guise de devinette, la différence entre M^{me} Dupuy et M^{me} Moreau ? Elles verraient toutes les deux père et mère, mais la seconde assure aussi la livraison... » Ambiance !

DANIEL CARTON.

CANNES : 72 688 habitants

- Activités principales : tourisme, aéronautique, construction.
- Singularité : 40 % de la population âgée de plus de soixante ans ; 35 000 résidences secondaires.
- Taux de chômage : 10,52 %.
- Taux d'immigration : 9 % (chiffres de 1982 derniers connus).
- Activités sportives : AS Cannes, 1^{re} division de football ; AS Cannes, 1^{re} division de volleyball.

Au conseil des ministres

Le gouvernement veut renforcer la protection judiciaire et sociale des enfants

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 25 janvier au palais de l'Élysée. M. Jack Lang, ministre

M. Pierre Papon présidera l'IFREMER

Le conseil des ministres du mercredi 25 janvier devait porter à la présidence de l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (IFREMER) M. Pierre Papon, ancien directeur général du CNRS. M. Papon prendra la succession de M. Yves Sillard, récemment nommé directeur général de l'armement.

[Né le 11 février 1939 à Dijon, M. Pierre Papon est docteur en 1972 professeur de physique thermique à l'Ecole de physique et chimie de Paris, après avoir été élève de cette école puis chercheur au CNRS dans un laboratoire de résonance magnétique. Membre du comité consultatif de la recherche scientifique et technique (comité des « sages ») de 1975 à 1978, il entre en 1981 au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement comme conseiller technique. En septembre 1982, il est nommé directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Son mandat est renouvelé en octobre 1985 mais il est écarté en juin 1986 par M. Alain Devaquet et reprend son professorat à physique et chimie. Il devient aussi conseiller scientifique du groupe EIF-Aquitaine. Il a récemment étudié la demande de M. Curien, ministre de la recherche, la création éventuelle d'un observatoire des sciences et des techniques.]

de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire de la révolution, a projeté de loi relatif au patrimoine archéologique et un projet de loi sur l'archéologie sous-marine. Le premier de ces textes vise à réglementer l'usage de détecteurs de métaux. Selon M. Claude Evin, porte-parole du gouvernement, M. Lang a indiqué que l'usage inconsidéré de ces détecteurs de métaux est « une activité meurtrière de mémoires ». Ces deux projets devraient permettre à la France d'être l'un des premiers Etats à se conformer dans ces domaines aux recommandations du Conseil de l'Europe.

Le conseil des ministres a également entendu trois communications. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a fait une communication sur la formation des sapeurs-pompiers. Un projet de loi sera élaboré afin de faciliter la formation des sapeurs-pompiers volontaires.

M. Mitterrand « particulièrement détendu »

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a présenté dix-huit mesures concrètes pour améliorer le service public des postes et des télécommunications. Selon M. Evin, ces projets s'ordonnent autour de deux axes : améliorer l'accueil du public, créer de nouveaux services.

Enfin, M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, chargée de la famille, a présenté une communication sur la prévention des mauvais traitements à enfants. M. Evin a souligné que quarante à cinquante mille enfants sont victimes de ces mauvais traitements chaque année, et que plusieurs centaines en meurent. Les pouvoirs publics entendent

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mercredi 25 janvier à l'Élysée, a adopté le mouvement préfectoral suivant :

M. Joël Thoraval, préfet de la région Corse, préfet du département de la Corse-du-Sud, est nommé préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados ; M. Jean-Gilles Marzin, préfet de la Sarthe, est nommé préfet de la région Corse, préfet du département de la Corse-du-Sud ; M^{me} Hélène Blanc, préfet de l'Orne, est nommée préfet de la Sarthe ; M. Paul Masseron, préfet de la Corrèze, est nommé préfet de l'Orne ; M. François Bonnelle, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Corrèze ; M. Pierre-René Lemas, administrateur civil hors classe, est nommé directeur général des collectivités locales ; M. Gilbert Masson, préfet hors classe et hors cadre, est admis, à sa demande, au bénéfice de la retraite.

« mieux coordonner la protection judiciaire et la protection sociale des enfants (...), offrir aux cas de détresse une écoute permanente (...), favoriser des expériences pilotes de formation, d'information et de coordination (...), amplifier la campagne nationale de prévention des abus sexuels envers les enfants ». Un projet de loi sera déposé lors de la prochaine session parlementaire afin de modifier en ce sens, notamment, le code de la famille et l'aide sociale.

M. Evin a indiqué que les « affaires » n'avaient pas été évoquées en conseil, que l'ambiance avait été très « détendue », que le président de la République lui-même était apparu « en pleine forme » et « particulièrement détendu ».

Nominations

M. Alain Gillette, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été renouvelé en qualité de président du conseil d'administration de l'Union des groupements d'achats publics.

M. Bernard Lathière, inspecteur général des finances, a été renouvelé dans ses fonctions de président du conseil d'administration d'Aéroports de Paris, ainsi que M. Pierre Papon comme président du conseil d'administration de l'IFREMER.

A Bastia

Union de la gauche sans les « rénovateurs »

BASTIA
de notre correspondant

Le maire sortant, M. Jean Zuccarelli (MRG), élu depuis 1986, a décidé de ne pas se représenter laissant à son fils, Emile, député et vice-président du MRG, la tâche de conduire la liste d'union de la gauche à Bastia.

Au terme de plusieurs réunions de concertation, les trois partis de gauche (MRG, PCP et PS) sont convenus de la répartition entre chaque formation des quarante-trois sièges de la liste municipale. Le PS disposerait de sept places en position d'éligibilité au lieu de cinq en 1983, mais il abandonnerait le poste de deuxième adjoint actuellement occupé par M. Laurent Croce, premier secrétaire fédéral du PS, pour celui de troisième adjoint. Le Parti communiste disposerait de onze places au lieu de quatorze en 1983 et conserverait le poste de premier adjoint. Le MRG disposerait de vingt-cinq places dont quinze en position d'éligibilité (au lieu de quatorze en 1983), parmi lesquelles au moins deux places seraient réservées à des personnalités « d'ouverture ». L'une d'elles pourrait être réservée à M. Jean Marzocchi, de tendance RPR. L'autre place était réservée à M. Jean-Pierre Cristofari,

conseiller municipal sortant, élu dans le groupe communiste en 1983, devenu depuis porte-parole du Mouvement des rénovateurs communistes.

« Devant le refus des trois partis de gauche de m'attribuer l'étiquette des rénovateurs communistes, je conclus que le MRG et le PS se plient au dicton du PC d'être le seul détenteur du terme communiste », explique M. Cristofari, en annonçant que son mouvement allait constituer une liste indépendante « ouverte à des personnalités de progrès et résolument de gauche ».

La constitution de cette liste ne devrait pas menacer la majorité MRG-PS-PC à la municipalité de Bastia d'autant que dans le camp adverse — à droite — M. Paul Natali (div. dr.), vice-président de l'Assemblée de Corse, conseiller général de Borgo et président de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Corse, hésite à conduire une liste UDF-RPR-CNP qui disposait de huit sièges en 1983.

De leur côté, les nationalistes ont fait savoir que M. Max Simoni, leader de l'UPC, conduira la liste d'union avec A. Casaccia Nazianzista.

MICHEL CODACCIONI.

Les débats internes du PCF

DOUBS : les « reconstructeurs » communistes accusés de vol par M. Le Guen

BESANCON
de notre correspondant

Selon M. Le Guen, membre du bureau politique du PCF, 744 cartes d'adhérents vierges ont été dérobées au siège de la fédération du Parti communiste de Meurthe-et-Moselle. M. René Le Guen, qui a fait cette révélation à l'occasion d'une conférence de presse, le 23 janvier à Besançon, a précisé que ce vol commis par effraction avait permis aux « reconstructeurs » de la fédération du Doubs de se procurer des cartes au millésime 1989, en dépit de l'opposition du comité central (le Monde du 29 décembre). Aucune plainte ne semble avoir été déposée.

Mise en quarantaine pour cause de poussée autogestionnaire, « l'ancienne fédération » du Doubs, selon l'expression de M. Le Guen, et son secrétaire, M. Martial Bourquin, doivent organiser, le 29 janvier à Besançon, une « fête de la remise des cartes » qui, pour être traditionnelle, n'en revêt pas moins cette année, en raison des circonstances dans lesquelles ces cartes ont été obtenues, un caractère particulier.

La position, prédominante qu'occupent les amis de M. Bourquin dans le pays de Montbéliard a néanmoins conduit le comité central à ne pas opposer les « orthodoxes » — que M. Le Guen s'efforce de ras-

sembler en une nouvelle, et officielle, fédération — aux listes des maires sortants de Bethoncourt et d'Audincourt, « reconstructeurs » affirmés. Pour justifier cette position conciliante, en démontrant l'imposée par les circonstances, M. Le Guen a indiqué que ces deux maires sortants pouvaient être considérés comme des « démocrates de progrès ».

M. Serge Paganelli, le maire d'Audincourt, auquel on reprochait il y a peu de se commettre avec le RPR, a déclaré avoir reçu de sa cellule une carte dont le numéro correspondait à l'une de celles signalées par M. Le Guen comme provenant de Meurthe-et-Moselle. Il s'avère bien entendu, comme il se doit, l'équité flatteuse que lui attribue le comité central.

C'est le cas aussi de M. André Vagstad, conseiller municipal de Besançon, que le maire socialiste sortant, M. Robert Schwint, metant « reconstructeurs » et « orthodoxes » dans le même panier, refuse de reprendre sur sa liste, du fait de son opposition à la politique municipale. Attaché à la ligne adoptée par M. Bourquin, M. Vagstad pourrait être admis en qualité de « démocrate de progrès » sur la liste que le comité central souhaite constituer dans la capitale comtoise.

CLAUDE FABER.

Renseignements publicités

Le Monde

AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82 - Poste 4160 ou 4107

de 11 à 17 ans L'ÉTÉ AUX U.S.A. SUMMER CAMPS

Grands espaces, sports et aventures en compagnie de jeunes Américains. En pleine nature, dans des sites exceptionnels. Multiples activités sportives, culturelles ou artistiques. Au milieu de 100 à 200 jeunes Américains, la pratique de la langue est à coup sûr favorisée. Chalets ou bungalows très « Far West » ou sous la tente. Réunions d'information les 3 et 4 mars prochains.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

EUROLANGUES

53, rue de Rivoli, 75001 Paris

Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite (52 pages).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

C.P. _____ Ville _____

Tél. _____ Age _____ Classe _____



Communication

Inculpé de forfaiture

M. Michel Droit bénéficie d'un non-lieu

Le juge d'instruction du tribunal de Rennes, M. Guy, Richard, a rendu, lundi 23 janvier, une ordonnance de non-lieu à l'encontre de M. Michel Droit. Le juge indique qu'il ne résulte pas de l'information des charges suffisantes contre M. Michel Droit, ni contre quiconque d'avoir commis la crime de forfaiture, ni contre quiconque d'avoir commis les infractions de corruption active ou passive.

L'académicien avait été inculpé, le 27 octobre 1987, par le juge parisien Claude Grellier, sur plainte de Radio Larsen. Cette dernière estimait que M. Michel Droit, membre de la CNCL, avait favorisé l'attribution d'une fréquence à Radio Courtoisie. Mais le 30 octobre, l'avocat de M. Michel Droit déposait une requête en suspension légitime contre

le juge d'instruction. Tout en rejetant cette requête, la Cour de cassation avait, le 10 décembre, dessaisi Claude Grellier du dossier, confié désormais au tribunal de Rennes « pour une bonne administration de la justice ». Le juge renvoie à très vite estimé qu'il n'existait pas de charges suffisantes pour prouver la forfaiture. Le parquet lui avait pourtant demandé un supplément d'enquête à la suite de nouvelles révélations concernant l'académicien.

Entre-temps, en effet, le juge Grellier avait inculpé l'académicien de corruption passive. Une enquête de police avait révélé l'existence de liens financiers entre M. Michel Droit et le groupe de presse de M. Robert Hersant, dont il avait été

employé. Des liens qui semblaient incompatibles avec les fonctions de M. Droit à la CNCL. L'inculpation de l'académicien avait d'ailleurs été immédiatement suivie de celle de M. Yves de Chaisemartin pour corruption active.

Le 5 janvier 1989, une ordonnance du juge Grellier a renvoyé MM. Droit et de Chaisemartin devant le tribunal correctionnel. Une ordonnance dont le parquet a immédiatement fait appel pour vice de forme. C'est donc aujourd'hui à la chambre d'accusation de la cour d'appel de décider du sort du dossier.

« Je ne suis pas surpris », déclare M. Michel Droit à propos du non-lieu de Rennes, parce que je savais depuis le début qu'il n'y avait rien contre moi. J'étais le premier

inculpé pour forfaiture en France depuis soixante-dix ans. Le précédent était un ministre soupçonné d'avoir fourni à l'ennemi les plans d'une contre-offensive pendant la guerre de 1914. Pour Jean-Louis Bessis, avocat de Radio Larsen, cette décision « est tout sauf une surprise. M. Michel Droit et son conseil n'avaient-ils pas déjà annoncé leur non-lieu renvoyés par voie de presse en avril 1988 puis en juillet 1988 ? Ce qui est troublant, c'est qu'il ait fallu dix-huit mois pour estimer que les charges de forfaiture pesant sur M. Michel Droit n'étaient pas suffisantes. Il serait pitoyable que cette péripétie renvoie à masquer l'affaire centrale de la corruption ».

Les nominations au Conseil supérieur de l'audiovisuel

MM. Mitterrand et Fabius ont désigné les six derniers « sages »

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est au complet. Après la désignation par M. Alain Poirer, président du Sénat, de M^{me} Daisy de Galard et de M^{me} Roland Faure et Francis Baile (le Monde du 25 janvier), le chef de l'Etat et le président de l'Assemblée nationale ont fait connaître leur choix. François Mitterrand a, comme le veut la loi, nommé le président de la nouvelle institution. Il s'agit de M. Jacques Boutet, conseiller d'Etat et ancien président de TF1. M. Boutet est nommé pour six ans. M. Mitterrand aura donc l'occasion, avant la fin de son mandat à la tête de l'Etat, de nommer le second président du CSA.

Les choix du président de la République se sont portés ensuite sur M^{me} Geneviève Guichenev, journaliste présentatrice à « Soir 3 », puis sur RTL-TV, nommée pour huit ans, et sur Roger Barnel, président de l'Union nationale des associations familiales, nommé pour quatre ans. M. Laurent

Fabius a désigné, pour huit ans, M^{me} Monique Augé-Lafon, inspecteur de l'éducation nationale. M. Bertrand Labrusse, seul rescapé, avec M^{me} de Galard, de la CNCL, est nommé pour six ans. Le producteur et réalisateur de télévision Igor Barrère a un mandat de quatre ans.

Les choix de M. Poirer avaient séduit par leur modération. Ceux de MM. Mitterrand et Fabius intriguent et déçoivent quelque peu. On n'y trouve aucun des grands noms qui avaient circulé ces dernières semaines et peu de traces d'une ouverture politique. Certes, M^{me} Guichenev, MM. Labrusse et Barrère sont des professionnels de la télévision mais on attendait aussi des personnalités ayant des compétences dans les domaines des nouveaux médias, des télécommunications et de l'industrie. Enfin, M. Boutet, qui prend la présidence du CSA, n'a pas laissé que des

bons souvenirs à TF1 lors de son passage à la tête de la chaîne en 1981.

Il semble que nombre de personnalités, pressenties ces derniers jours, se soient récusées devant la difficulté de la tâche. Le CSA, qui succède à deux institutions sacrifiées à l'alternance politique, devra en effet faire face à de redoutables échéances. Le dossier des radios locales est toujours explosif. Ceux du câble et du satellite sont loin d'avoir trouvé leurs équilibres. La désignation de nouveaux responsables du service public devra accompagner une réforme qui s'annonce difficile. Enfin, dès les prochaines semaines, les bilans des télévisions privées mettront les neuf « sages » devant une lourde responsabilité : se montrer plus ferme que la défunte CNCL, au risque d'aggraver les difficultés économiques de la 5 et de M 6.

J.-F. L.

M. Jacques Boutet Un éphémère PDG de TF1

Les professionnels de l'audiovisuel étaient loin d'imaginer recroiser un jour ce haut fonctionnaire qui, en juillet 1981, avait démissionné, tel un martien dans leur univers agité. Le visage alourdi par d'épaisses lunettes et la mise austère, M. Jacques Boutet avait en effet eu bien du mal à endosser les habits de PDG de



TF1 que lui avait attribués, en ce début d'été fiévreux de 1981, le conseil des ministres. Un caducée empoisonné pour cet énarque aux amitiés plutôt socialistes, né le 16 mars 1928 à Rodez (Aveyron), auquel il manquait les codes, les références et la connaissance de l'audiovisuel pour maîtriser une chaîne secouée par des querelles politiques internes et soumise à multiples pressions extérieures. Sa maladresse et un certain sectarisme lui valurent alors de nombreuses critiques sans lui faire perdre optimisme et jovialité.

Auditeur en Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA en 1955, maître des requêtes en 1962, il est alors placé en détachement de longue durée, devenant ainsi notamment président de la chambre administrative de la Cour suprême d'Alger et directeur adjoint de l'Institut international d'administration publique. En 1978, il assiste M. Robert Fabre dans sa mission sur les problèmes de l'emploi et, en 1981, la commission de contrôle des émissions officielles de propagande électorale. Quittant la présidence de TF1 en septembre 1982, la Haute Autorité y avait nommé Michel May. Il prend la direction générale des relations culturelles au ministère des affaires étrangères jusqu'en 1985, avant de devenir président de la section des finances du Conseil d'Etat, et vice-président de la cour de discipline budgétaire et financière.

M. Roger Barnel La voix des familles

Les associations familiales ont désigné un des leurs au sein du nouveau Conseil supérieur de l'audiovisuel, en la personne de M. Roger Barnel. Ce Normand de soixante-deux ans - il est né le 27 octobre 1926 à Hambye (Manche) - il a toujours été un militant fervent de la cellule familiale, dont il explique en accordant à la présidence de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), en 1976, qu'elle « a un besoin permanent de liberté, de sécurité et de respect ».

Diplômé d'études supérieures de philosophie, puis professeur de 1948 à 1961, M. Barnel a ensuite pris le virage du privé en entrant en 1962 dans l'entreprise d'instruments de précision Jaeger, dont il dirigea la division horlogerie. Associé depuis 1980 des Progress SA et administrateur de l'UAP, membre du Conseil économique et social depuis 1976, cet ancien militant de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et de l'UNEF, qui a souvent rencontré le président de la République afin de défendre devant lui la cause des familles, mais aussi des exclus, des handicapés et des immigrés au nom de l'UNAF, est aussi l'auteur de déclarations étonnantes. Ainsi, il défendait récemment dans un entretien avec la Croix le principe du mariage contre l'union libre, en expliquant que « sacraliser civilement ou religieusement l'amour, c'est le valoriser ». Nul doute qu'en une période où la violence et le sexe à l'écran sont mis au pilori, M. Barnel saura faire entendre la voix des familles.

M^{me} Geneviève Guichenev Une professionnelle au regard critique

La rumeur donnait Christine Ockrent. Ce sera Geneviève Guichenev, qui, une fois encore, n'échappe pas à un rapprochement qui l'a toujours agacé. Fille d'un médecin de Bourgneuf-la-Forêt (Mayenne), elle interrompit, en 1977, une carrière de professeur d'anglais, puis d'interprète au département des relations culturelles et scientifiques des affaires étrangères, pour entrer à TF1. Ce ne sera qu'un passage éclair : en septembre de la même année, elle rejoint FR 3, où elle présente d'abord le Journal régional puis l'édition nationale. « Soir 3 », au redressement duquel elle participe largement, sous la houlette de son rédacteur en chef, Christian Dauriac.

L'amertume de Geneviève Guichenev n'en sera que plus grande lorsque en 1986, le nouveau directeur de l'information, M. Christian Bernadac, lui préfère Jacqueline Alexandre. Victime d'une « chaise

M^{me} Monique Augé-Lafon Inspecteur général de l'éducation

Normaillienne, agrégée, présidente d'université, recteur : à cinquante-deux ans, M^{me} Monique Augé-Lafon a franchi à vive allure, et avec le sourire, toutes les étapes de la carrière universitaire. Née le 26 mai 1936 à Argentan (Orne), ancienne élève de l'Ecole normale supérieure et agrégée de mathématiques, M^{me} Augé-Lafon est nommée en 1958 maître de conférence, à l'université de Clermont-Ferrand. Professeur deux ans plus tard, puis à Toulouse (1967), elle est enfin nommée à l'université Paris XII-Créteil (1973), dont elle devient directrice de l'UER de sciences économiques en 1976, avant d'être élue présidente de l'université en 1982.

L'année suivante, elle est la première femme élue par ses collègues à la tête de la conférence des présidents d'université. A peine un an plus tard, elle est nommée recteur de l'académie d'Orléans-Tours puis, en 1983, de l'académie de Nice, où elle sera rapidement remplacée, en juillet 1986. Depuis cette date, elle était inspecteur général de l'éducation nationale et avait participé en 1987 aux groupes de réflexion et de travail réunis autour de M. Laurent Fabius, alors secrétaire national à l'éducation du Parti socialiste.

M. Igor Barrère Un réalisateur passionné de vulgarisation

Ses hantises ? L'immobilité et le « déjà vu ». Sur les lieux de tournage, le réalisateur de télévision Igor Barrère affectionne le style baroudeur : veste de combat, col de chemise ouvert, regard perpétuellement aux aguets. Cet ancien élève du cours privé Saint-Louis-de-Gonzague, licencié ès lettres et docteur en médecine, né le 17 décembre 1931 à Paris, a choisi très tôt le camp des salubres plutôt que celui des notables.

Assistant en 1952 de René Clair et d'Orson Welles, il entre en 1954 à la télévision ; oh, profitant de sa formation, il créa de nombreuses émis-

sions médicales - « les Médicales », avec Etienne Lalou dès 1956. « Médicales à la une », récemment, sur TF1. Mais il participe ou lance aussi des grands reportages et des documents qui font maintenant partie du livre d'or de la télévision (« Cinq colonnes à la une », avec Pierre Lazareff et Pierre Desgraupes, « Face à face », « En direct avec... », « Vingtième siècle », etc.), et des films qui lui valurent notamment un Lion d'or à Venise en 1962.

Collaborateur de nombreux ouvrages (le Dossier confidentiel de l'euthanasie, En direct de la médecine, le Médica de la liberté), ce réalisateur de télévision passionné de vulgarisation est aussi, depuis 1983, le maître d'œuvre d'Euro-médecine, colloque sur la recherche scientifique et médicale organisé régulièrement à Montpellier.

M. Bertrand Labrusse De la CNCL au CSA

« Cher Bertrand... » Au-delà de ses clivages, voire des conflits féroces qui l'ont parfois traversé, la CNCL ne dédaignait pas les mondanités. Et disons-le tout net ! Bertrand Labrusse y était pour quelque chose, lui qui peut se targuer d'avoir fait rire le Paris des médias de son humour impitoyable.

Ancien élève de l'ENA, il se disait prêt, il y a quelques jours encore, à regagner la Cour des comptes où il avait débuté en 1959. Mais au fil d'une carrière qui l'a d'abord vu chargé de mission au Quai d'Orsay (1963-1965), conseiller technique dans différents cabinets de Maurice Couve de Murville (1966-1969), rapporteur adjoint près le Conseil constitutionnel (1971-1976), c'est son image de professionnel de l'audiovisuel qui a fini par s'imposer.

Il est nommé en octobre 1978 président par intérim de la SFP (Société française de production), poste qu'il retrouve en 1981 jusqu'à sa démission en 1986 alors que cette société a retrouvé un fragile équilibre financier. Quelques mois plus tard, M. François Mitterrand le nomme à la CNCL avec Catherine Tasso. Il y joue alors le fer de lance de la contestation, chaque fois que l'instance présidée par Gabriel de Broglie s'engage dans des choix qui ne lui paraissent pas pluralistes. Le voilà... récompensé.

Galerie TENDANCES
100, rue Quincampoix (Paris 13)
Tél. 32 75 61 79
OTTO DIX
12 décembre - 18 février

A CES TARIFS VOUS POUVEZ MAINTENANT VOUS OFFRIR LE STYLE AMERICAN AIRLINES

NEW YORK	2 690 F
CHICAGO	3 660 F
MIAMI	3 850 F
WASHINGTON	3 100 F
HOUSTON	3 985 F
BOSTON	2 690 F
LOS ANGELES	4 450 F
SAN FRANCISCO	4 450 F
PHILADELPHIE	3 420 F



American Airlines

Prix aller/retour au départ de Paris-Orly en Classe Economique, offre valable du 15 mars au 15 juin 1989. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et sujets à l'approbation gouvernementale. Contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.89.05.22.

هكذا من الامم

Société

Un marché de 18 milliards de francs

Arianespace va commander cinquante fusées Ariane

Arianespace, qui assure le lancement des fusées spatiales européennes, signera le 15 février un contrat de commande portant sur la fourniture de cinquante lanceurs Ariane-4. Annoncee mardi

24 janvier par M. Frédéric d'Allest, président-directeur général de la société, cette commande sans précédent représentera un marché proche de 18 milliards de francs.

A peine plus de six mois après son premier vol, effectué depuis le centre spatial guyanais de Kourou le mercredi 15 juin 1988, Ariane-4, la dernière née des fusées européennes, s'annonce comme le « cheval de bataille de l'Europe pour les dix années à venir », selon M. d'Allest. Les cinquante exemplaires de ce lanceur lourd, dont le lancement s'étagera de 1991 à 1999, seront construits par les principaux maîtres d'œuvre européens, parmi lesquels Aérospatiale, Matra, la Société européenne de propulsion (SEP) et la société ouest-allemande Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB). Avec un objectif clairement énoncé : donner à l'Europe, dans les prochaines années, les moyens d'assurer la moitié du marché des services de lancement de satellites du monde occidental. En attendant la mise en service du lanceur super-lourd Ariane-5, qui devra offrir à la fin des années 90 une réduction des coûts de mise en orbite plus grande encore.

En effet, la première conséquence de ce contrat sans équivalent sera — en passant à la production en série — d'abaisser considérablement le montant de fabrication des lanceurs. Selon les estimations des responsables d'Arianespace, cette stratégie pourrait réduire de 20 % les dépenses nécessaires à la construction des différents étages de la fusée. Equipée de ses quatre propulseurs d'appoint à liquide et à poudre, une Ariane-4 complète devrait ainsi coûter « entre 90 millions et 100 millions de dollars » — soit environ 620 millions de francs. Un prix de revient qui, à son tour, permettra à la société de proposer aux propriétaires de satellites des tarifs plus intéressants, face à une concurrence internationale de plus en plus sévère.

Concurrence américaine (avec notamment le lanceur Titan, auquel un important marché militaire assure de longues séries), mais peut-être aussi asiatique : l'arrivée prochaine de la Chine sur le marché des

lanceurs de satellite étrangers (le Monde du 25 janvier) pourrait modifier dans les prochains années l'échiquier spatial international. Ce pays propose les services de ses fusées Longue Marche-3 à des prix comparables, voire inférieurs à ceux pratiqués dans le monde occidental.

Évoquant l'année qui vient de s'achever, M. d'Allest a précisé que le bénéfice net d'Arianespace, après impôt, atteignait en 1988 environ 100 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de francs. Avec un carnet de commandes s'élevant au total à trente-six satellites et neuf lancements programmés pour 1989 (dont sept assurés par des Ariane-4), Arianespace escompte des résultats comparables pour 1989. Premier vol de cette année : une Ariane-2 doit être lancée de la base de Kourou dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 janvier, afin de mettre en orbite un satellite de télécommunications international Intelsat-V.

CATHERINE VINCENT.

En raison d'un coût jugé trop élevé

Le ministère de la santé décide de limiter l'utilisation d'un médicament destiné aux insuffisants rénaux

Le ministère de la santé a décidé de limiter l'utilisation d'un nouveau médicament permettant de soigner des personnes sous rein artificiel, atteintes d'anémie.

Une centaine de médecins spécialisés vont lancer dans quelques jours un « cri d'alarme », faisant

valoir que cette décision met en cause « leur liberté de prescription ». Du côté des pouvoirs publics, on souligne le coût élevé du médicament et la nécessité de limiter l'utilisation de ce produit qui ne pourra pas, en toute hypothèse, être prescrit chez l'ensemble des 18 000 Français insuffisants rénaux sous rein artificiel.

Le conflit était prévisible depuis l'annonce par les responsables de la firme pharmaceutique Ortho-Cilag (multinationale américaine Johnson and Johnson) de la commercialisation d'une hormone — l'érythropoïétine — naturellement synthétisée par l'organisme humain, où elle a la propriété de multiplier le nombre des globules rouges. « Compte tenu des prix exorbitants auxquels sont commercialisées certaines molécules pharmaceutiques produites par manipulations génétiques, nous sommes très inquiets pour les malades insuffisants rénaux », confiaient, il y a un an, des spécialistes (le Monde du 29 janvier 1988), alors qu'aucune indication n'était encore donnée sur le prix de vente de ce médicament. Compte tenu notamment des investissements réalisés par Ortho-Cilag pour obtenir cette substance que l'on ne savait pas jusqu'à présent fabriquer à l'échelle industrielle, ce prix correspond aujourd'hui à des traite-

ments compris entre 3 000 et 4 000 F par mois, soit près de 50 000 F par an. L'autorisation de mise sur le marché de l'érythropoïétine a été accordée en France il y a quelques semaines. Ce médicament devait être uniquement délivré dans les pharmacies d'hôpitaux. Au ministère de la santé, on souligne la nécessité de définir, en liaison avec la profession médicale spécialisée et avec les associations de malades, les situations auxquelles devra répondre la prescription de ce produit. On explique aussi que si la décision dans ce domaine devra être prise rapidement, rien d'officiel n'a encore été arrêté. Pour leur part, des médecins spécialisés en néphrologie — une centaine à ce jour — font actuellement circuler une pétition auprès de leurs confrères. « Nous lançons un cri d'alarme et alertons l'ensemble de l'opinion publique devant le grave problème d'éthique auquel nous allons être confrontés, expliquent-ils dans leur texte. Les malades que nous soignons

vivent grâce au traitement continuant qu'est le rein artificiel. Bon nombre n'ont même pas l'espoir d'une greffe. L'anémie dont souffrent beaucoup de ces patients hémodialysés porte parfois gravement atteinte à la qualité de leur vie et impose des transfusions sanguines nombreuses non dénuées de risques. Un nouveau médicament permet de guérir cette anémie. Le ministère de la santé vient de décider de limiter la prescription de ce médicament à 10 % des malades hémodialysés. Cela est largement en dessous des besoins réels de ces patients.

Selon ces médecins, cette proportion de malades ne pourra, en toute hypothèse, être inférieure à 30 %.

« Nous ne pouvons accepter le principe même d'un quota, poursuivait ce texte. Il met en cause notre liberté de prescription. »

J.-Y. N.

ÉDITION

Pour le développement des « librairies de création »

Quatre éditeurs — La Découverte, Gallimard, Minuit et Le Seuil — et le club de vente par correspondance France-Loisirs ont constitué une fondation : l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC). Lundi 23 janvier, ils ont présenté au Centre national des lettres leur association, à laquelle ont déjà adhéré seize autres éditeurs et un distributeur distique. Le ministère de la culture a confirmé que le directeur du livre, M. Gattegno, participera également à l'association.

Les librairies dites « de création » — elles sont deux cent cinquante à trois cents en France — sont celles qui consentent un effort pour diffuser et promouvoir les œuvres nouvelles dont la vente est lente ou difficile. Ce sont aussi celles qui offrent à leur public un fonds d'ouvrages importants. A Paris ou en province, notamment dans des villes moyennes, ce sont elles qui permettent aux éditeurs — et donc aux créateurs — de publier la littérature et la pensée vivantes. Mais le rôle culturel qu'elles remplissent se traduit pour elles par des charges financières supplémentaires et rend souvent leur existence fragile.

C'est pour leur aider à assurer leur survie, à moderniser leurs structures, à améliorer la formation de leurs libraires que s'est créée l'ADELC. Elle interviendra sous forme de prêts, de soutien technique, de subventions d'exploitation ou d'actions de formation à partir des dossiers qui lui parviendront et qui seront étudiés par une commission exécutive.

Que quelques-uns des grands éditeurs soient à l'origine de l'initiative ne surprend pas. Il y a longtemps, par exemple, que Jérôme Lindon, le PDG des Éditions de Minuit, se bat sur tous les fronts pour sauvegarder en France un réseau de librairies de qualité. Il est plus surprenant — mais bien intéressant — que France-Loisirs, géant de la vente par correspondance — plus de 4 millions d'adhérents — participe à cette opération de soutien. On a pris conscience d'une solidarité d'intérêt à long terme qui dépasse largement la concurrence immédiate des réseaux de vente : « Sans un bon réseau de librairies, il n'y aura bientôt plus de bons livres, et s'il n'y a plus de bons

livres, il n'y a plus de France-Loisirs », déclare l'un de ses dirigeants.

Et il ne s'agit pas pour le numéro un mondial de la vente de livres par correspondance d'une participation symbolique : chaque adhérent de l'ADELC versera chaque année 15 pour mille de son chiffre d'affaires. France-Loisirs donne à lui seul 3 millions des 4 millions de francs qui ont été reçus par l'ADELC en 1988. Mais il ne s'agit nullement de philanthropie : « Nous avons besoin d'une édition forte, donc d'une librairie saine. Il n'y a pas de fatalité à ce que de bonnes librairies ne gagnent pas d'argent. »

Ce raisonnement pourtant est loin d'être encore partagé par tous. Si la liste des adhérents à l'ADELC est prestigieuse, on remarque néanmoins qu'aucun des éditeurs des deux grands groupes éditoriaux français — Hachette et le groupe de la Cité — n'en fait partie ; pas plus que Flammarion, Laffont ou Albin Michel. Comme leur abstention n'est sans doute pas due à des motifs financiers, il faut supposer que ces groupes développent une autre politique de la librairie et du livre en général : « Nous ne voulons pas faire de discrimination entre un point de vente du livre et un autre, tous ont leur qualité et leur fonction, commente, officiellement, un responsable du groupe de la Cité. »

Le ministère de la culture et sa direction du livre sont, en tout cas, décidés à appuyer l'action de l'ADELC dont les fonds sont actuellement abrités par la Fondation de France : « Pour la première fois, souligne M. Gattegno, des éditeurs s'intéressent à la librairie autrement que par leur rachat ou par des prises de participation. »

PIERRE LEPAPE.

JUSTICE

Pour avoir brutalisé un jeune homme

Deux policiers municipaux de Wattrelos condamnés à trois ans de prison

Deux policiers municipaux de Wattrelos (Nord), qui avaient brutalisé et jeté par deux fois dans un canal un jeune homme âgé de dix-sept ans (le Monde du 15 septembre 1988), ont été condamnés, mardi 24 janvier, à trois ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Lille. Dans la nuit du 10 au 11 septembre 1988, les deux policiers municipaux, Patrick Gresse, trente-quatre ans, et Jean-Marie Declercq, trente-huit ans, avaient interpellé ce jeune garçon, français d'origine maghrébine, et sous prétexte de contrôler son identité ils l'avaient conduit dans les locaux de la police municipale de Wattrelos où le jeune homme avait été frappé. Par la suite, les policiers municipaux, après avoir enfoncé le garçon, menottés aux poignets, dans le coffre d'une voiture de fonction, l'avaient conduit au bord du canal de Roubaix et jeté à l'eau à deux reprises. Un témoin devait alors alerter police-secours et le SAMU.

Révoqués, les deux policiers municipaux avaient été inculpés de violences avec préméditation, séquestration de personne et non-assistance à personne en danger, et écroués. Lors de l'audience du tribunal correctionnel, le 17 janvier, le procureur adjoint de la République, M. Serge Dintroz, avait requis une peine de dix-huit mois à deux ans de prison ferme contre les deux policiers. Les magistrats du tribunal correctionnel de Lille sont allés au-delà de ces réquisitions en condamnant les deux hommes à trois ans de prison ferme et à une peine d'amende de 20 000 F. La ville de Wattrelos et la Ligue des droits de l'homme, qui s'étaient constituées parties civiles, obtiennent 1 F de dommages et intérêts.

En marge de l'affaire Villemin

Quatre policiers contre trois journalistes

Quatre policiers du service régional de police judiciaire de Nancy, mis en cause gravement dans des articles publiés au mois de février 1988 par le *Républicain lorrain* et le *Figaro Magazine*, articles les accusant d'avoir fabriqué de fausses preuves matérielles dans l'intention de confondre Christine Villemin, soupçonnée de l'assassinat de son fils Grégory, ont réclamé, mardi 24 janvier, devant le tribunal correctionnel de Nancy, 4 millions de francs de dommages et intérêts aux auteurs des articles et aux directeurs des publications concernées. Au terme d'une audience marathon de neuf heures, émaillée d'incidents de procédure, le tribunal a mis son jugement en délibéré au 14 février.

Les directeurs de publication des deux journaux ainsi que les trois journalistes, Jean-Claude Hauck, Catherine Lévy et Michel Serres, avaient été inculpés à la suite d'articles parus les 19 et 20 février 1988. Ces articles accusaient notamment les policiers d'avoir « parsemé » l'ancien domicile des Villemin de « morceaux de cordelette » identiques à celle qui entravait le corps de Grégory, trouvé mort dans la Volage le 16 octobre 1984. Conseil des plaignants, M. François Biet, estimant « qu'il n'y avait jamais eu en vingt ans d'accusations aussi graves portées avec autant de légèreté envers des fonctionnaires de police », a demandé 500 000 francs de réparation par journal et pour chacun des quatre policiers mis en cause, le commissaire principal Jacques Corazzi, les inspecteurs principaux Jean-Pierre Pesson et Hubert Kimmel et l'inspecteur Hervé Bartolozzi.

Le procureur de la République, M. Bernard Aldige, évoquant « l'attaque outrée et grossière » des journalistes, a requis la publication intégrale du jugement dans les journaux incriminés ainsi que dans trois journaux au choix de la partie civile. Le procureur ne pouvait demander de sanction pénale, les faits reprochés se trouvant amnistiés depuis la loi du mois de juillet 1988.

Enfin, les avocats de la défense, qui ont demandé un sursis à statuer en attendant la fin de l'affaire Villemin, avaient fait citer six témoins susceptibles de venir appuyer les affirmations des journalistes. Le tribunal, se fondant sur des irrégularités de procédure, a refusé d'entendre ces témoins sur le fond de l'affaire, se limitant à des témoignages sur la bonne foi des prévenus. La défense a protesté contre cette situation.

Un règlement de comptes de « luxe »

Le 15 septembre 1988, Jamil Nahas n'était pas content. Son ami Nahas n'avait pas été « régulier » : il ne lui avait versé qu'une partie de la commission promise sur une « affaire ». Il lui a donc donné rendez-vous dans une chambre d'hôtel et, comme Nahas refusait d'être plus généreux, il le menaçait avec un revolver Smith et Wesson calibre 38 spécial. Nahas s'enfuyait dans les couloirs et Jamil tira les cinq balles qui contenait son arme, l'atteignant à quatre reprises à la poitrine. Grièvement blessé, Nahas fut hospitalisé pendant un mois.

Habituellement, la police appelle ce genre de fait divers « un règlement de comptes » et, pour la justice, c'est tout simplement « une tentative de meurtre ». Mais, en l'occurrence, il ne s'agit pas d'un conflit opposant deux immigrés. Jamil Nahas est un milliardaire syrien qui demeure à Houston (Texas). Il vend des usines « clés en main » et c'est pour une affaire de moulin industriel construit en République fédérale d'Allemagne et destiné à la Syrie que son compatriote Saeb Nahas, vice-président de la chambre de commerce franco-arabe, devait lui verser une « petite » commission de 3 millions de dollars américains. Comme il ne lui avait donné que 980 000 dollars, Jamil Nahas avait exigé la différence l'arme au poing dans une chambre de l'hôtel Plaza-Athènes.

Ce « contexte luxueux » est-il susceptible d'avoir impressionné la justice ? Toujours est-il que Jamil Nahas fut remis en liberté après six mois de détention provisoire contre une caution de 800 000 F, et l'inculpation criminelle ne tenta pas de meurtre s'éleva transformée en délit de « coups et blessures volontaires avec arme ». Il est vrai que M. Nahas avait pardonné, justifiant le retrait de sa constitution de partie civile en déclarant au juge d'instruction : « Je ne veux

pas qu'une erreur répande à une erreur. »

Jamil Pachia était donc venu de Houston (Etats-Unis) pour comparaître, mardi 24 janvier, devant la dixième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Courtoisement, le président Jean-Louis Péro s'enquit du comportement de l'homme d'affaires : « Vous approchez des personnalités très importantes, parfois même les grands de ce monde... Politiquement, par la truchement à un interprète anglais, Jamil Pachia s'expliqua son attitude : « Toute la rumeur a son point de rupture, je ne voulais pas lui faire de mal, je suis désolé de ce qui est arrivé. »

Dans un bref réquisitoire, M. Dominique Planchette, substitut du procureur de la République, a demandé une peine de trois ans et demi de prison avec sursis et six mois de prison ferme couvrant la détention provisoire, sanction que M. Pierre Jacques trouva suffisante et que le tribunal prononça peu après en ajoutant une amende de 42 000 F.

Au début de cette même audience, le tribunal, en invoquant le « trouble à l'ordre public », avait refusé une demande de mise en liberté présentée par un jeune Maghrébin, au casier judiciaire vierge, détenu depuis neuf mois sous l'accusation d'avoir voulu dérober la caisse d'un hôtel d'immigrés armé d'un pistolet à grenailles. Il sera jugé plus tard dans la box, entre deux gendarmes. Jamil Pachia, lui, va retourner à Houston sans être reconduit à la frontière et sans interdiction de séjour. Certes, aucune affaire judiciaire n'est comparable, mais les lourdes peines prononcées pour des actes bien moins graves envers des personnes qui ont elles aussi atteint un point de rupture ne peuvent que remettre en mémoire le vers de La Fontaine :

Selon que vous serez puissant ou misérable... ou misérable... MAURICE PEYROT.

L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST

VIENT DE PARAÎTRE

19^e Édition

L'URSS ET L'EUROPE DE L'EST sous la direction de F. Barry et T. Schreiber

Union soviétique, Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie : l'année politique, économique et sociale en 1988.

Notes et Études Documentaires, 284 p., 80 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire Paris 7^e Tél: (1) 40.15.70.00

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE ET DE QUALITÉ

Marceau Long

Jean Massot et Jean Marimbert

Le statut actuel du Conseil d'Etat et la réforme des juridictions administratives. Les activités du Conseil à travers ses fonctions consultatives, d'étude et juridictionnelles.

Notes et Études Documentaires, 296 p., 80 F.

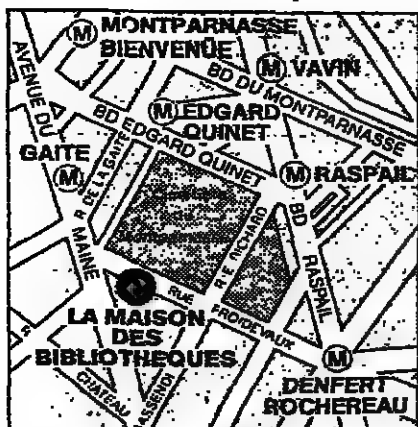
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire Paris 7^e Tél: (1) 40.15.70.00

23 MAGASIN POUR VOUS GUIDER

PARIS

2 (1) 43.



La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

23
MAGASINS
POUR
VOUS
GUIDER

ARPAJON : 13, Route Nationale 20 (200 m avant la sortie Arpajon-centre) - 64.90.05.47 - BORDEAUX : 10, rue Bouffard - 56.44.39.42 - BRIVE (Point Expo) : 30, rue Louis-Latrade - 55.74.07.32 - CLERMONT-FERRAND : 22, rue Georges-Clemenceau - 73.93.97.06 - DIJON : 100, rue Monge - 80.45.02.45 - DRAGUIGNAN (Point Expo) : Zac de St-Hemmental - 94.67.33.19 - GRENOBLE : 59, rue Saint-Laurent - 76.42.55.75 - LILLE : 88, rue Esquermoise - 20.55.69.39 - LIMOGES : 57, rue Jules-Noriat - 55.79.15.42 - LYON : 9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville, Louis-Pradel) - 78.28.38.51 - MARSEILLE : 109, rue Paradis (métro Estrangin) - 91.37.60.54 - MONTPELLIER : 8, rue Sérane (près gare) - 67.58.19.32 - NANCY : 8, rue Piétonne St-Michel (face St-Epvre) - 83.32.84.84 - NANTES : 18, rue Gambetta (près rue du Coulmiers) - 40.74.59.35 - NICE : 2, rue Offenbach - 93.88.84.55 - POTTERS : 42, rue du Moulin-à-vent - 49.41.68.48 - RENNES : 18, quai Emile-Zola (près du Musée) - 89.79.58.33 - ROUEN : 43, rue des Charrettes - 35.71.96.22 - SAINT-ETIENNE : 40, rue de la Montat - 77.25.91.46 - STRASBOURG : 11, rue des Bouchers - 88.36.73.78 - TOULOUSE : 1, rue des Trois-Renards (près place St-Sernin) - 61.22.92.40 - TOURS : 5, rue Henri-Barbusse (près des Halles) - 47.38.63.66

Magasins régionaux ouverts du mardi au samedi inclus.

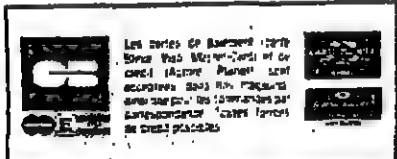
et à PARIS

61, rue Froidevaux, 75014

Ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h.

Métro : Denfert-Rochereau - Gaité - Edgar Quinet - Bus : 28/38/58/68 - RER : Denfert-Rochereau - SNCF : gare Montparnasse.

• CREDITS PERSONNALISES (après acceptation du dossier)
• DEVIS GRATUITS • EXPEDITIONS FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE • REPRISE EN CAS DE NON CONVERGENCE

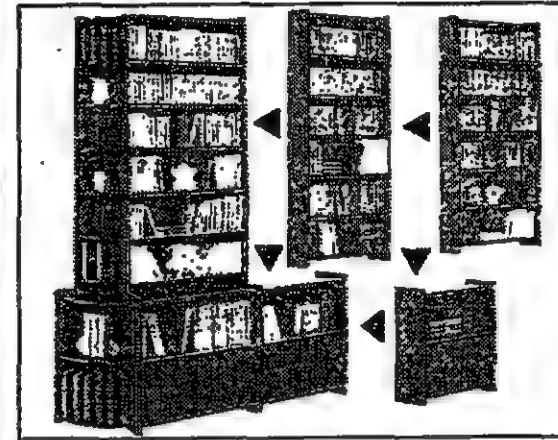
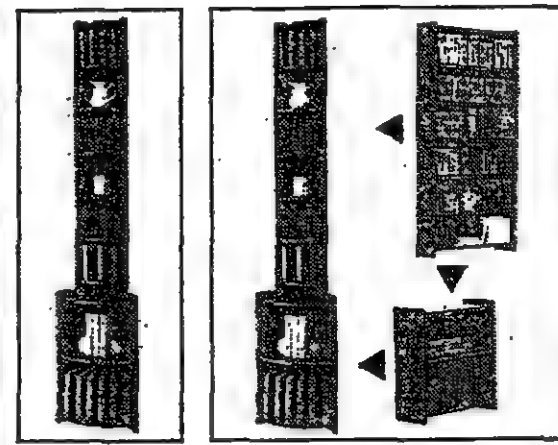


présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget



PAR SIMPLES
JUXTAPPOSITION
ET
SUPERPOSITION

SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMEGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne clair, composée de 6 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en écajou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne "STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis plus de 30 ans.

La maison des BIBLIOTHEQUES

500 modèles
14 LIGNES ET STYLES

DEMANDE DE CATALOGUE
24 H/24 SUR ENREGISTREUR
(1) 43.20.73.33

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

J'aimerais recevoir gratuitement et sans aucun engagement de ma part votre catalogue : 80 pages toutes en couleurs, avec photos, dimensions, teintes et essences, la contenance et le prix précis de chaque modèle. Merci.

☐ Mlle NOM PRENOM
☐ Mlle
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

PROFESSION TEL.

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

مكتبة من الاصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Patricia et Jean-Philippe
sont heureux d'annoncer la naissance de

Chloé

le 21 janvier 1989.

Patricia Chapuis
et Jean-Philippe Bianquis,
184, rue Héroult,
92190 Meudon.

— Ana-Béatrix,
Philippe-Emmanuel
et Gabriela CLIM,
ont la très très grande joie d'annoncer la naissance, le 20 janvier 1989 de

Edgar-Emmanuel

huitième petit-enfant de
M^{me} et M. Claude et Gérard Clin,
et troisième petit-enfant de
M^{me} et M. Léila et Roberto de Saboya.

1, rue du Capitaine-Scott,
75015 Paris.

— M. et M^{me} Gilbert BRAHAMSHA,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Simon

le 16 janvier 1989, à Paris,

chez Nozama et Brigitte INAZUMA.

P.O. Box 1, Khartoum,
126, rue La Fayette,
75010 Paris.

Mariages

— Paris, janvier 1989.

Monique KISSEL

et
Thierry BONDoux,
sont heureux de faire part de leur mariage.

— Le pont suspendu,
Aux plantes grimpantes
S'accrochent nos vies...
(Massou Beabô).

Décès

— Brigitte Beaujard,
Max et Nicole Beaujard,
Anièle et Sigrid,
La famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Denise BEAUJARD,
née Legagneur,

survenue le 24 janvier 1989, à l'âge de
soixante-dix-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 27 janvier, à 8 h 45, en
l'église Sainte-Bathilde, 43, avenue du
Plessis, à Châtigny-Malabry, suivie de
l'inhumation au cimetière nouveau local
de Châtigny-Malabry, rue de l'Égalité,
dans la sépulture de famille.

10, avenue de Robinson,
92290 Châtigny-Malabry,
14, allée du Clairbourg,
91370 Verrières-le-Buisson.

— Nous apprenons le décès du

général (CR)

Charles CHRISTIENNE

[Né le 11 février 1920 à Lorient (Morbihan) et
ancien élève de l'école de l'air à Salon-de-
Provence (Bouches-du-Rhône), Charles Chris-
tienne s'engagea dans l'armée de l'air en 1943 les
Forces armées françaises libres en Grande-
Bretagne. Il est notamment navigateur au
groupe de bombardement Lorraine jusqu'à la fin
de la seconde guerre mondiale. Après plusieurs
affectations sur des bases aériennes en France,
il commande, entre 1953 et 1956, l'escadron
de chasse de la base aérienne de Pau-Monté-
mar, dans la région pyrénéenne, qui sert aux missions
secrètes du service de documentation extérieure
et de contre-espionnage (SDCE), devenu en
1982 le direction générale de la sécurité exté-
rieure (DGSE). Après une série d'affectations,
notamment au secrétariat général permanent
de la défense nationale et à l'inspecteur de
l'armée de l'air, il commande, en 1966, la
base aérienne de Villacoublay avant d'occuper
diverses fonctions de responsabilité à l'ins-
trument des armées. Il est promu général de bri-
gade aérienne en 1971. Il sera ensuite chef du
service historique de l'armée de l'air, avant
d'occuper comme cadre de réserve (CR) la pré-
sidence de la Fédération des officiers et sous-
officiers de réserve républicains (FORR) et
FSORH, qui rassemble des cadres militaires de
sensibilité proche de la gauche communiste et
socialiste.]

— M^{me} Jacques Gilbert-Collet,
née épouse,
Jacqueline et Stéphane,
ses enfants,
M. et M^{me} André Boulet,
M. et M^{me} François Jacquet,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Sophie et Philippe,
ses neveux et nièces,
Les familles Babolat, Ghetamallah,
Gilbert-Collet, Jacques, Michel, Pascal,
Sequeux et Vivier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques GILBERT-COLLET,
agréé de géographie,
directeur-fondateur
de l'école normale d'instituteurs
du Val-de-Marne,
commandeur
de l'ordre des Palmes académiques.

survenue le 22 janvier 1989, en son domi-
cile, à l'âge de cinquante et un ans.

La levée du corps aura lieu le ven-
dredi 27 janvier, à 13 heures, en la salle
de conférences de l'école normale d'in-
stituteurs, route de Brévannes, Bonneuil-
sur-Marne (Val-de-Marne).

L'inhumation se fera dans le caveau
de famille, à 15 h 30, au cimetière de
Taverny (Val-d'Oise).

— Le conseil d'administration de
l'école normale d'instituteurs du Val-de-
Marne,
Les personnels et élèves-instituteurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques GILBERT-COLLET,
agréé de géographie,
directeur-fondateur
de l'école normale du Val-de-Marne,
commandeur
de l'ordre des Palmes académiques.

Un hommage solennel lui sera rendu
vendredi 27 janvier, à 13 heures, à
l'école normale du Val-de-Marne, route
de Brévannes, Bonneuil-sur-Marne.

Les témoignages pourront être portés
à partir de 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Fleurs acceptées, dons à la recherche
contre le cancer.

Chèques à l'ordre du foyer socio-
éducatif ENI 94.

— M^{me} Paul Giroud,
son épouse,
M. Jean-Paul Giroud,
son fils,
Et Paul Johan,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Paul GIROUD,
membre de l'Académie nationale
de médecine,
chef de service honoraire
de l'Institut Pasteur,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaillé d'or des épidémies.

survenue le 21 janvier 1989, dans sa
quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi
26 janvier à 8 h 30, en l'église Saint-
Jean-Baptiste-de-la-Salle, rue du
Docteur-Roux, 75015 Paris.

Une absoute aura lieu à 16 heures, ce
même jour, en la cathédrale de Moulins.
L'inhumation se fera au cimetière de
Moulins, dans le caveau familial.

[Né le 6 juin 1908, à Hainay (Allier), le do-
cteur Paul Giroud fut l'assistant du professeur
Charles Nicolle. Chef du service des réac-
tions à l'Institut Pasteur, de 1940 à 1968, on
lui doit en particulier la mise au point du vac-
cin contre le typhus.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

Max GRIGNON,
professeur honoraire
au lycée de Saint-Cloud,
ancien résistant,

survenu le 22 janvier 1989, dans sa
quatre-vingt-septième année.

De la part de M^{me} Max Grignon,
son épouse,
Madeleine et Jean Cerf,
ses enfants,
Hélène et Eric Danon,
ses petits-enfants,
Et ses arrière-petits-enfants.

Les obsèques auront lieu dans la plus
stricte intimité.

— M^{me} Etienne Harispe,
ses enfants et petits-enfants,
font part du décès de

Etienne HARISPE,

à Paris, le 23 janvier 1989.

Une messe sera célébrée le samedi
28 janvier, à Saint-Séverin, sa paroisse,
à 11 heures.

Le souvenir de son fils
Louis-Etienne sera associé.

— Alain,
son mari,
Alexandre et Jean-Baptiste,
ses enfants,
La famille Biffi,
La famille Kreiser,
Albert et Aude Dingli,
ont eu le douloureux chagrin de perdre

Elisabeth KREISLER,
née Biffi.

décédée le 21 janvier 1989, dans sa
quarante-deuxième année, au terme
d'une longue maladie supportée avec un
grand courage.

Service religieux le 25 janvier, à
15 h 30, en l'église Sainte-Thérèse de
Boulogne, suivi de l'inhumation au
cimetière ancien de Boulogne.

« Comment pourrais-je jamais vous
oublier, puisque je n'ai pas à me souve-
nir de vous ; vous êtes le présent qui
s'accumule. »

René Char (Le Poème pulvérisé).

147, rue de Sully,
92100 Boulogne.

— Jacky Coolan,
Berka Lazerges, Antoine, Alexandre,
Thomas et Sarah,
Les familles Laporte, de Baecque et
Polakoff,
Ses amis et proches.

ont la douleur de faire part du décès de

Catherine LAPORTE-COOLEN,
survenue à l'Hôpital américain de
Neully, le 24 janvier 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Levée de corps le jeudi 26 janvier,
à 14 h 45, Hôpital américain.

Obsèques en l'église de Ciboure, le
29 janvier, à 10 h 30.

79, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.
Résidence Gregorio,
place des Recolets, Ciboure,
64500 Saint-Jean-de-Luz.

— M. Jean Massis,
son épouse,
M^{me} Laurence Massis,
M. Philippe Massis,
M. et M^{me} Thierry Massis,
ses enfants,
Ses huit petits-enfants,
M^{me} Edouard Heibronner,
sa sœur,
Ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean MASSIS,
née Marie-Louise Oppenheim,

survenue le 21 janvier 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 27 janvier, à 10 h 30, en
l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis,
avenue Raymond-Poincaré, Paris-16,
suivie de l'inhumation au cimetière de
Varengueville-sur-Mer (Seine-
Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Jacqueline Millot,
son épouse,

Jean-Marie et Nicole Millot,
Etienne et Vanessa,

M^{me} Agnès et Patrice Froc,
Laetitia et Benjamin,

Madeleine Millot,
Lucien et Yvette Millot.

M^{me} André Salar
et sa famille,

font part du décès de

docteur Jean MILLOT,
ancien chef de clinique cardiologique
à la faculté de médecine de Paris,
directeur d'enseignement clinique
à l'université Paris-VII,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

survenu le 16 janvier 1989, dans sa
soixante-neuvième année, dans la paix
et l'espérance.

Le service religieux a eu lieu dans la
plus stricte intimité en l'église Sainte-
Marie des Batignolles, à Paris-17, suivi
de l'inhumation au cimetière parisien de
La Villette.

— Notre ami

Patrick NIPOTE,
nous a quittés.

Une messe sera célébrée le lundi
30 janvier, à 18 h 30, en l'église Saint-
Roch, 296, rue Saint-Honoré, 75001
Paris.

— M^{me} Paul Parpaïs,
née Lucie Cadet,
Jean et Caliste Parpaïs,
née Rostand,
Sylvain et Julie Parpaïs,
M. et M^{me} Jacques Parpaïs,
Les familles Parpaïs, Cadet, Michon,
Courange, André, Monnier, Rolland,
Bruneau, Chaulat et Lemoine,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès, le
20 janvier 1989, de

Paul PARPAÏS,

à l'âge de soixante-deux ans.

4, square Bugeaud,
92360 Meudon-la-Forêt.

— Le conseil d'administration
et la communauté scolaire du lycée
Pierre-de-Fermat de Toulouse,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Claude RIVALS,
ancien élève
de l'école normale supérieure
de Saint-Cloud,
professeur agrégé de sciences physiques
en classe préparatoire
aux grandes écoles scientifiques.

2, rue Béguin-David,
31400 Toulouse.

— M^{me} Marc de la Serre,
son épouse,
Stéphane, Cécile, Eric,
ses enfants,

Le général et la baronne du Passage,
ses beaux-parents,
M. et M^{me} Guy de la Serre
et leurs enfants,
M. et M^{me} René de la Serre,
M. et M^{me} Yves de la Serre
et leurs enfants,
M. et M^{me} Hubert de Sazilly
et leurs enfants,
ses frères, sœur, belles-sœurs, beau-
frère, ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc de la SERRE,
sous-directeur
au ministère de l'Industrie
et de l'aménagement du territoire,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 18 janvier 1989, dans sa cin-
quantième année.

Les obsèques ont eu lieu à Raquin-
ghem (Pas-de-Calais) dans l'intimité
familiale.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le lundi 13 février, à 18 heures, à
Paris, en l'église Saint-Germain-
des-Prés, 75006 Paris.

— Université Paris-I. — Le samedi
28 janvier, à 9 h 30, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Francis
Freundlich : « Le monde de Jean de Paris
au XVIII^e siècle ».

— Université Paris-I. — Le samedi
28 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard
(Sorbonne), M. Jean-Claude Waquet :
« Le système des finances toscanes sous
les derniers Médicis (vers 1670-1750) :
recherches sur la stabilité des
institutions dans les anciens Etats ita-
liens ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne). — Le lundi 6 février, à
9 h 30, salle 308, entrée 1, rue
V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, esca-
lier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Eléments pour une philoso-
phie de l'éducation : promouvoir la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-95-03

— M. Christian Marbach,
directeur général de l'Industrie,

M^{me} Mand Bailly-Turchi,
sous-directeur,
directeur de l'administration générale
au ministère de l'Industrie et de l'amé-
nagement du territoire,

Et leurs collaborateurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marc BARRIER de la SERRE,
ancien directeur
général de l'industrie,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa cinquantième année, le
18 janvier 1989.

[Né en 1938, M. Marc Barrier de la Serre,
ancien élève de l'école navale, est entré au
ministère chargé de l'Industrie en 1970.
Administrateur civil en 1974, il est nommé
en 1982 sous-directeur d'administration cen-
trale puis en 1984 à 1987 les fonctions de
directeur régional de l'Industrie et de la
recherche de Champagne-Ardenne. Nommé en
1987 secrétaire général de la direction générale
de l'Industrie, nouvellement constituée, il par-
ticipa activement à sa mise en place en tant que
proche collaborateur du directeur général.]

— Le bâtonnier Gérard Cahn et M^{me},
Leurs fils et petits-fils,
M. et M^{me} François Wormser
et leurs filles,
M. et M^{me} Alain Wormser
et leurs fils,
M. et M^{me} Jean-Marc Wormser
et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont la tristesse d'informer du décès de

M^{me} René WORMSER,
née Suzanne Ruff,

survenue le 23 janvier 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité de la famille.

23, rue de Turenne,
90000 Belfort.

Remerciements

— M^{me} Pawlowsky
et ses enfants,
M. et M^{me} Berger
et leurs enfants,
Et leurs familles,

remercient tous leurs amis d'avoir montré
leur affection à l'occasion du décès de

Charles PAWLOWSKY,

dont l'inhumation a eu lieu, vendredi
20 janvier 1989, au cimetière du Père-
Lachaise.

— M^{me} Louis Roché,
Ses enfants et petits-enfants,
très sensibles aux nombreuses marques
de sympathie reçues lors du décès de

M. Louis ROCHÉ,

prient de trouver ici l'expression de
leurs plus sincères remerciements.

Anniversaires

— Paris, Grasse.

La famille de

Georges FEINTUCH

rappelle son souvenir à l'occasion du
1^{er} anniversaire de sa mort.

— Il y a deux ans,

Michèle

nous quitte.

Notre chagrin est immense.

— Il y a deux ans,

Régine ROUSSEAU

nous quitte prématurément.

« Tu es toujours là. »

87220 Feytiat.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée à l'inten-
tion du président

Georges BIDAULT

le mercredi 1^{er} février prochain, en
l'église Saint-Louis des Invalides, à
18 h 30.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I. — Le samedi
28 janvier, à 9 h 30, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Francis
Freundlich : « Le monde de Jean de Paris
au XVIII^e siècle ».

— Université Paris-I. — Le samedi
28 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard
(Sorbonne), M. Jean-Claude Waquet :
« Le système des finances toscanes sous
les derniers Médicis (vers 1670-1750) :
recherches sur la stabilité des
institutions dans les anciens Etats ita-
liens ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne). — Le lundi 6 février, à
9 h 30, salle 308, entrée 1, rue
V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, esca-
lier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Eléments pour une philoso-
phie de l'éducation : promouvoir la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant
qu'individu ».

— Université Paris-I. — Le lundi
13 février, à 10 heures, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,
escalier L. (Sorbonne), M. Elie Cohen-
Gervais : « Les implications morales de la
croissance consciente de l'être en tant

Le Monde CAMPUS

UN ARTICLE DE M. LIONEL JOSPIN

Construisons ensemble l'école de demain

(Suite de la première page.)
L'enseignement secondaire s'est trouvé déséquilibré. C'est à son niveau que l'inflation des horaires et des programmes a été la plus forte. C'est à son niveau que la rigidité des parcours scolaires et l'orientation sans recours ont causé les dommages les plus importants.

L'enseignement technique, longtemps laissé à la lisière de l'enseignement « noble », a souffert du manque de moyens. Pourtant, c'est peut-être là depuis quelques années que le contenu novateur a été le plus grand.

L'enseignement supérieur est sans conteste celui qui a le moins supporté la croissance des effectifs. Le fait que mal 1968 ait commencé en son sein, et qu'il ait connu, avec les lycées, les événements de décembre 1986, n'est sans doute pas un hasard. Il n'a pas reçu les moyens d'accueillir dans de bonnes conditions la masse des étudiants en allant cultiver la généralité et la professionnalisation.

Je ne voudrais pas laisser croire que j'attribue la responsabilité de ces retards aux enseignants ni à mes prédécesseurs. Beaucoup se sont engagés dans des réformes, beaucoup ont pris des mesures sans lesquelles le système se serait effondré. Tous ont presque manqué de temps et de moyens. François Mitterrand a compris la nécessité de changer de cap et a fait de l'éducation nationale la priorité du nouveau septennat. Il m'incombe d'en proposer la politique. Il sera indispensable de nous en donner les moyens et pendant plusieurs années. Ne manquez pas ce rendez-vous historique.

C'est par l'amélioration de la qualité que l'on répondra aux besoins exprimés en quantité. En retour, l'augmentation de la quantité contribuera à améliorer la qualité. L'étude faite récemment par deux sociologues de l'éducation (sous le titre *Le niveau monte*) vient de le montrer.

La Suède a une belle équipe de tennis parce qu'elle a de nombreux pratiquants de ce sport. Les Etats-Unis ont beaucoup de Prix Nobel, parce qu'ils sont aussi les premiers en nombre d'étudiants par habitant.

Pourtant, pour amplifier l'effet du couple qualité-quantité, il faut y ajouter un troisième élément : la diversité.

Les hommes sont divers, leurs talents, leurs qualités, leurs profils sont multiples. Décider qu'il existe un cursus majeur, une matière noble, un profil idéal, c'est se priver de tous ceux qui n'entrent pas dans le moule. Contrairement à une idée trop répandue, la diversification des modes de contrôle des niveaux, des universités, des cursus n'est pas contraire à l'égalité républicaine. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut veiller à ne pas la rigidifier. Si, sous couvert d'orientation, l'école effectue une sélection prématurée, sans recours, elle sélectionne les enfants dont le milieu ou les aptitudes permettent de déterminer précocement. Einstein ou Pasteur n'étaient pas de ceux-là.

Apprendre

la fraternité

La gestion du temps est l'une de nos préoccupations dominantes. L'adaptation de notre système d'enseignement au monde moderne ne saurait résulter d'une révolution brutale, les moyens nécessaires doivent être étalés dans le temps. Pourtant, si nous n'avancions pas assez vite, la situation conduira à un désenchantement.

Il faut donc agir sans délai en sachant que toute action entreprise aujourd'hui ne pourra donner des résultats profonds que dans trois ou dix ans.

Aller vite sur tout ce qui détermine l'avenir : infrastructures,

formation des maîtres, réflexions sur les contenus, revalorisation de la fonction enseignante. Aller lentement sur les changements qui peuvent heurter enfants, parents ou enseignants sans méconnaître l'évolution des mentalités, etc.

Un autre de mes soucis est l'Europe. C'est au niveau de l'école que se forgeront la capacité de la France et sa conscience de l'identité européenne. Cela demande que nous amplifions pour nos enfants, notre jeunesse, nos enseignants, les échanges, les contacts, les stages. La présidence française nous fournira l'occasion de faire des propositions. L'école doit avoir pour but de former les femmes et les hommes de demain, de leur permettre de gagner leur vie, de trouver et d'assumer un métier, et plus encore d'assumer leur vie.

Un processus

continu

Les experts prévoient que dans le futur chacun devra se reconverter ou tout au moins s'adapter à des conditions nouvelles de travail. L'équilibre sera à trouver entre une nécessaire préparation à la professionnalisation et une culture générale permettant cette souplesse d'adaptation que requiert désormais notre société. Mais l'évolution du monde moderne, c'est aussi l'augmentation du temps libre, journalier, hebdomadaire, annuel, et celui de la retraite. Pour beaucoup d'hommes et de femmes dont la perspective passée était d'abord de survivre, le problème de demain va être de vivre. La formation qu'ils auront reçue à l'école, le goût de la lecture, de la culture, du sport, de l'esprit de groupe seront autant d'éléments qui leur permettront de bénéficier pleinement de ce temps libre. La lutte contre la drogue, la délinquance ou la dépression passe aussi par l'éducation. La fraternité s'apprend d'abord à l'école dans la diversité des enfants, de leurs origines, de leurs cultures, de leurs religions.

L'école doit à la fois apprendre le goût du travail et la joie de vivre. Elle doit former des hommes et des femmes mais aussi des citoyens. Apprendre l'épanouissement individuel et la vie en groupe et dans la société.

Naturellement chacune de ces questions se pose différemment aux divers niveaux de nos enseignements. A l'école élémentaire la formation de base prime. Lire, écrire, compter restent des exercices imposés sur lesquels se greffent et se développent de multiples illustrations. A l'école élémentaire, il faut que les enseignements soient harmonisés, coordonnés, tout en laissant se développer le talent et l'imagination des maîtres. Même si elle est décentralisée dans sa gestion, l'école doit rester unique dans la formation qu'elle donne.

Au collège et au lycée, le double souci de donner des formations de base communes, d'apprendre à apprendre et d'apprendre à choisir, doit amener à concevoir, autour d'un tronc commun, des parcours flexibles à options multiples, sans orientation précoce.

A l'université, où se crée et se diffuse le savoir, où se préparent les cadres de demain, professionnalisation, adaptation, évolution rapide des contenus des enseignements doivent être la règle. La diversité des méthodes, des styles, des parcours permettra seule d'accueillir les talents divers dans des filières multiples et variées.

L'éducation est un processus continu. Il faut lier soigneusement les divers ordres d'enseignement et les contenus pédagogiques auxquels ils correspondent.

Garder la division : école, collège, lycée, université, est une bonne manière de marquer les étapes de l'éducation. Ces divers



cycles correspondent à l'évolution des enseignements. Pour autant, l'ensemble de la profession a droit à un égal respect et à une égale considération. J'y veillerai.

Certes il est nécessaire d'introduire dans le système éducatif la notion d'évaluation, la notion d'excellence dans le travail, de promotion récompensant la qualité : évaluation des hommes, de leurs performances, de leurs résultats, évaluation des établissements, des filières, des modalités d'enseignement, des responsabilités... Mais rien ne se fera dans l'éducation sans la participation et plus encore l'adhésion de tous les personnels de l'éducation nationale et tout d'abord des enseignants. La prise en compte de leurs problèmes, de leurs espoirs, de leurs critiques, de leurs revendications, de leurs suggestions doit être au cœur de notre démarche. Oui, ils doivent être revalorisés, d'abord financièrement mais aussi par leur place et leur statut dans notre société. Le dialogue social qui s'engage avec les syndicats doit être le plus ouvert et le plus constructif possible.

Une large

participation

Le processus de revalorisation financière obéit à des règles clairement définies, le gouvernement et, d'abord, le premier ministre fixent les enveloppes, il m'appartient après concertation de proposer la manière de les répartir. Tous les systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients et je n'ai pas d'idées fixes a priori.

Le processus d'élaboration de la loi d'orientation devra associer les enseignants mais au-delà l'ensemble du pays : il aura pour but de définir des objectifs clairs autour desquels le plus grand nombre de Français pourront se retrouver. J'appelle à une large participation. C'est dans cet esprit que j'aborde la phase de négociations et de discussions que j'ouvre avec tous les partenaires du système éducatif, afin de construire ensemble l'école de demain.

A la démarche législative, je veux ajouter une approche pragmatique, progressive et continue.

En ouvrant des chantiers successivement, nous allons nous efforcer de modifier progressivement le paysage, sans heurts et sans recherche du spectaculaire.

Cette politique de chantiers multiples impliquera une intense concertation. Nous devons chercher à mobiliser les très nombreux talents qui existent dans l'enseignement et à l'extérieur. Au lieu d'inhiber les imaginations dans des convictions figées, nous allons chercher à faire travailler sur des sujets concrets où les compétences s'expriment le mieux. J'en donne ici une liste non exhaustive

mais faite pour illustrer une méthode.

Les enseignements supérieurs

Meurtris par des années difficiles, ponctuées souvent par des affrontements stériles et un manque constant de moyens, ils ont besoin d'une action en profondeur. Nous nous sommes engagés dans une entreprise de rénovation autour de quelques axes essentiels.

— La dynamisation de la recherche universitaire et des études doctorales : avec le ministre de la recherche, nous nous sommes fixés l'objectif de doubler le nombre de nos thèses. Pour cela nous avons mis en place un système d'allocations revalorisées, dont le nombre, la durée vont être accrus.

— La politique contractuelle avec les universités : sa mise en place, allée à une simplification des règles de gestion, fera entrer en pratique une réelle autonomie des établissements d'enseignement supérieur dans des conditions compatibles avec leur mission de service public, tout en garantissant la diversité. Les schémas académiques concertés, des formations post-baccalauréat permettront d'améliorer l'accueil des étudiants et leur réussite dans les premiers cycles universitaires.

Un plan de construction et de rénovation des campus : il devrait permettre, avec le concours de tous, de redonner à nos universités une allure architecturale et urbanistique digne d'elles.

Enfin et c'est capital, une revalorisation importante de la condition étudiante va être entreprise. Elle concernera les bourses, les logements, les bibliothèques...

La formation des enseignants

C'est là, une priorité essentielle. Nous proposons de créer des instituts universitaires de formation des maîtres dans lesquels se formeront, par académie, instituteurs, professeurs de collège et de lycée. Dans ces instituts de niveau universitaire enseigneront des maîtres relevant de tous les ordres d'enseignement : ils développeront ensemble des équipes de recherche pédagogique décentralisées.

Pour le supérieur, avec la création progressive du monitorat et des centres d'initiation à l'enseignement supérieur, nous mettrons en place aussi un système de formation.

Mais la formation initiale ne saurait suffire dans un monde où les savoirs changent si vite. La place de la formation continue départementale et académique sera décisive.

Les contenus et les modalités des enseignements

Ils sont le cœur même de l'école. Je désire mettre fin à l'empilement des connaissances,

engager ou plutôt amplifier un dialogue avec les enseignants, les parents d'élèves, les collectivités locales, les associations, les centres culturels, pour bâtir un système qui sera diversifié mais qui assurera l'accueil dans l'école mais aussi autour d'elle.

École et médias

J'ai dit que c'était là l'un des enjeux essentiels pour l'avenir. C'est là où nous avons besoin d'une réflexion profonde et d'une évolution des esprits. Une série de mesures importantes seront prises en liaison avec mes collègues, responsables de la culture et de la communication. Elles sont actuellement à l'étude.

Moderniser et déconcentrer la gestion

Tous ces efforts impliquent une évolution dans les structures mêmes de l'éducation nationale, dans ses pratiques de gestion et d'évaluation.

L'administration de l'éducation nationale est de qualité : pourtant sa structure trop centralisée et trop réglementée ne permet pas assez aux talents individuels de s'exprimer. Il faut assouplir, simplifier et déconcentrer.

Mais l'éducation nationale n'est pas une entreprise, c'est un service public. Pourrait-on admettre que sous prétexte d'autonomie (mais d'une autonomie sans frein) soit remise en cause l'égalité des chances ? Peut-on admettre qu'il n'existe pas de cohérence nationale dans le statut et la situation des enseignants ? Je m'y refuse.

L'éducation nationale est au service du pays et donc d'abord au service des élèves et des étudiants. C'est en pensant à leurs besoins, à leur avenir que nous devons entreprendre cet immense effort.

Cela implique qu'ils soient au centre de la rénovation engagée et que leur participation active soit recherchée comme celle des personnels de l'éducation. Au-delà, c'est l'ensemble du pays qui doit se mobiliser. Si elle veut être à la hauteur des enjeux, l'école de demain doit être une école ouverte, ouverte sur l'avenir comme sur le monde. Elle doit être l'école de tous. Mon objectif, c'est de rassembler la nation autour de son école.

LIONEL JOSPIN.

(Titre et intertitres sont de la rédaction.)

MS ESC LYON
MASTERS
SPECIALISES

CHOISISSEZ
UN AN D'EXCELLENCE :

■ MS EN MANAGEMENT
DES ENTREPRISES DE SERVICES.

■ MS EN MANAGEMENT
DE LA TECHNOLOGIE.

■ MS EN INGENIERIE
FINANCIERE.

Diplômés des grandes écoles de gestion,
d'ingénieurs ou de l'université,
renseignez-vous !

Information et dossier de candidature auprès de :
NATH. PERRE - MASTERS INTERNATIONAL
BP 174 - 69122 LYON LA DOUVE / FRANCE - Tél. 72 91 23 23

Groupe ESC Lyon
UN GRADUATE NETWORK OF BUSINESSES

هكذا من الامم

هكذا من الأصل

**VIENT DE PARAITRE
SPECIAL TERMINALES**
Comment choisir sa prépa
Toutes les Prépas (hec) de France
le N° 30F

LE MAGAZINE DES PREPAS

hec

SALON ADREP 89
STAND 225

ESPACE PREPAS, le magazine des classes préparatoires aux Grandes Ecoles de Commerce.

Un rédactionnel exceptionnel dans quatre numéros : les sujets corrigés des concours, des QCM inédits de langues, des articles de droit, d'économie, des exercices de maths, les rapports des correcteurs, des conseils pour les oraux, la vie et la scolarité dans les grandes écoles, les métiers, les stages, etc.

Des numéros spéciaux :

« CORRIGES DE MATHÉMATIQUES ».

Vous y trouverez les sujets et les corrigés des épreuves de mathématiques des grandes écoles.

Ce numéro est, pour les étudiants, un outil de travail sans égal !

« SPECIAL TERMINALES ».

Dans un cahier particulier, ESPACE PREPAS présente la liste exhaustive des prépas, les conseils pour choisir sa prépa, les Grandes Ecoles de Commerce, etc.

Pour vous procurer ces numéros, il vous suffit de nous renvoyer le coupon-réponse ci-dessous dûment rempli à :

espace
PREPAS

24, rue de Lisbonne, 75008 Paris
Tél. : 42.93.21.46

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Souhaite recevoir :

☐ Le spécial « CORRIGES DE MATHÉMATIQUES » n° 13 - 40F

☐ Le « SPECIAL TERMINALES » n° 15 - 30F

☐ L'abonnement ESPACE PREPAS 88/89 n° 13,14,15,16 - 85F

Pour toute commande, joindre le règlement par chèque à l'ordre de IDP - 24, rue de Lisbonne 75008 PARIS.

4 000 postes pour la rentrée

Le ministère vient de publier la répartition des 4 000 postes d'enseignants disponibles à la rentrée prochaine. Un double événement par l'importance du nombre et la date précoce de la publication.

Le ministère de l'éducation vient de publier au *Bulletin officiel* du 19 janvier, l'ensemble des postes disponibles pour l'année 1989 dans l'enseignement supérieur (universités, insti-

tuts universitaires de technologie, écoles d'ingénieurs, etc.).

Cette publication précoce répond à la volonté de rationaliser la gestion de ces postes et d'amé-

liorer le fonctionnement des universités ; les postes disponibles pourront ainsi être pourvus avant la rentrée universitaire. Les candidats devront déposer leur dossier avant le 20 février et les différentes instances de recrutement (commissions de spécialités, conseil national des universités) faire leur choix d'ici le mois de juin. Les arrêtés de nomination devraient être pris d'ici au 30 juin, afin que les universitaires soient en fonction à la rentrée.

La publication des postes mis au mouvement fait clairement apparaître l'effort réalisé dans le cadre du budget 1989. Aux mille cinquante postes créés cette année (contre quatre cents l'an dernier), s'ajoutent près de quatre cents transformations d'emplois de maîtres de conférences en professeurs. A ces quelque mille cinq cents créations, il convient d'ajouter deux mille six cents emplois d'enseignants chercheurs déjà publiés l'an dernier et toujours vacants au 1^{er} décembre 1988 : ces « vacances » résultent, pour un tiers environ, de départs à la retraite, pour un tiers de mutations intervenues en cours d'année et pour près d'un millier, de postes créés et non pourvus.

Au total, ce sont donc plus de quatre mille postes qui sont publiés, soit un « taux de renouvellement » des universitaires (hors médecine) de l'ordre de 10 %. Ce chiffre, souligne-t-on au ministère de l'éducation, donne la mesure de l'ampleur des problèmes de recrutement dans l'enseignement supérieur. Les mesures proposées la semaine dernière par Lionel Jospin pour reconstituer le « vivier » des jeunes chercheurs susceptibles d'enseigner dans le supérieur apparaissent d'autant plus vitales.

La répartition des postes traduit la volonté de rééquilibrer, par région et par université, le potentiel enseignant. Les régions les plus sous-encadrées sont les mieux servies et cet effort devrait être confirmé par les contrats quadriennaux que le ministère va négocier avec les universités. L'exemple le plus spectaculaire de ce souci de mieux doter les plus mal lotis est celui des universités du Nord-Pas-de-Calais qui avaient bruyamment manifesté leur mécontentement lors de la dernière rentrée : quatre-vingt-dix postes sont créés (contre trente-trois l'an dernier), dont trente-sept à Lille-I, vingt-trois à Lille-III et quatorze à Valenciennes. Même constat pour la Bretagne (quarante-neuf créations, contre quatorze l'an dernier) ou le Centre (trente-trois créations contre huit en 1988).

Enfin, un effort important est réalisé en faveur de régions universitaires dynamiques, mais dont le taux d'encadrement est très inférieur à la moyenne nationale, comme Rhône-Alpes où cent dix postes sont créés cette année (contre trente-sept l'an dernier).

GÉRARD COURTOIS.

Un taux de renouvellement de 10 %

Il s'agit là d'un constat assez inquiétant : l'absence de candidature est particulièrement forte dans les disciplines où la concurrence des entreprises privées est la plus sensible (sciences économiques, gestion, informatique, électronique, mécanique, mais également droit).

LA RÉPARTITION RÉGIONALE

	Transf. maîtres de conf. en professeurs	Postes créés en 1989	Postes vacants en 1989	Total 1989	Rappel postes créés en 1988
Alsace	17	42	106	165	18
Antilles-Guyane	4	12	22	38	11
Aquitaine	19	38	114	171	23
Auvergne	9	13	53	75	3
Bourgogne	7	15	52	74	5
Bretagne	16	49	121	186	14
Centre	10	33	72	115	8
Champ-Ardenne	5	12	56	73	5
Corse	3	5	6	16	2
France-Centre	7	20	46	73	15
Île-de-France	81	162	583	826	79
Langues-Ros.	17	28	77	114	2
La Réunion	3	9	7	19	2
Limousin	4	9	32	45	3
Lorraine	17	45	109	171	13
Midi-Pyrénées	20	49	141	210	13
Nord-Pas-de-Cal.	29	99	184	312	33
Basse-Normandie	7	21	53	81	13
Haute-Normandie	9	28	64	101	15
Pays de la Loire	17	51	102	170	21
Picardie	6	14	57	77	4
Poitou-Charentes	8	13	76	97	15
Provence	30	49	134	213	28
Rhône-Alpes	51	110	291	452	37
Union du Pacifique	2	28	1	31	8
Total	396	938	2601	3935	400

Les étudiants de la mer du Nord

Peu à peu, un enseignement supérieur s'installe à Dunkerque. Et l'idée d'une « université du littoral » fait son chemin.

UNE université à Dunkerque comme l'une des réponses à la crise de la région : c'était l'idée défendue au début des années 80 par une poignée de précurseurs. A l'époque, des pans entiers de l'économie menaçaient ruine (navale, sidérurgie). Depuis, certains se sont effondrés. Une idée qui, à l'époque, n'était pas prise au sérieux. Mais c'était faire peu de cas de la détermination de l'ensemble des responsables locaux, élus, décideurs économiques, enseignants... Surmontant leurs divergences politiques, la communauté urbaine et la ville s'allient avec la chambre de commerce pour fonder le Comité dunkerquois pour la recherche, le commerce et l'industrie (CDRCI), chargé de préparer l'implantation d'un enseignement supérieur dans le port de la mer du Nord.

Lors d'un colloque tenu en 1984, tous les partenaires régionaux s'étaient déclarés prêts à consentir un effort financier pour obtenir gain de cause. Un langage qui a su persuader leurs interlocuteurs, notamment les universitaires lillois et l'Etat.

Là où n'existait qu'un département de l'UIT du littoral, trois DEUG se sont ouverts à la rentrée 1987 (1). Cette antenne universitaire a été installée dans les locaux d'un ancien collège rénové par la communauté urbaine avec la participation de la ville et de la chambre de commerce. D'autres établissements se sont créés : Institut supérieur du commerce international de Dunkerque (ISCID), l'Institut supérieur des sciences et technologies avancées (ISSTA), un deuxième cycle de marketing, culture, communication (MCC).

En octobre dernier, un DUT génie thermique est venu compléter cette panoplie. D'une certaine manière, il y a quelques années, le nombre d'étudiants est passé à plus de mille cent. Avec les classes préparatoires, les BTS, l'école régionale des beaux-arts, l'école normale des Gravelines et différents autres établissements supérieurs, plus de deux mille jeunes suivent actuellement une formation post-

baccalauréat à Dunkerque, sans compter la formation continue. On ne parle plus aujourd'hui d'une université à Dunkerque. Mieux vaut, estiment les responsables, constituer une antenne universitaire performante, bien intégrée au sein des universités de la métropole lilloise et explorer les créneaux retenus (commerce international, énergie, tourisme), plutôt que de créer un établissement de troisième zone. D'autant que la concurrence s'annonce rude et que d'autres schémas sont envisageables, comme une université du littoral, répartis entre Boulogne, Calais et Dunkerque, qui tiendraient compte des spécificités de chacun.

Dans le quartier de la Citadelle

Les responsables locaux cherchent à élargir le choix des filières, à développer des deuxièmes et troisièmes cycles. La population étant jeune, le nombre d'étudiants va continuer de croître. Il faudra fournir aux industries et aux entreprises actuelles ou à venir les techniciens, et les cadres nécessaires, et s'attaquer au problème de la recherche.

Une nouvelle étape sera franchie avec la mise en service du pôle universitaire à la rentrée 1990 dont la première pierre a été posée le 14 janvier. Il rassemblera, dans le quartier historique de la Citadelle, les enseignements universitaires actuellement dispersés. D'un coût de 83 millions de francs, il sera financé par l'Etat, la région, le département, l'Europe, la communauté urbaine, la ville et la chambre de commerce. Pierre après pierre, Dunkerque construit ce qui lui permettra de sortir de la crise.

GUY LE VIFVE.

(1) Actuellement, l'antenne de Dunkerque comprend deux départements de l'UIT du littoral, qui relèvent de l'université de Lille-I (sciences et technique), dont dépend aussi un DEUG. Les deux autres DEUG sont du ressort de Lille-III (lettres et sciences humaines).

Classement des MBA européens

A la suite d'une erreur matérielle, le tableau des business schools européennes, publié dans « Le Monde-Campus » du jeudi 19 janvier, et repris de l'Economist était inexact. Nous le republions rectifié.

	RÉPUTATION	COUT DES ÉTUDES	DYNAMISME
ASHRIDGE MANAGEMENT COLLEGE	XXX	XXX	XXX
ASTON MANAGEMENT CENTRE	XX	XX	XX
BATH SCHOOL OF MANAGEMENT	XX	XX	XX
BOCCONI-SDA (Milan)	XX	XX	X
UNIVERSITY OF BRADFORD	XXX	XX	XX
CARDIFF BUSINESS SCHOOL	X	X	X
CITY UNIVERS. BUSINESS SCHOOL	XX	XX	XXX
CRANFIELD SCHOOL OF MANAGEMENT	XXX	XX	XX
EAP (Paris)	X	XXX	X
ESADE (Barcelona)	XX	XXX	XX
GLASGOW BUSINESS SCHOOL	X	XX	X
HELSINKI SCHOOL OF ECONOMICS	XX	XXX	X
HENLEY MANAGEMENT COLLEGE	XXX	XX	XX
IESE (Barcelona)	XXX	XXX	XX
IMCB	XX	XXX	XX
IMEDE (Lausanne)	XXX	XXX	XX
IMI (Genève)	XXX	XXX	XXX
IMPERIAL COLLEGE	XX	XX	XX
INSEAD (Fontainebleau)	XXX	XXX	XXX
ISA (Paris)	XX	XXX	X
KATHOLIEKE UNIVERSITEIT LEUVEN	XX	XX	X
LONDON BUSINESS SCHOOL	XXX	XX	XX
MANCHESTER BUSINESS SCHOOL	XX	XX	XX
NETHERLANDS SCHOOL OF BUSINESS (Nijenrode)	X	XX	XX
NORWEGIAN SCHOOL OF ECONOMICS	X	X	X
ROTTERDAM SCHOOL OF MANAG.	X	X	XX
STRATHCLYDE BUSINESS SCHOOL	XXX	XX	XXX
TEMPLETON COLLEGE, OXFORD	X	XX	X
UNIVERSITY OF WARWICK	XXX	XX	XXX

Réputation : XXX Excellente ; XX Bonne ; X Passable (faible).

Coût des études : XXX Elevé ; XX Modéré ; X Bon marché.

Dynamisme : XXX Innovateur ; XX Bonne volonté ; X Conformiste.

EDITIONS STH

LES CAHIERS DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
6, avenue Léon-Henry 75016. Tél. : 45.27.10.15

Des ouvrages qui font autorité et qui tentent d'expliquer les grands problèmes de notre temps

• LA CONSTITUTION DE LA V^e RÉPUBLIQUE. LE MONG NGUYEN, 4^e édition. « Pour la première fois en France, la pensée et l'action du Chef de l'Etat, passé ou présent font l'objet d'une analyse en profondeur et de manière objective... »

« Un excellent ouvrage de référence et de réflexion sur la destinée exceptionnelle de la V^e République. »

L'auteur : Maître de conférences de droit public à l'Université de Paris VII, docteur en droit public.

• L'ADMINISTRATION FRANÇAISE FACE AUX DÉPÊCHES DE LA DÉCENTRALISATION. JEAN-PAUL COSTA YVES JÉGOUZO.

« L'administration de notre vieux pays unitaire et jacobin peut-elle, va-t-elle, relever les défis de la décentralisation ? A l'approche des échéances de la fin du siècle, l'enjeu est de taille et nous concerne tous. L'auteur : L. P. COSTA, Conseiller d'Etat, Secrétaire général de l'I.F.S.A. L'auteur : Y. JÉGOUZO, ancien Doyen de la faculté de droit d'Angers, professeur à l'Université de Paris I.

Le blu

Eco al

Des élites
l'étudiant et

Plus
SCIENCE
Enseignement
HEC - ESC
Enseignement
Stages intern
D E
L'auteur : L. P. COSTA, Conseiller d'Etat, Secrétaire général de l'I.F.S.A. L'auteur : Y. JÉGOUZO, ancien Doyen de la faculté de droit d'Angers, professeur à l'Université de Paris I.

Le blues des profs de « Rotrou »

Les professeurs du lycée Rotrou de Dreux n'ont pas apprécié un article paru dans le Monde. Son auteur est allé en discuter avec eux.

« **M**ONSIEUR, le ton de l'article que vous avez publié dans le Monde daté du 12 janvier (1) montre que vous n'avez jamais enseigné. Venez donc remplacer notre collègue de philosophie en congé de maladie, et prendre en charge ses sept classes, soit dix-huit heures par semaine avec 207 élèves et 207 copies à corriger chaque mois... Vous vous chargez aussi de la classe d'une autre collègue, souffrante, elle aussi... L'invitation parée par 35 des 125 professeurs était trop pressante. Nous sommes donc rendus au lycée Rotrou de Dreux (Eure-et-Loir).

Dans le brouhaha de la cantine, l'atmosphère est détendue. Avant d'entamer leur rosbeef-jardinière, nourriture très laïque de ce vendredi, les enseignants s'offrent un petit kir en l'honneur de l'anniversaire d'un collègue. « En province,

on sait vivre, commente un professeur d'allemand. Pour combien de temps encore ? Nous n'avons plus qu'une heure pour déjeuner. Le lycée doit tourner à plein. Avec ses 1.870 élèves, soit 200 de plus par an depuis 1985. « Rotrou » n'échappe pas à la ruée sur l'enseignement secondaire long. Le paisible établissement, inauguré en 1966 sur un minicampus pour remplacer un ancien collège, est devenu le point de mire de la plupart des parents bien au-delà de la ville de Dreux elle-même. Dans la salle des professeurs, meublée de l'inévitable distributeur de café et décorée de proclamations syndicales, le menu des discussions est moins appétissant.

Comme si le ministre venait, avec ses projets, de remuer l'immense marmite où bouillonnent les mille rancœurs et frustra-

tions du milieu enseignant. Curieux fument où l'on discerne, pêle-mêle, la grogne du professeur de base dont le salaire a augmenté, dit-il, deux fois moins vite que le prix des voitures, le découragement de l'agrégé de sciences naturelles qui en a « marre d'avoir à se battre sans arrêt pour tout », le désappointement du certifié (titulaire du CAPES) de maths parvenu au sommet de sa carrière à quarante-quatre ans, le blues du maître auxiliaire d'anglais à 6 000 F par mois et trois heures de transport (il vient de Paris), et la déprime de l'adjoint d'enseignement de maths à 7 500 F après quinze ans dans l'éducation nationale, qui, à ce rythme, ne se voit pas promu avant l'âge de la retraite. Sans parler des premières démissions du professeur stagiaire débutant, qui voudrait ne plus « être traité comme du bétail que l'on jette dans les classes les plus dures ».

chantage exercé sur la conscience professionnelle des profs ».

L'idée des salaires modulés est encore trop neuve pour avoir vraiment percé. Mais la volonté affichée par de nombreux enseignants d'« aller voir ce qui se passe dans le privé », si on leur en donne la possibilité comme le souhaite M. Jospin, montre à la fois leur attrait pour un autre mode de relations de travail et... leurs illusions sur « l'extérieur ». « Si je pouvais quitter le lycée pendant un an, je vivrais à Edimbourg ». Je travaillerais en entreprise pour voir ce qui attend mes élèves », envisage sa concubine de maths. « Je n'aurais plus de copies à corriger ni la tête pleine de mes élèves, rêve un troisième. Mais je reviendrais les voir, c'est sûr. Sinon, je serais en manque... »

PHILIPPE BERNARD.

Les mesures de M. Jospin, qui sont immédiatement positives pour tous — prime de 500 F dès janvier, possibilité de congés de reconversion, — ont à peine attiré l'attention de ces professionnels de la désillusion. Doute et méfiance. Sous la nouvelle prime, ils flairent le piège : « Va-t-on exiger en contrepartie notre présence à tous les conseils de classe ? interroge un professeur de maths. A raison de sept réunions par trimestre, c'est impossible. D'autant que certaines ont lieu à la même heure ! ». En dépit des efforts de M. Jospin pour expliquer qu'il ne proposait pas de « roc » et pour nier toute référence au « mérite », les enseignants ont l'impression d'un marché de dupes. L'attribution d'indemnités liées à des tâches particulières choque leur égalitarisme de principe : « Pourquoi des enseignants qui font le même travail gagneraient-ils différemment leur vie ? » demande un prof d'anglais non certifié. « La compétition entre nous n'existe pas, jure son collègue de maths. Nous voulons tous réussir ensemble ».

« Nous passons pour des Branquignols »

Presque unanimement, ils accueillent comme un coup de poignard l'annonce de rémunérations supplémentaires pour ceux qui acceptent de suivre individuellement les élèves et d'encadrer des activités périscolaires. « Cela accredit l'idée que nous n'assumons pas ces tâches. Une fois de plus, nous passons pour des paresseux, des Branquignols, lâche un adhérent du SNES. Nous n'avons pas attendu Jospin pour « travailler autrement ». Mais nous refusons de travailler plus pour gagner plus ».

Sur quels critères et par qui les primes et les promotions seront-elles attribuées ? se demande-t-on avec inquiétude. On évoque « l'arbitraire », les risques de ségrégation hommes-femmes et surtout le spectre de la notation par le chef d'établissement. « Nous avons été sélectionnés par un concours qui se veut objectif. Nous refusons les notations à la queue du client », renchérit une enseignante.

Pourtant, cette véhémence réprobatoire collective présente quelques fissures. Grosso modo, deux points de vue s'affrontent. Un professeur certifié de maths à 8 000 F par mois, père de famille, évoque ses « fins de mois difficiles » et exprime sa déception à l'égard de la revalorisation à la sauce Jospin. A l'inverse, son collègue agrégé — donc mieux payé et astreint à quinze heures devant les élèves, au lieu de dix-huit — et célibataire, préférerait sans hésiter « avoir vingt élèves dans (sa) classe plutôt que davantage d'argent ».

Déjà divisés en catégories très hiérarchisées — auxiliaires, certifiés, agrégés, — les professeurs, surtout devant un « étranger », préfèrent rester discrets sur leurs divergences. La même pudeur leur fait rejeter le « mérite » dans les discussions publiques. Mais qu'en est-il au fond d'eux-mêmes ? Tel enseignant se souvient qu'il était devenu un « missionnaire laïque » au temps du mouvement de « rénovation » pédagogique lancé par M. Savary. « Nous avons été découragés, faute d'être récompensés ». Et telle autre se déclare « fatiguée du bénévolat et du

UNIVERSITÉ

Eco et Wenders à la Sorbonne

SUR l'estrade du grand amphithéâtre de la Sorbonne, parmi l'arborescence des toges jaunes et roses, il y a quatre hommes en robe noire, l'épaule gauche enluminée de rouge, de bleu et de blanche hermine. Cette épitoge témoigne de leur appartenance toute fraîche à l'université parisienne. Selon un rite délicieusement empressé, habituel à ce genre de cérémonies, ils viennent d'être faits docteurs honoris causa par Robert Ellrod, président de l'université de la Sorbonne nouvelle-Paris III.

Il y a là trois professeurs et un maître. Les professeurs sont éminents. L'un, René Richterich, de l'université de Lausanne, est une sommité de la linguistique. Son ouvrage publié en 1973 fait tellement autorité qu'on ne le désigne plus que par « le Richterich 73 ». Histoire de le distinguer du « Richterich 77 » et des suivants. Un autre, Siegfried Lienhard, dirige le département d'indologie à l'université de Stockholm. Fin connaisseur de l'Inde et du Népal — leurs cultures, leurs langues, leurs religions, leurs poésies, — il s'agit pour lui d'un retour aux sources, puisque c'est dans les bibliothèques parisiennes qu'il a acquis les bases de son érudition exotique, il y a un quart de siècle.

Des allures

d'étudiant attardé

Faut-il présenter le troisième professeur ? Médiévisiste, philosophe et sémiologue, il aurait dû se contenter de la célébrité confidentielle des deux autres et ses travaux, d'apparence hétéroclite, ne s'étaient trouvés fondus et sublimés par l'alchimie d'un roman, un best-seller mondial vendu à plus de huit millions d'exemplaires et porté à l'écran. Auteur du Nom de la rose, Umberto Eco, de la prestigieuse université de Bologne, a reçu son parchemin sorbonnard avec émotion, humour et modestie.

Quant au quatrième larron de cette foire de l'excellence, il n'est pas professeur. A sa crinière rebelle, à son regard clair encadré de lourdes montures noires et à son demi-sourire un peu distant, on le devine peu habitué à la pompe universitaire. Wim Wenders, quarante-quatre ans, a des allures d'étudiant attardé. Quand il est arrivé à Paris, vers 1966, ce n'était pas pour fré-

quenter la Sorbonne. Le jeune Allemand venait de laisser tomber ses études de philosophie et de médecine ; il haïssait la cinématographie d'Henri Langlois.

Réalisateur et théoricien de cinéma, Wim Wenders est un maître. Palme d'or du Festival de Cannes et lion d'or de Venise valent bien des peaux d'âne aux yeux de la Sorbonne nouvelle qui a décelé dans ses films, au-delà de « la petite musique wender-sienne éternelle », une longue « méditation sur le cinéma ». Docteur en images animées, l'artiste allemand a été le plus applaudi par un public fervent d'étudiants (1). Sans avoir eu à prononcer un seul mot.

Les remerciements, Umberto Eco s'en est chargé au nom de tous les quatre, avec sa truculente érudite. Cet homme à barbe noire est l'un des rares à pouvoir truffer ses discours de citations latines sans laisser ni paraître ni fat. On sut que sa première visite au Quartier latin datait de l'époque où il faisait sa thèse sur saint Thomas d'Aquin. Sa curiosité l'avait poussé à venir sur les lieux où saint Thomas ferait avec Guillaume de Saint-Amour, un homme redoutable qui se battrait pour imposer à certains étudiants l'entrée de l'université. Eco s'interrogeait : en ce temps-là, m'aurait-elle accueilli, ainsi que Richterich, ou encore Lienhard qui étudie la langue des infidèles ? Et Wenders, dont l'art n'existait pas encore ?

La communauté universitaire pouvait ensuite s'abîmer dans l'écoute des Bagatelles pour quinzaines à venir, une série de courtes miniatures de Georgy Ligeti. De son ciel étoilé, Wim Wenders semblait suivre sous les lambris la course sigletole de la flûte, pourchassée et rattrapée par la clarinette, le hautbois, le cor et le basson. Ses confrères docteurs patientaient. Lorsque les instruments se turent, tous se retirèrent pour un cocktail. Seul Eco et Wenders, de corvée d'autographes.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Wim Wenders avait été plébiscité pour les Altes du désir par les étudiants français dans un sondage IPSOS-Le Monde-PUF sur les goûts culturels des étudiants en décembre 1987. Le précédent sondage, en mars 1987, avait consacré Umberto Eco pour le Nom de la rose en « Livre de poche » et à l'écran...

L'école de l'an 2000

EFFICACITÉ DES ADMINISTRATIONS ET DES SERVICES

Des améliorations importantes sont possibles. Des gains de productivité aussi, au bénéfice des usagers : élèves, lycéens, étudiants, adultes en formation continue et pour la valorisation de tous les personnels qui y travaillent.

REVALORISER LES ENSEIGNANTS

Pour la réussite des enfants, il faut trouver, former et garder des professionnels compétents, et motivés. Tout ça ne peut se faire pour 6000 F par mois.

QUALITÉ

Tout faire pour que les conditions de vie et d'études dans l'école, de tous les jeunes, soient plus aisées et plus efficaces.

Les ATOS (personnels administratifs, techniciens, ouvriers de service et de santé) sont prêts au débat et aux actes.

HIÉRARCHIE HÉRITÉE ET VIEILLES MANIES

Depuis Jules Ferry et la Libération, la société a changé, les élèves aussi, et les besoins encore plus. Va-t-on garder entre les enseignants de bonnes vieilles hiérarchies ? Va-t-on encore mesurer la considération et le salaire à la taille ou à l'âge des élèves ?

UNE LOI, POUR QUOI FAIRE ?

Un système élaboré au XIX^e siècle et modifié mille fois a donné les meilleurs résultats possibles. Il nous faut maintenant un cadre et des objectifs pour assurer la réussite de tous.

DES CLÉS POUR NÉGOCIER



Fédération de l'Éducation Nationale 48 rue La Bruyère 75440 Paris Cédex 09 Tél. (1) 42.85.71.01

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Plus qu'un Institut, une Institution

NOUVEAU PROGRAMME
SCIENCES-PO 2^e Année
• Enseignements complets de JANVIER à JUIN

HEC - ESCP 2^e Année
• Entretiens individuels
• Enseignements écrits et oraux de JANVIER à MAI
• Stages intensifs de 5 semaines en JUILLET/AOÛT

TAUX DE RÉUSSITES CONFIRMÉS
Admission : 6, avenue Léon-Rouxzy 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 +
Téléfax : 83, avenue d'Haïfa 75013 PARIS - Tél. : 45.85.59.35 +

هكذا من الاجل

Le débat sur l'urbanisme et l'avenir de la deuxième ville de France

Marseille, ou le poids du décor

A l'approche des élections municipales, Marseille, la deuxième ville de France, est à nouveau au centre de l'actualité. Les trois principaux candidats ont fait de l'urbanisme l'élément dominant de leur programme.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

« La beauté sera conquise ou ne sera pas », proclamait les surréalistes, qui associaient volontiers beauté et modernité. A ce titre, Marseille est la plus belle ville de France. Et la plus moderne. Vue de l'extérieur, c'est le lieu géométrique de toutes les « convulsions » que peut offrir un monde noir : rackets et règlements de compte (bar du boulevard de l'Arrière, rue d'Auriol, assassinat du juif Michel), « affaires » en tous genres (Lucet, fausses factures), trafics divers (drogue, grâces médicales). Son image politique n'est pas meilleure : après la « Lettre d'amour » adressée à L.é. Pen par les électeurs de la ville, les successeurs de Gaston Defferre s'épuisent en querelles fratricides sous l'œil goguenard d'une droite qui sait que le peuple complice avec le front national, aidé qu'un capitaine d'industrie avisé médite une OPA sur l'hôtel de ville.

Un désordre municipal, largement tributaire de l'urbanisation chaotique de la cité, avec son centre en voie de décomposition, sa périphérie bâtonnée, coupée de voies rapides infranchissables et trouée de friches industrielles. Le moral de ses habitants est à l'image de la ville : au plus bas. Les habitants de la commune perdent en dix ans plus de cent cinquante mille, cadres et classes moyennes, désormais installés sur les communes avoisinantes. Le cycle de la paupérisation et de la discrimination est engagé, annoncent les pessimistes qui constatent le divorce grandissant entre les « bourgeois de la ville » et les « habitants de la faille », et ceux du sud, « qui redoutent le déferlement des hordes d'immigrés ».

Le ghetto de la porte d'Aix

La Canebière, la principale artère de Marseille, fait figure de frontière entre ces deux moitiés de la ville, no man's land déserté dès 21 heures. Philippe Sanmarco, député socialiste du 3^e secteur, explique cette situation :

« Lorsqu'on a décidé de prolonger l'autoroute du nord vers la Canebière, sous l'impulsion des élus centristes à l'époque chargés de l'urbanisme, Théobald Lombard et Jean-Claude Gaudin, la ville racheta tout le quartier autour de la porte d'Aix. Faute de moyens, le projet ne fut pas réalisé. L'autoroute s'arrêta à la porte d'Aix. Aussi on a rebâti ce qui venait d'être acheté. Et à quel ? Aux gens qui acceptaient de s'installer dans ces logements insalubres mais bien placés, entre le port et la gare Saint-Charles; c'est-à-dire aux immigrés nord-africains. Quant aux commerces, désertés, ils furent repris par ceux qui voulaient bien commercer avec ces nouveaux habitants. Des immigrés encore. Tout ce quartier s'est donc transformé en ghetto avec des logements vétustes, non entretenus, dont la dégradation rapide les condamnerait à une démolition si l'on savait où reloger cette population dont personne ne veut. »

C'est ainsi que l'Alcazar, le *Legendaire music-hall*, est devenu un entrepôt de marchandises. Dans la journée, les petites rues grouillent de clients venus souvent de l'autre rive de la Méditerranée pour acheter là vêtements, appareils électroménagers, pièces détachées ou denrées alimentaires. Certains commerçants comme Nasser Sabeur ont fait ici le début de leur fortune. Ils ont tiré de l'ensemble du quartier se monterait à 5 milliards de francs alors que depuis trois ans le gouvernement algérien a pourtant strictement limité les entrées de marchandises sur son territoire. Mais l'afflux de ces chalandes maghrébines a développé une véritable psychose dans les arrondissements limitrophes. Aussi, dans la transcription du cens, on a vu l'ancien fief de la famille Defferrière, le 2^e, le chef du 1^{er} arrondissement, au premier tour de l'élection présidentielle, est en tête devant tous

les candidats, avec 28.34 % des suffrages.

A la périphérie nord et est, ce n'est pas le pourrissement qui menace, mais l'implosion. Les grands ensembles construits dans les années 60 et 70 concentrent des populations de l'importance d'une ville moyenne. L'effacement qui se cloacheurise chaque jour un peu plus. A la Savine, au Borel, les tours et les barres mises en service en 1974 donnent de très nets signes de fatigue dès le début de l'été. Des logements défectueux, des pannes d'eau, des falaises, 300 ne seront jamais occupés. La plupart des équipements amoncelés resteront fermés ni bar ni cinéma, mais les rayons dégaris de l'inévitable supermarché à côté de l'école obligatoire. Depuis de longs temps, les « bons » locataires ont quitté la cité et se sont placés par des populations socialement fragiles et peu solvables.

La bastide de Pagnol

Même situation à Saint-Antoine où les trois cités, la Castellane, la Bricarde et le Plan d'Aou, prévues pour 14 000 personnes, n'ont pas 10 000 locataires. La plus mal lotie des trois est la dernière, qui surplombe les deux autres, avec une vue imprenable sur la mer et la chaîne de l'Estaque. Il vaut mieux d'ailleurs se concentrer sur l'horizon. L'environnement proche est carrément sordide : portes et fenêtres murées, façades lézardées, graffitis omniprésents. Le centre commercial n'est plus qu'un souvenir. Du côté du rivage, une ancienne carrière de gypse jonchée d'ordures développe ses formes vagues sur une centaine d'hectares. Presque toutes les rues qui font communiquer la cité avec les pavillons plus anciens qui l'entourent sont coquées de murs élevés par les habitants des quartiers adjacents. Plus loin, à la cité des Flamands, naguère célèbre pour une « bavure » policière relatée par les médias (un jeune Arabe battu par un CRS), on a implanté au douzième étage d'un immeuble une école d'infirmières pour égarer l'endroit.

Vers Saint-Barthélemy, les tours du Blanc de Fourvière peuvent communiquer entre elles : une voie rapide les sépare. Au Merlan, la route passe carrément au-dessus des toits. « Au petit séminaire, du côté de Saint-Joseph, raconte l'architecte Paul Chemetov, une HLM est transformée en forge de Vulcain. La cité est habitée par des gigans ferrailleurs qui brûlent devant leurs fenêtres des carcasses de voitures. Et il est pour le moment impossible de reloger ailleurs ces professionnels d'un type bien particulier qui polluent tout un ensemble. »

« Ici on là, on voit encore les vestiges des anciennes bastides, ces « campagnes » qui cernaient Marseille : beaux arbres, lambeaux de murs d'enceinte, entrées majestueuses. Mais le massacre continue : du côté de la Busine, vers Aubagne, on va lotir là bastide de Marcel Pagnol. Pourtant, vers la fin de sa vie, Gaston Defferre avait réagi publiquement devant le désastre : « J'ai fait construire des grands ensembles parce qu'il n'était pas possible de faire autrement. Mais maintenant les gens y vivent, ils me demandent si je n'ai pas fait un geste symbolique et spectaculaire : en démolir un pour qu'il soit clair que nous ne voulons plus de cette politique. »

Defferre était fier des grands équipements dont il avait doté sa ville : le musée, la station d'urbanisme, le théâtre, après s'être imposé la place du Prado, incontestablement la réussite populaire. Mais, là encore, on est surpris par le peu de soins apportés aux finitions d'un projet si ambitieux. Pas un seul arbre n'a été planté. On est obligé d'apprendre que le bail de l'hippodrome tout proche vient d'être renouvelé pour dix ans, alors que ce vaste périmètre où grouillent des bâtiments jaunâtres jouxte le Prado comme le parc Borély et qu'il y avait donc la possibilité de réaliser une superbe zone verte en contact avec le rivage. Les nouveaux quartiers

résidentiels ne sont pas non plus des réussites. A Bonneveine, chef de Jean-Claude Gaudin, les petits cubes de béton et de verre fumé s'alignent le long d'avenues sans âme.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Pour bien le comprendre, il faut remonter à l'histoire récente de Marseille, note le premier adjoint chargé de l'urbanisme, Jean-Victor Cordonnier, si l'on ne mesure pas la poussée démographique qui, entre 1950 et 1960, a permis d'augmenter la population de la ville de moitié. « Il faut même remonter un peu plus loin. Au lendemain de la guerre, Marseille doit rapidement penser ses plaies. Le centre-ville est quasiment déserté, les terrains sont à l'abandon. Il est urgent de reloger ses habitants. Fernand Pouillon se charge des immeubles qui encadrent la mairie. Un Grand Prix de Rome, Labourdette, construit les trois « radiateurs » géants qui dominent la ville. Mais c'est à l'époque des années 50, c'est l'époque où le port tourne à plein rendement,

béton qui sert d'écrin aux vestiges
du vieux port grec.

A défaut de grandes entreprises, le maire lance sa « grande politique de petits projets ». La situation politique de Marseille facilite ce saupoudrage inefficace.

« On dit volontiers que Marseille est un agrégat de villages distincts, note Jean Viard, un universitaire qui enseigne à Aix. C'est surtout un quadrillage où chacun défend son pré carré. Les élus ont une vision parcellaire de la ville, qui n'est unifiée que par un discours affectif. On s'est donc épuisé à arroser la périphérie, sans résultat. Parce que qu'il n'y avait aucun projet global. »

De plus, si l'administration de la ville est nombreuse (12 000 personnes), elle est divisée. Une opposition sourde règne en permanence entre la villa Valmer, où travaillent les techniciens de la municipalité, et l'hôtel de ville, où siègent les politiques.

« La logique clientéliste s'oppose en permanence à la rationalité

cadre de collines qui basculent dans la mer, un paysage si fort, si véhément, qu'il supporte presque la brutalité du chaos urbain. Ce port a surtout une position géographique exceptionnelle, au débouché d'une vallée qui s'enfonce au cœur du pays. Cette situation, à l'approche de l'ouverture du grand marché européen, peut contribuer à lui redonner un second souffle. Encore faut-il que la future équipe municipale sache régler les problèmes aigus qui se posent à la ville.

Le Petit Larousse
Illustré

Les dossiers prioritaires sont les mêmes pour tous les candidats : reconquête du centre, amélioration de l'habitat de la zone nord, restructuration du port, règlement des problèmes de circulation. Les approches et les réponses diffèrent sensiblement.

Le projet de Jean-Claude Gaudin est le plus ambitieux. Il porte

porte de l'Orient. - Les immigrants ? - Refuser le ghetto. Jouer la carte de l'intégration - elle se fera plus vite qu'on ne le pense, par les femmes notamment, - éliminer ceux qui la refusent obstinément. -

Jean-François Maïté voit grand. Il peut-être. Ce n'est pas le Petit Larousse illustré qui ironise un des adversaires. Ce qui est important, ce n'est pas de dresser le catalogue de tout ce qu'on peut faire mais de décider ce qu'on doit faire d'abord. Pour Robert Vigouroux, qui occupe le fauteuil de Gaston Defferre à la mairie, les choix sont déjà engagés. La reconquête du centre est en marche. La rénovation de la place d'Estimote, l'avenue, n'agrandit déguise par un parking à cinq étages, est le quasiment élargi, comme le sont le réaménagement du cours Julien, où l'on peut regretter le choix du mobilier urbain — celui de la rue Saint-Ferréol, devenue piétonne, ou celui des allées de Meillan. Sa principale préoccupation est actuellement la reconstruction du quartier de la porte d'Aix. Adrien Fainsilber, l'architecte de la Cité des sciences de Paris, est chargé de coordonner les travaux de l'ensemble du triangle Sainte-Barbe. La nouvelle faculté des sciences économiques s'est installée dans l'ancien hôpital des incurables, méconnaissable. Püget a fait un choix, sobre élargi, pour la passerie d'équipements divers. Une partie des vieilles maisons de la rue d'Aix sont rénovées. Sur la place Jules-Guésde, en face de l'hôtel de région de Jean-Michel Batazzi, qui doit être complété par Claude Parent, Mario Botta doit construire un bâtiment où seront installés un hôtel, des salles de réunion, des commerces et des bureaux.

Une architecture violente qui effraie certains édiles. Ces derniers préfèrent sans doute les médiocres projets choisis pour les îlots qui bordent la rue Colberg.

« Notre programme est lancé », soutient Robert Vigouroux. Nous n'avons pas besoin d'affiches voyantes. Crus qui fréquemment la rue Colberg, nous avons vu la Crée le souvent bien. Mais il faut accélérer ce mouvement et le chiffrer : 300 millions de francs ont été débouqués pour la rénovation de l'habitat de la zone nord. Nous avons besoin de 700 millions de francs pour achever la rocade qui contournera la ville et de 200 millions de francs pour la rocade de la zone sud, du Prado et le tunnel du Carénage pour une voie souterraine ».

La qualité architecturale

Michel Pezet, comme ses concurrents, évoque la restructuration du centre, la réhabilitation du nord et le réaménagement du port. Mais il insiste sur le sens et la cohérence de ces diverses actions : « Il ne suffit pas d'écrire sur les murs « Marseille, capitale du Sud », Montpellier, Nîmes ou Nice peuvent demain nous ravir cette place. Il ne s'agit pas d'additionner les réalisations ponctuelles, si indispensables soient-elles, pour tirer la ville de l'ornière où elle s'engorgerait. Il faut réfléchir, à long terme, à ce qu'elle sera dans la ville, pour la qualité architecturale. » Aussi s'est-il entouré des conseils de Paul Chemetov et de Boris Huidobro, les architectes du ministère des Finances à Bercy. Ex-mêmes travaillent au sein d'un groupe, Marseille, ville et citoyens, qui définira ses buts le 27 janvier au cours d'une conférence de presse. « Il faut sortir des histoires marseillaises, affirme Paul Chemetov, sinon cette ville va mourir, et ce n'est pas seulement émettant pour Marseille, mais pour le pays tout entier. La chance de Marseille c'est d'être demain la grande porte de l'Europe face au Sud. C'est un enjeu formidable qui ne se règlera pas à coups d'incantations chaleureuses. Gènes et surtout Barcelone ambitionnent d'être la même place. Et la municipalité, la capitale marseillaise, doit bien comprendre que pour remplir ce rôle il fallait, à côté de l'industrie et du commerce, jouer à fond la carte de l'urbanisme et de l'architecture. Aucune grande ville ne se développe si elle n'est pas désirée. Une ville que les touristes évitent ne provoque pas le désir. »

EMMANUEL DE ROUX



grâce aux derniers feux de l'empire colonial multipliés par le mouvement qui accompagne les guerres d'Indochine et d'Algérie.

Avec l'exode des pieds-noirs, la ville a vu se développer, entre 1950 et 1960, une zone d'habitat collectif de 3000 logements. Le béton couvrait la flore. La ville sur cent dix quartiers développe ses banlieues à l'intérieur de ses vastes limites (25 000 hectares). On construit comme s'ignorent bien souvent les habitants qui peuplent ces mondes différents. Des autoroutes sont tracées, jusqu'au centre de la ville. Et tant pis si, au passage, elle dévaste des quartiers entiers comme celui de la Belle de mai, ou si elles passent à la hauteur du troisième étage des immeubles, comme sur la rue du 4 juillet.

Le béton, le béton, le local ne fait pas l'argent facile de l'immobilier à l'égard des activités traditionnelles (huileries, savonneries, briquetteries...). Cette activité fébrile masque le déclin relatif du port. La ville nourrit la ville.

La crise comme partout

Dix ans plus tard, la crise s'installe comme partout. Les entreprises ferment les portes après les autres. Les chantiers de réparation navale, excellents mais chers, sont en difficulté. Le chômage touche particulièrement les emplois non qualifiés, nombreux à Marseille. Defferre, encouragé depuis Paris par les augures du *Fos*, croit toujours au mirage de Fos : la région marseillaise doit devenir la Ruhr française, estime-t-il. Sa grande idée est de faire de Marseille une importante ville tertiaire, siège des sociétés travaillant sur Fos. L'ancien ministre d'Etat et l'Etat du sud directionnent marseillais au fait s'évanouir le mirage. Seul a été réalisé le centre Bourse, hideux tas de

technique», remarque Philippe Sanmarco.

« L'urbanisme marseillais est un urbanisme électoral, renchérit Jean-Claude Gaudin, le candidat du droit aux élections municipales. « Il porte la marque du Defferre ». Et quand on lui fait remarquer qu'il fut longtemps en charge de cet urbanisme, avec Théo Lombard, il s'indigne : « Il faut rendre le coté le plus électoral de l'urbanisme à la capitale ». Peut-être imaginer un seul instant, quand on a connu Gaston Defferre, que l'implantation de 3 000 ou 4 000 logements puisse avoir été décidée par les seules personnes chargées de l'urbanisme à la mairie ? Ce serait nier la personnalité de Defferre, que les socialistes auroient tous les jours. C'est vrai qu'on a dû construire vite, mais les implantations des cités nouvelles ont trop souvent été faites en dépit du bon sens. Moi-même, j'ai dû me battre contre Gaston Defferre qui voulait, contre toute logique, construire 4 000 logements dans le quartier de la Cayolle, au Baou de Sormiou, un endroit où il n'existait ni voirie, ni votes de communication, ni emplois... »

Un cadre admirable

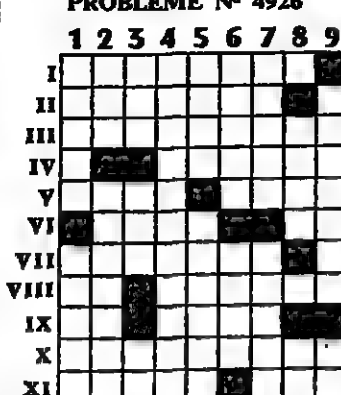
Nous les adversaires de l'ancien maire lui reprochent également d'avoir attendu quand il était encore temps, la création d'une commune urbaine avec ses voisins ; d'avoir marqué d'ambition en choisissant à Châteaugombert un terrain trop exigu (180 hectares pourtant), isolé et mal desservi, pour implanter le technopôle de Marseille où doivent fleurir les industries de pointe qui lui font défaut : l'ivoire, entre autres, épineuse aux universités, quatre cents de la ville, loin du centre. En dépit de ces handicaps, parfois grossis, souvent réels, Marseille a d'abord la chance de posséder un admirable

un nom de code comme une opération de commando : Euthymènes, celui d'un navigateur phocéien du VII^e siècle avant J.-C. Il a été préparé par Jean-François Mattéi, professeur à la faculté de médecine, président du groupe UDF à l'hôtel de ville, et rendu public le 17 janvier dernier (voir le Monde du 17 janvier). Son ambition : « Faire de Marseille la capitale du monde méditerranéen. » Il rajoute au passage quelques couleurs sombres au tableau municipal : « 1 000 tonnes d'ordures ménagères sont déversées chaque jour dans la plaine de la Crau car il n'y a pas d'incinérateur ; il n'existe pas de rocade pour contourner la ville... » Elle est pourtant prévue depuis... 1933 : 500 entreprises ont quitté Marseille ces dernières années ; la ville, dont le budget est de 6,5 milliards par an, est ligotée par ses dettes... Euthymènes doit combler tous ces retards et moins de vingt ans. Le centre-ville doit s'étendre du Prado à la porte d'Aix, ce qui permettra de mieux circuler au cœur de Marseille, ce qui nécessitera creusement de souterrains et percement de boulevards. La rédaction de l'habitât insalubre autour de Belusunde doit s'accompagner d'une mise en valeur du patrimoine et du retour des universités dans ce périmètre.

Près de la gare Saint-Charles, une nouvelle zone commerciale est en cours d'aménagement et à la porte d'Aix une cité de la musique. Le port doit être réaménagé : la ville doit s'ouvrir sur la mer. A la Joliette, une nouvelle gare maritime sera reliée à l'aéroport de Marignane par un transport en site propre. La gare du Prado doit devenir le point de départ d'un carrefour vert en direction de la plage et de la vallée de l'Huveaune. La nouvelle zone espérée pour la ville est celle de la création d'industries nouvelles ou on proposera des espaces « californiens », mais aussi sur le négocio de toujours : « Marseille doit retrouver sa vocation de

Radio-télévision

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4926

I. Quand ils sont gros, ce n'est pas un baron qui pourrait leur faire peur. - II. Qui a le plus de poids. - III. Peuvent être assimilés à des pilleurs de tronc. - IV. Peut être un jeu pour ceux qui veulent se mettre à table. - V. Fume à l'étranger. Maison d'Italie. - VI. Un nid à la hauteur. Berceau pour des princes. - VII. Nom de princesses. - VIII. Mesure. Une scène inattendue. - IX. Arbre. Fit un choix. - X. Un vieux voisin des calmars. - XI. Où l'on peut en voir de toutes les couleurs. Par décors.

1. Quand elle est noire, on ne peut pas se mettre dans le bain. Doit être fourni par celui qui veut être lavé. — 2. Servie dans un pub. Mettre le prix. — 3. Possessif. En Serbie. Tête de liste. — 4. Des artistes qui gratent. — 5. Coule à l'étranger. Difficile à cacher. — 6. A l'étranger. Filin en mer. — 7. Des choses sans importance. On en fait de la potée. — 8. Cérémonial. Très bien conservé. — 9. Qui a peut-être été planté. D'un auxiliaire.

Horizontal elements

I. Coquetier. - II. Abus. Erre. -
III. Réa. Otées. - IV. Trières. -
V. Œstre. An. - VI. Ma. Ysaye. -
VII. Asti. OMS. - VIII. Sonqua. -
IX. CIA. But. - X. Rn. Iasi. -
XI. Esses. Têt.

Verticalement

1. Cartomancie. - 2. Obérées. -
3. Quais. Tsars. - 4. Us. Et. Io. Nâ.
- 5. Orry. Ur. - 6. Tétées. Qui. -
7. Ires. Aoutat. - 8. Ere. Aymé. Se.
- 9. Résines. Lit.

GUY BROUTY,

Est publié au *Journal officiel* des
lundi 23 et mardi 24 janvier :

Est publié au *Journal officiel* des
lundi 23 et mardi 24 janvier :
UN AVIS
● Relatif au calendrier prévision-
nel des recrutements pour 1989
(fonction publique de l'Etat, armées
et Ville de Paris).

● **L'animation universitaire**
protestante et l'Eglise réformée de
Port-Royal organisent une
conférence-débat sur « La foi dans
des valeurs » avec M^{me} Georgina
Dufaÿ, ancien ministre, et M. Olivier
Abel, doyen de la faculté protestante
de théologie de Paris, le mardi
31 janvier, à 20 h 30.

★ Eglise réformée de Port-Royal,
18, boulevard Arago, 75013 Paris.
Tél : 45-35-30-56.

Bataille de chiffonniers à Montpellier

Depuis huit ans, les Montpelliérains se débarrassent de leurs ordures ménagères dans une décharge, le Thôt, située sur le territoire de la commune de Lattes. Les habitants des communes du secteur en font autant, mais la seule ville de Montpellier contribue pour 80 000 tonnes de déchets, sur un total de 450 000 tonnes par an. Le président du district qui gère la décharge nous raconte que le maire de Montpellier, M. Georges Frêche, député PS. Son voisin, le maire de Lattes, M. Michel Vaillet (UDF), ne pardonne pas à M. Georges Frêche de poursuivre « illégalement » l'exploitation d'une décharge qui doit être fermée le 1^{er} janvier 1986.

Contrairement au président du conseil général de l'Hérault, M. Gérard Saunède (PS), qui préconise la construction d'une usine d'incinération dans le nord du département, M. Georges Frêche préfère l'enfouissement des ordures en sous-sol.

Mardi 24 janvier, le maire de Lattes est passé à l'action. Avec ses huit adjoints, il s'est enchaîné aux grilles de la décharge, pendant qu'une centaine de ses concitoyens bloquaient l'accès routier.

Mercredi 25 janvier

TF 1

20.40 Journalistes : Sécresse sortez. Invités : Vanessa Paradis, Charles Vaneau, Bruno Maes, 12.25 **Série :** Les Éléments du Diable. 2. Patrick Le Corron. Expliquez-moi ! (Le commandant Hélie de Saint-Marc). Extérieur live (Norbert Régina pour *His coyalest à l'éternité*). Exploration (Louis Aragon). Exercice de style (Marie-Florence Ehrsam pour *Salut Barbu*). 23.40 **Journals Météo.** 0.08 **Cadène :** les Amoureux d'été. 0.11 Film théâtral de Milos Forman (1963), Avec Hana Brejchova, Vladimir Pucholt, Vladimir Mareš-Vacovsky. De 1.15 à 2.27 **Rodiffusions.** 1.15 **Série :** Dans l'obscurité. 1.40 Documentaire : Hello ! Acteur's studio. 2.35 Foutleton : Symphonies. 3.00 **Festival de la chanson :** Les Chansons de France. 3.45 **Documentaire :** La loi Manu. 4.55 **Téléfilm :** Le visage des masqués. 6.00 **Série :** Degrès d'histoire.

A 2
20.35 Feuillente : La grande cabriolet. De Nina Companeez, avec Fanny Ardant, Francis Huster, Bernard Giraudeau, Robin Renucci. 22.10 **Flesh d'informations.** P. 22.15 **Magazine.** Autrement dit. De Guillaume de Saingnét et Claude A. Têre. 23.45 **La solitude.** Solitude en culottes courtes : Le dernier de la vallée. Les exilés de l'emploi / Profession : Ermitte / Cœur à prendre; Pas de vacances pour Mamie. 23.15 **Informations : 24 heures sur la 2.** Eurochallenge 89 : RFA. Les Allemands... des acheteurs très performants. 23.35 **Métra.** 23.45 **Basket.** Coupe d'Europe : Limoges-Moscou.

FR 3
20.30 Ballet : Giselle, Musique d'Adolphe Adam, livret de Théophile Gautier, chorégraphie de Jean Coralli et Jules Perrot, Gaïle Mendez, Kourtney Zaldy, Gerardo Selyutskiy, Tatyana Terekhova et le ballet du Kirov de Leningrad. **22.25 Journal :** Avec un résumé du Rallye Monte Carlo. **22.55 Hommage à Salvador Dalí :** le divin Dalí. Documentaire de Gérard d'Houste. **HNC Magazine :** Océaniques de Gauguin. Te ovihi reira, le savant dream. **HNC Music :** Musique. Fréude et fugue opus 37 n° 1, de Mendelssohn, par André Isori.

CANAL PLUS
21.00 Cinéma : Stick, le justicier de Miami ■ Film américain de Burt Reynolds (1984). Avec Burt Reynolds, Candice Bergen, George Segal, Charles Durning. **22.45 Flash d'informations.** **22.50 Boxe** Championnat d'Europe des super-

légères : Tex N'Kalankate (Fr.)-Efren Calamati (It.).
0.05 Cinéma : l'Homme à la Buick □ Film français de Gilles
Grangier (1967). Avec Fernandel, Danielle Darrieux, Jean-
Pierre Marielle. 1.40 Spectacle : La loi du plus fort.
2.35 Série : Max Henderson.

LA-5
20.30 Téléfilm : Opération soja. 22.25 Téléfilm : Une femme hic. 23.40 Série : Kung Fu. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Kung Fu (suite). 0.40 Les cinq dernières minutes (rediff.). 2.10 Boulevard et compagnie (rediff.). 2.25 Vive la vie! (rediff.). 2.55 Journal de la nuit. 3.00 Voisin, voisin (rediff.). 4.00 Feuilletton : Dominique. 4.40 Voisin, voisine. 5.40 Boulevard et compagnie (rediff.).

M 6
 20.35 Téléfoot : Le train de l'après-midi. De David Lowell
 et Jean-Jacques Ben Jonsson, Martin Milner, Ben Murphy.
 21.55 Magazine : Livre et change. De Michel Poizat.
 Thème : « L'Europe », Invités : Toni Ungerer (destinateur
 français), David Lawton (destinateur anglais),
 Jean-Pierre Fils (producteur en chef de l'*Abdo* assis), Gabriel
 Invernizzi (correspondant de l'*Espresso* à Paris), Edgard
 Pisani (dirige la revue l'*Evénement européen*). 23.10 Six
 dans l'air. 23.30 Ségolène Lhué. 1 h de fé-
 0.10 Musique : Bonheurs des cieux. 2.00 Les saints chéris.
 2.25 M 6 a même le cinéma (rediff.). 3.15 Variétés : Caraïbe
 Boule. 3.40 Oubliés des cieux (rediff.). 4.30 Variétés :
 Les Bonheurs des cieux (rediff.). 5.30 Musi-
 que : Bonheurs des cieux.

20.30 Antipodes. L'écriture théâtrale dans le monde francophone. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse, du Canada. 22.00 Communautés des radios publiques de langue française. Rencontres québécoises internationales des écrivains.

20.30 Concert (donné au MIDEM) : Peléas et Mélisande, poème symphonique op. 5 de Schönberg; **Concerto pour violoncelle et orchestre** en si mineur, op. 104, de Dvork; **l'Orchestre philharmonique de Nice, dir. Jacek Schonwandt; sol. : Marc Coppey, violoncelle. 23.07 Jazz club.** En direct du Jane's Club à Cannes: **le trio du pianiste Jean-Michel Pilc; le quartette de la chanteuse Elisabeth Kontomanou; le duo Frank Amsellem-Tim Rees.**

Jeudi 26 janvier

TF 1

13.35 Feuillettes : Côte ouest. 14.35 Série : Arsène Lupin.
15.30 Série : Drôles d'histoires. 15.55 Quarté à Vitconces.
16.05 Variétés : La chance aux classes. 16.30 Jeu : Ordina-
reux. 16.50 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série :
Santitas-Barba. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 La
bêbête show. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert.
20.35 Série : Les dossiers de l'inspecteur Lavardin. Le dia-
ble en ville, de Christian de Chalonge, avec Jean Poiret,
Bruno Cremer, Bulle Ogier. 21.10 Magazine : La séance de
22 heures. Avec André Vésale. 22.00 Documentaire :
L'été japonais. Film japonais. Marjorie Blomfield. (1980). Avec
Penelope Palmer, Klaus Kinski. 0.15 Journal et Météo. De
0.35 à 1.27 Rediffusions. 0.35 Série : Drôles d'histoires.
1.00 Documentaire : Hello ! Actors' studio. 1.55 Feuillettes :
Symphonies. 2.20 Feuillettes : Cogne et page. 3.05 Docu-
mentaire : Histoires naturelles. 3.55 Magazine. 4.35 Docu-
mentaire : Les secrets de la mer. 4.55 Météo. La vigile
des naufrés. 5.09 Série : Drôles d'histoires.

A 2
 13.45 Feuilles : Jeunes docteurs. 14.10 Feuilles : Cinéma. 15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations et Météo. 17.00 Magazine : Croffits. 17.55 Série : Les hommes qui tombent à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : Le tel père, tel fils. 20.00 Journal et Météo. 20.30 INC. 20.35 Cinéma : Deux hommes dans la ville. 1 Film français du 3e Giovanni Trucchi. 21.00 Magazine : Croffits. 21.05 Série : Les hommes qui tombent à pic. 21.15 Flash d'informations. 22.00 Magazine : Résistances. De Noël Membre. Romanie. Le désastre routier. 23.00 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puisseance 12. Eurochanceing 89 : Espagne. Le design et le succès de l'architecte catalan : des créateurs qui exportent. 23.50 Météo. 23.55 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3
13.30 Magazine : Regards de femme. 13.57 Flash d'informations : Spécial Bonnes. 14.00 Série : Ne mangez pas les usuriers. 14.30 Magazine : Ces pas perdus. 15.30 Magazine : 1846-Caroline. 17.00 Flash d'informations : Spécial jeunes. De 17.05 à 18.30 Amuse 3. 17.05 Desain animé : Petit ours brun. 17.06 Croc-moté show. 17.10 Série : Conan, le fils du futur. 17.30 Série : Le chevalier lumineux. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Mareziane : Driver

à la mi-chemie. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'Information. 19.53 Automobile : Rallye Monte-Carlo. Résumé. 20.02 Jeu : La classe. 20.39 Cinéma : le Gaspard / Film français de Roger Pigaut (1975). Avec Claude Brasseur, Martine Keller, Gabrielle Ferretti. 22.05 Journal et Météo. Avec un résumé du Rallye Monte-Carlo. 22.50 Magazine : Océaniques. Chronique de l'océanographie. Chine, de Xavier Simon. 23.40 Missions, missions, missions. Un jeu de majeur, de Buxtehude, par André Gaudin. 23.45 Missions. Un jeu de majeur, de Jean-Paul Salomé, avec Pascal Rocard ; Drame en 621 lignes, de Philippe Brediasian et Pascal Hyvärdsbeck, avec Richard Bohringer ; Larmes, de Gérard Szwajczer.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : *Coup double* □ Film américain de Jeff Kanew (1986). Avec Kirk Douglas, Burt Lancaster, Charles Durning, Alexis Smith. **15.10 Pochettes surprises.** This is Tosca's night, d'Alain de Gastines; *Nightclub* (Prix spécial du Film d'animation Annecy 1983). **15.30 Cinéma : Promis... juré !** □ Film français de Jacques Monnet (1987). Avec Michel Morin, Roland Giraud, Christine Pascal, Stéphane Legros. **17.05 Documentaire :** Les alliances du sport.

17.35 *Cahou cadim. En clair jusqu'à 20.30. 18.25 Dessin animé : Virgule. 18.30 Dessin animés : Ça cartonne. 18.45 Flash d'information : 18.49 19.00 *Le 90-90*. 19.05 *Nuit sur scène*. 19.30 *Cine 3*. 19.45 *Dans le film* : *Zabou, Daniel Gelin*. (19.57). Avec Claude Brasseur, Fabrice, Daniel Gelin, Nelly Borgeaud. 21.15 *Flash d'information*. 22.25 *Cinéma* : *Les diamants sont éternels* et *Le Film américain de Guy Hamilton* (1971). Avec Sean Connery, Jill St. John, Charles Gray (vo.). 8.20 *Cinéma* : *Le Moindre des trains* et *Film américain de Roger Spottiswoode* (1979). Avec Jamie Lee Curtis, Ben Johnson, Hart Bochner. 1.50 *Spectacle* : *Le monde du cirque*, Barroux 4.*

LA 5.
 13.25 Sirey, l'inspecteur Derrière. 14.45 Sirey : Rouman.
 15.45 Sirey : Capitaine Furillo. De 16.50 à 17.30 Docquier
 15.55 Flo et les Robinsons sautent. 17.15 L'Étudiante
 du père Noël. 17.40 : Cynthio ou le rythme de la vie.
 18.05 O'Hare et Tom, champions du foot. 18.30 Boudard et
 les Robinsons. 18.55 Les Robinsons. 19.00 Sirey : Desir filée à
 Miami. 20.00 Journal. 20.30 T.G. film : Secreté saute à Hol-
 lywood. De John et Lem Amaro, avec Ray Colbert, Veronica
 Barr. 22.20 Magazine : Cinq Chans. 22.30 Chans : Melody
 et les Robinsons. 22.45 Chans : Melody et les Robinsons.
 Melody O'Brynn, Claudine Bird, Claudine Bird, 1.000
 de sautée. 0.05 Capitaine Furillo (rediff.). 1.00 Les cinq
 dernières minutes (rediff.). 2.30 Boudard et compagnie
 (rediff.). 2.50 Journal (rediff.). 3.25 Vive la vie ! (rediff.).
 3.50 Vols, volée (rediff.). 4.20 Fœtilites : Dominique.
 5.05 Vols, volée (rediff.).

M 6
13.30 Téléfilm : La guerre des Caraïbes (2^e partie). De Peter Mesurvy, avec Marlon Brando, Miguel Ferrer, John Cazale.
15.28 Musique : Boulevard des cils. Avec Michel Vauzelle. Com. 16.50 Hifi, hit, hit, bouarra ! **17.05 Série : Les espions**. 18.05 **Série : Vegas**. 19.05 **Série : Les routes du paradis**.
19.45 Six minutes d'informations. **20.00 Série : Cosby**, show.
20.20 **Châliem**, de Boiles. Mouton à lait. **20.45** **Film** francobispanno-allemand de Max Fecas (1978). Avec Michel Vauzelle, Philippe Kiebert. **22.05 Série : L'homme de fer**.
23.00 Six minutes d'informations. **23.10 Magazine : M 6** a une le cinéma. De Marline Joudano (rediff.). Thème : **23.15** **Le cinéma**. Avec Michel Vauzelle, Pierre de Meuse (2^e partie, rediff.). **1.45** **Musique : Boulevard des cils**. **2.00** **Les salutes chrétiens** (38^e épisode). **2.25** **Magazine : Ombre de choc** (rediff.). **3.15** **Variétés : Carabine FM**. **3.30** **Le cinéma**. De Marline Joudano (rediff.). **4.30** **Variétés : Carabine FM**. **4.45** **Le cinéma**. **4.50** **Magazine : Ombre de choc**. **5.20** **Musique : Boulevard des cils**. **5.45** **Les salutes chrétiens** (39^e épisode).

20.30 Dramatique. La Fontaine obscure, de Raymond Jean (2^e partie). 21.30 Profils perdus. Jean Mitry. 22.40 Nuits magiques. Le rouge et le vert : L'Italie, de l'engagement politique à l'écologie. 3. Où est passé le Movimento ? 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Le parler angélique.

20.30 Concerto (donné le 20 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur, op. 83, de Brahms; Quatre interludes marins de Maurice Grimes, de Britten; Enigma, variations pour orchestre, op. 36, de Elgar, par le Royal Festival Orchestra philharmonique, dirigé par James Loughran; The Rite of Spring, op. 10, de Igor Stravinsky, par le Royal Festival Orchestra philharmonique, dirigé par James Loughran; Le jardin enchanté, de Maurice Ravel, op. 40, de Luyckx; L'indifférent, de Maurice Ravel, op. 127; Club de la musique contemporaine; Concerto, de Cécile; Ourala, de Fantasy; Once Upon a Time, de Dillon; Stichen, de Cornelius; Séquence, de Barraque, par le Music Project; London, de Richard Bernas; sol.: Jane Manning; Sussan, de Anna, mezzo-soprano; 0.30 Auteur de musique: J. Labadie, de R. Bernas.

Abbonamento trimestrale, Francia estere 1 point = 193 000 lire

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	56,0	Sainte-Barbara 21,0	Actual. région. 11,3	Actual. région. 12,6	Top 60 4,0	2 fois à Miami 3,4	Rouine paraisit 3,4
19 h 45	60,3	Roux fortune 35,2	Tel père tel fils 7,0	19-20 Info 8,0	Nulle part 3,6	2 fois à Miami 3,1	Rouine paraisit 2,9
20 h 16	72,2	Journal 31,3	Journal 16,2	Le classe 13,4	Nulle part 2,3	Journal 5,1	Conny show 3,9
20 h 56	75,5	Cercle noir 39,3	Dans ses env. 22,1	Enfant et mag. 6,2	Football 3,1	Les phénixes 12,6	Evasion 1,7
22 h 8	63,7	Cercle noir 33,9	Flash 19,3	Journal 2,4	Football 4,9	Ciné cinq 4,9	Evasion 2,5
22 h 44	36,3	Ciel mon mardi ! 15,5	Stars à la barre 12,3	Juana 3,1	Coup double 0,6	Le titreur... 3,8	Drôles de dames 1,3

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-1-1989 à 6 heures TU et le 25-1-1989 à 6 heures TU

FRANCE				TOURS				LOS ANGELES			
JARROTT	15	0	D	TOULOUSE	11	3	D	TOULOUSE	11	3	D
BARBIZIT	16	4	D	ROISTE-ATITRE	29	21	A	MAIRREUX	11	1	-1
PONCHAI	16	0	D	ÉTRANGER				NAIROKCHI	21	7	
BOULINGS	16	0	D	ALGER	13	3	D	MEXICO	24	10	
BREST	5	-4	B	ATHENS	10	7	D	MILAN	2	-3	
CAEN	1	0	C	BANGKOK	23	25	C	MONTREAL	6	-9	
CHERBOURG	1	-2	C	BARCELONE	14	2	D	NAIROK	23	15	
CLERMONT-FERR.	2	-6	D	BELGRADE	0	-1	C	NEW YORK	15	0	
DIJON	2	-4	D	BELIN	5	-3	D	OSLO	1	-0	
GRENOBLE-S.M.H.	0	0	C	BIRMA	1	-2	D	PALMA-DEMAJ	17	-2	
LILLE	8	-1	D	LE CARL	1	-2	D	PEKIN	1	-6	
LIMOGES	1	-2	C	COPENHAGUE	7	3	B	RIO-DE-JANEIRO	28	23	
MAJESTAS-LEVAL	13	0	D	DAKAR	22	17	B	ROME	16	2	
NANCY	1	-6	B	DELHI	16	12	D	SINGAPOUR	5	4	
NANTES	15	5	D	DESSA	32	32	D	STOCKHOLM	5	4	
PARIS-MONTS	2	0	C	GENEVE	4	-5	D	SYDNEY	24	20	
PERLE	10	1	D	HONGKONG	17	14	C	TOKYO	13	5	
PHILIPPAUX	10	1	D	ISTANBUL	6	3	C	TUNIS	15	8	
RENNES	3	1	N	JERUSALEM	12	3	D	VARSOVIE	3	2	
SHATELLENE	4	-1	D	LISSONE	14	8	D	VENISE	9	-2	
STRASBOURG	5	-3	B	LONDRES	8	3	C				
A	B	C	D	N	O	P	Q	R	S	T	
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel dégagé	orage	pluie	tempête	neige			

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Cop de James B. Harris

Tous

Tueur patenté du cinéma américain, James Woods devient flic dans Cop. Un film qu'il coproduit avec James B. Harris, ex-producteur de Stanley Kubrick et réalisateur farouchement indépendant. Tous deux cependant tiennent à récupérer leur mise et font ce qu'il faut pour, en adaptant et simplifiant le roman d'un auteur dans le vent, James Ellroy.

DANS une cabine téléphonique, un homme qu'on ne voit pas essaye de joindre la police. C'est un petit caennais. Il s'explique. En forçant la porte d'un appartement, il a découvert le meurtre particulièrement horrible d'une femme. Il veut le signaler anonymement. Lignes occupées, opératrice indifférente, répondant, c'est la version californienne du « 22 à Asnières ». Enfin, il tombe sur un flic. Le flic, James Woods, dans le film de James B. Harris, Cop.

Homme dévoré par son métier, policier brutal et même grossier, excessivement individualiste, James Woods prend la relève de Dirty Harry, tout aussi efficace,

mais beaucoup moins rigoureux. Il rappelle un autre rôle de Clint Eastwood, que James B. Harris, dit-il, « admire profondément » (voir ci-dessous), le flic ambitieux de *Corde raide*, dont les pulsions équivoques se révèlent tandis qu'il poursuit un meurtrier sadique.

Avec son long visage grêlé, sa grande bouche sensible, ses yeux à fleur de front, James Woods n'a besoin de rien ni de personne pour paraître équivoque — il a en son plus beau rôle et gagné un Emmy dans *Best Seller*, avec son inénarrable personnage de tueur à gages impassible, qui aime chanter *Plaisir d'amour*. Ici, il aime son métier et le pratique de façon passionnelle. Il se plante là où a eu lieu un meurtre, examine, renifle, suppute, et, avec le regard précis d'un tireur d'élite, découvre l'indice nécessaire. Il est marié et a une petite fille qu'il adore, à qui il raconte le soir les horreurs vécues dans la journée. Ce qui le ravit autant et sans doute plus que le Chaperon rouge. Lui veut l'éduquer pour qu'elle ne devienne pas une de ces pauvres femmes éternellement victimes pour avoir cru à la bonté humaine et aux fins heureuses. La mère n'apprécie pas. Elle n'apprécie pas non plus la perpétuelle tension de son mari. Elle s'en va avec la petite.



James Harris et James Woods

névropathes

James Woods ne s'embarrasse pas de scrupules. Il n'hésite pas à embarquer une pute dont il vient d'abattre le client, puis une autre qui a connu la femme horriblement assassinée, et qui elle aussi sera tuée. De ses observations autant que par intuition, il déduit que ces crimes font partie d'une série commise par un même criminel. Au cours de son enquête, James Woods flingue un flic douteux (Charles Haid, Renko dans *Capitaine Furillo*) et drague une poétesse féministe doucement névrosée (Lesley Ann Warren) qui tient d'Emma Bovary et de Blanche Dubois. James Woods est entouré de figures pittoresques décrites avec acuité et ironie, dont le capitaine méthodiste à l'impeccable costume trois pièces, lucide quant à la mentalité de son subordonné, réprobateur mais pragmatique.

L'histoire est tirée d'un foisonnant roman de James Ellroy, *Lune sanglante*, avec lequel elle n'a plus qu'un vague rapport. Ellroy entrecroise deux vies, celle de l'assassin et celle du flic, qui sont comme le reflet l'une de l'autre. Le film est vu uniquement du côté de James Woods. Coproduit par le film, il ne quitte pas l'écran d'une seconde. Quels que soient

son talent et sa séduction bizarre, il est beaucoup trop présent.

D'autre part, la « scène première » de cette série de meurtres est pour le moins différente dans le film et le livre, où l'assassin, alors adolescent amoureux de la jeune poétesse, se fait attirer dans un piège. Une bande de jaloux — parmi lesquels le flic douteux — lui ont fait croire que sa bien-aimée lui donnait un rendez-vous, et, profitant de sa surprise, l'ont violé. Dans le film (censure ou autocensure ?), c'est la poétesse qui s'est fait violer, d'où sa névrose, et son féminisme. Les clichés machistes ne font pas peur, mais, du coup, les motivations de l'assassin paraissent, si l'on ose dire, légères. Et, surtout, on se demande pour quelles raisons le viol d'une jeune fille serait plus acceptable, choquerait moins le public que celui d'un homme.

Bien que James B. Harris préfère le style aux intrigues à rebondissement, il a seulement réalisé sur le rythme balayant de rigueur un film d'action standard — spécialité américaine, autant que le jazz et le roman noir, — avec cependant un « plus » de désinvolture, d'ironie élégante jusque dans la façon de raconter l'horreur.

COLETTE GODARD.

Rencontre avec le réalisateur

« Le succès permet de continuer »

CINQUANTE-NEUF ans, mais l'énergie d'un jeune homme, petit, caustique, rageur, James B. Harris ne tient pas en place et parle à la vitesse d'une mitrailleuse. Il a fait ses débuts en fondant avec un camarade de classe une maison de distribution pour le cinéma et la télévision. Il avait vingt et un ans. Pendant la guerre de Corée, il a tourné plusieurs documentaires, puis a rencontré Stanley Kubrick, avec lequel il s'est associé, et a tourné *Ultima razzia*, les *Sentiers de la gloire*, *Lolita*. Après avoir travaillé sur *Docteur Folamour*, il se lance en 1965 dans la réalisation et met en scène *Aux postes de combat*, huit ans plus tard, *Sleeping Beauty*, et en 1981 un premier film avec James Woods, *Fast Walking*.

James B. Harris est l'un des plus farouches « indépendants » du cinéma américain. D'où de longues périodes d'attente. Ce ne sont pas les propositions qui manquent, mais il place la barre très

haut. Il se sent, dit-il, « l'obligation de trouver des sujets et un matériau du même calibre que Stanley Kubrick et moi aurions envisagé. Un tel idéalisme devient vite négatif ».

Pourtant, James B. Harris ne se pose pas en victime : « On ne va pas reprocher aux financiers de vouloir faire de l'argent. Mais le salut viendra des stars. Leur consentement suffit à enclencher les investissements, et comme les acteurs qui sont parvenus à ce statut de star souhaitent le conserver, ils veulent participer à des œuvres qui donnent un tant soit peu à réfléchir. Seul le succès permet de continuer ».

Cela posé, le public de certains films est ciblé, limité. Il existe, en tout cas, et parfois, avec un peu de chance, on peut trouver le moyen de faire le pont entre différentes catégories de spectateurs. C'est un peu comme avec le jazz et la musique pop, certains artistes parviennent à

intéresser les deux types d'audience.

Avant même de chercher une star, James B. Harris a décidé qu'il tournerait Cop et a écrit l'adaptation du roman d'Ellroy, auteur que l'on compare parfois à James Cain, Raymond Chandler, Charles Williams ou Jim Thompson...

On me parle souvent de Jim Thompson, sans doute à cause de sa collaboration à *Ultima razzia* et *Sentiers de la gloire*. Kubrick et moi lui avons commandé et payé rubis sur l'angle un roman dont nous aurions gardé les droits pour le cinéma, et qu'il pouvait publier chez son éditeur habituel. Il nous a livré son manuscrit, qui s'appelait *Un fou en liberté*. Et voilà que nous en avons perdu la seule copie... Nous avions autre chose en tête. Nous étions en pleine préparation de *Lolita*. Stanley l'a peut-être enfoui au fond de ses garages, ou bien c'est moi... Mais si quelqu'un, un jour, le retrouve...

James B. Harris déplore le manque de considération du public pour le roman noir, de même que Clint Eastwood — qu'il admire profondément — regrette l'indifférence générale vis-à-vis du jazz.

« Deux formes pourtant spectaculièrement américaines. Mais les gens jugent le roman noir pas assez léger, amusant. Dans leurs lectures comme au cinéma, les Américains veulent se distraire. Or la distraction peut prendre bien des masques. Pour ma part, je la trouve précisément dans ces œuvres sombres, stylisées, étranges, et qui provoquent en moi une sorte de jubilation mentale ».

« Probablement sous l'influence de la télévision, la plupart des spectateurs s'ennuient dès que tout n'est pas dit en deux minutes tremblées, et préfèrent les intrigues à rebondissement — un événement par page — au style. Or la littérature noire

ressemble au jazz. La ligne mélodique est indiquée d'entrée. Si vous la gardez présente en mémoire, vous savourez les variations des musiciens. Aujourd'hui, au cinéma, la ligne mélodique me semble trop présente tout du long. On a l'impression de réécouter quarante fois d'affilée le même thème ».

James B. Harris cite en exemple Martin Scorsese, Altman, Alan Rudolph, qui ne craignent pas de tourner des sujets complexes avec des héros antipathiques. Rôles que James Woods a interprétés plus souvent qu'à son tour. Mais depuis quelques années, il amorce un virage vers ce que l'on peut appeler un certain séduction.

« Il ne sera jamais un héros romantique à la Redford. Mais il possède un tel magnétisme que l'on s'attache à lui, même si ses personnages sont déplorables. Comme Robert Duvall ou Klaus Maria Brandauer, il est fascinant parce que anticonventionnel. Au

cours de nos premières discussions, il m'a avoué avoir toujours rêvé d'interpréter un flic qui tente de défoncer une porte à coups de pied, alors qu'il lui aurait suffi de tourner la poignée. Eh bien, voilà ! Il le fait, et c'est le style de Cop. Dur, avec des moments d'humour insolite ».

« Lorsque j'écris un scénario, je m'arrange pour que l'histoire se tienne sans trous d'air. Une fois sur le plateau, je reste à l'écoute. On accorde trop de crédit au metteur en scène mais, s'il sait écouter, il y gagne. Les trouvailles viennent souvent des autres. En tournage, on doit être capable de créer un libre mouvement des idées et garder les siennes en réserve, au cas où personne ne saurait quoi faire. Pour James Wood, il faut plutôt le retenir, le canaliser. En reprenant la comparaison avec le jazz, il est le meilleur soliste sur la place ».

HENRI BÉHAR.

Portrait de l'auteur

L'effet Ellroy

PREMIER volet d'une trilogie des aventures du sergent Lloyd Hopkins, de la police de Los Angeles (LAPD), *Lune sanglante*, de l'Américain James Ellroy, adapté à l'écran par James B. Harris sous le titre Cop, a été pour le lecteur français de romans noirs l'événement de l'année 1987. A cause de la nuit et la Colline aux suicidés, n'ont fait qu'affirmer l'évidence du talent révélé par le premier titre. Le succès n'a pas faibli puisque, avec *Clandestino*, paru en décembre dernier, les éditions Rivages ont publié six romans de James Ellroy, en dix-huit mois dont le prodigieux *Dafnia noir*.

Lloyd Hopkins, le sergent de *Lune sanglante*, possède une hérédité chargée. Comme le Philip Marlowe de Chandler, il est le meilleur et, à l'image du Sam Spade d'Hammett, il est violent. Et comme le Mike Hammer créé par Mickey Spillane il frappe fort. Le sergent Lloyd arbore le regard écorché de l'inspecteur Harry, popularisé par Clint Eastwood, en butte aux procédures légalistes de la police. Comme beaucoup de solitaires qui peuplent le genre, il tient du héros de western et traîne ses bottes de justicier dans une ville — Los Angeles — trop civilisée pour lui. Même s'il se situe résolument du côté des victimes, il a l'ardeur dan-

gereuse des héros troubles, tel le paumé de *Taxi Driver*, de Martin Scorsese, qui veut sauver une innocente.

Mais, plus que tout, Lloyd Hopkins fonctionne à l'intuition et à l'identification avec le meurtrier, comme le héros du *Dragon rouge*, de Thomas Harris, adapté par Michael Mann dans le *Sixième Sens*.

Les héros d'Ellroy rendent jaloux ceux du 87^e District d'Ed McBain. Leur vrai père est Joseph Wambaugh, celui du *Cadavre* des flics, qui « s'intéresse aux policiers déstabilisés par leur métier, blessés par leur travail ».

En trois mouvements Lloyd Hopkins a brillamment conquis sa place dans l'enfer des psychopathes, au même titre que les criminels et autres personnages d'Ellroy. Mais, dans ce royaume-là, un Robert Bloch l'a largement devancé, ne serait-ce qu'avec le *Monde des ténés*. Si les romans d'Ellroy s'appuient sur une solide documentation, ils ne possèdent pourtant pas la rigueur de ceux des maîtres du roman de procédure que sont Hillary Waugh et Ed McBain. Ils n'atteignent pas, non plus, la force descriptive d'un Herbert Liberman dans *Necropolis*, par exemple.

L'effet Ellroy vient d'une savante assimilation de ce qui le précède. Il crée la nouveauté

par un lyrisme sans égal servi par un style et un ton inusités. L'effet Ellroy vient d'une écriture agressive et travaillée pour emporter soit l'adhésion, soit le rejet du lecteur. Sa lecture n'offre pas de demi-mesure : elle fascine qui en accepte l'excès et la démesure, parce qu'il est, avant tout, un fabuleux conteur. De plus, il s'y ajoute une mystérieuse habitude de la violence qui présente le grand confort d'identifier le mal, à défaut du bien. La mécanique Ellroy s'articule autour de thèmes populaires, résolument accrocheurs, comme l'innocence (des victimes mais aussi des criminels), le péché originel et la rédemption. Dans ce contexte, le héros tient plus du missionnaire que de l'enquêteur salarié : « Je l'attrapais, et il s'éloigna, sachant que son vieil ami lui avait donné l'absolution, une carte blanche pour ce qu'il lui faudrait faire quelles que soient les règles qu'il lui faudrait enfreindre ». Ce type de messianisme se révèle payant parce que, au fond de lui, le lecteur rêve toujours au héros qu'il n'a ni le courage ni le talent d'être.

ALAIN ABELLAND.

* *Lune sanglante* et tous les livres de James Ellroy sont publiés par les éditions Rivages dans les collections « Noir » et « Thriller ».

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE

DU 10 JANVIER
AU 12 FEVRIER

L'ETRANGE
INTERMEDE

Eugene O'NEILL
Mise en scène
Jacques ROSNER

Maria-Christine BARRACLOUGH
Jean-Claude DREYFUS
Olivier SAUVEGRAIN
Roger VAN HOOL

« Un formidable
roman-théâtre que l'on
quitte à regret »
LE FIGARO

THEATRE DE LA COMMUNE
2, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS
Location : 48346767 • FNAC

هكذا من الامم

MUSIQUE



Dmitri Chostakovitch.

Soupçonné par Staline d'irrespect envers les principes esthétiques du réalisme socialiste, député au Soviet suprême en 1962 sans que sa musique se fût véritablement « rangée », ce compositeur né en 1906 s'est toujours, en fait, trouvé en porte à faux : trop expressif aux yeux de l'avant-garde occidentale ; trop moderniste en Union soviétique alors même qu'il composait une symphonie à la gloire de la politique de reboisement... Quatorze ans après sa mort (et bien que ce ne soit pas un compte rond !) l'année 1989 a été déclarée « Année Chostakovitch ». Il y a des anniversaires plus inutiles.

SANS qu'aucun signe avant-coureur ait pu le laisser prévoir, en l'absence de tout anniversaire, 1989 sera, en France, l'Année Chostakovitch. Ainsi en a décidé le Comité national Chostakovitch, qui, outre le patronage de l'Etat (ministère de la culture et des affaires étrangères), a su réunir, de Pierre Boulez à Iannis Xenakis, la plupart des personnalités éminentes du monde musical français, toutes tendances réunies.

Faut-il voir dans cette volonté d'accroître notablement le rayonnement en France du plus grand compositeur soviétique une réponse aux effets de la perestroïka ou une manière de stimuler les échanges entre les pays ?

Toujours est-il qu'une telle entreprise ne se heurte pas, esthétiquement parlant, à des résistances invincibles : le modernisme de Chostakovitch étant extrêmement modéré, on peut seulement s'étonner de trouver encore des absents dans la liste impressionnante des orchestres, des chefs, des solistes et des formations de chambre qui ont accepté de participer à cette célébration.

Il en viendra d'autres, c'est certain, tant il est vrai que cette musique condamnée naguère, en Occident, pour son académisme et, en URSS, pour son formalisme

bourgeois, se prête idéalement aux processus de récupération.

Une phrase suffirait à résumer l'opinion dominante de la critique musicale occidentale dans les années 70 : Chostakovitch, après des débuts qui promettaient un musicien moderne de valeur, s'est plié à des principes esthétiques (ceux du réalisme soviétique) trop opposés à la nécessité historique du matériau pour pouvoir prendre vraiment sa place dans la musique du vingtième siècle.

Un chantre critique

Deux ans avant la disparition du compositeur (en 1975), cette manière d'envisager les choses pouvait sembler acceptable : Chostakovitch avait reçu trois fois le prix Staline (en 1941, 1949 et 1950) ; il avait, certes, été condamné sévèrement en 1936, puis en 1948, mais il avait fait son autocritique et était rentré en grâce la première fois avec sa *Cinquième symphonie*, la seconde avec la *Chanson des forêts*, écrit à la gloire de la politique de reboisement.

Enfin, en 1960, sa candidature au Parti communiste avait été acceptée, et l'année 1962 le verra député au Soviet suprême. On n'imaginait pas comment, dans ces conditions, un artiste aurait pu être libre et exprimer autre chose que l'esthétique officielle dictée par une bureaucratie aveugle et sourde par définition. En tout état de cause, la musique de Chostakovitch ne ressemblait pas assez à celle de l'avant-garde occidentale pour être seulement prise sérieusement en considération.

Puis en 1980 la parution à Londres d'un livre de Solomon Volkov intitulé *Témoignage : les Mémoires de Dmitri Chostakovitch*, bientôt traduit en français (chez Albin Michel, 69 F), vint

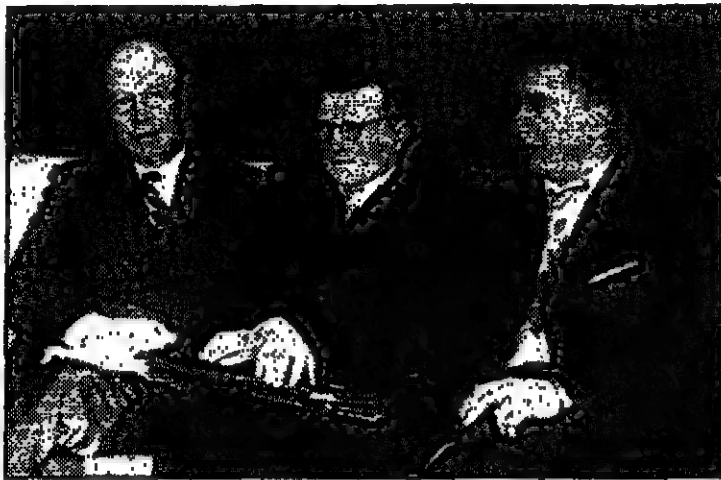
troubler les certitudes les mieux établies : le chantre officiel du régime soviétique s'y révélait essentiellement critique, ne manquant jamais d'introduire dans ses compositions des sous-entendus et des allusions contestataires.

Il fallait en quelque sorte décodifier sa musique et entendre la voix du désespoir derrière les fanfares triomphantes ; victime et résistant, le personnage devenait singulièrement plus attrayant et sa musique au moins écoutable au second degré.

Ainsi la *Onzième symphonie* intitulée *L'Année 1905*, composée en 1957 pour le quarantième anniversaire de la révolution d'Octo-

tante pour qu'on puisse parler de Mémoires authentiques. D'ailleurs, ce ne sont pas les intentions qui rendent une musique plus ou moins bonne, mais le contenu de la partition.

Il est certain, cependant, que nous sommes beaucoup moins tributaires à présent des associations automatiques entre l'œuvre de Chostakovitch et le contexte politique qui l'a vu naître. Nous savons, au cas où nos oreilles n'auraient pas été assez perspicaces pour le découvrir d'elles-mêmes à travers les grands adages désespérés où le génie de Chostakovitch éblouit plus particulièrement, que cette musique,



S. Prokofiev, D. Chostakovitch et A. Khatchaturian.

bra, mais dédiée aux victimes du dimanche sanglant de 1905 (et qui obtint le prix Lénine), devait-elle être entendue comme une allusion directe à l'intervention soviétique en Tchecoslovaquie...

Le livre de Volkov suscita beaucoup de critiques de la part des proches de Chostakovitch, qui estimaient la part prise par le rédacteur beaucoup trop impor-

comme celui qui l'a écrite, comporte une part de mystère, une ambiguïté irréductible à des catégories toutes faites.

On pense généralement que le langage volontiers tenu pour rétrograde de Chostakovitch est une concession aux « justes critiques » parues le 26 janvier 1936 dans la *Pravda* à propos de l'opéra *Lady Macbeth* qualifié de « gal-

matias musical » et qui devait entraîner le retrait immédiat de l'œuvre de tous les théâtres.

Et pourtant, si l'on écoute par exemple la *Sonate pour violoncelle et piano* composée en 1934, on constate que Chostakovitch s'était de lui-même et par avance corrigé des défauts qu'on allait lui reprocher : son style avait évolué de lui-même et, comme chez d'autres compositeurs européens, le « modernisme » un peu agressif et grinçant des années 20 avait cédé la place à un néoclassicisme plus serein.

Mahler le modèle

Si la partition de *Lady Macbeth* présentait encore quelques audaces, c'est à cause de la violence du sujet, mais dans la musique symphonique Chostakovitch n'éprouvait nullement le besoin de choquer l'auditoire. Sans doute la *Cinquième symphonie* présentée en 1937 comme la « réponse d'un artiste soviétique à de justes critiques », n'atteint-elle pas la profondeur de la *Quatrième* — cette dernière ne fut d'ailleurs créée qu'en 1960, Chostakovitch ayant jugé plus prudent de la retirer après la première répétition — mais, de même que chez Beethoven, il ne s'agit que d'un de ces mouvements de pendule nécessaires entre des œuvres successives.

En outre, Chostakovitch venait de trouver dans les symphonies de Mahler un exemple dont l'influence allait se révéler de plus en plus fructueuse. Plus qu'une découverte, il faudrait peut-être parler d'une reconnaissance, et l'importance artistique du modèle mahlerien n'est sans doute davantage comptée pour Chostakovitch que toutes les recommandations de l'esthétique officielle.

ARTS

Après la mort du peintre

L'impatience des héritiers de Dali

(Suite de la première page.)

Dans son étude, seul le notaire de La Bisbal sait à quoi s'en tenir pour l'instant. Les autres, tous les autres, s'interrogent. Le maire de Figueras, M. Mario Lorca, se rassure : « Dali a voulu que le centre du monde dalinien soit ici ». Pourvu que sa ville décroche le gros lot ! Son confident et administrateur, Robert Descharnes, espère : « Peut-être n'est-il favorable à quelques proches ? ». Son avocat Miguel Domenech ne veut pas se faire de mal : « Pour moi, c'est clair. Je n'attends pas de surprise ».

Mais, comment ne pas l'envisager, même si l'on s'attend à une importante donation à la ville de Figueras et à l'Etat espagnol ? Pourquoi exclure un dernier pied-de-nez du maître ? La chronique de ses déplacements chez les notaires invite à la prudence. Qu'il suffise de rappeler la fureur de Dali et de Gala lorsque la municipalité de Figueras, en 1975, voulut débaptiser la place Gala et Salvador Dali pour

l'appeler « place de la Pêche ». Le maire était alors socialiste. Il y eut grande émotion. Une pétition se couvrit en une journée de quatre mille signatures apoplectiques. Mais il était trop tard.

En 1979, le maître et sa femme annulèrent solennellement leur premier testament pour désériter Figueras l'impudente.

Il fallut bien quatre ans pour dissiper l'ire dalinesque. Il fallut surtout que M. Mario Lorca, centriste bon teint et excellent diplomate, remplace à la mairie l'inconscient débaptiseur de place.

En 1983, Dali revenait devant le notaire, celui de La Bisbal, pour lui notifier ses dernières volontés. Et rien, depuis, sinon le mystère, l'inquiétude parfois.

« Petits sous »

Au fait, depuis combien d'années mitonne-t-on cette succession ? Huit ans au moins. Plus, sans doute. Depuis que Dali n'est plus que l'ombre de lui-même, n'est plus le clown génial et éclatant qu'il fut, mais ce vieux tigre empaillé, grabataire, mélancolique, que l'on connaît sonde nasale au vent. Depuis les années 80, un nouvel entourage était en effet arrivé auprès du maître pour le conseiller et débrouiller ce qu'il avait si habilement emmêlé.

C'est que le mirobolant artiste touche-à-tout avait concurrentement bâti une œuvre et une fortune depuis les années 30. Les « petits sous » s'étaient ajoutés aux « petits sous » au point de constituer des tas d'or en hibernation dans les coffres des banques. « Avida Dollars » l'avait surnommé André Breton, réussissant là un joli anagramme après leur rupture.

Mais n'exagérons rien, car Gala, sa femme, a joué un rôle essentiel dans sa course à l'argent, à la notoriété. Et, à la décharge de Dali, beaucoup s'enrichirent et s'enrichissent encore à ses dépens. Disons qu'il fut en avance sur son temps, lorsque d'autres prétendaient seulement à bouffer de la vache enragée à Montparnasse, lui se lança comme une savonnette sur le marché américain.

Il ouvrit des comptes en banque à New-York, puis à Paris et à Genève. Le vertige le saisit, et il courut après son personnage. Dali, l'inconscient Dali, le jongleur, se mit à signer à la chaîne, en petit stakhanoviste du paraphe, des feuilles vierges par dizaines de milliers pour des tirages évidemment proclamés « limités ». La légende (mais est-ce une légende ?) veut que des manutentionnaires aient été vus sortant de sa suite à l'hôtel Meurisse à Paris poussant des diables lourdement chargés de rames de papier dûment présignées.

« Rapaces »

C'était une farce « bémol », superbement rentable qui consolida sa fortune, celle des éditeurs de ses lithographies et de son nouvel homme d'affaires, le Catalan Henrique Sabater. La chanteuse Amanda Lear, amie du peintre, résume : « Dali a été entouré de rapaces. Il était une poule aux œufs d'or ».

Dali voulait-il mettre un terme à cette folie ? Songeant que même l'immortalité pouvait avoir une fin, se soucia-t-il de distinguer dans son œuvre le bon du médiocre ? En 1980, à l'âge de soixante-seize ans, il fit en tout cas appel à de nouveaux conseillers. A M. Robert Descharnes, un photographe qu'il avait connu en 1950, il demanda : « Faites que l'on

arrête de me détrousser ». A M. Miguel Domenech, avocat, il confia la gestion de ses affaires générales. La succession Dali était bien ouverte. En 1982, le « Divin » met en cause quatre-vingts tableaux qui lui sont attribués, dans une exposition à Perpignan. Au bout du compte, précise M. Robert Descharnes, « cinquante imitations de sa signature ont dû être effacées ». La même année, le roi exempta toutes ses œuvres de « droits fiscaux lors de la première transmission » et l'anoblit au passage.

Une orientation décisive est prise : l'Etat, la Généralité de Catalogne et la ville de Figueras doivent, en principe, recevoir à la mort du marquis de Pubol l'essentiel de son patrimoine artistique. Ses conseils considèrent que le peintre a exécuté moins de deux mille tableaux à l'huile durant sa carrière. Ils entreprennent alors de rapatrier progressivement les collections privées du maître éparpillées entre New-York, Paris et Genève.

Quelque deux cents toiles — qualifiées d'importantes par M. Miguel Domenech — sont ainsi entreposées aujourd'hui dans les combles de la maison de Salvador Dali, sans compter des milliers de dessins, d'estampes et de gravures. Un trésor dont peuvent rêver le cercle des intimes comme les hommes d'affaires déjà cités, mais aussi son ami le plus proche, le peintre catalan Antoni Pitxot, sa jeune secrétaire Maria-Teresa Bruges, son homme à tout faire Arturo Caminada, ancien pêcheur, enfin sa sœur cadette Anne-Marie Dali, quatre-vingt-deux ans, retirée à Cadaqués et que tout le monde semble avoir oubliée.

LAURENT GRELSAMER.

18 jan. - 5 mars
Regards
dessins du
Stedelijk Museum Amsterdam
Institut Néerlandais
121, rue de Lille Paris 7

Galerie Beaubourg
Louis Cane
Sculptures peintes
Arianne & Pierre Nahon
3 rue Pierre au Lait - PARIS - 46 04 34 40

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob, 75006 Paris - Tél.: 42 61 32 83
GILIOLI
Peintures
Jusqu'au 30 janvier

SOITHEBY'S
FOUNDED 1744
GENEVE
Prépare ses prochaines ventes de mai 1989
Montres et Montres-Bracelets Haute Joaillerie

Montre-Bracelet chronographe, forme dite "tonneau", Cartier vers 1925. Vendue en février 1988-365.000 FF.
Les personnes désireuses d'obtenir des estimations en vue de ces ventes peuvent rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :
à Paris, lundi 30 et mardi 31 janvier
Veuillez contacter :
Sotheby's, 3 rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél.: (1) 42 66 40 60

LA PEINTURE DES ANNEES 60

C'est que le mirobolant artiste touche-à-tout avait concurrentement bâti une œuvre et une fortune depuis les années 30. Les « petits sous » s'étaient ajoutés aux « petits sous » au point de constituer des tas d'or en hibernation dans les coffres des banques. « Avida Dollars » l'avait surnommé André Breton, réussissant là un joli anagramme après leur rupture.

MUSIQUE

à Dimitri Chostakovitch de la terreur et de la pitié

Outre la condamnation de 1936, Chostakovitch eut encore à subir celle que Jdanov lança en 1948 contre les compositeurs soviétiques les plus éminents (Prokofiev et Khatchaturian notamment) : mais dans les deux cas ces condamnations pour « formalisme », « sacrifice du contenu idéologique et émotionnel d'une composition au bénéfice de la recherche de nouveaux procédés » — ne reposaient sur aucune base réelle. Chostakovitch a toujours été, si l'on peut dire, un musicien de la communication : abstraction faite des deux années qu'il passa, dans sa jeunesse, à accompagner au piano des films muets, il écrivit tout au long de sa carrière des partitions pour le cinéma et se trouva ainsi confronté directement au problème de concevoir une musique réellement accessible au plus grand nombre.

Un artiste médiocre aurait simplement fait des concessions, mais un compositeur qui possède au même degré que Chostakovitch le souci de frapper et de toucher son auditoire ne pouvait pas se contenter de demi-mesures. Il n'en est pas moins vrai que Chostakovitch était presque naturellement doué de ce sens de l'éloquence qui permet à l'œuvre d'un artiste de dépasser le cercle des spécialités. Cela tient sans doute à son sens du discours, c'est-à-dire des détours qu'on peut se permettre sans laisser perdre le fil principal — et à son sens du temps : jusqu'où on peut aller le plus loin sans lasser l'attention. Comme Richard Strauss, il excelle à créer des situations imprévues qui s'engendrent les unes les autres, accordant à chacune le développement qui lui convient. Enfin, s'il est presque toujours resté fidèle aux lois de la tonalité, il a su jouer, comme personne peut-être avant lui, sur leur élasticité : en diminuant la force des tensions et en les faisant intervenir les unes



Chostakovitch, Malinkovski, Meyerhold, Rodtchenko
répétant la pièce de Malinkovski « La Puisse ».

sur les autres, il multiplie les solutions à l'infini.

Pourtant ces qualités techniques ne trouveraient pas d'écho auprès du public si la musique de Chostakovitch ne possédait cette dimension tragique où se côtoient, selon la définition antique, la terreur et la pitié : les mouvements lents sont presque toujours de longues plaintes pathétiques et désespérées, tandis que, dans les mouvements vifs, les accents épiques ou grotesques, parfois indissociablement liés, prennent des proportions terrifiantes.

Avant Mahler, on trouvait déjà cela chez Tchaïkovski et cette

filiation, de plus en plus évidente avec le recul, n'a rien qui doive surprendre. À l'évidence, la musique de Chostakovitch s'inscrit dans une tradition. Mais, outre celle des symphonistes du dix-neuvième siècle, il faut mentionner celle de la musique religieuse orthodoxe, que le compositeur connaissait intimement et à laquelle il est redevable d'une partie de son langage mélodique : cette façon particulière de faire tourner les sons sur eux-mêmes à l'infini. L'assimilation des musiques populaires a sans doute joué un rôle dans le développement esthétique de Chostakovitch, non qu'il y fasse explicitement réfé-

rence, mais parce qu'il y a trouvé associés des modèles de simplicité et d'éloquence.

L'éloquence, peut-être est-ce l'une des qualités les plus sûres de la musique de Chostakovitch, celle qui lui a permis d'être le grand musicien populaire que l'URSS pouvait souhaiter (tout en ayant tant de mal à l'accepter officiellement) et qui assure la pérennité de son œuvre. A présent que la modernité n'est plus un critère de valeur aussi tyrannique, il est moins difficile de se rendre à cette évidence.

Il reste à présent à se familiariser avec cette œuvre importante :

quize symphonies, un peu inégales mais où éclate un rare génie de l'orchestration et de la grande forme ; autant de quatuors à cordes d'une qualité d'inspiration beaucoup plus constante ; deux opéras : *Le Nez* et *Katerina Ismailova*, qui comptent parmi les réussites majeures du vingtième siècle ; des ballets ; des concertos ; de nombreuses mélodies ; deux belles sonates, *Vingt-quatre Préludes et Fugues*, pour piano, et de la musique de chambre.

L'intégrale des symphonies et l'essentiel de l'œuvre de Chostakovitch, à l'exception des quatuors, sont annoncés en disques compacts par les éditions Le Chant du monde. En l'absence d'une biographie récente en français, on attendait beaucoup du livre de Detlef Gojowy, qui vient de paraître (1) ; malheureusement, il est à peu près impossible d'en apprécier les qualités tant la traduction en est visiblement approximative, voire totalement erronée dès qu'il s'agit d'explications ou de termes techniques. On en apprendra davantage en lisant, dans le supplément du *Monde* de la musique de janvier, les articles de Patrick Szersnovicz, André Lisiche, Alfred Schmittke ainsi que les entretiens avec Maxime Chostakovitch (le fils du compositeur) et la pianiste Tatiana Nicolaeza. On y trouvera également la liste des concerts prévus à Paris et en province, dont une bonne partie seront retransmis par Radio-France (notre encadré).

De toute façon, la musique de Chostakovitch ne présente pas de difficultés particulières de compréhension, c'est là sa force ; elle se passe donc de commentaires. L'essentiel est qu'on puisse l'entendre davantage désormais : elle trouvera d'elle-même la place qu'on a trop longtemps, à l'Est comme à l'Ouest, voulu lui marchander.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Editions Bernard Collas, 110 pages, 75 F.

De concerts en festivals

À Paris :

Symphonies n° 1 et n° 9, au Théâtre des Champs-Élysées (2 février et 2 mars), et n° 8 à Radio-France (2 juin), par l'Orchestre national de France, direction : Rudolf Barshai.

Symphonie n° 11 « L'année 1905 », par l'Orchestre de Paris, direction : Semyon Bychkov, salle Pleyel (13 et 14 avril).

Concerto pour violoncelle n° 1, par Arto Noras et l'Ensemble orchestral de Paris, salle Gaveau (7 mars).

Concerto pour violon n° 2, par Guidon Kræmer et l'ONF, salle Pleyel (21 et 22 juin).

Sonate pour violoncelle et piano, par divers interprètes : salle Gaveau le 4 mars, salle Pleyel le 20 mai, au Musée Grévin le 28 mai.

En province :

Symphonie n° 9, à Monte-Carlo (16 avril) et à Lyon (25 mai).

Lady Macbeth, création française de la version originale, à Nancy les 26, 28, 30 mai et 2 juin. Au cours des Semaines musicales internationales de Tours (du 8 au 31 juillet), on pourra entendre la Symphonie n° 5, le Concerto pour violoncelle n° 1, un choix de quatuors et Katerina Ismailova en version de concert.

Le Quatuor Borodine jouera des œuvres de Chostakovitch au Festival de La Chaise-Dieu le 3 septembre, à Biarritz le 9 et à Nice quelques jours plus tard.

La pianiste Tatiana Nicolaeza interprétera les *Vingt-quatre Préludes et Fugues* à Bordeaux les 22 et 23 novembre.

Tress à la galerie Urbi et Orbi

Les lubies d'Arthur

Entre Greenaway et Fellini, les allégories macabres et féeriques d'un miniaturiste fantasque, héritier d'Edward Lear et de Kafka.

RÉVÉLÉ en France par Michel Tournier, l'Américain Arthur Tress bâtit depuis vingt ans une œuvre que lui-même dit surréelle. Il use de la réalité pour donner corps à l'étrange.

« Pour moi, une image est réussie quand on a le souffle coupé », déclare-t-il. Je veux faire basculer le spectateur dans un autre monde. Mais son univers, sous un air surréaliste, traite avec dérision des vrais problèmes de notre société : la pollution, l'oppression, la pourriture, la mort, la solitude. L'imaginaire est pour lui le meilleur moyen d'exprimer sa peur irraisonnée de la réalité.

Parmi ses thèmes majeurs, la sexualité homosexuelle. Tress visualisait ses fantasmes en raillant les archétypes de l'image érotique. Puis il s'est détaché de cette expression trop démonstrative pour mettre des bouts d'histoire en images. Il est ainsi devenu un des pionniers de la photo mise en scène avec Duane Michals et Leslie Krims.

Il a conçu alors son théâtre d'objets, nourri par un humour acide. Ce goût lui vient de son père, qui était brocanteur : « Les objets ont une vie propre et sont souvent hostiles aux individus. J'adore ceux que je trouve dans la rue, ma maison en est pleine. » C'est ainsi que naquit l'extravagant *Tea Pot Opera* (opéra de la théière), somptueuse création imaginaire que Tress amplifia avec la symphonie multicolore du *Préventorium*.

La découverte sur l'île de Roosevelt, près de Manhattan, d'un hôpital désaffecté, rempli d'appareils médicaux terrifiants et



Arthur Tress : Sonate au clair de lune, 1988.

rouillés, l'a profondément fasciné. Il les peignit à la bombe comme des sculptures. « J'adore les lieux abandonnés. Il y a en eux une tristesse et aussi un danger qui vous poussent à travailler. » Durant un an, il a donc investi les vingt-six chambres de l'hôpital habité par ses œuvres.

Son dernier travail, *The Fish Tank Series* (la sonate de l'aquarium), présenté à Paris par Gilles Dusein, se situe dans le droit fil de cette série. Pendant dix-huit mois, Tress a sillonné les États-Unis en voiture avec un vieil aquarium et un sac plein de jouets. Sur fond de nature sauvage ou civilisée, sur les rives de l'Hudson ou au bord de la mer, il marie les objets factices à l'environnement naturel. On montre, à l'inverse, comment le paysage est dénaturé par ce qui est mécanique et industrialisé.

Ces saynètes burlesques ou

cauchemardesques, pénétrées d'allusions politiques, jouées par des figurines colorées et ricanantes, ont toutes une atmosphère et un ton différents. Titres : *Café titanesque*, *Exhortation de la guerre* ou *La police montée arrive à temps*, elles donnent lieu à une réflexion divertissante sur la relativité des échelles. Un ours poisson dévore un saumon, un gros poisson dévore un pêcheur. Ode à une nature indomptée, ces faux tableaux sont à lire, selon Tress, comme un roman initiatique. Au vu des vingt tirages exposés, on peut aussi les voir comme une suite de petits contes écologiques pervertis par la fantaisie cruelle et ludique de l'enfance.

PATRICK ROEGERS.

* Arthur Tress, *Nouvelles Images*, présenté par la galerie Urbi et Orbi, à l'espace J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris-11, jusqu'au 4 février.

Gladys à l'AMC de Mulhouse

Esthétisme japonais

Un reportage fictif qui marie sur un mode poétique les codes de la modernité et les rituels ancestraux.

LE Centre d'action culturelle de Mulhouse axe son activité sur la photographie. Son directeur, Paul Kanitzer, photographe lui-même, accorde envi-

lisation qui lui est étrangère. Elle s'applique à cerner des signes simples : des poissons dans un bocal, le motif d'une étoffe, le satin de la peau.

Sur un mode tour à tour métaphorique ou descriptif, elle tisse un patchwork de sensations imaginées. Une épaule tatouée, le dos rasé d'un chat, les voyageurs



Gladys, « Mamonaku », 1987.

ron 500 000 francs à l'image fixe sur un budget global de 6 millions de francs.

Il expose aujourd'hui les travaux de Gladys, réalisés en 1987 lors de deux séjours au Japon, grâce à une bourse de la Villa Médicis « hors les murs ». Gladys fait partie de ces auteurs dispersés dont on suit la création par bribes, au hasard d'un album ou d'une exposition collective. Elle aime mêler les genres. Ses études aux Arts décoratifs l'ont initiée à la pratique du collage et au dessin. Sensible à l'irréalité du quotidien, elle prône une photographie proche du rêve.

Fidèle à l'onirisme de sa vision, elle espère éviter à Tokyo les clichés de l'exotisme. Ainsi qu'elle le fit dans une récente série sur le nu, c'est par la danse du corps humain qu'elle traduit sa surprise et son émoi. Le langage des gestes, perçu comme une écriture, esquisse une indomptable calligraphie. Gladys déchiffre ainsi les codes d'une civi-

lisation qui lui est étrangère. Elle s'applique à cerner des signes simples : des poissons dans un bocal, le motif d'une étoffe, le satin de la peau.

Récit, pseudo-documentaire, décapage de mens, échappée dans l'imaginaire, ce projet décousu mise sur plusieurs plans. Par manque de rigueur, et surtout de mystère, il n'en couvre finalement aucun. « Le signe est une fracture qui ne s'ouvre jamais que sur le visage d'un autre signe », disait Barthes. L'œil de Gladys, fêré d'effets factices, reste en surface. Faute de trouver une écriture propre, il verse dans l'esthétisme.

P. R.

* Gladys, *Mamonaku*, quatre-vingts photographies, galerie AMC Mulhouse, jusqu'au 4 février.

PHOTO

1 8 h 3 0

24 janvier - 26 février
du mercredi 25 janvier, 1^{er} et 8 février, et le samedi 11 février

David Mamet

LE CHÂLE

Adaptation française

Pierre Laville

Mise en scène

Yves Gasc

avec

Genevieve Casile, Yves Gasc
de la Comédie-Française
et Alain Fromager

Tél. 43 25 70 32

la Ville d'Avignon
présente

MARAT

Peter WEISS
et Gérard GELAS

SADE

Pierre Clément
Edwig Stéphane
Marianne Anskas
Nini Cropon
Jean-Marc Avocat

24 - 26 janvier 1989
27 - 29 janvier 1989
30 janvier - 1^{er} février 1989

100 costumes
Philippe Graitson
musique
Leo et Pierre

صحنه من الاصل

LE PROCES D'ORESTE
Lierre
texte et mise en scène Farid Paya
musique Marc Lancy
45.86.55.83 et 3 FNAC 22, RUE DU CHEVALERET PARIS 13^e
"Que l'on note ce rendez-vous, impératif tant pour les mélomanes aventureux que pour les amateurs de théâtre polytechniques... l'intégration des éléments scéniques et musicaux tient du miracle... un drame d'opéra total."
Claude SANGUET (Le Point)
"Des situations, une gestuelle, un langage subtilisés, baroques parisiens, mais d'une humanité palpitante."
Jacques LONCHAMPT (Le Monde)

LE LIVRE DE L'INTRANQUILLITE
de Fernando PESSOA
production Françoise LAYE, adaptation et mise en scène
Alain RAIS, décor et lumières Yves PIERGIVANNI
avec Philippe LAUDENBACH
Spectacle très rare, très original. Un chant d'amour.
C'est très beau. FRANCE CULTURE.

LA RÉVOLUTION DU MARIVAUDAGE
L'AFUSSE SUIVANTE
Compagnie Ivan MORANE
JANVIER-FÉVRIER
Théâtre de VANVES 4447
direction d.m. marcéral
12, rue Sadi-Carnot, 92170 Vanves

du 19 janvier au 12 février
LIVROGNE DANS LA BROUSSE
à Paris Amos TULLOZ
production Raymond QUENEAU
éditions Gallimard
LE THÉÂTRE ÉCARLATE
atom loc. 43.64.77 48 et 3 FNAC

21H DIM. 14H 30
MOBIE-DIQ
CREATION
MARIE REDONNET
ALAIN FRANÇON
YANNIS KOKKOS
FRANCINE BERGE
JEAN-CLAUDE JAY
AU THÉÂTRE DE LA BASTILLE
76, rue de la Roquette 11^e
LOC. 42.74.22.77

7A PARIS L'HEBDO ANTI-DODO
UN NUMERO MONSTRE
MERCREDI - 6 F

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
ACCROCHAGE DES COLLECTIONS D'ART CONTEMPORAIN DU MUSÉE. Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'au 9 avril.
CHATEAUX BORDEAUX. Histoire et résidences des architectes de la civilisation du vin. Galerie du CCI. Entrée: 15 F. Jusqu'au 20 février.
DE MATISSE A AUJOURD'HUI. Soixante ans de l'œuvre de Matisse. Entrée: 22 F. Jusqu'au 31 janvier.
ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée: 22 F. Jusqu'au 27 mars.
THOMAS HUBERT. sept. 1890. Galeries contemporaines. Entrée: 16 F. Jusqu'au 29 janvier.
SITE ET SABLE. Atelier des enfants. Entrée: 10 F. Jusqu'au 27 mars.
JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée: 30 F. Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henri-de-Matras (42-00-42-14). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 9 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h.
PAUL-EMILE MONT. Voyage à Tahiti et aux îles Marquises. Exposition d'œuvres. Entrée: 20 F. (billets d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.
Palais du Louvre
Entrée gratuite sur le quai des Tuileries (42-40-39-26). T.l.j. 9 h à 17 h, dim. 9 h à 17 h.
PEINTURES REMBRANESQUES AU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée: 20 F. (billets d'accès au musée). Jusqu'au 23 mars.
REMBRANDT ET SON ÉCOLE. Dessins du Musée du Louvre. Pavillon de Flore. Entrée: 20 F. (billets d'accès au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (42-23-61-27). T.l.j. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h.
ROLAND FISCHER. A.R.C. Jusqu'au 12 mars.
IMAGES CRITIQUES. DENNIS ADAMS, ALFREDO JAAR, LOUIS JAMMES, Jeff Wall. A.R.C. Entrée: 15 F. Jusqu'au 28 mars.
15 PHOTOGRAPHES ET LE PHOTOGRAPHIE. Sélection de photographes à partir des collections du Musée. Entrée: 15 F. Jusqu'au 26 février.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.
GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-50-00). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-LÉONARD LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
QUARANTEMIÈRE SALON DE LA JEUNE PEINTURE. Bâillon (42-56-43-06). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
IMMAGINE CALCULÉE. Espace Claude Bernard. Entrée: 30 F (Cité pass). Jusqu'au 1^{er} août.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Carion (46-42-13-13). Mar. jeu. ven. 10 h à 18 h, mer. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h.
LES ANNEES U.A.M. L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Histoire dans les collections du Musée national des Techniques. Musée national des Techniques, 270, rue Saint-Martin (42-77-12-33). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
CANONKON. Art et architecture. 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
LES CITES OUBLIÉES DE L'INDUS. Archéologie de l'Indus. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-63). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - 1989. L'ALLEMAGNE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (42-81-21-21). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
ACQUISITIONS RÉCENTES DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Centre national des Arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-06-16). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
ANSTEDANART. Regards : dessins contemporains. Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (42-81-21-21). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
ART ET MYTHOLOGIE. Figures mythologiques. Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (42-81-21-21). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
LOUIS BOUCHARD. Œuvres. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (43-71-44-50). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
ROMAN CIESLEWICZ. Affiches. Accatone (ex-Studio Cujas), 20, rue Cujas (46-33-86-86). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
FRANCE AUSTRALIE. Neuf artistes australiens (2^e partie). Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital. T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
KJELL LANDFORS. PEINTURES. Sculptures. ILON WIKLAND. (dessins et aquarelles). Centre culturel suédois, hôtel de Marbe, 11, rue Payenne (42-71-52-00). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
LEVY DE RIDEAU. LES ARTS DU SPECTACLE EN FRANCE. Dans les collections de la Bibliothèque Forney, 50, av. du Figuier (42-78-14-60). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
MATIAS SPESCHA. NOT VITAL. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (43-71-44-50). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
CHRISTOS TZIVELOS. Galerie Carte blanche. Caisse des dépôts et consignations, 15, quai Voltaire. T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.

Marcel ALOCCO

Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'au 25 février.
AREZKI. Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazaria (43-26-25-35). Jusqu'au 18 février.
BAROU. Galerie Krief, 50, rue Mazaria (43-29-32-37). Jusqu'au 12 février.
EDWARD BARAN. Galerie Française Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 10 février.
MONTEUIL (PEINTURES, DESSEINS, LITHOGRAPHES). Galerie Etienne Dinet, 30, rue de Liège (42-56-43-26). Jusqu'au 25 février.
BEUYS, BROUQUAERS, RAUSCHENBERG, WARHOL. Galerie Les Bruch, 35, rue Grégoire (43-54-22-40). Jusqu'au 11 mars.
CHRISTIAN BOLTANSKI. Archives. Galerie Glissade Flourens, 5 bis, rue des Haudriettes (48-67-60-81). Jusqu'au 23 février.
LOUISE BOURGEOIS. Dessins 1948-1984. Galerie Lelong, 14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 25 février.
VICTOR BRAUNER, MAX ERNST, PAUL THER. Galerie Samy Kline, 58, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Jusqu'au 25 février.
FREDERIC BRECK. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-81). Jusqu'au 2 février.

LES BONS DE REMBRANDT

BUGATTI (1885 - 1916). Galerie Charles et André Bailly, 25, quai Voltaire (42-60-36-47). Jusqu'au 10 février.
LOUIS CANE. Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 2 mars.
BRUNO COCCOPELLI. Galerie Yves Lumbert, 108, rue de la Vierge-de-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 2 février.
LEONARDO DELFINO. Galerie Detha-Speyer, 6, rue Jacques-Cadot (43-54-78-41). Jusqu'au 28 février.
FRED DEUX. Le voyage des signes. Galerie Jeanne-Schuber, 53, rue de Seine (43-26-23-32). Jusqu'au 4 mars.
OTTO DIX. Dessins de guerre 1915-1917. Galerie Tondard, 103, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 février.
DORNY. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 14 février.

ELIENES : BUTNER, HEROLD

ELIEN. Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Du 26 janvier au 4 mars.
FERRANTE FERRANTI. Galerie Agathe Faillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 4 février.
FORMES ET COULEURS. Galerie Gilbert Brownmouss et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-12-21). Jusqu'au 21 février.
ALAIN GROSJEAN. Galerie Naze Stern, 26, rue de Charente (48-06-78-64). Jusqu'au 25 février.

LES GENES DE 1954

Arbres nés entre 1950 et 1964. Galerie Lelong, 14, rue de Téhéran (42-71-09-33). Du 31 janvier au 25 février.
RAYMOND HADIS. Galerie Heyman-Michel, 46, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 26 février.
MASTARE. Galerie Marie-Thérèse Cochin, 49, rue Quincampoix (48-04-54-16). Jusqu'au 11 février.
HELION, MASSON, MOORE. Œuvres suédoises. Art of this Century, 3, rue Visconti (46-33-57-70). Jusqu'au 11 février.
DAVID HODGES. Galerie Farid-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Du 28 janvier au 13 février.
HOUSLASSON. Peintures 1963-1978. Galerie Lelong, 14, rue de Téhéran (42-71-09-33). Jusqu'au 11 février.

JEAN-PAUL HUFFET

Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 22 février.
HYUN SOO CHOL. Galerie Leif Stahl, 37, rue de Charente (48-07-24-78). Jusqu'au 4 mars.
ELVA KARASOVI. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 4 mars.
HARALD KLINGELHOLZER. Galerie Glissade Flourens, 5 bis, rue des Haudriettes (48-67-60-81). Jusqu'au 7 février.
GERARD KOCH. Galerie Chien Schemin, 39, rue de Charente (43-55-65-56). Jusqu'au 4 février.
ANGE LECCLA. Galerie Montecchi, 31, rue Mazaria (43-54-85-30). Jusqu'au 11 février.

JEAN-FRANÇOIS LEFAGE

Compagnie de la photographie, cour du Bel-Air, 55, rue de Flandre (43-54-85-30). Jusqu'au 4 mars.
SOL LEWITT. Incomplète Open Cube. Galerie Lelong, 14, rue de Téhéran (42-71-09-33). Du 31 janvier au 18 mars.
CHRIS VAN MULLIGEN. Galerie Bercey-Fugier, 27, rue de Charente (48-07-24-78). Jusqu'au 11 février.
MAX NEUMANN, KELLA SANTA-ROSSA, THOMAS LANGE. Trois peintres berlinois. Galerie Pierre Birschnitzky, 156, bd Haussmann (45-62-88-86). Jusqu'au 28 janvier.
OSMAN. Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 14 février.
JEAN-LUC PARANT. Galerie du Jour, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 11 février.
HERVE BABOT. Galerie Michèle Choizette, 24, rue Beaumont (42-78-95-63). Jusqu'au 4 février.

DAVID SEDNER

Galerie Samia Soussi, 22, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'au 24 février.
SERGE III. Galerie J. et J. Dougny, 57, rue de la Roquette (47-00-10-44). Jusqu'au 4 février.
CHRISTIAN SORG. Galerie Citivages, 46, rue de l'Université (42-66-69-57). Jusqu'au 5 février.
RICHARD STANKIEWICZ. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-39-81). Jusqu'au 9 mars.
TAPES, MANOLO VALDES. Galerie Adrien Maeght, 42, rue de Bac (45-48-43-13). Jusqu'au 31 janvier.
TITUS-CARMEL. Intérieurs 1987 - 1988. Galerie Lelong, 14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 25 février.
LAWRENCE WEINER. CARL ANDRE. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 8 février.
CHRISTOPHER WILLIAMS. Galerie Crouzet-Robelin Bana, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 18 février.
KEZYSZTOF WODCZKO. Galerie Gabrielle Maubert, 24, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (42-78-03-97). Jusqu'au 11 février.

Periphérie

BEUVRES. Les Génies de la photographie. Musée français de la photographie,

BOULOGNE-BILLANCOURT

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-64-77-05). T.l.j. 9 h à 21 h, dim. 10 h à 12 h. Jusqu'au 30 avril.
CORRELL-ESSONNES. Tania Mourad. Centre d'Art contemporain Palais Nerval, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-90-72). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 février.
EVYU. Identités. Figures et abstractions de la Fondation Canille. Art libre - Art contemporain. Agora, 110, Grand-Place (60-77-94-30). T.l.j. 10 h à 20 h, dim. 10 h à 20 h. Jusqu'au 22 février.
JOYE-EN-JOSAS. Un, deux, trois... Sculptures. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 février.

MONTEUIL

Philippe Soupault. Centre des expositions de Montrouil, esplanade B-Franchon (48-70-60-99). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.
MONTEUIL. Les Cafés littéraires. Galerie Maeght Montrouil, 11, pl. Jules-Ferry (47-46-86-10). Jusqu'au 28 février.
PARIS-LA DÉFENSE. Carte blanche à la galerie Daniel Templeton. Olivier Delah, Patrice Girard, Jean Le Gac. Galerie La Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de la Défense (49-00-15-90). Jusqu'au 23 février.

PONTOISE

À boire et à voir. Musée de Pontoise, Taver-Delaunay, 4, rue Lescuyer (30-38-02-40). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 février.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Premier Or de l'humanité en Belgique. (V. méditerranéenne sous l'égide de l'Union des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-53-65). T.l.j. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Jusqu'au 12 février.

En province

AVIGNON. La mort de Bala. Musée Lapidaires. Rue de la République. Jusqu'au 30 mars.
BORDEAUX. Haim Steinbach. Musée d'art contemporain. Entrée libre. Rue Foy (56-44-01-01). Jusqu'au 26 février.
CATEAU-CAMBRÉSIS. Basileus. Musée Malouin-Hôtel de ville (27-51-12-51). Jusqu'au 19 février.
CHARTRES. Agosti, Barattini, Nelli. Musée des Beaux-Arts, 23, cloître Notre-Dame (37-56-41-39). Jusqu'au 30 janvier.
CHOLET. Le Corbusier. Musée des arts, 46, avenue Gambetta (41-62-21-46). Jusqu'au 28 février.
LE CREUSOT. Brian Van Veldt. Centre d'Action culturelle (85-55-37-28). Jusqu'au 26 février.

DIJON

Rémy Zangg. La Concordance. Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin (80-30-32-23). Jusqu'au 3 mars.
DOUAL. Trois peintres : maghrabins, berbères, et Kémal. Kémal. Centre d'Action culturelle. L'hippodrome. Jusqu'au 11 février.
FOIX. Alain Lesté. Centre de développement culturel. Espace Olivier-Carol, 20, avenue Charles-de-Gaulle (61-02-72-02). Jusqu'au 26 février.
GRAVELINES. L'imaginaire médiéval. Musée du destin et de l'estampe originale en l'honneur de Gravelines. Jusqu'au 28 février.

GRENOBLE

Lawrence Weiner. Bored et Hille Becher. Magasin, Site Bouclier-Vallées, 155, cours Berriat (76-21-92-84). Jusqu'au 12 février.
LA ROCHE-SUR-YON. La Roche. Musée de la collection Najar-Obrégón. Carré Saint-Vincent (38-62-45-68). Jusqu'au 26 février.
LIJON. Les Albert-Léonard. Dessins et lithographies des années 20. Musée Saint-Croix, 61, rue Saint-Simplicien (49-41-07-53). Jusqu'au 15 mars.
RENNES. 1788. Enjeux culturels à la veille de la Révolution. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (99-28-55-85). Jusqu'au 20 février.

LES SABLES-D'OULONNE

Olivier Cazanove. Œuvres récentes. Musée de l'abbaye Saint-Croix. Rue de Verdun. Jusqu'au 26 février.
SAINT-BRIEUC. Joseph Savina. Musée d'histoire. Centre François-Rabelais. Rue des Lyonnais-Martyrs (96-33-59-12). Jusqu'au 28 janvier.
SAINT-ETIENNE. Paul Klee. Musée d'art moderne. La Terrasse (77-93-59-58). Jusqu'au 13 février.

TOULON

Le Musée à tout dire. Musée, 113, boulevard du Général-Lescroart (94-93-54-44). Jusqu'au 28 avril.
VALENCE. Du haut de ses pyramides. Musée, 4, place des Ormeaux (75-43-93-00). Jusqu'au 19 février.

VILLENEUVE-D'ASCQ

Gary Hill. Musée d'art moderne. 1, allée du Musée (30-03-42-46). Jusqu'au 9 février.

MUSIQUE

Concerts

NW MORNING (42-63-51-41), Miel Waldron, Thierry Brunaud Quintet, 21 h 30, mer., H. Hellund, C. Barreto, J. Bretsch, Francis Jeannette Quartet, 21 h 30 A.A., S. G. B. L. 20 Berlinguet, A. Scott, Tese Calabrese, 21 h 30, sam., Chants du Brésil.

OLYMPIA (42-81-82-51), Womack and Watson, 9 p.m. Téléphone Vert Location : 474-23-45.

PETIT JOURNAL MONT-PARNASSE

1433 Louis Veuve et ses musiciens, 14 h, mer., juv., juv. Croomer Dream avec Guy Marchand, Northell, 21 h 30, ven., Audren, 21 h 30, sam. Swing Limited et ses musiciens, 21 h 30, dim.

PETTIT JOURNAL SAINT-MICHEL

(42-38-26-59), Guy Lafitte Quartet, 21 h 30, mer., juv., Sax. Claude Pin Stormont, 21 h 30, mer., saxophone, Daniel Huck, Tina Bolling Trio, 21 h 30, mer., Alain Boucher Quartet, 21 h 30, mar.-Trp.

PETTIT OPPOUNUM (42-36-01-36), Pietro Tonolo, Alain Jean-Marie, Alby Collaz, 23 h mer., juv., ven., sam., dim., lut., mar. Sax., piano, etc. Alfred Kamefuku et son orchestre, 23 h 30.

SANTER DES ALLIES (42-36-37-27), Fawzi Ali Audrey, jusqu'à 11 février, 22 h, mer., juv., ven., sam., mar., dim.

SLOW CLUB (42-33-84-30), Joël Lacroix Jazz Orchestra, 21 h 30, ran-sam.

Les séances spéciales

Tro, Jhuquá a 4 février, 23 h, mer., jua. ven., sam., mar. Buti., J.-M., Jalci (basse), T. Eliez (clav.) - Domingo Marot (basse).

TROITONS DE BUENOS AIRES (43-38-37-31). Georges Raboul, Jhuquá a 4 février, 20 h 30, mer., jua. ven., sam., mar. Pinao, Langos, Ernesto Rondo, 22 h 30, mer., jua. ven., sam. (ténor), Tangos.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-27-79-66). Ducky Spector, 22 h, mer. Sharon (soprano), Alan Glick (piano), Sam. Alan Glick and Co. 22 h, mer. RMB, 1 h, ven.

LE VILLAGE (43-26-80-19). Galsine (Clement, Zool Fletcher, 23 h, mer. sam. Muriel Edelin, 23 h, mer. sam. François Rutis, 22 h, dim., piano. Guillaume Pellet, 23 h, piano, et chant. Duo de Georges Armand (soprano et mer., piano, et chant. Carol Bachy-Rua, Bernard Myrty Duo, 23 h, jua.

51-55) mer., sam. 15 h; Sain

ROCK
BOBINO (47-27-34-24). Zulueta, 23 h, mer. Sielci Diana, 23 h, juv. Beat Maria, Acide Houte.
CHAPPEL DES LOMBARDS (43-57-23-41). Rock française, 16 h, dim. Rock'n roll.
CACTUS BLEU (43-38-30-20). Huil, et demi, 23 h, ven. Laurie D's Aires, 23 h, lun.
CITY ROCK (43-59-52-09). The Box Pacing, 22 h 30, sam. Avec Freddy Meyer.
EXCALIBUR (48-04-74-92). Les Frelons, 21 h, ven. St. Verdi, 21 h 30, sam. Concert surprise, 23 h, mar. West Coast Promotion, 23 h, ven.
GIBUS (47-00-78-88). Nihil, 23 h, mer. Wreckless Eric, 23 h, juv. Londres. Metal Nighu, 23 h, mar. Avec Running Wild.
MARIGNY (42-56-04-11). Sarmatina, 21 h, mer., juv. ven. sam., mar., 18 h 45 dim. Opéra rock et deux jazz. Mise en scène de Michel Berger et Luc Plamondon. Livret L. Plamondon, musique M. Berger. Avec Marline Saint-Claude, Michel Normand et Richard Gauthier. Wenta, Claude Maurane, Renaud Hanton, Sabrina Roy.
NEW MORNING (44-23-51-41). Page, 21 h 30, lun. mar. C. Samirini B. Pagnon, 21 h, Lesjé, C. Blagoin.
PALACE (42-46-10-87). French Kiss, 23 h, mer. Concert : So What Transition Vamp, 20 h 30, juv. Dirty Dancing, 20 h 30, juv.
REX CLUB (42-36-83-98). Les Apres-m à Tout, 16 h, dim. Marie Chapuis, Frédéric de Ambreville (peintures), Gilles Murat, G. Deszauze, C. Schmitt, c. Haquin.

21 h : La Géode, 19^e (46-42-13)

H. : ouvert jusqu'à... heures

RIVE DROITE

CHEZ COLLINOT, 45-67-66-62
suf. Pierre-Leroux. 7°

Model. diners. spécial. du saumon fumé et poissons
froids.
LUTTY OSHEAS : « Le vrai pub irlandais »,
choix de whiskies du monde. Jeudi, 2 h du mat.
spécial. Café 200-550 F. Ouv. sam. soir.

FINNIFT, POIF GRAS, cèpes, morilles,
truffes.
Aire et restaurant. 270 F à 350 F.
Décor 1880, salons de 6 à 50 pers.
Jusqu'à 3 0 à 15. Parking Drouot.
Décor jusqu'à 95 F. Fermé samedi.

DE L'AUTOMOBILE.
ative. Menu à 195 F. Menu bourgeois 195 F.
T.J.J. sauf samedi midi et dimanche.

une chef en fait une adresse précieuse.
tues. Jusqu'à 2 heures.

aux biroz littéraire. Spécialisme de
Tatin, babas au rhum, glaces maison.
assousser au confit de canard. Service
lundi.

MISSIONS



مكتبة من الاعمال

هكذا من الأصل

**Le Monde
INTERNATIONAL**

Abidjan

Nicholas

Les Laboratoires NICHOLAS S.A.
(GAILLARD, 74) filiale du Groupe
SARA LEE dont le siège est à Chicago (USA),
fabriquent et commercialisent des produits
pharmaceutiques et cosmétiques.
Le Directeur Général France structure l'unité de Côte d'Ivoire
rattachée récemment à la France. Il recherche un

**Directeur
général
d'établissement**

Mission : Consolider et développer les activités de l'unité
ivoirienne.
Vous êtes pharmacien.
Vous avez une bonne expérience des circuits de
commercialisation en Afrique Noire.
Vous avez la volonté quotidienne d'entreprendre.
Animateur, stratège, négociateur intègre, vous parlez
parfaitement anglais et français.
La rémunération intéressante correspond à celle d'un
"LEADER" efficace (statut d'expatrié).

Pour faire évoluer votre carrière vers ce Groupe
International, Gilles BERTHET vous remercie de lui écrire
(Réf. 10003M).

DB DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18, 69131 ECULLY Cedex.

Lyon - Paris

British American Tobacco company est le plus important producteur
de tabac au monde. B.A.T. Company fait partie du groupe B.A.T.
Industries (papiers, finances et distribution).
Depuis trois ans, l'exportation de B.A.T. Benelux en Afrique s'accroît
grâce à deux marques: Gladstone et Gold Dollar. Ce développement
de nos activités nous amène à créer une nouvelle fonction (m/f)

territory manager
pour le développement du marché en Afrique de
l'ouest

Basé dans une grande métropole de l'Afrique de l'ouest, vous apporte-
rez un soutien logistique à notre distributeur. En outre, vous vous char-
gerez d'appliquer la stratégie sur le territoire.
La coordination des activités du siège se fera au départ de la Belgique
(B.A.T. Benelux).
Agé d'environ trente ans, vous bénéficiez d'une bonne formation (Bac
+ 2 ans minimum). Vous avez acquis une expérience en Produits de
Grande Consommation. Une expérience de l'Afrique représente, à nos
yeux, un avantage appréciable. La connaissance de l'anglais est éga-
lement un atout. De nombreux déplacements solliciteront votre goût
pour les voyages. De toute évidence, nous vous garantissons les condi-
tions financières normales réservées aux expatriés.
Votre personnalité correspond au profil que nous venons de décrire?
Adressez votre dossier de candidature à l'attention de Monsieur
Mathijs, à

B.A.T. Benelux S.A.,
rue De Koninck 38,
1080 Bruxelles.
Tél.: 19/32.2.422.02.11.



SOFRECOM

Société Service spécialisée dans l'ingénierie
et le conseil en télécommunication à l'étranger

recherche
pour le KOWEIT

UN CONSULTANT

SPÉCIALISTE EN SOFTWARE DATABASE ET VIDÉOTEX

Ce poste, prévu pour une durée d'un an renouvelable, à compter de mars
1989, comporte les fonctions suivantes :

- support SOFTWARE MINI 8 GCOS 6 MOD 400 REL 2.1,
DSS, X25, VIDÉOTEX ;
- Connaissances FORTRAN, COBOL, Assembleur, DTF.
- Administration de base de données.
- Support HARDWARE.

Formation Ingénieur ou équivalent.
Anglais courant parlé et écrit indispensable.
Connaissances arabe appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
Nicole TRAN - SOFRECOM - 8, rue de Berri, 75008 PARIS.

DROITS DE L'HOMME EN AMÉRIQUE

Amnesty International recherche pour son Secrétariat International à Londres un
assistant exécutif qui travaillera dans la division Amérique du Département de la
recherche. Il s'agit d'un contrat d'un an qui se terminera en avril 1990. Les solé-
taires exécutifs sont chargés principalement d'assurer la liaison avec les struc-
tures organisationnelles d'Amnesty International et de les aider à rassembler des
informations sur les victimes de violations des Droits de l'Homme. Il est essentiel
que les candidats maîtrisent parfaitement l'espagnol et l'anglais, connaissent le
français, soient capables de dactylographier leurs propres textes et procèdent
avec méthode au traitement des données. La connaissance de l'Amérique cen-
trale, et notamment du Guatemala, serait un avantage, ainsi que la pratique du
traitement de texte et du traitement informatisé des données. Ils (elles) doivent
avoir l'esprit d'initiative, être capables de travailler en équipe et sous pression.

TRAITEMENT ANNUEL : commence à £ 12.603.
DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 3 mars 1989.
LES ENTREVUES AURONT LIEU A LA FIN MARS 1989.

Pour obtenir d'autres renseignements et une formule de candidature, s'adresser
à : Service du Personnel, Secrétariat International, AMNESTY INTERNATIONAL,
1 Easton Street, Londres WC1X 8D/J (Grande-Bretagne).
Tél. : (1) 837 3805 (24 h/24 h).



PHARMACIEN

Bienvenue dans un monde
d'opportunités

RHÔNE-POULENC SANTE, l'un des trois premiers
Groupes pharmaceutiques européens, recherche pour le dé-
veloppement d'un centre de production en Afrique du Nord : un
PHARMACIEN

Nous lui confierons la responsabilité :

- de la mise en place de l'outil de production et de son
exploitation,
- de l'animation des hommes,
- de la fiabilité des process,
- des performances économiques.

Vous avez au moins 5 ans d'expérience de la production
dans différentes formes galéniques (comprimés, gélules,
sachets, sirops et solutions).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.,
photo) sous réf. 46403 à Média System, 6/8 Impasse des Deux
Cousins, 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.



" Les Programmes Intégrés Méditerranéens " recherchent

un CHEF DE PROJET (f/m)

dans le cadre d'une structure communautaire d'information et
d'appui aux P.I.M. (Au service de la Commission Européenne)

- Formation universitaire, 30/40 ans.
- 5 à 10 ans minimum d'expérience dans les domaines économiques
en relation avec les P.I.M.
- Pratique des relations institutionnelles.
- Aptitude à coordonner un projet international d'envergure.
- Connaissance parfaite français/italien, français/grec ou grec/italien.
3ème langue appréciée.
- 1er contrat d'un an, basé principalement à Bruxelles.

Envoyer d'urgence CV détaillé avec références à Jean LEMAITRE,
AEIDL, 34 rue Breydel, B - 1040 Bruxelles. Fax: 32.2.230 34 82.

Succursale d'une firme suisse recherche
pour point de vente région parisienne

Technico-commercial

pour la commercialisation de ses gammes de produits :
- Système de ventilation monotubulaire.

Mission : Développement de la clientèle
Profils : Homme 28-35 ans avec expérience acquise
dans un poste équivalent.
Connaissance de la ventilation.
Bons rapports avec des bureaux techniques et archi-
tectes.

Adresser lettre de candidature + CV
et prétentions à
Publicitas International,
Chiffre M/23318,
case postale, CH-4010 Basel.

ANDRE & CIE S.A.

désire s'adjoindre un

DELEGUE COMMERCIAL

afin de poursuivre ses activités variées
à LUANDA/ANGOLA.

Résidant sur place durant une période de
3 ans minimum, il suivra, développera et
créera des transactions exigeant l'expé-
rience :

- du commerce international,
- du portugais, du français,
- et des connaissances d'anglais.

Veuillez adresser votre candidature à :

M. Pierre ANDRE, Directeur du Personnel,
ANDRE & CIE S.A.
Case Postale, CH-1002 LAUSANNE (Suisse)

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont été
confiés.

Nous n'avons pas la structure d'une multi-
nationale mais nous sommes un fabricant
spécialisé d'instruments d'écriture pour un
marché croissant d'individualistes au plan
international.

Nous recherchons

**UN(E) RESPONSABLE
DES VENTES**

auprès de nos clients importants et reven-
deurs spécialisés de la région parisienne,
dans le cadre de notre implantation sur le
marché français.

Notre futur collaborateur est une person-
nalité de la vente, de 30 à 40 ans, disposant
d'une expérience déterminante dans la
commercialisation de produits de marque -
il se distingue par son engagement et son
esprit d'initiative.

Si cette position correspond à votre profil,
nous vous demandons de bien vouloir nous
faire parvenir votre proposition écrite,
accompagnée d'un C.V. et documents
complets à notre adresse.

C. Josef Lamy GmbH
B.P. 103720, D-6900 Heidelberg 1, R.F.A.



PA

Mairie de...

UN AGENT

ASSISTANT EN P...

RETEURS CHA...

ACTIQUE DE...

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC Handelsblad LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung



PARUTION LE MERCREDI DATE JEUDI Renseignements 45-55-91-82 poste 4096

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Mairie de Saint-Denis
(Seine-Saint-Denis)
recrute

UN AGENT DE MISSION

ALPHES DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES
SERVICES TECHNIQUES DE LA VILLE

Mission : traiter les grands problèmes de circulation, stationnement, transport en commun.
L'ingénieur généraliste de préférence qui occupera le poste est susceptible d'évoluer vers des responsabilités élargies.

Adresser candidature et CV à Monsieur le Député Maire,
2, place Victor-Hugo, 93200 Saint-Denis.

Nous sommes un des
secteurs de la QUALITE
TOTALE en EUROPE
par la possession
et l'efficacité
de nos méthodes
pédagogiques, nous rech.

CONSULTANTS FORMATEURS EXPERIMENTES EN QUALITE TOTALE

TROIS ANS DE PRATIQUE
DE LA FORMATION
NECESSAIRE.
Diplôme Grande Ecole
ou équivalent.
Ecrire avec CV, photo
et présent. à M^{me} Meller,
Généraliste
QUALITE TOTALE.

CSP

Import. Sh. d'études et de
Montage développ. actual.
ses activités de la domoie
de la diurne (tous. éqap.
de régulation) recherche
3 TECHNICIENS
BUT ou BTS DÉBUTANTS
Formation Electro-Mécanique.
L'entreprise assure aux candidats
revenus une formation pratique
complément et leur offre des
perspectives de carrière larges.
Ecr. n° 3821 DECO PUBLIOTE 10
Square de la Vierge, 75007 Paris, tel. 7500.

PRESSE SPÉCIALISÉE
GRAND PUBLIC
recherche de suite

MAQUETTISTES

Adresser CV et présent. à :
EDRÉGIE - BP 379
75003 Paris Cedex 16
(Transfert siège social
juin 1989 au
Piemont-Trévise - 94420).

Ecole au Centre
de Paris
recherche

PROFS FLE

Langue maternelle, française,
licence dipl. et exp. en FLE à
la riv. et solides. Au courant
rech. méthodes.
Envoyer CV + photo
Ecrire sous le n° 8124
LE MONDE PUBLIOTE
5, rue de Montmoult
75007 Paris.

CABINET CONSEIL
JURIDIQUE
pour Compagnie (BO)

COLLABORATEUR

Maîtrise ou DES
Droit des affaires.
Minimum 2 ans d'expérience
en cabinet.

Ecrire sous le n° 8122
LE MONDE PUBLIOTE
5, rue de Montmoult
75007 Paris.

L'Association Centre
d'Accueil et d'Aide
aux Toxicomanes
des Hauts-de-Seine
recherche

1 DIRECTEUR

pour diriger et coordonner
les activités de la structure
d'accueil et de son atelier de
formation (production
mensuelle). Formation et
exp. solides dans le secteur
social-éducatif.

Env. CV au S. ou Bessoujour
92500 RUEIL. Salaire annuel
brut 138 000 F env.

La Ville de
Saint-Quentin-Famond
(Val-d'Oise)
recrute pour
son service de personnel

RÉDACTEUR ou ATTACHE

responsable de l'information
Adjoint au chef du
Service du Personnel.

Adresser candidature
et présentations à
Monsieur le Maire
95310 St-Quentin-Famond.

Revue mensuelle

Support de communication d'une organisation professionnelle
recherche

RÉDACTEUR EN CHEF

Excellent rédacteur, il assurera la direction de la revue, de sa
conception à sa fabrication, à la tête d'une équipe restreinte.
Expérience indispensable dans la presse professionnelle et la
communication.

Envoyer lettre, CV, prétentions, à UNION PRESSE,
16, place de la République, 75010 PARIS.

L'ASSOCIATION
DÉPARTEMENTALE
DE DÉVELOPPEMENT
MUSICAL
DU VAUCLUSE
recrute

UN CHARGÉ DE MISSION

Le candidat devra justifier :
- d'un diplôme d'ens. sup.
- d'une solide exp. prof.

Les candidatures sont à adr.
avant le 15 février 1989 à
ADOM 84
51, rue des Fourbisseurs,
84000 AVIGNON.

INSTITUT DE FORMATION
de l'industrie pharmaceutique
BOULOGNE-BILLANCOURT
recherche

ASSISTANT H.F. EN FORMATION

Intégrité à l'analyse des
besoins et mise industrial.
pour assurer la promotion
effective des contrats
emploi-paie.

Déplacements nombreux,
voiture souhaitée. Témoin-
taires dynamiques et obéiss.
indispensables.

Adr. CV, photo, prés. au
président sur l'enveloppe le
rél. 43364, BULU, 17, rue
Labat, 94307 VINCENNES,
Cedex, qui transmettra.

ORGANISME 1 % LOGEMENT
recherche
pour démarches scolaires et
placements locaux

COLLABORATEUR H.F.

Bon niveau, dynamique, dis-
ponible, immédiatement,
expérience souhaitée, permis
VL, et bonne connaissance
Paris, banlieue.

Adr. lettre mss., CV, et prés.
s/rél. 28/418 à CONTEXTE
20, av. de l'Opéra, 75040
PARIS Cedex 01, qui tr.

Le Monde

INTERNATIONAL

LECTEURS CHARGÉS DE MISSION

pour l'action linguistique et culturelle en Italie

Le Bureau Linguistique de l'Ambassade de France en Italie recrute pour l'année
universitaire 1989/1990 quatre professeurs agrégés ou certifiés de préférence en
lettres classiques, lettres modernes, grammaire ou italien, ayant une solide for-
mation en FLE, pour les postes de lecteurs-attachés linguistiques dans les uni-
versités de Catane, Messine, Naples, Pise, Pescara et Turin.

- Contrat de trois ans renouvelable une seule fois.
- Traitement mensuel brut de 3 700 000 à 4 100 000 lire, plus allocations
familiales.

Adresser avant le 28 février 1989, un curriculum vitae détaillé avec photo et
photocopies des pièces justificatives à :

BUREAU LINGUISTIQUE DE L'AMBASSADE DE FRANCE
Via di Montoro, 4 - 00186 ROME

Université de Lausanne.
Nous ouvrons une inscription
pour un poste à plein temps
de professeur ordinaire
d'histoire et esthétique du
cinéma.

Titre exigé : Doctorat
ou équivalent.

Écrire 1-8-88 ou à commander.

Les candidatures doivent
parvenir avant le 28-2-89 au
Doyen de la faculté de let-
tres, Université de Lausanne
BFSH 2, CH 1015 Lausanne.

Renseignements à la même
adresse. Tél. : 1941
21/685-46-02
ou 1941 21/682-45-02.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 28 ans, cherche un emploi
fixe dans une société dyna-
mique de relations publiques.
Tél. : après 18 heures,
42-71-15-58
ou 42-74-22-38.

PROF. AGRÉGÉE
angl. option linguist. 76,
orig. angl. BA Franc./Ital.
parl. bilingue, esprit nov. et
curieux. Étude sans pro-
jet de communication/rat.
Ecrire sous le n° 8125
LE MONDE PUBLIOTE
5, rue de Montmoult
75007 Paris.

L'Association Centre
d'Accueil et d'Aide
aux Toxicomanes
des Hauts-de-Seine
recherche

CHIEF DE PUBLICITÉ MEDIA/AGENCE

Encadrer toutes propositions
Tél. : 48-30-22-75.

Jeune infirmière algérienne, âgée
de 24 ans, 5 ans d'expérience,
diplômée d'Etat : soins
généralistes + manipulateur
radiologie, orthodontie, cher-
che emploi à l'étranger. Libre
de tout engagement.

MECHERIAL MOINE
(Pense régional)
Boulogne 55 130 (W)
Boumerdes (Algérie).

J.F. 28 ans, ch. poste marke-
ting, de Sté Inform. ou sémi-
com., form. IP France
+ 1 an exp. respons. mar-
keting de suite. 49-48-50-74.

CHEF COMPTABLE

Pour société de distribution
leader dans son domaine.
Ce poste nécessite 10 ans
d'expérience, dynamisme et
maîtrise de la micro-
informatique.

Tél. : M^{me} Lemaire, 48-44-30-30.

Pour banque parisienne

INGÉNIEURS DÉBUTANTS ou EXP. ou TECHNICIENS SUPÉRIEURS

Expérimentés
Rédaction et traduction en
langue anglaise de docu-
mentation technique
moteurs d'avion.

Tél. pour R.V. heures bur.
42-88-38-41

Patrick Williams ou
envoyer C.V. à T.S.
85, rue d'Amsterdam,
75008 PARIS.

automobiles

de 8 à 11 C.V.

Break Volvo essence,
modèle 245 GL, gris métal,
bon état, 31.000 F.

Tél. : 43-27-61-63, après 20 h.

Animaux

A adopter jeune chien
noir, taille moyenne, très
affectueux, propre et très
sage. Tél. après 20 heures,
50-28-54-63.

Tél. : M^{me} Lemaire, 48-44-30-30.

Bijoux

ACHAT BIJOUX

Britannia, pierre précieuses,
argenterie,
vieux or.

PERRON, bd des Italiens
OPERA, 4, Ch.-d'Arin
ETOILE, 37, av. V.-Hugo
Ventes en neuf et occasion.

Tél. pour R.V. heures bur.
42-88-38-41

Cours

LINKS ENGLISH ACADEMY.
Cours d'anglais, enseigne-
ment à tous niveaux petits
groupes (6 élèves max.),
prof. natifs diplômés.

Brochure à : 48 South Hill
Park, London NW5 2SL
Tél. : 19-44-1-794-0881.

COURS D'ARABE MOD.

Extensive 2 x 3 h par
semaine, entends 6 h/jour,
10 semaines.

AFAC, 43-82-92-92.

Jeune fille

au pair

Nursey irlandaise,
libre de suite,
Irish Nanny services,
Dublin, Irlande. Tél. direct
18-353 1-898-280.

Vacances

Tourisme

Loisirs

TIGNES (VAL-CLARET)
Partie, loue à Inter Réal-
dence, studio 4 pers.
grand confort. Du 2 au 9 avr
et du 9 au 16 avr.
Tél. : 34-51-45-41.

BRETAGNE

ILE DE BREHAT

Maison, vue sur mer,
5 chbres, gd ht., chem., jardin.
Vacances Plages, 2 500 F/sem.
Hors saison, 1 500 F/sem.

Justif. / Adm. : 10 000 F/mois.
Tél. : 42-33-04-00, 45-52-75-72.

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres simples
€ 100 par sem., 1/2 pension.
Renseign. : 173 New Kent Road,
LONDON SE1 4YT - G-B.
Tél. : (191) 44 1 703 41 75.

مكتبة من الامم

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

maisons individuelles

HERBLAY (95)
Belle maison, réc. sup.
terr. 1 490 000 F. C
Vermelle : 39-19-21-21

CONFLANS (78)
Maison 8 pièces, 545 m²,
bon état. 1 800 000 F.
Vermelle : 39-19-21-22

EVRY ANDREY (77)

HERBLAY (95)
Au calme, superbe maison

villas
NOÏSY-LE-GRAND, par
ville caract. 7 p., cuis.
mexcan., gde cham., p
casse, gar. 2 voit., a. de b
n. d'œuf, 2 s.c., terr. 4
prix REP, A. 4. 1.20.000
Tel.: 43.04.29-07.

94 VITRY
Prox. par. Joliet-Curie
VILLA 7/8 PCEs
saison, s. à mang
6 chbres, s/ed intég.
2 vol., sur terr. 1 800 m²
PX 3 150 000 F
SAVIA 45-33-08-41.

immobilier
information

**EXPERTISES
ÉVALUATIONS**
Pour avoir l'avis objectif d'
expert indépendant de
transaction sans enga-
gement de votre part.
Contactez UNIASAT
23, rue J.-Giroudon 751

**PROFESSIONNELS
DE L'IMMOBILIER**
L'annuaire des propriétaires
des immeubles recensés
28.000 propriétaires
38.600 immeubles.
DESSANS
TEL. 46-22-88-33.

R
E
R



gt

M

4

re

er.

...the

**ACHETER
VENDRE
LOUER**

Si vous
avez mal
aux pieds
tapez du doigt
36.15
code FNAIM
ou téléphonez
au 42.27.44.44

FNAIM
La meilleure
vue sur
l'immobilier.

FNAIM

bureau

EURE-HAVRE

HAVRON

BOUTEILLERIE

BOUYGUES

IMMOBILIER

(9) OUEST

60 F le m²

BUREAU

François

BOULOGNE

700 m d'habitation

Marché de 210 m²

CSC = 84%

ISSY-LES-

MOLINEAUX

A VENDRE

BUREAU

1100 m² + 1000 m²

BOUYGUES

IMMOBILIER

48-25-44-77.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

bureaux

bureaux

bureaux

Ventes

CIDES

FEAU HAMPTON

SÉLECTION

SÉLECTION

FEAU HAMPTON

VENTES

7° PROXIMITÉ
ASSEMB. NATIONALE
Sur plateau de 170 m²
très bon standing.

14° ALESIA

Immeuble indépendant
rénové R + 4
900 m² divisibles
sur plateau de 150 m²
très fonctionnelle.
Disponible 1^{er} trimestre 88.
Possibilité de parking.

17° MONCEAU

Bureau professionnel et
libéral, Associations,
Syndicats professionnels.
Immeuble pierre de taille,
850 m² en 2 niveaux
grande circulation +
8 bureaux par niveau.

FEAU HAMPTON

40-08-10-90

Locations

DOMICILIATION 8°

Bureaux, études, secrétariat,
AGENCE 42-44-98-24.

BOUYGUES

IMMOBILIER

Conseil de gestion

Propose
EXCEPTIONNEL

(92) OUEST

530 F.le m²

A LOUER
BUREAUX

1 200 m² à 28 000 m²

Immeuble
grand standing
(levés assurance
parking et gymnase)

BOULOGNE

1 300 m² divisibles
à partir de 210 m²

145 F/m² m.t.
parkings en sous-sol

ISSY-LES-

MOULINEAUX

A VENDRE
OU
A LOUER

BUREAUX

de 6 000 m² à 30 000 m²

Immeubles en construction
grand standing

BOULOGNE

1 300 m² divisibles
à partir de 210 m²

145 F/m² m.t.
parkings en sous-sol

ISSY-LES-

MOULINEAUX

A VENDRE
OU
A LOUER

BUREAUX

de 6 000 m² à 30 000 m²

Immeubles en construction
grand standing

BOULOGNE

1 300 m² divisibles
à partir de 210 m²

145 F/m² m.t.
parkings en sous-sol

ISSY-LES-

MOULINEAUX

A VENDRE
OU
A LOUER

BUREAUX

de 6 000 m² à 30 000 m²

Immeubles en construction
grand standing

BOULOGNE

1 300 m² divisibles
à partir de 210 m²

145 F/m² m.t.
parkings en sous-sol

ISSY-LES-

MOULINEAUX

A VENDRE
OU
A LOUER

BUREAUX

de 6 000 m² à 30 000 m²

Immeubles en construction
grand standing

BOULOGNE

1 300 m² divisibles
à partir de 210 m²

145 F/m² m.t.
parkings en sous-sol

ISSY-LES-

MOULINEAUX

A VENDRE
OU
A LOUER

BUREAUX

de 6 000 m² à 30 000 m²

Immeubles en construction
grand standing

BOULOGNE

1 300 m² divisibles
à partir de 210 m²

145 F/m² m.t.
parkings en sous-sol

ISSY-LES-

MOULINEAUX

A VENDRE
OU
A LOUER

BUREAUX

de 6 000 m² à 30 000 m²

Immeubles en construction
grand standing

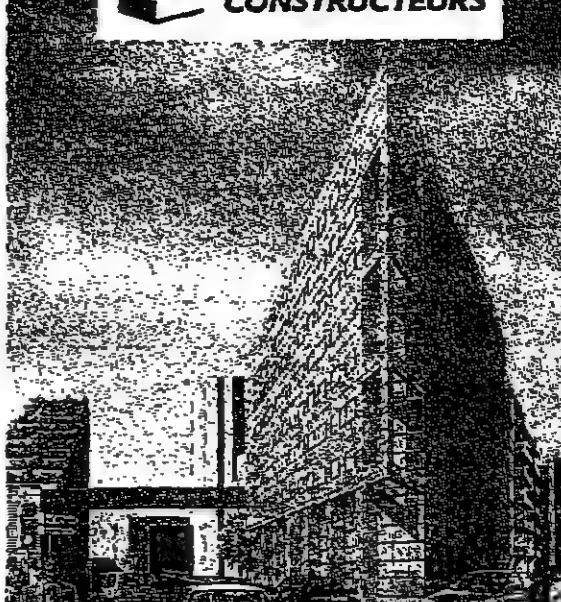
BOULOGNE

1 300 m² divisibles
à partir de 210 m²

145 F/m² m.t.
parkings en sous-sol

</

**LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS**



La Défense : 4 175 m² à louer
• Divisible à partir de 250 m² • Disponible immédiatement

La Défense (92) Le Triangle : immeuble de standing
avec parkings privatifs.

Commercialisation : Les Nouveaux Constructeurs - Tél. : 34.65.92.00

COTE D'AZUR-FRANCE
CAP BENAT
VOTRE TERRE A BATIR DOMAINE PRIVÉ

Gardiennage toute l'année	Face aux îles d'Or
2 200 m²	1 140 000 FF TTC
2 800 m²	1 460 000 FF TTC

LM26/1/89

VUE MER
Documentation sur demande
POSIDONIA : Département vente
Domaine privé du Cap BENAT, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS
Tél. : (33) 94-71-27-28 (29). Telefax : (33) 93-75-53-01

GROUPE ZAUBERMAN

ACHÈTE
TERRAINS
IMMEUBLES LIBRES
OU OCCUPÉS
paiement comptant

PROMOVIM
3, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS.
Tél. : 42-36-56-26



EXPERTISE VOS IMMEUBLES
de toutes catégories PARIS & BANLIEUE
RÉNOVATION - PROMOTION

Les Belles Propriétés du Monde

PORTES DE CHANTILLY

Propre à aux prestations exceptionnelles, superbe piscine chauffée, aménagement d'éclairage, r.-de-ch., solarium, terrasse + vaste salon, bar intérieur, équipé vidéo, salle gym, sauna, jacuzzi, aquariums, appt d'amis, récept. 50 m², terrasse 110 m², s.d.a. aménagée, 5 chambres, 2 bns, a. billard, gas. s/terr. clos.

AVIS VIARMES
33, r. de Paris
30-35-45-45.

A. V. part. à part.

**SUPERBE MAISON
DE MAÎTRE**

15 km Angers, 12 gîtes p. principales
+ cuis., salles de b., dépend. (3 gar.,
serris, volières, cave voûtée, grangers,
parc + jardin potager, ch. c.
1.700.000 tt compris.

Pour R.V. M^r DRAUNET : 43-81-23-07
(H.L.B.), 43-81-99-84 (soir).



AU CŒUR DE LA TOURAINE

Sur 1 ha 82 a superbe PPTÉ ANCIENNE, style ferme touraineuse rust. avec goût, sè. rust., chem., salon, bur., 3 ch., tt. off., rivera dépend., belles presenc., le charme de la camp., proche de Tours, avec accès facile par aut. vers Paris. Prix 705.000 F.

هكذا من الاهل

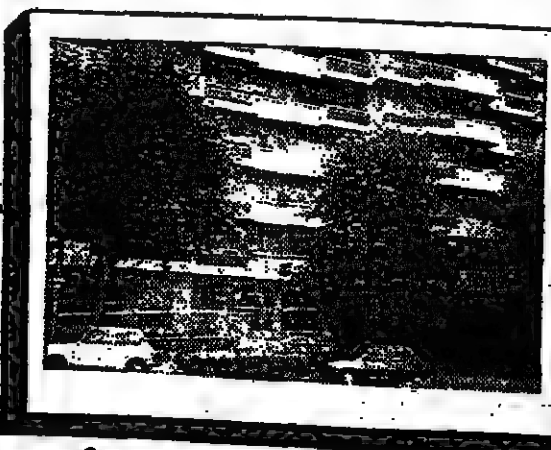
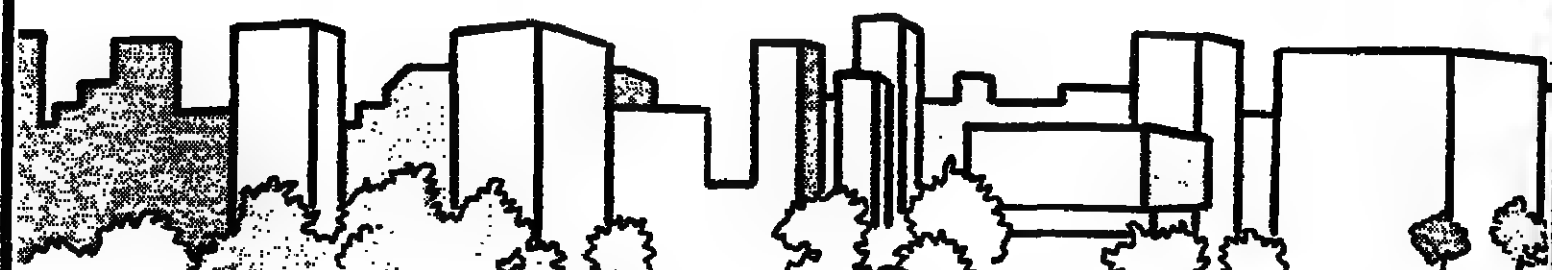
هكذا من الأصل

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
5 Pièces 106 m ² , 3 ^e étage	10 350 1 035	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE 42-47-79-35	Cave, s/p. l'un., jou., ven., sam., 11-13 h, chauff. indiv. électr.	Studio 31 m ² , 4 ^e étage	2 250 410	OUI	Bois-Colombes, 11/17, av. Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	Chauff. individuel, Imm. bon stand. Vis./r.v.
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	6 900 690	OUI	13, rue de la Lancette LIPE 42-47-79-35	Cave, s/p. l'un., jou., ven., sam., 11-13 h, chauff. indiv. électr.	3 Pièces 78 m ² , 2 ^e étage	4 950 440	OUI	Courbevoie 2, av. du Parc AGF 42-44-00-44	Chauff. individuel.
5 Pièces 143 m ² , 3 ^e étage	9 125 912	OUI	13, rue de la Lancette LIPE 42-47-79-35	Cave, s/p. l'un., jou., ven., sam., 11-13 h, chauff. indiv. électr.	2 Pièces 56 m ² , 3 ^e étage	3 200 752	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-88	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces 103 m ² , 3 ^e étage	6 000 1 189	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-88	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
2 Pièces 50 m ² , r.-de-c.	4 820 482	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE 42-47-79-35	Tous les mercr. de 11 h à 19 h, M ^{re} Gobelins.	4 Pièces 88 m ² , 4 ^e étage	5 050 1 183	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-88	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
4 Pièces 90 m ² , 4 ^e étage	8 400 840	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE 42-47-79-35	Tous les mercr. de 11 h à 19 h, M ^{re} Gobelins.	3 Pièces 68 m ² , 3 ^e étage	3 900 914	OUI	Courbevoie 9, rue de l'Abreuvoir SAGGEL 47-78-15-88	Imm. neuf, standing, chauff. électrique
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					Studio 40 m ² , 2 ^e étage	3 430 680	OUI	Neuilly/Seine 39, rue Parmentier AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif.
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	6 480 648	OUI	48, rue Cauchy LIPE 42-47-79-35	S/p. l'un., jou., vend., sam. de 16 à 19 h, chauff. indiv. électr.	3 Pièces 78 m ² , 1 ^{er} étage	5 050 1 045	OUI	Puteaux, 12, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif, Loggia.
4 Pièces 93 m ² , 5 ^e étage	8 700 870	OUI	48, rue Cauchy LIPE 42-47-79-35	S/p. l'un., jou., vend., sam. de 16 à 19 h, chauff. indiv. électr.	3 Pièces 72 m ² , 1 ^{er} étage	6 650 470	OUI	Saint-Cloud 2, square Ste-Clotilde AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv., terrasse, Imm. réco. de bon stand. Vis./r.v.
5 Pièces 130 m ² , 5 ^e étage	13 530 1 353	OUI	48, rue Cauchy LIPE 42-47-79-35	En duplex, s/p. l'un., jou., vend., sam., 16-19 h, chauff. indiv. électr.	93 - SEINE-SAINT-DENIS				
Studio 44 m ² , 6 ^e étage	3 650 800	OUI	6/10, rue Mirabeau SAGGEL 47-42-44-44	Imm. standing	4 Pièces 88 m ² , 12 ^e étage	3 252 1 100		Pierrefitte 62-64, av. Gal-Gallieni AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif, Vis./r.v.
Studio 32 m ² , r.-de-c.	2 600 452	OUI	57, rue des Morillons SAGGEL 47-42-44-44	Face paro Brasseins, réc., chff. ind. électr.	94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 48 m ² , 4 ^e étage	2 870 490	OUI	Cachan 34, av. Carnot AGF 42-44-00-44	Chauff. mixte, Imm. bon stand., près RER et de ts commerces. Vis./r.v.
2/3 Pièces 72 m ² , 2 ^e étage	4 950 1 050		135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collect.	5 Pièces 106 m ² , 8 ^e étage	8 000 848	2	Vincennes, 138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	Neuf, gd stand., s/p. l'un., cave, s/p. l'un. 28-29/01 11-13 h et 14-18 h, balc 17 m ² , chauff. électr.
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 90 m ² , 6 ^e étage	6 500 720	2	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	Cave, nf, gd stand. s/p. l'un. les 27-28, 11-13 h/14-18 h, balc. 12 m ²
3 Pièces 65 m ² , 2 ^e étage	5 370 794		52, bd des Batignolles GCI 40-16-27-00	Chauff. collectif	3 Pièces 79 m ² , 1 ^{er} étage	5 300 632	OUI	Vincennes 138, rue de la Jarry GFF 49-02-36-66	Cave, gd stand., s/p. l'un. les 28 et 29/01, 11-13 h et 14-18 h
78 - YVELINES					3 Pièces 75 m ² , 5 ^e étage	4 374 620	OUI	Nogent-sur-Marne 39, rue du Port SAGGEL 47-42-44-44	Port de plaisance, stand., chauff. indiv.
5 Pièces 107 m ² , 1 ^{er} étage	10 700 1 567	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-68	Vue directe, sur parc	95 - VAL-D'OISE				
Studio 29 m ² , r.-de-c.	3 000 425	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-68	Jardin privatif, donnant sur parc	4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	3 233 430	OUI	Sannois 23, rue Jules-Ferry AGF 42-44-00-44	Chauff. individuel, park. en supplément, Vis./r.v.
Studio 27 m ² , 3 ^e étage	2 530 160	OUI	St-Germain-en-Laye 42 bis, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Chauffage individuel. Vis./r.v.					
4 Pièces 102 m ² , 3 ^e étage	5 300 1 300	OUI	Versailles 22, promenade Mone-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. individuel. Vis./r.v.					
91 - ESSONNE									
4 Pièces 80 m ² , 1 ^{er} étage	3 400 1 300	OUI	Massy 7, square Y.-du-Manoir AGF 42-44-00-44	Chauff. individuel. Vis./r.v.					
4 Pièces 76 m ² , 3 ^e étage	3 350 899	OUI	Grif-sur-Yvette, réed. les Grandes-Coudraies GCI 40-16-28-70	Dans parc, chauff. collectif					



AGF
Belle résidence, avenue Carnot
à 200 m du RER

Les métiers de la comptabilité

Des fonctions plus riches

COMPTABLE ? On imagine encore un employé en manches de lustrine calligraphiant méticuleusement des tombereaux de chiffres dans un petit bureau, terne, poussiéreux et envahi par un épais brouillard. Et pourtant, l'informatique a transformé le métier. L'enregistrement des données comme les austères calculs leur échappent de plus en plus. La fonction s'est enrichie.

« La comptabilité est devenue un instrument d'analyse, de prévision, de simulation, remarque l'ONISEP (1). Autrefois, elle était aujourd'hui le « tableau de bord » de l'entreprise, aussi indispensable au dirigeant que ses instruments de bord au pilote d'avion. » « Le comptable doit être polyvalent et curieux, bien connaître le fonctionnement de l'entreprise, mais il lui faut également disposer de réelles qualités de communication », renchérit Jean-Pierre Mariel, directeur des affaires administratives, comptables et immobilières d'Air Inter. Autrement dit, il faut savoir analyser les chiffres qui sortent de l'ordinateur et surtout les présenter aux autres pour qu'ils soient directement utilisables comme instrument de gestion.

Les métiers de la comptabilité en entreprise sont aujourd'hui beaucoup plus valorisés. Une qualité plus exclusivement reconnue à l'expertise exercée en cabinet. Ces deux grands secteurs de la comptabilité ont un point commun : ils embauchent. Le secteur libéral crée même continuellement des emplois : environ 2 000 par an depuis 1973. Il y avait, au 15 novembre dernier, 11 001 experts-comptables agréés inscrits au tableau de l'ordre, auxquels il faut ajouter 6 457 stagiaires. Selon l'INSEE, les cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière employaient 82 174 salariés au 31 décembre 1986, dont 57 % dans les cabinets de moins de 20 salariés. On dénombrait 3 940 cabinets sans aucun salarié. Le revenu mensuel moyen était de 10 600 F (8 300 F dans les cabinets de moins de 6 salariés, 13 600 F dans ceux de plus de 100 salariés). Selon l'UNEDIC, 64 % des employés sont des femmes. Mais parmi leurs employeurs (les experts-comptables inscrits à l'ordre), on en trouve moins de 15 % aujourd'hui. Une proportion qui augmente (elle était de 8 % en 1983), mais les femmes sont rarement « associées » au sommet de la hiérarchie.

Stabilité des effectifs en entreprises

Du côté des entreprises, l'étude 1988 de la Cégos. « Le diagnostic de la fonction comptable », révèle une grande stabilité des effectifs comptables, relativement à ses précédentes enquêtes de 1971 et 1976, qui correspondaient à 3,2 % des effectifs des entreprises. Soit environ 150 000 personnes dans les sociétés de plus de 100 salariés, où l'échantillon de la Cégos est représentatif. « Il s'agit là de l'effectif complet, précise Claude Salzman, consultant à la Cégos. Aux collaborateurs directs des services comptables viennent s'ajouter, en effet, ceux qui concourent à la réalisation des travaux comptables dans d'autres services : des informaticiens, des salariés de la facturation et du service achats... » Par exemple, un magasinier qui saisit lui-même son « bon de sortie » sur un écran. Les imputations (affectations d'une somme à un compte) sont de plus en plus effectuées par les services utilisateurs : ils indiquent eux-mêmes sur les factures les codes analytiques des comptes achats. L'angoisse du comptable ne sachant pas où affecter une dépense tend à disparaître.

Les petites entreprises ont davantage besoin de comptables et créent plus d'emplois, concit également la Cégos, en raison d'un phénomène inverse aux économies d'échelle. Les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 100 millions de francs ont un effectif comptable de 4,6 %, contre 3 % pour celles dont l'activité dépasse 1 milliard de francs. « Si l'on prend en compte les secteurs d'activité, seuls trois d'entre eux se détachent du lot, avec des effectifs comptables élevés, pré-

cise Claude Salzman : les services, les banques et le commerce, avec respectivement 4,9 %, 4,6 % et 4,1 %. »

Il distingue également six fonctions principales dont le besoin en personnel évolue beaucoup : la comptabilité générale (20 %), clients-fournisseurs (32 %), analytique (12 %), budgétisation et contrôle de gestion (10 %) et trésorerie (9 %). En 1976, l'ensemble comptabilité générale et clients-fournisseurs pesait moins de 28 % (52 % en 1988). En revanche, l'ensemble comptabilité analytique et budgétisation et contrôle de gestion représentait 40 % (22 % en 1988). Signe que la crise a conduit les entreprises à renforcer les fonctions qui permettent des gains à court terme ?

7 000 offres d'emploi publiées en 1988

Dans chacun de ces domaines de la comptabilité, la demande de personnel qualifié et diplômé s'accroît. Les employeurs exigent une meilleure maîtrise de l'outil informatique. « C'est le besoin de formation qui connaît la plus forte progression », souligne Maurice Petitjean, président de l'Association des comptables. Son institut de gestion et d'études financières, qui reçoit 2 000 élèves par an, propose de nouveaux stages, révélateurs des tendances du marché : la fiscalité des groupes et leur consolidation (depuis un an les sociétés et leurs filiales françaises peuvent opter pour l'intégration de leurs résultats imposables), et l'évaluation des entreprises (de plus en plus utile depuis que se sont multipliés les privatisations, les OPA et les rapprochements) ; le suivi des opérations de commerce international, les problèmes de changes, et l'ouverture à la culture comptable anglo-saxonne. Les « Big Eight », ces huit gros cabinets présents en France, offrent aux cabinets français qui s'allient avec eux la possibilité de suivre leurs clients à l'étranger grâce à de

puissants réseaux internationaux. Autre effet de leur présence : une influence sur les méthodes d'analyse et de révision comptables.

« Les employeurs sont beaucoup plus exigeants sur les diplômes », remarque Maurice Petitjean. Au premier niveau, les plus recherchés sont les techniciens supérieurs (munis d'un BTS ou d'un DUT). Mais les entreprises ont encore besoin de titulaires de bac G 2, voire de BEP ou de CAP comptabilité. Cette population est naturellement la plus nombreuse. Et de loin. « Pourtant, si un BTS vient me voir, insiste Maurice Petitjean, je le place dans les dix minutes. »

Les cadres comptables sont souvent appelés « chefs comptables ». « Plus de la moitié des offres d'emploi demandent l'ancien DECS (diplôme d'études comptables supérieures, de niveau bac + 4, remplacé par le DESCF, diplôme d'études supérieures comptables et financières), indique l'ONISEP (1), un diplôme d'école de commerce, option finances-comptabilité, ou un DUT ou un BTS avec une formation universitaire à la gestion et une expérience professionnelle. » « Les chefs comptables avec cinq à six ans d'expérience sont très recherchés », souligne Maurice Petitjean. C'est également un bon tremplin pour atteindre des responsabilités plus opérationnelles : la direction d'une agence, par exemple, ou la direction des ventes. « Une opinion que ne partage pas Claude Salzman, selon qui des chefs comptables, trop spécialisés, se retrouvent sur des « voies de garage ».

L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) vient de publier une enquête sur les offres d'emploi (celles qui lui parviennent directement ou celles publiées dans la presse) (2). Le nombre des cadres occupant un poste dans la fonction comptable est évalué à 65 000 environ. La promotion interne est fréquente ; cependant, la part du recrutement externe augmente, souligne l'étude. L'APEC a recensé, pour

cette fonction, 4 200 offres, dont 14 % en cabinet. « L'informatisation des services comptables qui se poursuit, notamment dans les PME, n'a pas pour effet de diminuer les recrutements de niveau cadre. Elle s'accompagne, en effet, d'un accroissement de l'ampleur et de la complexité des tâches. » Les jeunes diplômés sont recrutés sur une base de 120 000 à 145 000 F annuels, 155 000 à 185 000 F pour un cadre confirmé, 190 000 F pour un responsable de service, 300 000 F environ pour un expert-comptable.

L'attrait croissant du diplôme d'expertise comptable

Trois autres fonctions sont analysées par l'APEC. Le contrôle de gestion et l'audit financier : 1 572 offres en 1988, en forte augmentation depuis six ans, avec des salaires proposés de 125 000 à 160 000 F pour un diplômé débutant et de 190 000 à 230 000 F pour un confirmé. Les fonctions des services et cadres financiers : environ 950 offres en 1988, un chiffre qui a connu une brutale augmentation en 1987, avec une rémunération de 125 000 F pour un débutant et de 170 000 à 210 000 F pour un confirmé (voire 250 000 F pour un responsable). Les postes de direction comptabilité ou finances : une fonction dont la demande est très stable, avec environ 200 offres en 1988, et des salaires de 240 000 à 290 000 F (et même de 400 000 à 500 000 F pour un directeur d'audit).

Mais l'écart entre la région parisienne et la province, comme celui entre les hommes et les femmes, est grand. L'étude 1986 de l'AE-INTEC (Association des élèves et anciens élèves de l'Institut national des techniques économiques et comptables du CNAM) montrait qu'un homme chef comptable gagnait 244 000 F à Paris, contre 166 000 F pour une Parisienne et 158 000 F pour un provincial. L'éventail des

salaires est, en fait, bien plus large : de 120 000 à 350 000 F. Quant aux experts-comptables en cabinet, leur rémunération annuelle brute était, il y a trois ans, d'environ 400 000 F, ajoute l'AE-INTEC. Mais, là aussi, cette moyenne cache un large éventail. Par exemple, un jeune cabinet parisien offre 120 000 à 150 000 F aux collaborateurs, 150 000 à 210 000 F aux chefs de mission (bac + 7, deux ans d'ancienneté), 250 000 à 300 000 F aux chefs de groupe (cinq ans d'ancienneté) et 600 000 à 1 000 000 F aux associés.

Une des raisons sans doute de l'attrait croissant pour le diplôme d'expertise comptable (diplôme d'études supérieures comptables et financières en quatre ans + trois années de stage et un mémoire) : 945 diplômés en 1988 contre 537 trois ans auparavant. 95 % d'entre eux trouvent leur premier emploi en moins de trois mois, révèle une enquête du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables sur les diplômés des années 1985 à 1987. Environ deux tiers d'entre eux choisissent l'exercice libéral, plutôt que de s'intégrer une entreprise : le nombre de diplômés en entreprises serait inférieur à 5 000, estime Jean-Pierre Mariel, président de l'UDEC (Union des diplômés d'expertise comptable, branche « salariée » de l'Institut français des experts-comptables).

Etre à la fois technicien, commercial et manager

Les métiers sont bien différents. Le cabinet, indépendant, répond à une clientèle nombreuse, et le plus souvent composée de petites entreprises. L'exercice libéral permet d'envisager de gros revenus... si l'on sait être à la fois bon technicien, commercial et manager. Et pas averse de son temps. Surtout si l'on a décidé de se constituer une clientèle en partant de zéro, ou si l'on rachète un portefeuille. Troisième possibilité plus commode : intégrer un cabi-

net. Une solution d'avenir dans un secteur appelé à être de plus en plus dominé par les gros (45 cabinets réalisent plus de 35 millions de chiffre d'affaires et emploient 14 400 salariés).

En outre, les missions de l'expert-comptable ont évolué. Sa fonction traditionnelle existe toujours : établir les comptes des entreprises (un domaine où la concurrence des centres et associations de gestion agréés est féroce) et émettre une « opinion » sur la qualité des documents comptables. Les experts-comptables utilisent de plus en plus leur matière grise : ils développent les missions de conseil (organisation, contrôle de gestion, gestion financière, droit de la fiscalité, droit social, informatique).

Avocats et notaires veulent également atteindre, non sans mal, la clientèle « entreprises ». Quelques experts-comptables appellent de leurs vœux la création de sociétés multiprofessionnelles. « Des cabinets de conseils d'entreprise, rêve l'Alsacien Gilles Pfrunner, président de l'Association nationale des experts-comptables stagiaires, où l'on rencontrerait experts-comptables, avocats, conseils juridiques et pourquoi pas des notaires, et où l'on dépasserait les rivalités internes. » Utopie ? Probablement, car ces professions ne peuvent admettre de s'associer avec des experts-comptables, dont la plupart acceptent des missions de commissariat aux comptes, au cours desquelles ils sont tenus de révéler les irrégularités à la justice. Pourtant, ce rapprochement semble être une excellente réponse à la concurrence anglo-saxonne. La Grande-Bretagne dispose de 132 000 chartered accountants dont 50 000 en exercice libéral (au 1^{er} janvier 1988). Ils pourraient facilement venir alimenter le marché français.

FRANÇOIS KOCH.

(1) - Finance et comptabilité - dossier « Avenir » n° 397/398, ONISEP.
(2) Etude réalisée par Raymond Béhoul pour la Profession comptable, n° 72 (23-12-88).

L'explosion du marché des logiciels

Les forts en thème ne sont plus les seuls

L'INDUSTRIE du logiciel est-elle une pépinière d'emplois nouveaux ? « Oui », répond Yves Lasfargue, auteur de Travail dans l'informatique, directeur de la section « technologie » de l'Institut français de gestion (IFG). Mais les métiers présentés comme nouveaux en 1989 seront à leur tour rejoints, et en partie supplantés, « dans dix ou quinze ans ».

Dans un document récemment publié par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), Yves Lasfargue, par ailleurs président du groupe de stratégie industrielle du commissariat général au Plan, constate que « sur 200 000 personnes employées en 1988 dans le secteur de l'informatique, plus de 75 % sont concernées par le logiciel ».

Autre constatation : les matériels évoluent vers un petit nombre de standards alors que les logiciels, et surtout les services qui leur sont liés, ont tendance au contraire à se diversifier. Tous les secteurs d'activité ont en effet un besoin croissant de programmes informatiques variés. D'où une forte diversification des emplois proposés.

« Les métiers du logiciel, ajoute Yves Lasfargue, ne sont plus forcément synonymes de complexité et de matière grise très technique. Ils ne sont plus, comme il y a quinze ans, l'apanage des seuls forts en thème. C'est un fait : l'évolution technologique a rendu transparents des mécanismes très rebus, comme la preuve que chaque jour l'extension des micro-ordinateurs à de très nombreuses applications.

Alors, disparaissent les « gourous » ? « Le logiciel requiert toujours de nombreuses catégories de spécialistes et d'hyperspécialistes », fait-on remarquer à l'IFG, où l'on propose, notamment aux entreprises, des programmes de « culture technologique ». « Mais certaines compétences de grande

valeur ne servent plus à grand-chose aujourd'hui. » De fait, constate-t-on, le logiciel nécessite en quantité croissante des diffuseurs, des formateurs, des professeurs de liaison entre techniciens et utilisateurs. Voire des spécialistes en sciences humaines.

Nouvel artisanat

Le logiciel recourt donc. Beaucoup. Le nombre de diplômés arrivant chaque année sur le marché du travail a pratiquement doublé entre 1982 et 1988. Il en résulte une concurrence plus serrée, qui se traduit notamment par une formation de plus en plus exigeante. « Le recrutement se fait désormais au niveau bac + 4 et bac + 5 », relève le document de l'APEC qui note qu'une formation longue, renforcée par la formation permanente, devient plus que jamais « la clé de la réussite ». Mais la demande est là : les effectifs des ingénieurs ont augmenté de 29,2 % en quatre ans. Ceux des cadres commerciaux de 24,2 %.

Ce qui frappe encore, dans ces métiers, est la diversité des profils rencontrés sur le terrain. A l'IFG, il n'est pas rare de croiser dans les couloirs des médecins ou des architectes en quête d'une formation complémentaire en informatique. Ou en reconversion. Ailleurs, on rencontre aux côtés des ingénieurs et des informaticiens, autour du logiciel, d'anciens élèves d'HEC, des Ecoles de commerce ou de sciences politiques. « La rationalisation du processus de fabrication du logiciel a créé un « nouvel artisanat » haut de gamme », fait observer à propos de cette diversité Yves Lasfargue.

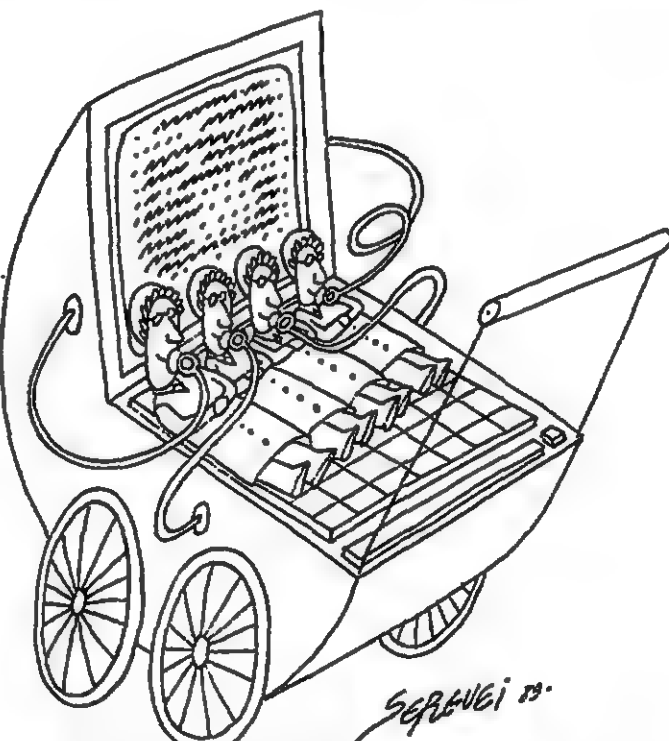
L'analyse des offres d'emploi, ainsi que le montre l'étude, conduit à distinguer deux grands types de professions : les « classiques », bien que toujours en évolution. Et les postes qui émergent en voyant croître leur importance.

« Les professions d'études générales et d'organisation « classiques » sont toujours très recherchées », constate l'APEC. Mais plus inquiétant sont les profils de jeunes diplômés en matière de formation générale de base. Les connaissances polyvalentes sont en effet devenues de règle dans un métier où il faut se réadapter en permanence. En matière de logiciel, le temps tourne vite. Ce qui conduit certaines sociétés, comme Bull, à consacrer plus de 10 % de la masse salariale à la formation permanente, ce qui est considérable.

La qualité du dialogue

En aval des grandes entreprises, les métiers qui se développent le plus sont ceux qui se trouvent en contact avec le public, ainsi que le montrent les énoncés d'offres d'emploi. Des métiers de dialogues et d'écoute, essentiellement de services, qui s'ouvrent très largement à des vendeurs-conseils dont le profil est proche de l'ingénieur technico-commercial, 60 % de la vente des logiciels, en chiffre d'affaires, ne se font-ils pas dans les quelque mille deux cents « boutiques » de micro-informatique auxquelles sont venues s'ajouter récemment les grandes surfaces de distribution de type FNAC, NASA ou DARTY ?

En amont de ce phénomène de marée grand public, on assiste aujourd'hui à l'émergence de nouveaux métiers générés par le logiciel de base. L'IFG, à titre d'exemple, cite trois d'entre eux, qualifiés d'être des « confidentiels », mais dont les hommes qui s'y préparent seront demain « incontournables » dans les entreprises de pointe. Ces métiers ont d'autre part pour caractéristique d'être à double compétence, à la fois métier du logiciel et métier d'un secteur qui



peut être le nucléaire ou l'industrie spatiale.

Ils contraignent les Ecoles d'ingénieurs à anticiper le mouvement... avant que le marché ne soit tout à fait mûr, requièrent un niveau bac + 5 (DESS en informatique générale ou spécialisée), et voient leur croissance monter en flèche (+ 153 %). A noter : le système de sélection des étudiants porte sur des tests, mais aussi sur leur équilibre psychologique. C'est le moins qu'on puisse demander à des futurs spécialistes en intelligence artificielle, à des cognitivistes et des qualitatifs.

Pour l'heure en France, une centaine de systèmes-experts sont opérationnels. Un millier sont en cours de réalisation, indique l'IFG. Les cognitivistes, ou « ingénieurs de la connaissance », sont au nombre de quelques centaines. « Chargés de mettre en ordre les idées de l'expert en se faisant expliquer les mécanismes du raisonnement, leur dialogue peut durer des heures », fait observer sans humour Yves Lasfargue.

Guy Poinas, quant à lui, est responsable-qualité chez Fram-

forme. « Mon travail consiste à vérifier que les produits fournis par les ateliers de génie logiciel correspondent exactement à nos besoins, c'est-à-dire à l'impératif de sécurité. Mais pour cela, il faut avoir une très bonne connaissance de l'entreprise et de ses hommes. »

A lui en effet de définir les méthodes et les normes d'assurance-qualité, faire pression pour choisir les outils de génie logiciel les plus appropriés, vérifier les normes et les procédures de qualité. Or, en France, 9 % seulement des informaticiens diplômés ont reçu une formation qualité, « condition de survie du logiciel ».

« Il faut une dizaine d'années d'expérience pour appréhender ces domaines », commente Guy Poinas. Il ajoute un rien provocateur : « Une bonne culture générale est la condition sine qua non de réussite avec si possible du grec et du latin... » Heidegger n'affirmait-il pas que « l'essence de la technique n'a rien de technique » ?

JEAN MENANTEAU.

هكذا من الأصل

36 Le Monde • Jeudi 26 janvier 1989 •••

NRJ PROGRESSE DE PLUS BELLE

621 000 auditeurs gagnés en 1988* !
Près de 5 millions d'auditeurs chaque jour en France !
NRJ va crescendo avec la plus belle progression
devant toutes les grandes radios.

* Sondage Médiamétrie 55 000, France Entière,
Nov. Déc. 87 et Nov. Déc. 88, 15 ans et plus,
audience cumulée veille.



Tél : 47.20.06.06

SOMMAIRE

Le monde sous le
grand soleil
1988-1989
Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989
Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989
Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989
Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

AVIS DE

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

Le monde sous
le grand soleil
1988-1989

SOMMAIRE

■ Placé sous le signe du grand marché européen, le X^e Plan (1989-1992) propose cinq grands chantiers (lire ci-dessous).

■ La régie Renault annoncera vendredi au comité central d'entreprise un plan social pour 1989 prévoyant 2 753 suppressions d'emplois (lire page 42).

■ Le budget japonais pour 1989-1990 ne devrait pas avoir d'influence sur le cycle des affaires (lire page 38).

■ Les Douze réforment le marché de la viande bovine (lire page 39).

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a approuvé le 24 janvier, au comité interministériel, le document de travail présenté par le secrétaire d'Etat au Plan, Lionel Stoléru. La conception du X^e Plan est ainsi achevée et, après avoir subi les corrections souhaitées par le comité, le document sera examiné par le Conseil économique et social la semaine prochaine, puis par le Parlement au cours de sa séance de printemps. Intitulé « la France, l'Europe », le document du X^e Plan (1989-1992) vise avant tout à préparer la France au marché unique européen. Cette perspective doit représenter, selon M. Stoléru, non un « défi » — terme qui, appartenant au vocabulaire sportif, signifie qu'il y aura victoire ou défaite — mais une « ambition ». Un mot que l'on retrouve d'ailleurs beaucoup tout au long du rapport du Plan approuvé par le premier ministre.

Composé de quatre parties, le document du Plan fixe cinq grands chantiers prioritaires : éducation, compétitivité, solidarité, cadre de vie et service public.

Sous le chapitre « Dans quelle France voulons-nous vivre ? », le

Le projet de X^e Plan vise à préparer la France au marché unique européen

Approuvé par le premier ministre

document évoque les menaces qui pèsent sur la cohésion sociale : perte de contrôle de l'économie mondiale si la France ne parvient pas à maintenir une forte présence économique dans le monde, montée des exclusions en raison de la dégradation du tableau de l'emploi (sous-emploi, travaux précaires), de la décomposition de la cellule familiale et de phénomènes médico-sociaux comme le SIDA. La préservation de cette cohésion nécessite des décisions politiques et sociales importantes, dont le Plan se propose de garantir la cohérence, répondant au principe que « l'Etat doit décider moins, décider mieux, décider vite ».

La dégradation du tableau de l'emploi étant présentée comme la principale pesanteur sur la cohésion sociale, la reconquête d'un fort niveau d'emploi est définie comme l'objectif central de la politique économique de la France, exposée sous le titre « Une stratégie de croissance pour la France ». A ce sujet, outre la nécessité de perfectionner la formation, le document souligne l'importance du coût du facteur travail, qui doit être abaissé pour que les entreprises puissent créer des emplois.

La réduction de ce coût doit passer par une stabilisation des cotisations sociales versées par les entreprises, voire un allègement pour les emplois faiblement rémunérés, qui font hésiter les employeurs à offrir des contrats de travail stables. Il est entendu que les pouvoirs publics devront prendre à leur charge une partie de cet allègement. Cet encouragement à l'emploi doit se faire dans le cadre d'un « nouveau partage social », résumé par M. Stoléru dans l'idée que la rémunération des facteurs de production ne doit plus porter sur la dichotomie travail/capital, mais sur la trilogie chômage/travail/capital. Ainsi est relancée l'idée d'une plus juste

répartition des fruits de la croissance, en créant des emplois pour les chômeurs plutôt qu'en acceptant d'accroître les hausses importantes de pouvoir d'achat. La responsabilité repose donc sur les salariés, qui doivent accepter des gains modérés de pouvoir d'achat, sur les entreprises, qui doivent créer des emplois, et sur l'Etat, qui doit assurer le financement de la protection sociale, notamment à travers l'instauration du revenu minimum d'insertion, financé partiellement par l'impôt de solidarité sur la fortune.

Une croissance génératrice d'emplois

Pour que cet objectif de partage social puisse être réalisé pleinement, le document du Plan estime que la croissance française doit être obtenue par un surcroît de compétitivité, ce qui suppose une limitation de la hausse des prix, « alignée sur la meilleure performance européenne », et donc une croissance tirée par l'investissement et les exportations plutôt que par la consommation. Celle-ci, en raison de ses effets inflationnistes, pourrait en effet menacer la bonne tenue du franc.

Cette croissance génératrice d'emplois devra se faire, note le document, par une adaptation continue au grand marché européen, avec l'harmonisation des normes, la mise en place de retenues à la source pour tous les revenus de l'épargne, l'harmonisation des taux de TVA (financée partiellement par le relèvement des taux d'accises sur les alcools et tabacs) et la mise à l'étude d'un projet de retenues à la source de l'impôt sur le revenu avant la fin du Plan. Mais il n'est pas question que la France revise en baisse son système de protection sociale vers un niveau européen moyen. Cette croissance, ce partage social, cette harmonisa-

tion européenne, tels qu'ils sont définis par le secrétaire d'Etat au Plan, nécessitent des engagements financiers de la part de l'Etat, et c'est pourquoi une commission a travaillé sur le thème de l'efficacité de l'Etat, l'objectif étant de « rendre à l'Etat par la productivité ce qu'on ne peut plus lui assurer par l'impôt ». Selon M. Stoléru, cette déclaration d'intention pourrait aller loin en termes de contrôle financier, de gestion du budget de l'Etat, et de gestion des effectifs. Le gouvernement pourra, en outre, afin de respecter l'objectif de diminution du déficit budgétaire au cours des quatre années du Plan mettre en place un prélèvement proportionnel sur les revenus (celui-ci rapporterait 28 milliards de francs par point de prélèvement).

— sous le chapitre intitulé « Une ambition pour l'Europe », le document du Plan rappelle les grands enjeux européens : création d'une Europe sociale, union monétaire, défense de l'environnement, nécessité de réforme de la politique agricole, qui doit s'inspirer du souci de réciprocité. Autant de thèmes qui ne pourront progresser avec succès que si l'Europe est vécue par la France comme une ambition et non une contrainte.

Cinq

« grands chantiers »

— la définition de la stratégie nationale et européenne conduit le secrétaire d'Etat à proposer cinq « grands chantiers » à caractère prioritaire pour l'action du gouvernement à moyen terme. La détermination de ces chantiers semble ne pas avoir été facile, et Lionel Stoléru reconnaît s'être battu pour éviter le « saupoudrage » et se concentrer sur quelques choix.

Le premier est celui de l'éducation-formation. Placé en tête

de liste, il souligne l'importance donnée par le Plan au « Study-boom » qui a été jusqu'à présent sous-estimé. Le Plan retient pour objectif à l'horizon 2000 l'accès de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. La revalorisation de l'enseignement, conformément au programme présenté la semaine dernière par le ministre de l'éducation, M. Michel Jospin, l'apprentissage de deux langues étrangères et, du côté de la formation, la promotion du crédit-formation au rôle de moteur de l'éducation permanente.

Le deuxième chantier, la compétitivité prévoit l'augmentation des dépenses de recherche et de développement à 3 % du PIB, le perfectionnement du système de crédit d'impôt-recherche. L'accent est mis sur les PME, qu'il convient de soutenir dans leur effort de production, par un redéploiement des crédits du ministère de l'industrie, et un renforcement du rôle de l'Association nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR). Il s'agit également de les aider à exporter, et le document du Plan rappelle les dispositions annoncées ce mois-ci dans le cadre du plan export.

La solidarité se voit consacrée un chantier, car elle est le pendant de l'objectif de partage social et est menacée par le douloureux problème du financement de plus en plus lourd de la protection sociale. A ce titre, le document considère que l'imposition d'un prélèvement proportionnel sur tous les revenus (évoqué plus haut) sera à privilégier.

Enfin, sous le titre « cadre de vie », le Plan souhaite que la politique d'aménagement du territoire permette l'émergence de métropoles véritablement européennes, et dans le chantier « service public », le document réitère ses objectifs d'accroissement de l'efficacité de l'Etat.

AVIS D'ENQUÊTE

Préfecture des Yvelines, Préfecture des Hauts-de-Seine
AUTOROUTE A-14 ORGEVAL (A-13) et NANTERRE (A-86)

Nouvelle enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de

projet de construction de l'autoroute A-14 Orgeval-Nanterre

Par arrêté préfectoral du 27 décembre 1988, il a été prescrit une nouvelle enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction de l'autoroute A-14 ORGEVAL-NANTERRE sur la commune de MESSNIL-LE-ROI, dans le département des Yvelines et sur celle de NANTERRE dans le département des Hauts-de-Seine, considérant que l'affichage de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 1988 prescrivant l'enquête publique n'a pas été effectué avant le 31 octobre 1988 dans les deux communes précitées.

Cette enquête se déroulera pendant 40 jours, du 23 janvier au 3 mars 1989. Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête :

— à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (siège de la commission d'enquête) du lundi au vendredi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, ainsi que le samedi 25 février 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

— à la sous-préfecture de NANTERRE (accueil au 2^e étage) du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30.

— dans les mairies des communes de :

LE MESSNIL-LE-ROI : du mardi au vendredi : de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45 et le samedi matin : de 8 h 45 à 12 h.

NANTERRE : du lundi au vendredi : de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le samedi matin : de 8 h 30 à 12 h.

et consigner sur place, sur les registres ouverts à cet effet, ses observations quant à l'utilité publique du projet.

La public pourra en outre adresser ses observations par écrit à M. le président de la commission d'enquête, sous-préfet de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, siège de l'enquête, 1, rue du Panorama, 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

Il est rappelé que, compte tenu des circonstances susvisées, les observations consignées dans les registres d'enquête déposés dans les communes de NANTERRE et de MESSNIL-LE-ROI du 14 novembre au 23 décembre 1988, seront annexées aux registres ouverts pour la présente enquête.

Sont nommés membres de la commission d'enquête :

— membres titulaires :

— M. Louis PHILIPPON, ingénieur en chef de la Ville de PARIS, M. Pierre MORH, ingénieur honoraire des services techniques de la Ville de PARIS,

— M. Pierre NAUDIN, géomètre-expert DPLG, M. Raymond AGNÈS, ingénieur agrégé,

— M. Raymond VICTOR, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite.

— membres suppléants :

— M. Pierre FOURNIE, ingénieur principal honoraire de la SNCF, M. Henri Martin, ingénieur des TPE honoraire.

M. PHILIPPON est président de la commission d'enquête.

Aux fins de recueillir ses déclarations éventuelles, le public sera reçu ainsi qu'il est dit ci-après par un des membres de la commission d'enquête :

— à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : le samedi 25 février 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ; le jeudi 2 mars 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ; le vendredi 3 mars 1989 : de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

— à la sous-préfecture de NANTERRE (2^e étage) : le lundi 13 février 1989 : de 9 h 30 à 12 h et de 15 h à 17 h.

— à la mairie de MESSNIL-LE-ROI : le samedi 11 février 1989 : de 9 h à 12 h.

— à la mairie de NANTERRE : le samedi 11 février 1989 : de 9 h 30 à 12 h ; le lundi 27 février 1989 : de 9 h à 11 h.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des préfectures, à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE et dans chacune des communes concernées pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CICA SOCIÉTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DE LA CÔTE D'AFRIQUE GROUPE CFAO

Le conseil d'administration, dans sa séance du 20 janvier 1989, présentant les chiffres prévisibles de l'exercice 1988, a constaté une progression de 14 % du chiffre d'affaires consolidé, qui est de l'ordre de 2 250 millions de francs contre 1 974 millions de francs l'année précédente.

Les résultats consolidés atteignent 55 millions de francs contre 67 millions de francs au titre de l'exercice 1987, qui avait bénéficié d'importantes plus-values financières.

D'autre part, le bénéfice net de la société mère s'établit à 22,5 millions de francs contre 17,4 millions de francs l'exercice précédent.

L'emploi : rétablir la cohésion sociale

Réunie autour de M^{me} Martine Aubry, la commission « relations sociales et emploi », chargée de préparer les travaux du X^e plan, se penche sur l'état actuel du fonctionnement du marché du travail.

Soucieuse de « cohésion sociale », condition indispensable au développement économique et à la croissance de l'emploi, elle critique des dérives « inacceptables », telles que les substitutions d'emplois par d'autres moins bien rémunérés ou instables, les vagues de licenciements, la multiplication des emplois précaires ou le danger que représente la situation des jeunes en insertion. Il y avait « d'autres choix » de gestion à faire que ceux réduisant la masse salariale, écrit la commission qui reproche « l'usage systématique » de pratiques « contestables ».

Pour revenir à des méthodes plus cohérentes, la commission propose le recours à des « flexibilités internes », dans les entreprises — par opposition aux flexibilités externes actuellement utilisées, — qui supposent un effort de formation, une refonte des qualifications et une volonté de multiplier les niveaux de négociation. Cela devrait notamment se faire dans les PME, et l'Etat pourrait aider financièrement les entreprises qui s'engageraient dans cette voie.

Ces socles rétablis, deux leviers sont retenus pour développer l'emploi. Le premier, et le plus original, vise à un changement d'assiette des cotisations sociales, cette « question fondamentale pouvant avoir des répercussions importantes sur l'emploi ». Si le coût salarial global reste compétitif, observe la commission, l'importance relative des charges sociales oblige à s'interroger sur « la structure ». Les cotisations n'ont pas forcément à être assises sur les salaires et on pourrait « modular » les taux en fonction du niveau de rémunération.

Le second levier, plus connu, suppose une action sur la durée du travail, accompagnée d'une intervention sur la durée d'utilisation des équipements. Alors que les heures supplémentaires réapparaissent, on pourrait imaginer une « gestion plus réfléchie de l'emploi », des aides financières pouvant, là encore, accélérer le mouvement.

Ensuite, la commission préconise un certain nombre de solutions pour modifier en profondeur les comportements. C'est ainsi qu'elle accorde une grande importance aux objectifs

de développement local, et au rôle des différents partenaires et acteurs locaux. Mais elle s'intéresse surtout au développement des services, une fois dénoncée « l'opposition artificielle » entre l'emploi industriel et celui du secteur tertiaire, les politiques « d'externalisation » des entreprises ayant pour conséquence de favoriser la croissance du second grâce au déclin du premier. « Un accroissement » de l'emploi dans les services, indique-t-elle, doit être supérieur à « la croissance tendancielle » et il faut en enrichir « le contenu en emploi ». D'où la nécessité d'aider à l'apparition d'une nouvelle demande, de soutenir les activités peu solvables pour des publics en difficulté. Mais, souligne la commission, il faudrait définir le statut de ces salariés, « le contrat de travail étant l'élément essentiel d'intégration professionnelle et sociale ». Ce faisant, la commission retrouve le son souci de cohésion, renforcé par les exigences de l'Europe sociale.

A. L.

Peu de pistes nouvelles

« Le gouvernement ne fait pas d'un plan pour proposer des idées générales, appliquées par des gens quelconques », Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé du Plan, entend bien situer le X^e Plan dans un contexte politique et donner une nouvelle impulsion à la planification française. Le X^e Plan, définitivement adopté en comité interministériel le 24 janvier, est qualifié par le secrétaire d'Etat de « programme d'action pour les quatre années où nous allons gouverner », ces quatre années représentant en outre la période qui reste à parcourir à la France pour l'entrée en vigueur du marché unique européen. Quoi de plus normal que le plan français pour 1989-1992 soit donc organisé autour de l'axe européen ?

Dépassant l'« ardente obligation » de l'époque des premiers plans, le discours du X^e Plan s'affirme comme une « ardente ambition », en quelque sorte un cadre d'accompagnement des mesures politiques, économiques et sociales à mettre en place, si elles ne le sont pas déjà, par le gouvernement Michel Rocard. « Affirmant que ce plan est fait pour le premier ministre », Lionel Stoléru, qui a lancé les travaux du Plan l'été dernier,

conçoit son rôle comme celui d'un chef d'orchestre. Il a organisé la concertation entre les partenaires sociaux et économiques, coordonné les travaux des commissions chargées d'élaborer le rapport final, établi les liens nécessaires entre commissions et ministères et, en dernier ressort, demandé l'arbitrage du premier ministre. On est loin des experts de la rue de Menthon, qui plénichent sur leurs dossiers jusqu'à ce que le gouvernement intervienne pour signer le projet.

Cette conception de l'élaboration du Plan va de pair avec une limitation du nombre des objectifs. Il s'agit avant tout, selon M. Stoléru, d'un « plan stratégique de l'entreprise France », pour lequel les chiffres sont moins nécessaires que la définition de quelques grandes priorités. Ce passage du traditionnel cadrage macro-économique à un projet général, qui ne fait, dans de nombreux domaines, qu'accompagner des politiques déjà conçues (éducation, exportation...), explique certainement la rapidité avec laquelle le X^e Plan a été élaboré et surtout ses esquisses rendues publiques. Son atout majeur réside indéniablement dans la clarté et la simplicité de son raisonnement, alors que certains plans précédents avaient parfois sacrifié ces critères à la volonté de couvrir l'ensemble des problèmes. Son principal défaut est peut-être de ne proposer que peu de pistes nouvelles.

La « cohésion sociale » dans la perspective de l'entrée dans le marché unique européen nécessite une croissance soutenue par les exportations et les investissements plutôt que par la consommation. C'est pourquoi il est nécessaire que la France ajuste son taux d'inflation sur la meilleure performance de la CEE (donc sur celui de la RFA) et défende la tenue du franc. Rien de bien original. De là, la France sera en mesure d'enrayer la montée des exclusions liées à l'emploi, car « lorsque le chômage n'est plus une réalité, l'emploi devient une nécessité ». M. Stoléru évoque le nouveau partage social, qui ne va pas sans rappeler les idées défendues par M. Rocard, à la fin des années 70. Au fil du temps, l'autogestion a fait place à la responsabilisation des employés.

Ces orientations stratégiques pour la France au sortir de la crise économique et à l'entrée dans le grand marché européen marquent en tout cas la volonté gouvernementale, sinon de faire véritablement renaitre la planification française, du moins de soutenir les objectifs politiques, économiques et sociaux du gouvernement pour les quatre années à venir.

FRANÇOISE LAZARE.

TRANSPORTS

Après trois mois de conflit

Les mécaniciens d'entretien d'Air France reprennent le travail

Les mécaniciens au sol d'Air France, qui cessaient le travail de façon intermittente depuis le 18 octobre dans les ateliers de Roissy, Orly et Toulouse, ont voté le 24 janvier la fin de leur mouvement.

Cette grève, qui avait dans un premier temps le soutien de la CGT, de la CFDT et du Syndicat autonome des mécaniciens au sol (SNMASAC), visait à obtenir des augmentations salariales et d'effectifs. La CGT, elle, avançait sa revendication traditionnelle de 1 500 francs de plus par mois.

Le conflit coûté entre 350 et 400 millions de francs à la compagnie, qui a été contrainte d'annuler, entre le début du mois de novembre et le 24 janvier, sept cent six vols. La direction estime à 2,5 points la diminution du coefficient d'occupation de ses avions décembre. L'absence des retards et des annulations de vols, la clientèle manifestait de plus

en plus bruyamment son mécontentement et se tournait vers les compagnies étrangères, plus fiables.

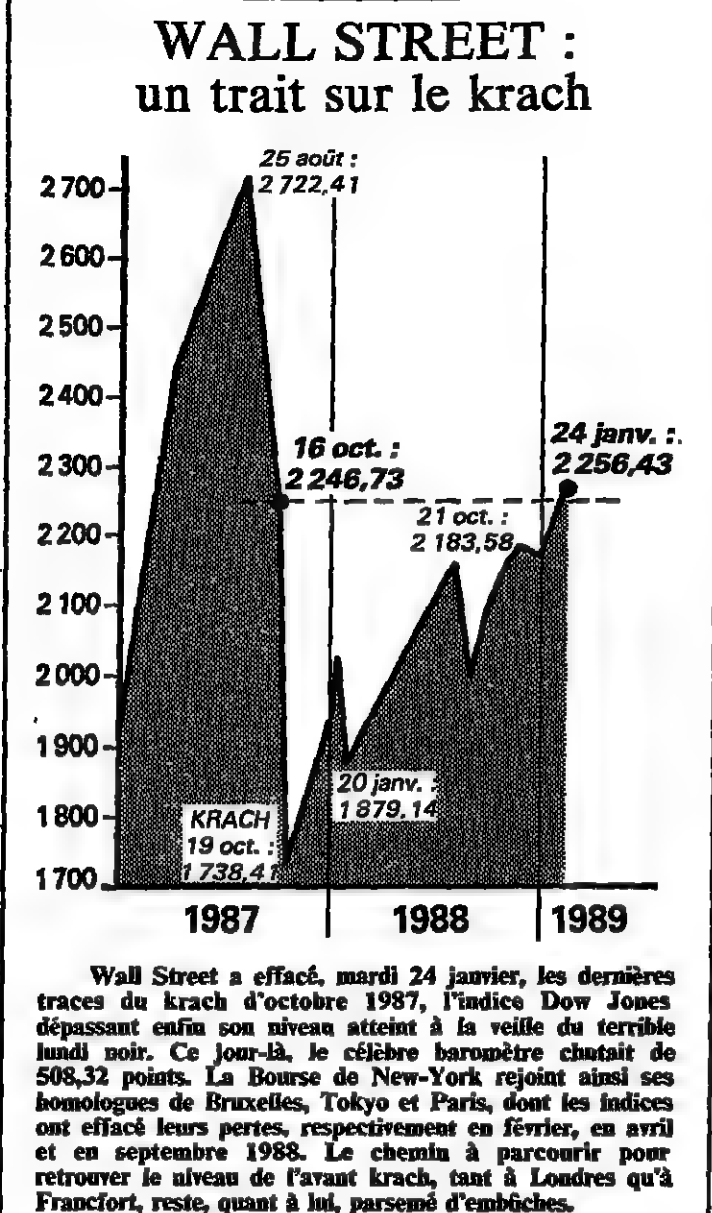
Les négociations avaient valu aux grévistes la création de quatre cent emplois, des moyens de formation supplémentaires et un accord salarial d'entreprise prévoyant une augmentation de 2,2 % en 1989 et une prime uniforme annuelle de 5 000 francs. En outre, la direction a amélioré l'accord de participation et le système d'intéressement.

Depuis plusieurs semaines, le mouvement s'était effrité, certains syndicalistes jugeant que la direction ne pouvait aller plus loin. Le pourcentage des grévistes était tombé de 30 % à 8 %. M. Bernard Attali, président d'Air France, avait brandi la menace de licenciements si la paralysie des ateliers continuait à faire baisser les recettes de la compagnie. Il faudra plusieurs jours pour que la flotte d'Air France revienne totalement disponible et puisse tenir les horaires prévus.

هكذا من الأصل

Économie

ÉTRANGER



Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES** 8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Le budget japonais ne devrait pas avoir d'influence sur le cycle des affaires

TOKYO
Correspondance

Avoir le beurre et l'argent du beurre : cette quadrature du cercle budgétaire, le Japon va l'approcher en 1989 grâce à la croissance particulièrement vigoureuse de son économie.

Le projet de budget pour l'année fiscale qui commence le 1^{er} avril prochain prévoit à la fois la plus forte progression des dépenses générales en huit ans et une très nette réduction du recours à l'emprunt pour financer le déficit budgétaire, le tout allant de pair avec la mise en route d'une vaste réforme fiscale.

Le projet de loi de finances, qui a reçu mardi 24 janvier au soir le feu vert du gouvernement de M. Takeshita, indique que les dépenses du budget général représenteront 60 414 milliards de yens (3 020 milliards de francs), soit une progression de 6,6 % sur le budget initial pour 1988.

Cette hausse, la plus importante depuis celle de 9,9 % enregistrée au cours de l'année fiscale 1981, doit cependant être relativisée. Le 19 janvier, le gouvernement avait adopté, au titre de l'année fiscale en cours, un énorme collectif budgétaire prévoyant 5 132 milliards de yens de dépenses supplémentaires et portant le total pour l'année fiscale 1988 à 61 851,7 milliards de yens, soit une hausse de 9,1 % sur le budget initialement prévu.

En fait, estimant que l'économie de l'archipel connaît une croissance autonome, le ministère des finances a opté en 1989 pour une stricte neutralité fiscale. « Le budget n'aura pas d'influence sur le cycle des affaires », affirme un responsable de la banque du Japon.

En 1989, comme en 1988, les caisses de l'Etat vont recevoir une manne inespérée, les recettes fiscales étant tout naturellement gonflées par les très bons résultats financiers des entreprises ainsi que par la hausse des cours de Bourse et des prix des terrains. Le budget général prévoit d'ailleurs une progression de 13,1 % des rentrées fiscales.

C'est la gestion de l'énorme dette publique japonaise qui en sera le principal bénéficiaire. Le gouvernement a décidé de réduire de 54,9 % le montant des nouvelles émissions obligataires destinées à couvrir le déficit budgétaire. Elles ne devraient atteindre que 1450 milliards de yens, contre 3151 milliards dans le budget initial pour 1988.

Au total, en tenant compte des emprunts destinés à couvrir le remboursement des vieilles dettes venues à échéance, l'Etat ne fera appel au marché que pour 711 milliards de yens, soit une baisse de 19,6 % par rapport au montant inscrit dans le budget de 1988.

Stopper l'endettement public

Le ratio de l'emprunt par rapport au total des ressources alimentant le budget général retomberait à 11,8 %, le chiffre le plus faible depuis 1975, lorsque l'Etat japonais a commencé à s'endetter massivement pour permettre à l'économie de surmonter le premier choc pétrolier. Cesser de créer de nouvelles dettes à partir du budget de l'année fiscale 1990 est un objectif que le gouvernement est assuré d'atteindre, affirme-t-il, mardi soir, le ministre des finances, M. Taisuo Murayama.

Il s'agit ensuite de s'attaquer à la réduction de la pyramide de dettes édifiée au fil des ans, et qui représentera en mars 1990 la coquette somme de 162 000 milliards de yens, pour un produit national brut de 390 000 milliards de yens si l'objectif officiel de 4 % de croissance en termes réels est atteint.

Si, sur le plan intérieur, le ministère des finances s'est montré plutôt pingre, il a accepté d'ouvrir plus largement sa bourse pour répondre aux engagements internationaux du Japon. Les dépenses de travaux publics ne progresseront que de 1,9 %, nettement moins que la croissance du PNB. Compte tenu de l'introduction d'une TVA de 3 % le 1^{er} avril, cet engagement traduit en fait une stagnation en termes réels. C'est sans doute le signe le plus évident de la « neutralité » de ce budget.

En revanche, la défense, avec une progression de ses crédits de 5,9 %, et surtout l'aide publique au développement, en hausse de 7,8 %, ont été libérés. Selon les estimations du ministère des finances, le total consacré à l'aide extérieure devrait approcher les 11 milliards de dollars si l'on ajoute les crédits venus du programme d'épargne et d'investissement, ce « second budget » japonais alimenté pour l'essentiel par l'épargne postale. En valeur absolue, le Japon confirmera, aisément sa place de champion de l'aide au développement.

Ce second budget, adopté également mardi 24 janvier, va augmenter de 9 % par rapport à l'exercice précédent, dépassant pour la première fois le seuil des 30 000 milliards de yens pour s'inscrire à 32 270 milliards. Cependant, la hausse sera très faible, 3,9 % seulement pour les fonds réellement investis (26 340 milliards), le solde alimentant le portefeuille de placements du ministère des postes et télécommunications. Toujours la prudence. Alors, un budget parfait ? « Nous ne voyons dans ce budget aucun stimulus qui pourrait augmenter l'appétit du Japon pour les importations », remarque un responsable de la banque de Tokyo. « Cela pourrait justifier certaines critiques », ajoute-t-il. En effet, rien ne garantit à ce jour une poursuite de la croissance des importations, chancelante à la fin de l'année dernière face à une forte reprise des exportations. Pour le Japon, cela reste le danger principal.

BERNARD HAMP.

Le secrétaire américain au Trésor est favorable à un allègement de l'impôt sur les dividendes

Sans attendre les propositions du président George Bush pour réduire le déficit budgétaire annoncées pour la mi-février, le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a clairement rappelé, mardi 24 janvier, sa détermination à lutter contre toute pression inflationniste. Estimant le rythme actuel de la croissance difficile à soutenir indéfiniment sans risque, M. Greenspan en a appelé à une rapide baisse du déficit budgétaire et à une remontée de l'épargne.

Cette mise en garde impliquant la possibilité d'un resserrement de la politique du crédit comporte un risque : un relèvement des taux d'intérêt alourdirait encore le très fort endettement des entreprises américaines, qui, depuis quelques années, se sont lancées à corps perdu dans les opérations de *leveraged buy out* (LBO), ces rachats d'actions par les sociétés elles-mêmes en recourant à l'emprunt. Une menace dont le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, est parfaitement conscient.

Intervenant devant la commission des finances du Sénat, M. Brady a rappelé que les LBO sont passés d'un total de 11 milliards de dollars (730 milliards de francs) entre 1978 et 1983 à 160 milliards au cours des cinq dernières années, dont 60 milliards durant la seule année 1988. Afin d'apaiser cette boulimie et de détourner l'intérêt des entreprises d'un endettement permettant des déductions fiscales, le secrétaire au Trésor s'est prononcé en faveur d'une réduction de l'impôt sur les dividendes. Une mesure délicate à mettre en œuvre au moment où l'instabilité budgétaire est de mise, mais qui répond à l'attente des milieux d'affaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1988 au 25 février 1989 seront payables, à partir du 26 février 1989, à raison de 68,50 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 196 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 29,35 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,92 F, faisant ressortir un net de 143,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 43 067 obligations comprises dans les séries de numéros 373 794 à 381 905 et 404 173 à 439 151, sorties au tirage du 22 décembre 1988, cessent de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 11 au 26 février 1990 et suivants attachés.

Ci-après, sont rappelés les séries de numéros d'obligations sorties aux tirages antérieurs :

- 1982 : 450 756 à 461 947
- 1983 : 089 800 à 102 088
- 1984 : 567 525 à 569 232 et 569 236 à 581 020
- 1985 : 131 202 à 147 025
- 1986 : 381 906 à 404 172
- 1987 : 461 948 à 497 327
- 1988 : 1 à 15 330 et 678 799 à 700 000

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,30 % 1983

Les intérêts courus du 7 février 1988 au 6 février 1989 seront payables, à partir du 7 février 1989, à raison de 68,50 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 765 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 114,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,30 F, faisant ressortir un net de 358,50 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations janvier 1984 - 13,70 %

Les intérêts courus du 6 février 1988 au 5 février 1989 seront payables, à partir du 6 février 1989, à raison de 616,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 685 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 102,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,70 F, faisant ressortir un net de 500,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Taux révisable, soit 10 % pour 1989

Les intérêts courus du 6 février 1988 au 7 février 1989 seront payables, à partir du 6 février 1989, à raison de 430 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 500 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 74,97 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10 F, faisant ressortir un net de 365,03 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

S.A.P.A.R. - Obligations à taux variable août 1982

Taux pour 1989 : 11 % (application du taux minimum)

Les intérêts courus du 17 février 1988 au 16 février 1989 seront payables, à partir du 17 février 1989, à raison de 495 F par titre de 5 000 F, contre détachement du

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9 % 1983

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 26,10 F par titre de 290 F, contre détachement du coupon n° 26 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 29,24 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 4,17 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,58 F, faisant ressortir un net de 21,35 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « E », « A », « D » et « B » sont respectivement remboursables depuis les 10 février 1969, 1975, 1981 et 1987.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 5,75 % 1986

Les intérêts courus du 25 février 1988 au 24 février 1989 seront payables, à partir du 25 février 1989, à raison de 20,70 F par titre de 400 F contre détachement du coupon n° 23 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 23 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 3,44 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,46 F, faisant ressortir un net de 16,80 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « C » et « A » sont respectivement remboursables depuis les 25 février 1976 et 1986.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 10,10 % janvier 1988

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 454,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 505 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 75,72 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,10 F, faisant ressortir un net de 368,68 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations TMO janvier 1988 - 1988/1995 et 1988/1996

Taux pour 1989 : 8,6738 %

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 390,31 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source d'au moins 10 % (montant brut : 433,68 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 65,02 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,66 F, faisant ressortir un net de 316,63 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,30 % janvier 1987

Les intérêts courus du 9 février 1988 au 8 février 1989 seront payables, à partir du 9 février 1989, à raison de 415 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 103,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,30 F, faisant ressortir un net de 307,95 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations TMO février-mars 1987 et 1988

Taux pour 1989 : 8,6735 %

Les intérêts courus du 10 février 1988 au 9 février 1989 seront payables, à partir du 10 février 1989, à raison de 433,68 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 108,42 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,66 F, faisant ressortir un net de 316,60 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,60 % octobre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 14 novembre 1988 au 14 février 1989 seront payables, à partir du 15 février 1989, à raison de 109,50 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 27,37 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,18 F, faisant ressortir un net de 79,95 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,30 % juin 1988

(tranche A2) assimilables à janvier 1987

Les intérêts courus du 11 juillet 1988 au 8 février 1989 seront payables, à partir du 9 février 1989, à raison de 192 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 48 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,84 F, faisant ressortir un net de 140,16 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,30 % octobre 1988

(tranche B) assimilables à janvier 1987

Les intérêts courus du 14 novembre 1988 au 8 février 1989 seront payables, à partir du 9 février 1989, à raison de 99 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 24,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,98 F, faisant ressortir un net de 72,27 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Éco

AGRICULTURE

Les Douze

de la

Le juge Mercier

POUSADAS

Pousadas

Économie

AGRICULTURE

Les Douze réforment le marché de la viande bovine

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La réforme de l'organisation commune de marché (OCM) de la viande bovine qui a été décidée mardi 24 janvier par les ministres de l'Agriculture des Douze, après des mois de palabres, se caractérise par une limitation du volume comme du montant des achats publics d'intervention, mais également par une augmentation des primes accordées aux producteurs spécialisés.

Il s'agit de décourager les exploitants qui élevaient du bétail en le destinant à l'intervention, sans chercher à s'imposer sur le marché, et d'encourager la production de qualité. Cet aménagement de l'OCM est parfaitement conforme à la politique entreprise depuis 1984 par la Communauté pour mieux maîtriser sa production, et devrait donc être plutôt bien accueilli par les producteurs des pays tiers avec lesquels la CEE a engagé un débat difficile dans le cadre de l'« Uruguay Round ».

Les achats publics d'intervention seront désormais limités à 220 000 tonnes par an. Ils seront opérés par adjudication, à des prix légèrement inférieurs à ceux pratiqués jusqu'ici. Cependant, M. Henri Nallet, le

ministre français de l'Agriculture, a obtenu que, même au-delà de ces 220 000 tonnes, l'intervention puisse être réouverte en cas de chutes des cours. Ce système permettra alors de ramener le prix de marché à 80 % du prix d'intervention, considéré comme un seuil minimum.

Les primes accordées aux producteurs de bovins nés seront portées de 25 ECU (175 F) à 40 ECU (280 F) par tête, mais elles seront plafonnées à quatre-vingt-dix bêtes par exploitation. Les ministres ont donné leur feu vert à la mise en œuvre par les États membres de programmes d'aide directe aux revenus.

Les Français, qui considèrent ces programmes comme un risque de maintenir la production, notamment en RFA, des exploitations peu rentables ont voulu qu'ils soient mis en œuvre dans des conditions restrictives. Ils devront ensuite être réservés aux exploitations dont le revenu est inférieur à la moyenne régionale, et qui ont été affectées par la réforme de la politique agricole commune élaborée depuis 1984, et pour qui, enfin, l'agriculture représente une partie significative du revenu. La commission européenne, à qui les programmes seront soumis par les administrations nationales, contrôlera ces points.

PHILIPPE LEMAITRE.

AFFAIRES

Faillite « exemplaire » près de Longwy

METZ
de notre correspondant

Prononcée il y a quelques jours par le tribunal de commerce de Brie, la liquidation des biens de la société Techniméca-Europe (cinquante-deux salariés) implantée depuis 1987 à Longwyville (Meurthe-et-Moselle), sur ce qu'on appelle le pôle européen de développement des trois frontières autour de Longwy, suscite de nombreuses interrogations sur la gestion de cette unité. Cette décision intervenant un mois après le dépôt de bilan de l'entreprise spécialisée dans la mécanique de précision met en lumière un passif de 25 millions de francs accumulés par la société. Un chiffre qui n'est qu'une évaluation, faute de comptabilité précise à ce jour. Le chiffre d'affaires de Techniméca-Europe depuis sa création n'est que de 3,5 millions, le déficit d'exploitation étant évalué à 8 millions. Le tribunal de commerce de Brie n'a pas hésité à qualifier de « comptables » certaines dépenses engagées par l'entreprise : 800 000 F de mobilier pour l'aménagement de bureaux. Techniméca a bénéficié pour son implantation de quelque

10 millions de francs d'aides publiques (dont une prime d'aménagement du territoire de 7,2 millions de francs et d'un prêt d'une société de conversion de la sidérurgie de 1,4 million, ainsi que de la mise à disposition par un organisme dénommé public de la métropole lorraine de locaux d'une superficie d'environ 5 000 mètres carrés.

J.-L. T.

[Cette affaire soulève à nouveau une question essentielle : comment les autorités publiques, c'est-à-dire en l'occurrence la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) et les collectivités locales, établissent-elles leurs critères pour accorder ou refuser des primes, donc l'argent des contribuables, à des entreprises qui s'installent dans des régions en difficulté ? Quel est, du point de vue des finances publiques, le volume annuel des fonds accordés à des entreprises qui, six mois, un an ou deux ans après leur inauguration, font faillite ?

M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé des reconversions et de l'aménagement du territoire, doit prochainement assister, le 30 janvier au conseil d'administration du pôle européen de développement à Longwy, et cette question ne manquera pas de lui être posée. — F. Gr.]

Le litige Mercure International-PTT

Le juge des référés se déclare incompétent

Le tribunal de Paris siégeant en référé sous la présidence de M. Robert Diet, a rendu mardi 24 janvier, un jugement par lequel il s'estime incompétent pour trancher le conflit qui oppose la société Mercure International au ministère de la poste, des télécommunications et de l'espace.

Victime des grèves qui ont perturbé le service postal au cours du dernier trimestre de l'année 88, Mercure International demandait que le ministre de la poste soit contraint d'acheminer gratuitement le courrier de l'entreprise pendant un mois et de lui verser une indemnité de 500 000 F (le Monde du 19 janvier). Dans son jugement, le tribunal considère que le litige relève de la compétence des juridic-

tions administratives. Mercure International en révélant que la poste avait signé un accord avec le Syndicat des entreprises de vente par correspondance prévoyant sous certaines conditions la distribution gratuite de messages commerciaux. Mais les juges déclarent que la société Mercure « ne justifie pas avoir saisi le ministre ou le directeur de la poste compétent d'une réclamation tendant à l'octroi de facilités semblables à celles qui ont été accordées, à titre exceptionnel, aux entreprises de vente par correspondance (...). Elle anticipe donc sur le refus qui pourrait être opposé à une requête, qui n'a pas encore été présentée, en dénonçant prématurément l'inégalité de traitement qui lui serait appliquée ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LENINE A-T-IL RAISON?

En affirmant « on n'a jamais raison contre les faits », Lénine a-t-il encore raison ?

Fait accompli : la cotation au Second Marché de Remy & Associés est intervenue, précédée d'une mise en garde exceptionnelle de la Commission des Opérations de Bourse. Cette cotation est-elle acceptable ?

Faits accomplis :

Bénéfices* après impôts des différentes sociétés
(arrêtés au 31 mars)

Rémy & Associés SA Remy Martin et Compagnie SA

1985 (-233 275 F) 59 823 631 F
1986 5 149 989 F 46 898 320 F
1987 13 620 392 F 21 021 750 F
1988 ... 31 505 264 F 24 339 F

*Bilans publiés

Ce transfert de substance, opéré sans consulter l'assemblée générale des actionnaires de Remy Martin, le droit peut-il l'admettre ?

Après la cotation de Remy & Associés, les actionnaires minoritaires de Remy Martin se posent, avec vous et sans Lénine, ces questions.

POUSADAS

Pour les amoureux du PORTUGAL

le confort et le raffinement des POUSADAS

à partir de **2.050 F**

Ce prix comprend le transport A/R par avion, (pour un week-end), avec logement et petit déjeuner. Pour connaître tous les programmes et les détails consultez votre Agence de Voyages.

TOP PORTUGAL ou le Centro de Turismo de Portugal em França
Tél.: (1) 47 42 55 57

Pousadas du Portugal

صكنا من الامم

Marchés financiers

مكتبة الأصل

La Ruche méridionale : la CFAO surenchérit

Nouvel épisode dans la bataille boursière qui oppose le groupe Rallye à la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO) pour la prise de contrôle du succursaliste La Ruche méridionale (LRM).

Mardi 24 janvier, la CFAO a décidé de surenchérir en portant de 1 900 F à 2 700 F par action son offre de reprise des titres LRM pour contre la proposition de Rallye qui a atteint 2 450 F. Cette nouvelle offre déposée auprès de la Société des Bourses françaises vise à acquérir l'ensemble des actions LRM, soit par cession directe, soit par échange de cinq obligations convertibles CFAO 6,25 % 1988 pour deux actions LRM. Le montant de cette OPA atteint à présent 1,38 milliard de francs.

En volant au secours de La Ruche, attaquée par Rallye, la firme de négoce international veut réaliser son projet d'association appelée Univers Sud, un pôle leader d'enseignes de distribution à l'échelle de l'Europe du Sud.

Quelques heures avant l'annonce de cette surenchère, le président de Rallye, M. Albert Cam, s'exprimait pour la première fois publiquement sur cette affaire, paraissant sûr de son fait : « Notre OPA est comme le grand breton, c'est du solide ». En cas de victoire, le groupe formerait avec LRM un ensemble de quarante hypermarchés et de cent supermarchés pour un chiffre d'affaires en libre service de 14 milliards de francs. Il lui faudrait maintenant réévaluer son offre s'il veut vraiment l'emporter.

Drexel officiellement accusée de délit d'inités

La firme Drexel Burnham Lambert a été officiellement accusée mardi 25 janvier de six délits boursiers pour lesquels elle avait annoncé le mois dernier qu'elle acceptait de plaider coupable et de payer une amende record de 650 millions de dollars.

Les accusations sont contenues dans un document remis à un tribunal fédéral de Manhattan. Elles vont du délit d'inités à la manipulation du cours des actions dans plusieurs opérations de prise de contrôle d'entreprises.

Plusieurs d'entre elles mentionnent un cadre supérieur de Drexel, qui serait M. Michael Milken, le spécialiste des « junk bonds » de la firme, qui devrait être inculpé prochainement d'opérations frauduleuses. — (AFP.)

Numéro un mondial de l'assurance Nippon Life est le nouvel actionnaire du groupe Bouygues

Nippon Life, numéro un mondial des assurances, est le nouvel actionnaire japonais, qui a pris récemment une participation de 1,7 % dans le capital du groupe français Bouygues, numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics, a indiqué, mercredi 25 janvier, un porte-parole de la compagnie d'assurances.

L'entrée de Nippon Life dans le capital de l'entreprise française, faite en plein accord avec Bouygues, a été négociée par l'intermédiaire du Crédit lyonnais. Alexander Laing and Co. japonais, l'Agence financière de la banque française à Tokyo, a-t-on appris par ailleurs. Les titres ont été cédés par le Crédit lyonnais, chef de file bancaire et important actionnaire de Bouygues. — (AFP.)

ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR INSPECTION DE LA PROTECTION CIVILE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES RELATIF À LA FOURNITURE DE PRODUITS PESTICIDES POUR LA LUTTE ANTI-ACRIDIE (SÉANCE NON PUBLIQUE)

Dans le cadre de la lutte anti-acridienne, le ministère de l'Intérieur envisage l'acquisition de produits pesticides pour la lutte anti-acridienne. Cette acquisition s'effectuera par voie d'appel d'offres à la concurrence internationale.

- LOT n° 1 : MALATHION 96 % ULV.
- LOT n° 2 : FENITROTHION 50 % ULV.
- LOT n° 3 : CHLORPYRIFOS ETHYL 240 G/L ULV.
- LOT n° 4 : LAMBDA CYALOTHRINE 4 % ULV.
- LOT n° 5 : DELTAMETHRINE 12,5 G/L ULV.
- LOT n° 6 : ALPHACYPERMETHRINE 60 G/L ULV.
- LOT n° 7 : CYFLUTHRINE 8 G/L ULV.
- LOT n° 8 : TRALOMETHRINE 16,5 G/L ULV.
- LOT n° 9 : PERMETHRINE C 21, H 20, C 12 : 0,3, 2, 5 EC.

Les sociétés intéressées devront faire parvenir leurs offres pour l'un ou les autres lots au ministère de l'Intérieur (inspection de la protection civile) au plus tard le 31 janvier 1989, à dix-huit heures.

LES OFFRES DOIVENT ÊTRE PRÉSENTÉES COMME SUIT :

- La soumission établie sur papier timbré.
- Le bordereau des prix détaillé estimatif établi conformément au modèle joint au dossier d'appel d'offres avec indication des prix unitaires en toutes lettres.
- Le cahier des prescriptions spéciales dont chaque page aura été paraphée et la dernière signée avec, en plus, au-dessus de la signature la mention manuscrite « lu et accepté ».

Le bordereau des prix détaillé estimatif et la soumission doivent être placés dans une première enveloppe cachetée portant le nom et l'adresse du soumissionnaire ainsi que l'indication de l'objet de l'appel d'offres.

- Un dossier sur les références administratives et techniques comprenant :
 - La déclaration sur l'honneur en double exemplaire prescrite par l'article 6 et 5 du décret n° 276-479 du 14 octobre 1976 relatif aux marchés de travaux, fournitures ou services au compte de l'Etat.

Une attestation mentionnant l'activité au titre de laquelle le soumissionnaire a été imposé, délivrée depuis moins d'un an par le percepteur et certifiant que le soumissionnaire est en situation fiscale régulière.

Une note indiquant les moyens humains et techniques de la société et le lien, la date, la nature et l'importance des prestations exécutées.

Les certificats ou attestations délivrés par les administrations bénéficiaires desdites prestations.

Ce dossier sera placé dans une deuxième enveloppe cachetée portant la mention « références techniques ».

Les deux enveloppes doivent enfin être placées dans une enveloppe portant de façon apparente l'indication précise du jour fixé pour l'appel d'offres, de l'objet des fournitures.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès de l'inspection de la protection civile (services administratifs), 29, rue Hamza Agdal, Rabat.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Carnet des Entreprises

M. Pierre Simonet, trente-sept ans, ENSAE, diplômé de l'Institut des actuaires français, diplômé d'études supérieures de sciences économiques, précédemment président du directeur de Robert Lefèvre, maison de titres, et directeur général adjoint de Techniques de gestion financière, succède à Jacques Liénard à la direction financière de Mutuelle Assurances Artisanale de France (MAAF).

M. Pierre Simonet assume également les fonctions de directeur général de la Compagnie financière de la MAAF (CFM). La CFM, présidée par Yves Thire, directeur général de la MAAF, a pour vocation de regrouper les participations bancaires (Banque Hypothécaire Européenne, Financière de Banque et de l'Union Meunière, Financière Colbert) et financières de la MAAF ainsi que de ses filiales d'assurances et, à ce titre, d'assurer la coordination des activités du groupe.

NEW-YORK, 24 janvier ↑

Retour à l'avant-krach

Lourde en début de semaine, la Bourse new-yorkaise s'est très vivement redressée mardi. Si vivement même que, pour la première fois, elle a retrouvé ses niveaux d'avant le krach du 19 octobre 1987. En clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 2 256,43, enregistrant ainsi une progression de 38,04 points. Le 16 octobre 1987, il était à la cote 2 246,74.

Le bilan de la journée a été le reflet de ce résultat. Sur 1 982 valeurs traitées, 1 009 ont monté, 477 ont baissé et 496 n'ont pas varié. Selon les analystes, la remontée du dollar et le raffermissement du marché obligataire ont encouragé les investisseurs à reprendre les positions. Mais les ordinateurs ont commencé aussi à délivrer des programmes d'achat.

La communauté financière a généralement été rassurée par la détermination du président de la Fed de tout mettre en œuvre pour combattre l'inflation. L'activité s'est accrue, et 189,62 millions de titres ont changé de mains, contre 141,64 millions la veille.

VALEURS	Cours du 24 jan.	Cours du 25 jan.
Alcoa	61 3/4	61 1/4
A.T.T.	29 3/8	30 5/8
Bausch	58 1/4	58 1/2
Boeing	31 1/2	31 1/2
De Pont de Nemours	33 5/8	34 3/8
Eastman Kodak	48 1/8	48 1/4
Exxon	44 1/4	45 1/4
Ford	52 3/8	52
General Electric	45 1/8	45 7/8
General Motors	37 3/8	38 1/4
Goodyear	47 1/2	48
I.B.M.	122 1/8	123 3/8
Johnson & Johnson	33 1/4	33 1/4
Metall Oil	47 1/2	47 3/8
Pfizer	56 1/8	57
Rockwell International	54 1/8	55 1/8
Tesoro	54 1/4	54
U.S. Steel	112 1/4	112 1/2
Union Carbide	27 1/4	27 1/2
U.S.X.	30 3/8	31
Westinghouse	53 3/8	53 7/8
Worthington	58 1/4	58 1/2

LONDRES, 24 janvier ↑

Nette hausse

Les valeurs ont consolidé leurs gains dès le début de la séance de la bourse de Londres. L'indice Footsie a clôturé en progrès de 16,4 points, à 1 941,1.

Le volume d'activité a été important, avec 562,8 millions de titres échangés (contre 649,9 millions la veille). La tendance a été soutenue par la publication par le patronat (CBI) de son rapport sur l'industrie manufacturière du dernier trimestre 1988, faisant état d'un ralentissement de l'économie britannique. Un tel rapport semblerait démentir le bien-être de la politique monétaire restrictive de M. Nigel Lawson et éloignerait les craintes d'une nouvelle remontée des taux d'intérêt. La majorité des secteurs se sont améliorés, notamment les magasins (Woolworth), les banquiers (Midland), les brasseries (Bass) et les internationales (ICI).

La banque japonaise Sumitomo a été admise, mardi, sur l'attribution au Stock Exchange. A la fin 1988, 2 580 firmes étaient cotées à la Bourse, dont 526 étrangères. Sumitomo est le cinquième établissement japonais à faire son apparition après la Dai-ichi Kangyo Bank, la Fuji Bank, la Mitsubishi Bank et la Sanwa Bank.

FAITS ET RÉSULTATS

Merck : 33 % de bénéfice en plus. — Le premier fabricant mondial de médicaments annonce pour 1988, une augmentation de 33 % de son bénéfice net, dont le montant atteint 1,21 milliard de dollars, soit une amélioration de 10 % de la nationalité des souscripteurs. A la fin 1988, les bénéfices nets ont atteint 914 millions de dollars. Le président du groupe américain, Robert M. Merck, a déclaré que l'augmentation des ventes, aux meilleures lignes de produits, à l'augmentation de la productivité et à l'effet favorable des taux de change.

Bénéfices records pour Monsanto. — Le numéro trois de la chimie américaine annonce, pour 1988, un bénéfice net record de 591 millions de dollars (+ 36 %) pour un chiffre d'affaires de 6,29 milliards de dollars (+ 9 %). « Monsanto a eu une excellente année 1988 et est en position de continuer à avancer en 1989 et au-delà », a souligné son président, M. Richard Mahoney. Monsanto est le deuxième grand groupe chimique américain à publier ses résultats pour 1988. Union Carbide avait également annoncé une très forte amélioration de ses résultats : son bénéfice net a plus que triplé (720 millions de dollars, contre 232 millions de dollars), pour un chiffre d'affaires en hausse de 20 %, à 8,32 milliards (contre 6,91 milliards).

DSM : la souscription est ouverte à 108 florins. — Les actions du groupe chimique d'Etat DSM, que l'Etat néerlandais a décidé de privatiser, sont proposées au cours de 108 florins (324 F). C'est ce qu'on annonçait, mardi 24 janvier, les autorités financières des Pays-Bas, en ouvrant officiellement la souscription. Deux millions de titres,

PARIS, 25 janvier ↑

Près du sommet

Ce n'était que partie remise. A demi paralysé pendant vingt-quatre heures par la grève des personnels (Bourse et sociétés de Bourse), le marché parisien a retrouvé mercredi le plein usage de ses mouvements.

Déjà en belle forme la veille malgré ses entraves, il a poursuivi son ascension. La matinée s'est déroulée ouverte sur une note très ferme (+ 1,23 %). La hausse devait se poursuivre ensuite à bonne allure (1,7 % à midi) avant de se ralentir un peu dans l'après-midi.

L'indicateur instantané s'est inscrit à 1,6 % au-dessus de son niveau précédent.

Bref, en quarante-huit heures, la Bourse a monté d'environ 3,5 %. Le nouveau mois boursier débute en fanfare. Surmont, le marché n'est plus très loin (1,5 % environ) du sommet de son histoire qu'il avait atteint le 26 mars 1987 (480,4 à l'indice).

Dans l'immédiat, Paris, selon les professionnels, a surtout réagi à l'effet Greenback. La présidence de la Réserve fédérale américaine avait, en effet, déclaré la veille qu'il mettrait tout en œuvre pour éviter la surchauffe aux Etats-Unis. Cette détermination affichée a fait les délices de Wall Street (voir ci-contre).

Les boursiers étaient formels : il y a de gros courants d'échanges. Les britanniques, en particulier, seraient très bien disposés à l'égard de la Bourse française. Mais « ils veulent de belles valeurs », sur lesquelles on peut travailler sans risquer de gros décalages de cours. D'une façon générale, le sentiment était très favorable. Une chose, d'ailleurs, est cependant certaine : le marché risque de buter sur ses plus hauts niveaux. Serait-ce le cas ?

Trois valeurs ont tenu la vedette, SCOA, Metallurg (ex-Pennaroy) et Raffinage, avec plus de 9 % de hausse.

Le taux des reports a été fixé en baisse à 7 7/8 contre 9 1/8 % à fin décembre.

TOKYO, 25 janvier ↑

Nouveau record

Des ventes bénéficiaires ont été enregistrées, mercredi, au Kabuto-cho. Mais elles ont été très bien absorbées. A telle enseigne que le marché japonais a réussi à battre un nouveau record, mais d'attente, jusqu'à la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 31 567,79, avec une très modeste avance de 10,11 points (+ 0,03 %). Les investisseurs ont pris leurs bénéfices sur les titres qui avaient récemment progressé, comme ceux des chemins de fer et de l'électricité. Mais le volume des échanges reste élevé et c'est encourageant », a déclaré M. Satsuki Oba, courtier chez Barclays de Zoete Wadd Securities.

Cette fois, l'attention s'est concentrée sur la sidérurgie et la construction automobile. Les investisseurs des transports ferroviaires et des assurances. Roulis des alimentaires, des électriques légers et des pièces à papeterie. L'activité a porté sur 1,36 milliard de titres (contre 1,36 milliard la veille).

VALEURS	Cours du 24 jan.	Cours du 25 jan.
Alcatel	715	715
Asahi	1 010	1 010
Coca-Cola	1 480	1 480
Fuji Bank	3 800	3 810
Hitachi	2 450	2 450
Mitsubishi Bank	1 180	1 180
Sanyo Corp.	1 250	1 250
Tokai-Mitsubishi	2 570	2 570

PARIS :

Second marché (injection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	511	511	La Compagnie Elcom	293	293
Assurances	220	220	Le gel form du bois	272	272
B.A.C.	328	330	Loisirs Investissement	155	155
B. Demarey & Associés	550	550	Lacoste	150	150
B.L.C.M.	406	406	Manitex	618	618
B.L.P.	720	720	Micrologie	176	176
Bouygues	510	510	Micromat	780	780
Bouygues	658	658	M.J.M.B.	231	231
Bouygues	1050	1050	Molier	331	331
Châles de Lyon	1700	1725	Molier	187 50	187 50
Colson	770	769	Obit. Gasc. Fin.	304	304
Colson	851	850	Obit. Gasc. Fin.	418	418
C.A.L. de B. (B21)	355	355	Obit. Gasc. Fin.	410	410
C.A.T.E.	138	135 80	Obit. Gasc. Fin.	465	465
C.B.M.E.	1283	1280	Obit. Gasc. Fin.	610	610
C. E. B. B.	352	352	Obit. Gasc. Fin.	740	740
C.E.B.	796	828	Obit. Gasc. Fin.	353 30	353 30
C.E.P.	1750	1750	Obit. Gasc. Fin.	345	345
C.E.L. Industrielle	1247	1240	Obit. Gasc. Fin.	228	228
Chemins de France	610	625	Obit. Gasc. Fin.	405	405 20
CALM	450	450	Obit. Gasc. Fin.	108	108
Chenot	282	282	Obit. Gasc. Fin.	372	372
Chenot	887	887	Obit. Gasc. Fin.	1394	1394
Chenot	432	432	Obit. Gasc. Fin.	410	410
Dafin	1425	1425	Obit. Gasc. Fin.	325	325
Dafin	1050	1050	Obit. Gasc. Fin.	700	700
Dafin	383	383	Obit. Gasc. Fin.	247 80	247 80
Dafin	102	102	Obit. Gasc. Fin.	385	385
Dafin	24 30	24 30	Obit. Gasc. Fin.	390	390
Dafin	225	225	Obit. Gasc. Fin.	430	430
Dafin	240	240			
Dafin	501	501			
Dafin	223	223			
Dafin	275 50	275 50			
Dafin	104	104			
Dafin	250	250			
Dafin	600	600			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 24 janvier 1989

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor					
CGE					
EX-Agribusiness					
Lafarge-Coppée					
Michelin					
Midi					
Peugeot					
Saint-Gobain					
Société générale					
Thomson-CSF					

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 janv. 1989
Nombre de contrats : 34 496.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	108,10	107,52	107,54
Précédent	108,22	107,64	107,66

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Juin 89	Mars 89	Juin 89
106	2,25	0,94	0,06	0,56

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,27 F ↑	PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-88)
Réformé par la volonté de M. Alan Greenspan de mettre tout en œuvre pour combattre l'inflation, le dollar est remonté de 10 points, mercredi 25 janvier, sur toutes les places financières internationales. Il a ainsi coté 6,2750 F (contre 6,2165 F la veille). Les cambistes, eux, sont déçus, voyant un jour le billet vert baisser sur les interventions des banques centrales, le lendemain monétaire sur les déclarations de la Fed.	Valeurs françaises : 1851, 186,4 Valeurs étrangères : 1853, 186,4 (S&P, base 1000 : 31-12-81) Indice général CAC : 448,1 448,5 (S&P, base 1000 : 31-12-81) Indice CAC 40 : 1 631,85 1 644,85 (OMF, base 100 : 31-12-81) Indice OMF 50 : 456,88 458,22
FRANCFORT 24 janv. 25 janv. Dollar (en DM) : 1,6211 1,64	NEW-YORK (indice Dow Jones)
TOKYO 24 janv. 25 janv. Dollar (en yen) : 126,95 127,65	Industrielles : 2 218,39 2 256,43 Londres (indice Financial Times)
MARCHÉ MONÉTAIRE (cettes privés)	Industrielles : 1 509,5 1 508,7 Mines d'or : 100 100 Fonds d'Etat : 85,35 85,7
Paris (25 janv.) : 15/164/165 New-York (24 janv.) : 1/85	TOKYO 25 janv. Nikkei Dow Jones : 31 567,79 31 567,79 Indice général : 2 409,52 2 409,59

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SEUL	6,2675	6,2695	- 37	- 22	- 70	- 45
5 ans	5,2980	5,3040	- 120	- 85	- 230	- 150
Yen (100)	4,9190	4,9210	+ 172	+ 196	+ 339	+ 365
DM	3,4865	3,4935	+ 80	+ 97	+ 160	+ 185
Flora	3,6140	3,6165	+ 60	+ 75	+ 120	+ 140
FR (100)	16,2410	16,2500	+ 136	+ 156	+ 251	+ 290
PS	4,9885	4,9925	+ 165	+ 182	+ 330	+ 360
L (1 000)	4,6470	4,6500	- 160	- 152	- 285	- 290
£ (1 000)	11,0903	11,0983	- 440	- 395	- 820	- 750

TAUX DES EUROMONNAIES

SEULES ECONOMIQUES										
E-U.	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 1/2	9 1/4	9 5/16	9 7/16		
DM	4 3/4	5	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 13/16	5 15/16		
5 7/8	6 1/8	6 3/8	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/2	6 5/16		
7 1/2	7 1/2	7 1/4	7 5/8	7 3/8	7 3/4	7 1/2	7 7/8	7 7/8		
7 1/2	7 1/2	7 1/4	7 5/8	7 3/8	7 3/4	7 1/2	7 7/8	7 7/8		
(1.000)	12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8		
12 7/8	13 1/2	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12					

BOURSE DU 25 JANVIER

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
3680	C.N.E. 5% a	3701	3701	3728	+ 0.87	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -
1025	R.A.P. T.C.	1063	1068	1088	+ 0.88	1025	R.A.P. T.C.	1063	1068	1088	+ 0.88	1025	R.A.P. T.C.	1063	1068	1088	+ 0.88	1025	R.A.P. T.C.	1063	1068	1088	+ 0.88
1109	Ed. L'Espresso	1187	1187	1195	+ 0.67	1109	Ed. L'Espresso	1187	1187	1195	+ 0.67	1109	Ed. L'Espresso	1187	1187	1195	+ 0.67	1109	Ed. L'Espresso	1187	1187	1195	+ 0.67
1464	Renault T.P.	1680	1687	1700	+ 1.41	1464	Renault T.P.	1680	1687	1700	+ 1.41	1464	Renault T.P.	1680	1687	1700	+ 1.41	1464	Renault T.P.	1680	1687	1700	+ 1.41
1763	Renault-Peug.	1738	1734	1774	+ 1.20	1763	Renault-Peug.	1738	1734	1774	+ 1.20	1763	Renault-Peug.	1738	1734	1774	+ 1.20	1763	Renault-Peug.	1738	1734	1774	+ 1.20
1800	Renault T.C.	1875	1875	1900	+ 1.33	1800	Renault T.C.	1875	1875	1900	+ 1.33	1800	Renault T.C.	1875	1875	1900	+ 1.33	1800	Renault T.C.	1875	1875	1900	+ 1.33
1219	Thomson T.P.	1318	1328	1328	+ 0.76	1219	Thomson T.P.	1318	1328	1328	+ 0.76	1219	Thomson T.P.	1318	1328	1328	+ 0.76	1219	Thomson T.P.	1318	1328	1328	+ 0.76
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97	360	Peugeot	626	649	648	+ 0.97
360	Peugeot																						

Comptant : (sélection)

[illegible]

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Price incl.	Ratchet net	VALUES	Emission Price incl.	Ratchet net	VALUES	Emission Price incl.	Ratchet net
A.A.	994 28	970 04	Francis Piere	100 88	97 85	Phenix Placements	261 01	259 71
Alcan	227 29	221 21	Francis Regions	1124 58	1031 81	Pine Investec	722 78	690 01
Alcan France	534 44	505 45	Francis Associations	26	26 40	Placement A.T.	1095 22	1085 22
Alcan International	619 71	607 31	Francis Groupings	20	20 40	Placement of term	7430 36	7430 26
Alcan International	620 18	609 39	Francis	32 18	32 18	Placement	5690 35	5690 35
Alcan International - CFI	1132 91	1105 28	Francisnet	112504 44	112604 44	Placement Premier	5690 35	5690 35
Alcan S.A.	620 47	604 94	Francisnet	247 23	243 60	Placement	116 60	115 60
Alcan S.A.	1108 51	1093 53	Francispace	868 93	847 74	Placement Group	1102 17	1101 18
Alcan S.A.	117 89	109 16	Francisone	29 08	28 37	Placement Group	114 58	111 52
Alcan S.A.	445 40	434 54	Francis	438 84	437 81	Placement	2214 81	2214 81
Alcan S.A.	120 88	117 83	Francis ECU	589 51	580 80	Placement	122 01	119
Alcan S.A.	1121 05	1115 45	Francis Partners	11417 40	11246 57	Placement		1 07
Alcan S.A.	10848	10848	Francisnet	100 88	113 07	Placement	169 04	165 54
Alcan S.A.	650 15	634 25	Francisnet	60160 32	60488 12	Placement	5547 17	5531 85
Alcan S.A.	221 30	213 30	Francisnet	154 74	152 25	Placement	1178 18	1161 75
Alcan S.A.	962 53	185 86	H.M.M. Miniparis	10241 95	10241 95	Placement	13757 78	13680 73
Alcan S.A.	962 53	582 70	H.M.M. Miniparis	1248 02	1135 55	Placement	803 50	824 34
Alcan S.A.	691 32	681 32	H.M.M. Miniparis	1040 10	1014 04	Placement	286 86	254 76
Alcan S.A.	594 80	577 28	H.M.M. Miniparis	209 18	455 22	Placement	591 04	564 20
Alcan S.A.	5279 34	5214 07	Jayco	248 68	198 78	Placement	485 95	475 37
Alcan S.A.	1265 48	1265 48	Janney Group	341 44	342 80	Placement	11898 28	11898 54
Alcan S.A.	338 78	327 84	Janney Group	241 11	230 18c	Placement	629 52	608 15
Alcan S.A.	1449 50	1402 73	Janney Group	285 71	251 85c	Placement	125 52	125 52
Alcan S.A.	1460 30	1330 53	Janney Group	287 54	214 50	Placement	1040 63	1040 63
Alcan S.A.	109 42	103 32	Janney Group	345 17	330 47	Placement	505 15	544 95
Alcan S.A.	122 95	117 37	Janney Group	254 76	243 21c	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	113 53	111 53	Janney Group	149 75	142	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	1454 57	1457 38
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	680 07	660 26
Alcan S.A.	122 95	117 41	Janney Group	248 68	401 41	Placement	733 14	722 31

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	par sac.	25/1	Achat	Vente
Ban-Louis (\$ 10)	5 216	5 275	5 055	5 450
Esc-Louis	7 085	7 088		
Aluminium (100 lbs)	340 350	340 350	330	350
Lead (25 lbs)	16 125	16 125	15 700	16 500
Paye bar (100 lb)	301 520	301 430	292	312
Densum (100 lbs)	87 760	87 750	85	92
Grain (100 lb)	11 062	11 058	10 800	11 500
Grain (250 bushels)	4 458	4 100	3 400	4 200
Steel (1 000 lbs)	4 035	4 000	385	411
Grain (100 lbs)	85 850	85 920	85 500	102 500
Grain (100 bush)	48 410	48 400	47 500	50 500
Grain (100 bush)	5 232	5 478	2 000	5 700
Parquet (100 sq ft)	5 157	5 152	3 700	4 400
Grain (100 bush)	4 500	4 516	4 400	4 600
Grain (100 bush)	4 500	4 516	4 750	4 800

Marché libre de l'or

[illegible]

Argus Models	1208 45
Argus Premier	12130 94

Anges-Duiz	206 185	198 67	Art Association	127 30	126 04	Unser	163 05	162 03
Anges-Duiz	1039 30	1038 88	Oldies Night	1081 31	1081 08	Unser-Aktion	1200 70	1181 22
Anges-Duiz	1287 90	1281 35	Obligations Convert.	432 12	411 82	Unser-Organo	1658 38	1603 76
Anges-Duiz	451 04	438 57	Oldies, music club	612 55	617 43	Velours	822 65	828 07
Anges-Duiz	1195 30	1144 85	Oldies	1071 53	1061 32	Voting	1587 68	1586 08
Anges-Duiz	6669 18	9427 74	Oldiesville	1078 95	1075 95	Velvet	42022 98	42001 98
Anges-Duiz	1038 25	1005 07	Opener	228 23	222 78	Vision	23828 91	23855 08
Anges-Duiz	1148 65	1107 98	Opietone	1278 69	1274 13			
Anges-Duiz	5707 38	5448 35	Orchestra	8042 47	8024 07			
Anges-Duiz	28 77	28 37	Orchestra	624 25	604 72			
Anges-Duiz	6209 98	6208 98	Pardon France	16462 36	16430 10			
Anges-Duiz	16718 28	16391 43	Pardon France	101 21	101 35			
Anges-Duiz	10380 60	11358 03	Pardon France	100 20	100 12			
Anges-Duiz	253 60	242 18	Pardon Opereville	124 54	118			
Anges-Duiz	792 00	7983 10	Pardon Opereville	561 61	528 12			
Anges-Duiz	264 24	253 87	Pardon Opereville	92 22	92 30			
Anges-Duiz	428 36	408 94	Pardon Opereville	1028 16	1028 13			
Anges-Duiz	482 78	458 15	Pardon Opereville	176 05	174 56			
Anges-Duiz	447 51	434 48	Pardon Opereville	665 23	645 85			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الاعمال

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Argentine : le président Alfonsín est mobilisé sur tous les fronts. 4 Pérou : un pas vers l'unification de la gauche. 5 Un entretien avec le président Mobutu. 6 La préparation des élections en URSS.	8-9 La polémique sur le rachat d'American Can. 10 à 12 La préparation des élections municipales. 2 Débats : « Revenu minimum d'insertion : le succès dépend des accompagnateurs », par François Bloch-Lainé ; « Vous n'auriez pas une valeur ? », par Daniel Sibony.	14 Arianeespace va commander cinquante fusées Ariane. - Polémique à propos d'un nouveau médicament destiné aux insuffisants rénaux. 16 L'ouverture des célébrations parisiennes du Bicentenaire.	23 Cinéma : « Cop », de James B. Harris. 24-25 Une année d'hommage à Dimitri Chostakovitch. 26 Photo : Tress à la galerie Urbil et Orbi, Gladys à l'AMC de Mulhouse. 26 Expositions. 13 Communication.	37 Le projet du X ^e Plan approuvé par M. Rocard. 38 La présentation du budget japonais. 39 Une faillite « exemplaire » près de Longwy. 40-41 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 30 à 34 Carnet 16 Météorologie 22 Mots croisés 22 Radio-télévision 22	• Tout savoir sur les « affaires » JOUR • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE • Abonnez-vous au Monde par Minitel ABO • Jouez avec le Monde JEUX 3615 tazes LEMONDE.

Nouveau « plan social » chez Renault La Régie veut réduire en 1989 un « sureffectif » de 2753 personnes

Malgré la progression de ses bénéfices et de ses ventes, Renault entend continuer à resserrer ses effectifs, pour améliorer sa productivité.

Un nouveau « plan social » devrait être présenté au comité d'entreprise de la Régie Renault, vendredi 27 janvier ; il serait destiné à ramener l'effectif de la Régie de 70 400 personnes au début de 1989 à 67 647 au 1^{er} janvier 1990 : le « sureffectif » (2 753 personnes) serait donc moindre qu'en 1988 (3 835 personnes). Le plan concerne exclusivement les ouvriers, les employés, les techniciens et les agents de maîtrise. Mais il touche douze établissements, c'est-à-dire presque tous les sites de production de la Régie, en particulier Billancourt (1 148 personnes), Flins (719) et Sandouville (410).

Pour réduire les « sureffectifs », la Régie tablait d'abord sur environ 1 650 départs en préretraite. Une nouvelle convention pour le retour au pays des étrangers serait aussi signée avec l'Office des migrations internationales (OMI), mais si théoriquement plus de six mille personnes sont concernées, en fait, les départs devraient être peu nombreux.

Les formules de départ reprennent la palette déjà développée par la Régie, notamment une prime de 50 000 F en cas de départ volontaire — sauf pour les personnes qui ne peuvent être remplacées à l'intérieur de l'entreprise (notamment les informaticiens, les spécialistes d'électronique, d'automatismes, mais aussi les personnels de comptabilité et de secrétariat). Cela va de pair avec les systèmes d'incitation et d'aide au départ volontaire : « décreusement », reclassement à l'extérieur ou à l'intérieur de la Régie, avec prospection d'offres d'emplois, aide à la création d'entreprises (le Monde des 28 mai et 5 novembre 1988).

GUY HERZLICH.

Etant passé de 2 % à 4,9 % du capital Le GAN est le principal actionnaire individuel de la Société générale

Le GAN (Groupe des assurances nationales) est désormais le principal actionnaire individuel de la Société générale, derrière les salariés, le groupe Caisse des dépôts et la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation) de M. Georges Péberas.

Présidé par M. François Heilbronn, l'ancien conseiller de M. Jacques Chirac, le GAN, retenu par M. Edouard Balladur parmi les membres du groupe d'actionnaires stables de la banque lors de sa privatisation, à l'été 1987, avait acquis alors à ce titre 2 % des actions de la Générale. Le GAN a aujourd'hui 4,9 % de la banque.

Dans les milieux de l'assurance, on estime que cette montée en puissance du GAN dans la Générale résulte d'une entente entre la société d'assurances et son actionnaire, l'Etat, plus précisément le cabinet du ministre de l'économie. Le GAN, troisième compagnie publique d'assurances, a obtenu de M. Bérégovoy l'autorisation d'augmenter sa participation dans la compagnie financière du CIC (elle sera portée de 34 % à 51 %), prenant ainsi le contrôle du groupe des banques CIC, auquel elle apportera 1 milliard de francs en capital.

En échange, le GAN se serait engagé, en novembre dernier, à aider M. Bérégovoy dans son opération de réajustement du noyau dur de la Société générale. Ainsi, l'assureur a acheté depuis novembre pour environ 1 milliard de francs d'actions de la Société générale. On ne sait pas si le GAN a acheté sur le marché ou auprès de vendeurs déterminés. On rappelle qu'à l'époque les deux autres assureurs publics, l'UAP et les AGF, également présents dans le noyau dur de la banque, avaient été sollicités par la Rue de Rivoli. Ils avaient refusé d'augmenter leur participation.

Interrogés à ce sujet, les dirigeants de la Société générale ont affirmé, mercredi 25 janvier, ne pas avoir été informés par le GAN de ces achats. Ils se déclarent également « surpris » dans la mesure où, l'hiver dernier, lorsque M. Viénot, le président de la banque, avait appelé au secours les membres du noyau dur et leur avait demandé d'acheter des titres pour soutenir le cours, le GAN avait indiqué que cela ne lui était pas possible financièrement.

Les actions de la Société générale représentent alors environ 5 % du portefeuille d'actions françaises détenues par le GAN. Afin de respecter certaines normes qui s'imposent à la profession, il semble que le GAN ait procédé, cette fois-ci, à ses achats d'actions de la banque par l'intermédiaire de sous-filiées. E. L. et C. B.

Sur le vif Débordé

Quels chiens, mes copains du « Monde » ? Je suis furieux après deux jours à Born. Une conférence. Et qu'est-ce que j'apprends à mon retour ? Il a été fait de la peine à mon Mimi. Un gros chagrin. C'est Joux qui l'a dit. Ce matin, je déboulais dans leurs bureaux :

— Vous allez le lâcher, mon chéri ? Qu'est-ce que vous avez après lui ? Ce rapport, ce document sur son ami Pelat, c'est pas parce qu'on le lui a donné qu'il l'a reçu. Il l'a paumé. La preuve, c'est qu'il l'a cherché partout. Il a farfouillé pendant des heures dans ses papiers. Il a dû le poser sur son bureau et puis il a disparu sous une pile de dossiers.

— Quels dossiers ? Il étudie pas, ton Mimi. L'affaire Pechiney, il est pas au courant. Il a vaguement parcouru les gros titres des journaux, mais bon ça s'arrête là.

— Normal. Lire vos colonnes, à la fois, ça te coûte. Lundi il a été aux Bouffes du Nord, voir « Fric ».

— Mela non, idiotie, pas « Fric », « Freaks ».

— Peu importe. Hier, se plaignait-il, j'ai fait avec les neuf meilleurs chefs de France invités à l'Elysée pour l'anniversaire de la fête de la Gastronomie. Là, aujourd'hui, il reçoit les ambassadeurs des Emirats, de la Sierra-Leone et de la Gambie pour savoir pourquoi le téléphone n'a pas fonctionné quand il a été question de l'écologie écorce. Et demain, je suis sûr.

— Demain il plantera un arbre, l'arbre destiné à cacher la forêt des magouilles et des embrouilles de ses copains.

— Tais-toi, parpion-en ! Mais tout ce qu'il a à faire, il trouve encore le temps de coiter les libraires avec son ami Pelat, et voilà qu'il a disparu, le mec. Mon Mimi a pas arrêté de l'appeler, de lui laisser des messages sur son répondeur : Où tu es ? Qu'est-ce que tu fous ? Quand est-ce qu'on sort ensemble et tout ?

— Ouais, ben là, il a réparé juste à temps pour lui refiler des tuyaux. Dimanche c'est le Grand Prix d'Amérique à Vincennes. Il y a ton Mimi et il espère que l'autre lui donnera le tiercé dans l'ordre. Il lui doit bien ça.

CLAUDE SARRAUTE.

La visite à Paris du premier ministre québécois MM. Rocard et Bourassa ont célébré les relations entre la France et la Belle Province

Détendus et souriants, sous les ors passés des lambris de Matignon, les premiers ministres français et québécois, MM. Rocard et Bourassa, ont célébré à l'envi, mardi 24 janvier, au cours d'une conférence de presse, une vieille amitié qui, elle, ne ternit pas, celle qui lie la France à la Belle Province.

Mieux, régénérée par le changement d'équipe à Matignon et l'« assagissement » des leaders québécois, cette amitié, délivrée des tentations gaulloises d'ingérence et du prurit autonomiste d'autrefois, peut désormais s'exercer « sans état d'âme », a souligné M. Rocard, puis-que le ménage à trois France-Canada-Québec n'a jamais si bien fonctionné. D'autant que les accords du lac Meech, qui reconnaissent au Québec un statut distinct, ouvrent en quelque sorte la voie à l'intégration future de la province francophone dans le giron constitutionnel canadien.

Pourtant, à bien des égards, cet amour réciproque reste bien platonique. Et sur le plan des échanges commerciaux, la France n'est encore que le cinquième fournisseur et le sixième client du Québec. Il n'empêche, souligne-t-on de part et d'autre, près de deux cents entreprises industrielles ont été signées ces trois dernières années, dont un accord entre l'Aérospatiale et Canadair ; la participation du groupe Pechiney dans l'expansion de l'aluminerie québécoise de Bécancour ou encore le développement en France d'activités d'entreprises québécoises comme les minoteries Ogilvie et Dominion Textile.

Le premier ministre français devait également souligner la participation française prochaine à trois contrats hydroélectriques pour la nouvelle phase de développement de la baie James, ainsi que l'accord intervenu entre Alstom et la firme québécoise Bombardier, pour la réalisation d'un TGV entre Québec et Windsor (Ontario).

En revanche, sur ce qui devait être le « plat de résistance » économique de cette visite, l'achat par la France d'une douzaine d'avions Canadair de lutte contre l'incendie — un dossier vieux de deux ans — aucun accord n'a abouti.

M.-C. D.

● **MADAGASCAR** : visite de M. Mitterrand à l'automne prochain. — Le président malgache, Didier Ratsiraha qui a été reçu, mardi 24 janvier, par M. Mitterrand, a indiqué que celui-ci devrait se rendre en visite officielle dans son pays en septembre ou octobre.

● **ÉCHECS** : Youssoupov égale. — Le Soviétique Arthur Youssoupov a remporté, mercredi 25 janvier à Québec (Canada), la troisième partie du match des quarts de finale des candidats au titre de champion du monde d'échecs, qui l'oppose au Canadien Kevin Spraggett. Alors qu'il ne restait plus que trois parties à jouer, les deux adversaires sont à égalité 1,5 partout. Spraggett avait gagné la deuxième partie.

Aux abonnés du « Monde de la Révolution »

Les souscriptions aux douze numéros, à paraître chaque mois en 1989, sont arrivées en très grand nombre. Certains abonnés n'ont pas encore reçu le numéro 1 : celui-ci leur parviendra prochainement. Qu'ils veuillent bien nous excuser pour ce retard dû au grand succès de cette publication.

Le numéro du « Monde » daté 25 janvier 1989 a été tiré à 581 756 exemplaires




L'Édition française de MacUser (1987)

TOUS LES TRAITEMENTS DE TEXTE POUR MACINTOSH AU BANC D'ESSAI

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- MORE II : exprimez vos idées
- DIMENSION : les fabuleuses images de synthèse
- DOSSIER : les logiciels médicaux

LE N° 3 VIENT DE PARAÎTRE

Rien que Macintosh mais tout Macintosh. ne vous compliquez pas la vie...



INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard - Paris 4^e - Tél. : 42 72 25 26

56, Av. du Prado - Marseille 6^e - Tél. : 91 37 25 03

du 1^{er} au 31 janvier

Votre 405 Break GR GL

Un Break "griffé" cuir en livraison immédiate, sans supplément de prix.

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir



la griffe du lion

NEUBAUER

PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34